



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXII^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1987

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**
- 43 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de décembre 1986.**
- 1 **Statistiques.**
- 167 **Législation économique.**
- 183 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES

Environnement international

Au début de l'année 1986, deux hypothèses importantes avaient été introduites dans les travaux prévisionnels qui conjecturaient l'avenir immédiat des économies industrialisées. L'une était la faiblesse du dollar par rapport aux monnaies fortes; l'autre, le maintien du prix des huiles minérales et autres produits énergétiques très au-dessous des sommets antérieurs. L'une et l'autre de ces hypothèses se sont avérées. Mais leur confirmation n'a pas eu des effets aussi positifs et aussi rapides que ceux qui étaient attendus. Les prévisionnistes avaient bien aperçu le double faisceau de forces auxquelles l'économie mondiale allait être soumise : les premières, agissant dans les pays et les secteurs d'activité que les changements favoriseraient, stimuleraient la croissance mondiale; celle-ci serait, au contraire, ralentie par les secondes qui frapperaient les autres pays et secteurs. Mais les anticipations avaient surestimé à la fois le délai de réaction aux évolutions adverses et les retombées des changements favorables.

Dans le domaine des phénomènes économiques, on le sait, les réactions provoquées par deux impulsions, identiques mais de sens opposé, diffèrent par leur intensité et leur délai. Ainsi, les deux vagues de renchérissement des produits énergétiques avaient immédiatement déclenché, à l'époque, deux poussées d'inflation par les coûts dans les pays industrialisés : celles-ci s'expliquaient par la majoration substantielle de la valeur d'un input important, mais aussi par les ajustements précipités d'autres prix. Au contraire, le repli, cependant rapide, des prix des mêmes produits, s'est diffusé beaucoup plus lentement que leur hausse, bien qu'il se soit produit dans un climat déjà désinflationniste.

Le prix des huiles minérales et la croissance mondiale

Quant à la croissance, elle n'a pas été accélérée par la chute du prix du pétrole. Comme le ralentissement de l'expansion dans les pays industrialisés s'était produit après l'événement pétrolier de 1973, c'est à celui-ci qu'avait été attribuée la responsabilité majeure de la cassure, tandis que le rôle, plus opaque, des mutations intervenues, depuis les années soixante, dans la structure de l'économie mondiale, était beaucoup moins bien entrevu. L'espoir, dès lors, devait naître qu'un recul sévère du coût des produits énergétiques serait suivi d'une reprise du rythme de croissance dans les pays industrialisés.

Or, le premier relèvement du prix du pétrole avait fait gonfler les revenus extérieurs des pays producteurs; la majorité de ceux-ci avaient profité de ce nouveau pouvoir d'achat pour accélérer leur développement; d'autres avaient davantage épargné le supplément de revenu gagné sur l'étranger et les ressources financières qu'ils avaient constituées par leur surplus courant, distribuées par le « recyclage des pétro-dollars », avaient servi à couvrir les besoins d'autres pays en développement; d'un autre côté, les pays industrialisés importateurs étaient généralement assez riches pour supporter à l'aide de leurs réserves, voire de l'utilisation de leurs larges facultés d'emprunt, le déficit extérieur que provoquaient la facture pétrolière et leur politique de stabilisation du revenu intérieur. Les comportements de ces trois catégories de pays avaient concouru à atténuer les effets déflationnistes, sur la demande mondiale, de la brusque altération des rapports d'échange mondiaux.

Le renversement récent de ces rapports s'est produit dans un environnement international profondément modifié. Beaucoup de pays producteurs se sont fortement endettés, le gonflement de leurs dépenses intérieures ayant été plus que proportionnel à l'afflux de recettes pétrolières ; au cours de ces dernières années, ils ont dû s'imposer un effort de compression de leurs importations ; l'altération, à leur détriment, des conditions de l'échange international, les contraint à poursuivre cet effort. Quant aux pays en développement non producteurs de pétrole, confrontés à une situation extérieure obérée, ils s'étaient résignés à s'imposer une aplasie de leur demande intérieure, et l'allégement de leurs coûts énergétiques ne les en a pas dispensés. Plusieurs pays de l'Europe de l'Est, aussi, ont été contraints à redresser leurs comptes extérieurs en resserrant leurs achats à l'étranger. Quant aux nouveaux pays industrialisés, leur structure socio-politique freine la diffusion, vers le consommateur, de la croissance de leur revenu réel et, dès lors, le volume de leurs importations ne s'accroît plus que lentement. Du côté des pays anciennement industrialisés, les Etats-Unis d'Amérique avaient entrepris de réduire le déséquilibre des finances fédérales ; en même temps, ils cherchaient à atténuer leur déficit extérieur courant en escomptant que l'affaiblissement du cours du dollar rendrait plus compétitive l'offre nationale. Le Japon, dont la prospérité était devenue fort dépendante de la demande extérieure, était dans l'impossibilité de reconvertir, en peu de temps, la structure de pans entiers de son industrie : le développement des besoins du marché intérieur postulait un changement profond dans la répartition du revenu ; ce marché ne pouvait, en courte période, prendre le relais des marchés étrangers et absorber les surplus des firmes exportatrices. D'autres pays industrialisés, qui avaient souffert, à la fois, de l'inflation et d'un déficit extérieur courant, s'étaient assigné comme objectifs d'éliminer la première, pour lutter contre le second ; le rééquilibrage de leur compte extérieur leur paraissait le moyen le plus opportun pour relever le niveau d'emploi. D'autres pays encore suivaient une politique toute de prudence, anxieuse à leur crainte de réactiver les processus de l'inflation de croissance.

De la sorte, tout un groupe de pays, ressentant de nouveau, ou plus fort, le poids des contraintes, entreprenaient ou accentuaient un effort de réajustement, tandis que d'autres, dont la position forte était encore confortée, poursuivaient sur leur lancée une politique de rigueur. Manifestement, les objectifs nationaux s'inspiraient des mêmes apophtegmes. Calquées sur un même patron, les actions privilégiaient, chez les uns, la réduction du déficit extérieur, chez les autres, la sauvegarde d'un surplus suffisant. Les logos nationaux construisaient un discours aporétique au niveau de la planète. Dans les faits ils retrouvaient une cohérence, au prix d'un affaiblissement des facteurs de croissance.

Au total, l'expansion du volume des importations du monde en provenance du monde s'est inscrite en retrait sur celle de l'année précédente ; elle a à peine dépassé 4 p.c. en 1986, c'est-à-dire un rythme de moitié inférieur à celui de 1984.

Les pays
industrialisés

Certes, la phase d'expansion, cependant concomitante du maintien d'un chômage élevé, s'est poursuivie pour la quatrième année consécutive dans l'ensemble des pays industrialisés, membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Mais la croissance de leur produit intérieur brut d'ensemble s'est ralentie, revenant de 3 p.c. en 1985 à 2,5 p.c. en 1986. Sans

doute, cette donnée globale ne signifie-t-elle pas que la décélération ait eu lieu dans tous les pays. Le recul a atteint particulièrement les économies grandes productrices de pétrole ou d'autres matières premières — Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande — et le pays dont la monnaie s'est le plus appréciée, le Japon. Mais rares ont été les pays industrialisés où le rythme de progression s'est accéléré de façon significative.

Pourtant, à quelques exceptions près — dont le Royaume-Uni et le Canada —, les pays industrialisés ont bénéficié d'un accroissement de leur revenu réel par unité produite. Cette progression traduit, à l'intérieur des économies, l'amélioration des termes de l'échange des pays importateurs de pétrole. D'un côté, ceux-ci ont eu l'avantage que la moyenne pour l'année du prix, en dollar, du baril a été de près de 40 p.c. inférieure à celle de 1985. A l'exception des Etats-Unis et de quelques pays dont l'unité monétaire a accompagné le dollar dans sa dépréciation, ces pays industrialisés ont eu un second avantage : le relèvement des cours, exprimés en dollar, des matières premières industrielles non énergétiques et des produits alimentaires est resté très inférieur à la chute de l'unité monétaire américaine vis-à-vis de la leur. De l'autre côté, les prix moyens à l'exportation pratiqués par les pays industrialisés ont reculé beaucoup moins que ceux de leurs achats à l'étranger. Les pays qui sont gros importateurs de produits énergétiques et dont l'unité monétaire s'est appréciée, ont cumulé, il va de soi, dans leurs termes d'échange, les avantages des changements ; c'est le cas, parmi les grands, du Japon, de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Italie et de la France. Mais les Etats-Unis eux-mêmes ont réalisé un gain ; en effet, si le cours du dollar s'est déprécié en moyenne, il a haussé cependant par rapport aux monnaies de divers pays nouvellement industrialisés qui sont des partenaires commerciaux importants pour les Etats-Unis ; en outre, certains pays industrialisés fournisseurs de ceux-ci ont consenti des abattements sur leurs prix de vente pour consolider leur pénétration sur le marché américain ; enfin, le coût en dollar des importations d'huiles minérales par les Etats-Unis s'est abaissé. Au total, l'ensemble des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ont retiré du changement des conditions des échanges, un surcroît de revenu réel équivalant à quelque 0,8 p.c. de leur produit national brut de 1986. La contrepartie a affecté évidemment l'ensemble des pays exportateurs d'huiles minérales, voire d'autres matières premières, et des pays de l'Europe de l'Est.

Les débouchés extérieurs des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques se sont donc resserrés en 1986. Par ailleurs, la progression de leurs importations s'est accélérée, entre autres par suite de la reconstitution des stocks de produits pétroliers : elle a atteint environ 8 p.c. Dès lors, leur balance des échanges de biens et services, alors même qu'elle s'améliorait en termes nominaux, s'est détériorée en volume : les exportations nettes de biens et services ont apporté une contribution négative à la croissance du produit intérieur brut de ces pays dans leur ensemble et de chacun des principaux d'entre eux en particulier.

Ce sont les impulsions provenant de la demande intérieure qui ont assuré l'expansion économique.

Aux Etats-Unis et au Japon, la progression de cette demande intérieure globale est restée du même ordre de grandeur que l'année précédente, 3,5 p.c. environ. Cependant, l'évolution des diverses catégories de dépenses a été différente d'un pays à l'autre. Dans le premier, l'accroissement, en termes réels, des dépenses publiques s'est ralenti ; c'est un nouveau progrès des consommations et des investissements des ménages ainsi que la reconstitution des stocks qui ont le plus stimulé l'activité. Dans le second, au contraire, les dépenses des pouvoirs publics, en recul en 1985, se sont remises à progresser, tandis que le rythme d'expansion des dépenses des particuliers restait inchangé. Dans les deux pays, les investissements des sociétés n'ont plus eu le même élan qu'en 1985 : aux Etats-Unis, par suite, notamment, de l'abandon de projets de développement dans le secteur pétrolier, et, au Japon, sous l'influence de l'assombrissement des perspectives des industries exportatrices dont certains marchés s'étaient resserrés et dont la position compétitive avait été abîmée par la hausse du cours du yen.

Si l'évolution, de 1985 à 1986, des dépenses publiques n'a pas suivi le même cours dans les deux grands pays industrialisés, leurs politiques budgétaires ont présenté davantage d'analogie à en juger par les déficits finals. Dans chacun des deux pays, le solde à financer, 3,4 p.c. du produit intérieur brut aux Etats-Unis, 1,5 p.c. au Japon, est pratiquement inchangé en 1986. Faisant abstraction des incidences conjoncturelles sur le déficit des pouvoirs publics, pour en isoler la composante en quelque sorte « structurelle », qui reflète le plus les décisions de politique budgétaire, on constate, pour les Etats-Unis, que l'impulsion expansionniste produite par cette composante-ci au cours des dernières années, s'est encore exercée en 1986, mais beaucoup plus faiblement ; au Japon, l'action restrictive s'est poursuivie, même si elle s'est atténuée. Ni dans l'un ni dans l'autre pays, la gestion volontariste des budgets n'a été l'instrument d'une relance de la demande intérieure en 1986.

Aucun des quatre grands pays européens n'a réorienté sa politique budgétaire pour compenser l'affaiblissement des impulsions qui étaient venues auparavant des Etats-Unis. En République Fédérale d'Allemagne, le déficit public est resté inchangé à 1 p.c. du produit intérieur brut ; en France et au Royaume-Uni, le pourcentage a peu augmenté et a avoisiné les 3 p.c. ; en Italie, où le déséquilibre était beaucoup plus prononcé, le pourcentage a diminué, tout en se situant encore aux environs de 12,5 p.c. C'est donc sur les réactions des ménages et sur celles des entreprises à l'amélioration attendue de leur revenu réel, que les autorités de ces pays européens ont compté pour assurer leur croissance économique. De fait, dans chacun d'eux, la consommation des ménages s'est accélérée, particulièrement en République Fédérale d'Allemagne ; mais les investissements des sociétés et la construction de logements n'ont pas progressé de manière significative, et ils ont même subi une décélération dans certains cas.

La croissance réalisée ne pouvait pas entraîner une résorption de quelque importance du chômage dans les pays industrialisés. Certes, l'emploi a continué d'y croître légèrement. Mais, en raison du mouvement de la population active, ce progrès de l'emploi n'a donné lieu qu'à une faible réduction du taux de chômage aux Etats-Unis, où il s'est situé en moyenne à 7 p.c. et n'a pas empêché

que, dans les pays membres de la Communauté Economique Européenne, ce taux se soit maintenu au niveau élevé de 11,8 p.c. ; au Japon, où le taux a toujours été particulièrement bas, il s'est relevé légèrement et a atteint 2,8 p.c.

Si le bloc des économies industrialisées n'a engrangé, en 1986, que des résultats assez médiocres en ce qui concerne le chômage, ses performances ont été meilleures au chapitre de la désinflation. C'est tout particulièrement le cas pour les prix à la consommation, dont la hausse s'est partout atténuée ; en République Fédérale d'Allemagne, ces prix ont même diminué. Il faut remonter aux années soixante pour retrouver des évolutions comparables. Le recul de 1986 n'a pas eu la même intensité partout : il a été moindre dans les pays qui ont laissé se déprécier leur unité monétaire, ou encore dans les pays où les produits énergétiques ont relativement moins de poids dans le panier des consommations, ou encore lorsque les composantes intérieures des coûts et des prix ont offert plus de résistance aux impulsions à la baisse. En tout état de cause, l'évolution récente n'a pas, ou guère, élargi les disparités dans l'intensité de l'inflation, de pays à pays, qui avaient été considérables au début des années quatre-vingt.

Toutefois, cet affaiblissement du mouvement haussier des prix à la consommation des pays industrialisés, en 1986, est essentiellement importé du reste du monde. En effet, les prix implicites des produits intérieurs bruts, qui synthétisent l'évolution des coûts purement intérieurs — en ce compris les marges bénéficiaires brutes des entreprises —, ou bien se sont très généralement accrus davantage que les précédents, ou bien leur inflexion, là où elle s'est produite, a été beaucoup moins marquée.

Cette plus grande rigidité des coûts intérieurs explique pourquoi les prix moyens à l'exportation des pays industrialisés ont moins baissé en 1986 que les prix moyens des importations, comme on l'a souligné plus haut.

Tous les pays industrialisés n'ont pas enregistré une amélioration de leur balance des paiements extérieurs courants en 1986. Le cas des Etats-Unis a été l'exemple le plus frappant : la détérioration en volume de leurs échanges extérieurs, qui s'est poursuivie malgré la dépréciation substantielle du dollar, l'a emporté sur l'effet heureux des prix. Le Canada, gros exportateur de produits agricoles et de matières premières, et, parmi les pays membres de la Communauté Economique, le Royaume-Uni, fournisseur d'huiles minérales, et le Danemark, en conséquence de la progression importante de sa dépense intérieure, ont enregistré aussi une dégradation de leur compte extérieur. En contrepartie de l'aggravation des déficits de ces pays et de celui des pays producteurs de pétrole, les surplus courants du Japon et de la République Fédérale d'Allemagne, surtout, se sont encore renforcés, de même que ceux des nouveaux pays industrialisés et d'autres pays européens, les déficits de la France et de l'Italie se sont mués en surplus et le solde négatif des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire non producteurs de pétrole s'est réduit.

A l'intérieur du groupe des pays industrialisés, les divergences dans l'évolution des déséquilibres extérieurs se sont donc encore accentuées, singulièrement entre les grandes économies. Le surplus du Japon a atteint

4,2 p.c. du produit national brut ; celui de la République Fédérale d'Allemagne, 3,6 p.c. Le déficit des Etats-Unis a été de 3,3 p.c. Sans doute cette divergence entre le cas américain et le cas japonais trouve-t-elle un élément d'explication dans le fait que le rythme de croissance du Japon est retombé, en 1986, au-dessous de celui de l'économie américaine ; mais cette explication ne vaut pas dans le cas allemand. Quant aux variations des cours de change des unités monétaires des trois pays, elles ne sont pas allées dans un sens qui justifierait les changements contrastés des comptes extérieurs de ceux-ci : de février 1985 à décembre 1986, le cours moyen pondéré du yen s'est relevé de quelque 33 p.c., malgré le léger repli observé au cours de l'automne dernier, celui du mark allemand, de 20 p.c., tandis que celui du dollar tombait de 27 p.c.

La masse des capitaux étrangers qui se sont placés sur le marché américain a encore augmenté en 1986. Pourtant, maints augures et des voix autorisées se sont exprimés avec pessimisme quand ils pronostiquaient l'évolution du cours du dollar ; pourtant, les prévisions optimistes quant aux progrès de l'économie américaine n'ont pas été entièrement confirmées par les faits ; pourtant, l'écart sur le marché des euro-monnaies, entre les taux d'intérêt des placements en dollar et ceux des avoirs en monnaies fortes s'est rétréci. Sans doute, au cours de cette année, comme de la précédente, la demande de dollar a-t-elle dû être stimulée par le recul du cours de celui-ci. Mais cette demande a eu lieu et a contribué à ralentir le repli du dollar. Il est vrai qu'elle a pu provenir de pays dont l'unité monétaire s'est dépréciée par rapport à la monnaie américaine. Il est plus important de constater, en outre, qu'une part de cette demande de dollar émanait, cette année, d'autorités monétaires, notamment celles du Japon, préoccupées de contrôler le flottement à la hausse des cours de leurs monnaies ; les achats nets de dollars des banques centrales ont été aussi importants en 1986 que les ventes nettes qu'elles avaient effectuées l'année antérieure.

Vis-à-vis de l'ensemble des monnaies dont les cours de marché sont régis par les principes du Système Monétaire Européen, le dollar a subi une dépréciation supérieure à celle que reflète son cours moyen pondéré. Cette baisse a entraîné certaines tensions à l'intérieur du Système : les monnaies les plus fortes, demandées davantage, se sont encore renforcées. Pour cette raison, et pour d'autres tenant plus spécifiquement aux décisions de politique de change du nouveau Gouvernement français, un réajustement général des cours-pivots a été opéré le 6 avril dans le Système Monétaire Européen : les cours-pivots du mark allemand et du florin ont été relevés de 3 p.c., ceux des francs belge et luxembourgeois et de la couronne danoise, de 1 p.c., ceux de la lire et de la livre irlandaise sont restés inchangés, tandis que celui du franc français était abaissé de 3 p.c. La détérioration du compte extérieur courant du Royaume-Uni s'est reflétée dans le cours flottant de la livre : la dépréciation de celle-ci, qui s'était amorcée vers le milieu de 1985, s'est poursuivie en 1986, avec une interruption de mars à mai ; de juillet 1985 à décembre 1986, le cours moyen pondéré du Sterling s'est abaissé de 18 p.c. En raison de l'importance des relations commerciales de leur pays avec le Royaume-Uni, les autorités de l'Irlande n'ont pu rester sans réaction devant cet affaiblissement du Sterling : en août, le cours-pivot de la livre irlandaise a été abaissé de 8 p.c. par rapport aux autres monnaies du Système Monétaire Européen. Dans les dernières semaines de l'année, un nouvel

accès de faiblesse du dollar, les conflits sociaux en France et des bruits et déclarations annonciateurs d'une réévaluation du mark allemand ont ravivé des tensions latentes dans les relations de change entre pays membres du Système Monétaire Européen ; les perturbations se sont exacerbées dans les premiers jours de janvier 1987 ; un nouveau réaligement des cours-pivots a été décidé le 11 de ce mois ; le mark allemand et le florin ont été réévalués de 3 p.c., les francs belge et luxembourgeois, de 2 p.c., par rapport au franc français, à la lire italienne, à la couronne danoise et à la livre irlandaise.

La diminution de l'inflation rendait possible un nouveau recul des taux d'intérêt nominaux ; l'évolution conjoncturelle le faisait souhaiter. Presque partout, la politique monétaire a laissé se produire ou a facilité le mouvement spontané des taux à la baisse. Divers pays avaient fixé les limites tolérables de la croissance des « agrégats », ces stocks d'actifs financiers étiquetés « monnaie » ou « quasi-monnaie », dont les variations étaient censées être sous le contrôle des autorités, d'une part, et tenues pour annonciatrices des accroissements en valeur nominale du produit national, d'autre part ; là où les limites ont été franchies, les autorités n'ont pas pris de mesures sévères de correction.

Le mouvement de repli des taux à court terme a été interrompu, au début de l'année, par un relèvement de courte durée, dans les pays européens dont les marchés des changes étaient le siège des tensions qui ont conduit au réaligement d'avril. La baisse a repris ensuite, mais elle s'est arrêtée dans les derniers mois de l'année. Divers pays européens ont élargi l'écart entre leurs taux à court terme et celui des placements en mark allemand, pour tenter d'atténuer la pression que la fermeté de cette monnaie exerçait, indirectement, sur leur marché des changes. De leur côté, les autorités américaines ont hésité à réduire encore l'écart entre les taux à court terme nationaux et le taux des avoirs en mark allemand. En effet, arguant des préoccupations que lui inspirait le gonflement du stock de liquidités intérieures, la banque fédérale allemande, ignorant les suggestions de l'étranger, a cessé d'ajuster vers le bas le niveau des taux courts.

Le repli des taux à long terme a été général ; il a été le plus net sur les marchés où le niveau de ces taux était encore relativement élevé en 1985. Comme pour les taux à court terme, le recul s'est ralenti dans les tout derniers mois de l'année. Dans certains pays les autorités elles-mêmes ont hésité à accentuer le mouvement : elles constataient un développement des sorties nettes de fonds à long terme qui se plaçaient sur des marchés étrangers où les taux nominaux étaient encore relativement élevés, ou dans des avoirs libellés dans des unités monétaires qui paraissaient destinées à s'apprécier. Dans beaucoup de pays, les placeurs avaient aussi témoigné, au cours de l'année, d'une hésitation progressive à constituer des avoirs à long terme aux niveaux de rendement atteints ; leur expectative s'était traduite par une préférence pour les placements plus courts. Pourtant, les taux réels apparaissaient comme particulièrement élevés, dans tous les pays, lorsqu'on les évaluait en tenant compte de la hausse passée des prix à la consommation ; mais il est possible que, dans beaucoup de pays, la masse des petits placeurs, déjà habitués à se voir offrir des taux faciaux élevés, aient été plus attentifs à la diminution visible de ceux-ci qu'à l'amélioration, moins perceptible, des rendements réels, et aient réagi à celle-là, plutôt qu'à celle-ci ;

au surplus, les exigences des placeurs quant aux taux nominaux à long terme sont influencées par les anticipations inflationnistes ; celles-ci ont pu prendre en compte l'augmentation des coûts intérieurs — que les évaluations statistiques synthétisent dans le déflateur du produit intérieur brut — plutôt que les seuls prix à la consommation ; le scepticisme à l'endroit de la continuation de la désinflation a d'ailleurs été conforté par les appréhensions qu'exprimaient diverses autorités monétaires.

Quoi qu'il en soit, le changement d'orientation dans l'évolution des taux d'intérêt dans les derniers mois, n'a pas empêché que leur niveau moyen se soit situé plus bas en 1986 qu'en 1985 dans les pays industrialisés.

Pays en
développement

Cet abaissement des taux des pays riches et le repli du cours du dollar ont allégé la charge des dettes des pays en développement. En outre, ceux d'entre eux qui sont importateurs d'huiles minérales ont bénéficié d'une amélioration de leurs termes d'échange et, comme ces pays ont continué à s'imposer un effort de redressement, le déficit de leur balance des paiements courants s'est réduit. Défavorisés, au contraire, par l'effondrement du cours du pétrole, le groupe des pays en développement qui en sont exportateurs ont enregistré une profonde détérioration de leur compte extérieur courant : le déficit de celui-ci est passé de 7,5 milliards de dollars en 1985 à quelque 65 milliards en 1986 ; les pertes de recettes d'exportation étaient tellement brutales qu'il eût fallu, pour les compenser du côté des importations, soumettre la demande intérieure à une pression intolérable. Ceux de ces pays qui supportaient les charges d'un énorme endettement extérieur, se sont trouvés dans l'impossibilité de faire face au service de cette dette par leurs propres ressources. Dans le cas, particulièrement difficile, du Mexique, l'aide extérieure a été organisée conformément aux propositions formulées l'année précédente par le Secrétaire au Trésor américain, connues comme le « plan Baker » ; le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, d'autres organismes officiels et des banques commerciales de plusieurs pays ont, simultanément, accordé au Mexique des lignes de crédit ; l'importance de ces concours et leur utilisation dépendront de l'évolution des recettes d'exportation de ce pays, l'objectif étant de protéger de certains chocs extérieurs la politique d'ajustement que le Mexique s'est engagé antérieurement à mener. De façon générale, les difficultés de la plupart des pays en développement demeurent un problème non seulement financier, mais aussi économique.

Evolution économique et financière en Belgique

Parmi les pays industrialisés, l'économie belge a, sans doute, un degré d'ouverture sur le monde, exceptionnellement large. Que l'on mesure cette ouverture en estimant la part des ressources disponibles — la masse des productions nationales, augmentée des importations — qui est fournie par l'étranger ou, alternativement, en estimant la part de ces ressources disponibles qui est écoulée sur des marchés extérieurs, on constate que cette part, proche de 45 p.c., dépasse son correspondant dans les autres économies industrialisées, non seulement les plus grandes, mais même celles dont les dimensions sont assez voisines de l'économie belge. Au cours des années soixante, les développements dans la

structure de ses activités, ont amené l'économie belge à participer, plus que d'autres, au processus d'internationalisation, accéléré alors par la création du Marché Commun européen.

Sa dépendance a permis à la Belgique de tirer avantage, d'une part, de la continuation de la croissance dans l'ensemble des pays industrialisés et, d'autre part, de la chute des prix des matières énergétiques dont elle est fortement importatrice.

Dans l'évolution des données, de 1985 à 1986, la baisse du prix moyen des importations de biens et services constitue non seulement le changement le plus spectaculaire, mais aussi l'élément inducteur : de l'ordre de 11 p.c., cette diminution a dépassé celle qui a été observée, en moyenne, dans les autres pays industrialisés ; elle a été plus intense qu'aucun mouvement de repli de même nature dont le pays ait bénéficié au cours de chacune des trente dernières années. L'intensité de ce recul ne s'explique pas seulement par la chute des prix des huiles minérales, mais aussi par l'évolution des cours, en dollar, de diverses matières premières, par le ralentissement de l'inflation dans les pays fournisseurs de la Belgique en produits manufacturés et par l'appréciation du cours moyen pondéré du franc belge. Prix

Ce recul a eu pour effet que la désinflation des prix à la consommation s'est poursuivie et que le repli de ceux-ci, d'une année à l'autre, a été plus prononcé que chez les principaux partenaires commerciaux. En moyennes annuelles, la hausse de ces prix, en Belgique, est revenue de 4,9 p.c. en 1985 à 1,3 p.c. en 1986 ; d'une fin d'année à l'autre, elle n'a été que de 0,6 p.c. Ce mouvement d'ensemble recouvre cependant des évolutions particulières significatives. Pour les prix des produits énergétiques — produits pétroliers, charbon, gaz et électricité —, le renversement a été tout à fait net ; ceux-ci n'ont pas été grevés, comme dans certains pays européens, par un relèvement des taxes ; la plupart sont fixés en tenant compte de paramètres convenus avec les autorités ; leur hausse moyenne avait été de 5,4 p.c. en 1985 ; leur baisse moyenne a été de 19,6 p.c. en 1986. Pour le groupe « produits alimentaires », la hausse moyenne n'a plus été que de 1,9 p.c., contre 3,4 p.c. l'année antérieure ; le ralentissement est dû à la diminution des prix des produits importés et de quelques produits nationaux. Les « autres produits », malgré l'importance de leur contenu importé, ont encore renchéri de 5,6 p.c., contre 5,9 p.c. en 1985, et leur augmentation ne s'est infléchie que dans les derniers mois de l'année. Pour les prix des services, l'augmentation moyenne a été de 5,2 p.c., un peu plus qu'en 1985, malgré leur décélération au second semestre. Ainsi, la hausse des prix à la consommation de vastes catégories de biens et de services — les produits énergétiques et alimentaires étant exceptés — est demeurée encore vive en Belgique, et plus prononcée que celle des mêmes catégories dans les principaux pays européens, hormis l'Italie et le Royaume-Uni.

Les baisses de prix à la frontière, exprimés en franc belge, n'ont donc pas été reportées, partout, ou entièrement, vers l'aval. Le processus de transmission a été freiné par des rigidités, par des résistances à la baisse — dont certaines viennent des modalités du contrôle —, par des pratiques restreignant la concur-

rence en prix. Un choc dont l'impact devait ralentir la tendance à l'élévation du niveau des prix intérieurs, niveau qui est un déterminant important de l'évolution ultérieure des coûts, a été en partie amorti par des facteurs internes ; ou bien ses effets, étalés dans le temps, se produiront dans des délais qui en atténueront la vigueur. La baisse des prix frontière a servi, dans une mesure certaine, à élargir les marges bénéficiaires, que ce soit au stade de la production ou de la distribution, ou même de l'importation, notamment lorsque les ventes et les activités se trouvaient abritées de la concurrence étrangère. Cette rétention n'est pas nouvelle : elle avait déjà été observée dans la seconde moitié des années septante, à l'époque où le cours de change moyen du franc belge s'était élevé. L'asymétrie que l'on a constatée, trop généralement, dans la vitesse de transmission des hausses et des baisses de prix importées n'est pas heureuse pour l'évolution des coûts généraux de l'économie belge.

Ces observations sont confirmées par la comparaison de la hausse du déflateur du produit intérieur brut et de l'accroissement des prix à la consommation. On a vu que dans la plupart des pays industrialisés importateurs d'huiles minérales, celui-là avait haussé plus que ceux-ci, ou avait encore haussé, alors que ceux-ci diminuaient. Mais l'écart entre l'un et les autres a été plus grand en Belgique qu'ailleurs, en 1986 ; de plus, l'augmentation du déflateur — 4,6 p.c. — a dépassé la moyenne — 3,1 p.c. — des huit principaux partenaires commerciaux.

Les causes de cette fermeté des coûts intérieurs belges peuvent être analysées en mesurant l'incidence des hausses de chacune des catégories de coûts sur les prix de la dépense totale (dépenses intérieures et exportations). Par unité produite, les coûts salariaux n'auraient augmenté que de 0,8 p.c., soit moins d'un quart de leur mouvement de 1985 ; les impôts indirects nets de subsides auraient été majorés de 2,7 p.c., soit un tiers environ du pourcentage de 1985 ; les « autres éléments » des coûts intérieurs se seraient accrus de 11 p.c. environ en 1986, contre 7 p.c. en 1985 ; ces « autres éléments », poste résiduaire, regroupent principalement l'excédent brut d'exploitation des sociétés et le revenu des indépendants. Le rapprochement des données belges et de celles des huit principaux pays industrialisés, indique que, cette année, les coûts salariaux par unité produite, calculés en monnaie nationale, auraient augmenté sensiblement moins en Belgique qu'ailleurs, tandis que les « autres » coûts intérieurs auraient haussé trois fois plus.

On a souligné plus haut l'amélioration, en 1986, des termes de l'échange pour les pays industrialisés. La Belgique, aussi, a bénéficié de ce changement : la baisse de ses prix moyens à l'exportation, exprimés en monnaie nationale, a été de 6,9 p.c., alors que ses prix moyens à l'importation — on l'a vu — diminuaient de 11,1 p.c.

Toutes autres choses étant égales, une amélioration des termes de l'échange a pour effet d'accroître le revenu réel par unité produite disponible pour la dépense intérieure. Ce gain de revenu a bénéficié cette année, en Belgique, à toutes les catégories de revenus, mais dans des proportions assez différentes.

En raison des décalages introduits, en 1983, dans la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, la moyenne, pour 1986, des premiers a haussé plus que celle des seconds : à prix constants, la rémunération par salarié — en ce compris les charges sociales — aurait progressé d'environ 1 p.c., alors qu'elle avait diminué pour chacune des cinq années précédentes ; influencée en outre par une légère amélioration du volume de l'emploi, la masse salariale aurait augmenté d'environ 1,6 p.c. La progression des autres revenus primaires des particuliers a été plus forte ; à prix constants, ceux des entrepreneurs individuels auraient augmenté de quelque 9 p.c., contre 1,5 p.c. en 1985 : sauf ceux des agriculteurs et horticulteurs, ils ont bénéficié à la fois de l'élargissement des marges unitaires et du progrès des ventes ; les revenus du patrimoine se seraient accrus de 6,4 p.c., en termes réels, contre 5,1 p.c. en 1985 : les taux de rendement déflatés par l'indice des prix à la consommation ont haussé et, de plus, de nouveaux intérêts ont été encaissés sur le stock important d'actifs financiers à long terme constitué en 1985 par les placeurs belges. La progression totale du revenu primaire des particuliers en 1986, 3,7 p.c. en termes réels, a été la plus élevée des dix dernières années. Le solde disponible pour la consommation et l'épargne se serait accru un peu plus encore, les prélèvements nets effectués par les pouvoirs publics sur ces revenus primaires ayant augmenté moins que ces derniers.

Les avantages retirés de l'amélioration des termes de l'échange ont été plus considérables encore pour les sociétés. La chute des prix des produits importés a allégé substantiellement les prix de revient, non seulement par un effet mécanique, mais aussi, de façon indirecte, en contribuant à ralentir la hausse des coûts salariaux. Du côté des ventes, les réductions consenties n'ont porté que sur les prix moyens à l'exportation ; la moyenne des prix des ventes intérieures se serait encore légèrement relevée. Par conséquent, les marges bénéficiaires auraient été majorées de quelque 16 p.c. et, comme les courants de vente se sont de nouveau élargis, l'excédent brut d'exploitation des sociétés se serait accru de 20 p.c., au lieu de 14 p.c. en 1985. La partie de cet excédent que les sociétés doivent utiliser pour payer, aux autres secteurs, des revenus nets de la propriété a diminué en 1986 : l'endettement net des sociétés s'est réduit au cours des dernières années et les taux d'intérêt se sont repliés plus récemment. De plus, la progression des impôts directs payés par les sociétés a été trois fois moindre que celle de leur excédent brut d'exploitation après paiement des revenus de la propriété ; le prélèvement fiscal direct s'est donc trouvé relativement allégé pour les sociétés pendant cette année ; ce changement est en partie accidentel : lors de l'enrôlement, en 1986, des impôts afférents aux années antérieures, les sociétés ont bénéficié de remboursements nets plus importants ; mais il est aussi la conséquence de l'octroi, aux sociétés, de divers avantages fiscaux, parmi lesquels le régime reconnu aux centres de coordination. Par solde, le revenu disponible des sociétés, c'est-à-dire leurs bénéfices bruts réservés — y compris donc les amortissements —, se serait accru de quelque 34 p.c.

La progression du pouvoir d'achat des particuliers a donné lieu à une reprise de la consommation privée ; en volume, celle-ci aurait augmenté de 3 p.c., contre 1,5 p.c. en 1985. Les achats de biens, parmi lesquels ceux de voitures automobiles, ont progressé plus que ceux de services.

Dépenses et
produit intérieur

La formation brute de capital dans les entreprises a été un élément plus dynamique encore de la demande. Les stocks, allégés au cours des trois années précédentes, se seraient reconstitués, en conséquence, non seulement du développement de la production, mais aussi de l'accumulation de réserves de produits énergétiques par les utilisateurs qui profitaient des prix bas. Mais ce sont surtout les investissements en capital fixe des sociétés — accrus de 7,6 p.c., contre 3,9 p.c. en 1985 — et ceux des entreprises individuelles qui ont pris plus d'ampleur ; ces investissements se sont développés dans les services et surtout dans les industries manufacturières dont les capacités de production, largement utilisées, devaient être renforcées ; au contraire, ils se sont réduits dans le secteur de l'électricité, dont le programme d'installation de centrales nucléaires s'achevait.

Les dépenses des particuliers en logements neufs se seraient accrues d'un peu plus de 4 p.c. ; la progression n'aurait eu lieu, cette année encore, que dans la construction d'habitations autres que les logements sociaux : les restrictions imposées à la Société Nationale du Logement par les autorités régionales de tutelle l'ont encore amenée à réduire sensiblement l'activité des sociétés agréées.

Pour la sixième année consécutive, les pouvoirs publics auraient diminué leurs propres investissements. Ils ont aussi économisé sur leurs achats courants de biens et services ; par contre, leurs charges directes de salaires et pensions, l'élément essentiel de la consommation publique, auraient, comme en 1985, progressé légèrement.

Au total, la croissance des dépenses intérieures aurait été de 3 p.c. en 1986 ; ce rythme de progression n'aurait plus été réalisé depuis sept ans.

Comme au cours des dernières années, la croissance, en volume, des ventes à l'étranger de biens et de services, stimulée par l'internationalisation des marchés, l'a emporté sur celle des dépenses intérieures : elle a été de 4,4 p.c. ; les courants de ventes à l'étranger, toujours mesurés en volume, se seraient élargis plus en Belgique que dans les autres pays industrialisés ; mais l'avance prise par l'économie belge est partiellement due à des facteurs accidentels qui ont favorisé l'augmentation de l'activité et des exportations des raffineries de pétrole, comme on le verra plus loin.

Au total, les dépenses finales auraient augmenté de 3,7 p.c., au lieu de 1,6 p.c. en 1985. Comme l'accélération d'une année à l'autre est due au développement de dépenses intérieures qui ont un fort contenu importé — achats d'automobiles, constitution de stocks de produits pétroliers et investissements des entreprises —, la progression du volume des importations de biens et de services — 6,2 p.c. — a été plus que proportionnelle à celle des dépenses finales et a été nettement supérieure à celle de 1985 — 1,9 p.c. Comme dans les autres pays industrialisés, elle a aussi dépassé celle du volume des exportations de biens et de services. En Belgique, le solde net, en volume, des transactions internationales sur biens et services a donc agi dans un sens négatif sur l'augmentation du produit intérieur brut ; le cas a été général dans les pays industrialisés. C'est le développement des dépenses intérieures — singulièrement le dynamisme, plus

grand qu'ailleurs, des dépenses d'investissement des entreprises —, qui a heureusement soutenu le rythme de croissance de l'économie belge : passé de 1,5 p.c. l'année dernière à 2,1 p.c. en 1986, ce rythme se serait rapproché de ceux qui ont été observés dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne, aux Etats-Unis et au Japon.

L'expansion des dépenses finales a donné lieu à un nouveau progrès du niveau global de l'activité; l'avance est cependant loin d'avoir été générale.

Production et
emploi

Les industries qui produisent certaines catégories de biens de consommation ont bénéficié d'un raffermissement manifeste de la demande. La production des biens d'équipement autres que le matériel de télécommunication ne s'est pas redressée; celle de l'industrie métallurgique a de nouveau régressé. Le progrès de l'activité des industries chimiques et des papeteries s'est poursuivi, mais à un rythme encore ralenti. Les charbonnages, touchés notamment par les mouvements sociaux du deuxième trimestre, ont encore réduit les tonnages extraits. L'activité des centrales électriques a été affectée par les travaux d'entretien effectués dans plusieurs unités nucléaires; celle de l'industrie du gaz, par l'utilisation d'autres sources d'énergie industrielle devenues moins chères. Ce sont les raffineries de pétrole qui ont le plus accru le volume de leur production d'une année à l'autre : en recul, en 1985, en raison de l'arrêt provisoire d'une raffinerie, l'activité du secteur a bénéficié, en 1986, à la fois de la remise en marche de cette unité et du très net raffermissement de la consommation de produits pétroliers finis, mais, en plus, du transfert, à un producteur belge, des commandes adressées à une raffinerie installée aux Pays-Bas momentanément inactive. La reprise de la construction est due à la demande de bâtiments manifestée par les sociétés et à la nouvelle progression des dépenses de logement des particuliers. Dans l'agriculture, les productions, tant végétales qu'animales, sont demeurées au niveau, assez faible, de 1985. Depuis le début des années quatre-vingt, la valeur ajoutée par les services — marchands et non marchands — n'a plus progressé à un rythme aussi rapide qu'auparavant; cette évolution s'est poursuivie en 1986.

Les services sont néanmoins restés créateurs d'emplois, moins cependant qu'en 1985, notamment en raison des mesures d'assainissement prises par les entreprises de transports publics. Par contre, dans l'industrie, où les gains de productivité ont encore dépassé l'augmentation de la valeur ajoutée, les dégagements de main-d'oeuvre ont continué, mais le nombre d'emplois supprimés a été inférieur à celui de 1985. L'inverse s'est produit dans la construction, où l'emploi a augmenté pour la première fois depuis 1979. Au total des divers secteurs, le nombre d'emplois créés de juin 1985 à juin 1986 — 25.000 unités — est resté légèrement au-dessous de celui de 1985, en dépit de l'accélération de la croissance. Il est possible qu'au fil du temps, des mesures législatives adoptées pour favoriser les embauches soient devenues moins stimulantes; en outre, les entreprises ont attendu de connaître les obligations qu'elles contracteraient éventuellement, en matière d'emploi, lors de la conclusion des nouvelles conventions collectives.

Telle qu'elle est recensée, la population active a diminué de quelques milliers d'unités. Il est de fait que la population en âge de travailler a accusé, pour la

première fois, une réduction et qu'en outre, le taux d'activité global a peu varié. Toutefois, cette stabilité est plus apparente que réelle ; elle est la conséquence de l'application de dispositions réglementaires : les chômeurs âgés sont progressivement éliminés de la population active, par application des mesures gouvernementales de la fin de 1984. Ainsi, le chômage officiellement recensé s'est réduit de 40.000 unités de juin 1984 à juin 1985 et de 28.000 unités seulement pendant les douze mois suivants ; mais, si on fait abstraction de cette élimination formelle des chômeurs âgés, le rythme de l'évolution s'inverse : la réduction effective du chômage a été plus importante au cours de la seconde période — 7.000 unités — qu'au cours de la première — 2.000 unités. Le chômage recensé conformément à la définition réglementaire et mesuré sur la base de données dessaisonnalisées, touchait 12,7 p.c. de la population active à la fin de 1985 et 12,3 p.c. en novembre 1986 ; à cette dernière date, les pourcentages de chômage étaient respectivement de 8,5 p.c. pour les hommes, et de 17,7 p.c. pour les femmes. Dans une certaine mesure, le fléchissement de 1986 est dû à ce qu'un plus grand nombre de chômeurs — des femmes surtout — ont accepté un emploi à temps partiel.

Finances des
pouvoirs publics

La consolidation des comptes des pouvoirs publics — pouvoir national, communautés et régions, pouvoirs locaux, fonds et organismes autonomes et organismes de sécurité sociale — permet de saisir assez exactement l'évolution de leur situation financière. Menée, au contraire, au niveau des sous-secteurs, l'analyse rencontrerait certaines difficultés en raison des glissements qui s'effectuent dans les imputations aux budgets de ces sous-secteurs, par suite aussi des pratiques de débudgétisation, et également à cause de l'importance des transferts intrasectoriels. Ainsi, tel qu'il est recensé dans les situations mensuelles de la Trésorerie, le déficit financier net de celle-ci a été de 556 milliards en 1986, contre 571 milliards en 1985, tandis que mesuré par le solde des recettes et des dépenses de toute nature de l'ensemble des pouvoirs publics, le déficit de ceux-ci s'est aggravé : il peut être estimé à 573 milliards, en 1986, alors que l'an dernier, il était de 554 milliards. Toutefois, ce déficit a perdu de son importance relative par rapport au produit national brut : la proportion a été ramenée à 11,2 p.c., soit 0,4 p.c. de moins que l'année précédente ; mesurée par ce rapport, l'ampleur du solde a d'ailleurs été en se réduisant sans discontinuer depuis les premières années de la décennie, au cours desquelles le pourcentage atteignait en moyenne 15,3 p.c.

L'ensemble des recettes fiscales et parafiscales aurait augmenté de 3,5 p.c. L'élasticité des rentrées aux flux de revenus et de dépenses qui en sont l'assiette a été faible ; en effet, dans le même temps, les revenus primaires bruts, exprimés en termes nominaux, des particuliers et des sociétés, ont été majorés de quelque 8 p.c. et les dépenses de consommation privée, de 4,5 p.c. environ. Cette atonie a diverses origines ; l'imposition des revenus des personnes a été allégée par la Loi du 1er août 1985 qui a organisé notamment l'indexation de 2 p.c. des barèmes fiscaux ; les recettes de cotisations à la Sécurité Sociale se sont, d'une part, élargies grâce à la progression très forte des revenus des entrepreneurs individuels, mais, d'autre part, elles n'ont pas été majorées, dans la plupart des cas, par le paiement d'une tranche d'indexation de 2 p.c. des revenus salariaux, puisque la hausse des prix à la consommation n'a pas atteint ce pourcentage ;

les revenus des salariés, astreints à un impôt progressif, se sont accrus moins que ceux du patrimoine, dont une partie est taxée forfaitairement, et moins aussi que ceux des entrepreneurs individuels; les revenus des sociétés, qui ont accusé l'augmentation proportionnellement la plus forte, sont frappés d'un impôt faiblement progressif et, au surplus, la fiscalité qui frappe ces sociétés a été allégée en conséquence de diverses mesures dont il a déjà été question.

Quant aux recettes non fiscales et non parafiscales, elles ont diminué, notamment parce que la baisse des taux d'intérêt a amenuisé les recettes que le Trésor tire de sa participation dans le produit des opérations de la Banque.

Au total, c'est de 3 p.c. de recettes supplémentaires que les pouvoirs publics auraient disposé en 1986.

A peu de chose près, c'est à ce même rythme qu'auraient progressé l'ensemble des dépenses des pouvoirs publics. Toutefois, la variation d'une année à l'autre a été très différente suivant les catégories de dépenses.

L'augmentation des « dépenses nettes pour biens et services » a été beaucoup mieux contenue que celle du total : elle n'a été que de 1,6 p.c. ; le ralentissement de la hausse des prix a épargné aux pouvoirs publics l'application des clauses d'indexation des salaires ; le pouvoir national et les pouvoirs locaux ont, en outre, pris des mesures pour ralentir l'accroissement de leurs charges salariales et également celui de leurs achats courants de biens et services. Les « transferts courants aux particuliers » ont augmenté légèrement plus que le total : celles des mesures du plan dit « de Val-Duchesse » qui sont destinées à freiner le gonflement des divers coûts de l'assurance maladie, n'ont encore eu que des effets limités en 1986. Les dépenses de « chômage et promotion de l'emploi » ont encore progressé, de 4,6 p.c. : si le nombre de bénéficiaires des allocations s'est réduit, les programmes de mise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics et d'organisation du troisième circuit de travail ont, par contre, pris plus d'ampleur. La contraction de 1,4 p.c. des « subsides aux entreprises » a concerné surtout des entreprises publiques, que des mesures antérieures du Gouvernement et celles du programme de « Val-Duchesse » ont amenées à assainir leurs comptes d'exploitation. Deux catégories de dépenses courantes ont encore augmenté, d'environ 10 p.c. : les « transferts courants au reste du monde », dont le montant est peu important, ont enregistré le relèvement de la partie — portée de 1 à 1,4 p.c. — du taux de la taxe sur la valeur ajoutée qui est cédée à la Communauté Economique Européenne ; l'autre, évidemment beaucoup plus importante que la première, est la charge des intérêts supportée par les pouvoirs publics ; en effet, le nouvel endettement intérieur s'est opéré davantage, cette année, sous forme d'emprunts à court terme dont les charges ont couru dans l'année même, et, de plus, le taux d'intérêt moyen sur l'encours des dettes ne s'est pas réduit dans la même mesure que les taux courants, puisqu'il est grevé par les taux élevés d'emprunts anciens ; à l'inverse, en ce qui concerne ses engagements en devises, la Trésorerie a agi de manière à renouveler, à des conditions moins coûteuses, une partie importante de sa dette, en recourant aux nouveaux instruments introduits sur les marchés de fonds étrangers. Les charges d'intérêt supportées par le Trésor ont été allégées de 6 milliards en vertu des dispositions d'un

protocole d'accord conclu en août entre l'Etat et les placeurs institutionnels ; ceux-ci ont accepté de souscrire chaque année, jusqu'en 1990, à des emprunts de régularisation d'une durée de huit ans ; ceux de ces emprunts qui seront émis avant 1990 porteront, pendant les quatre premières années, un taux légèrement inférieur à celui du marché ; le montant de ces emprunts est déterminé par le Protocole et correspond, en principe, à la différence entre la charge des intérêts que le Trésor devrait payer sur un ensemble d'anciens emprunts et celle dont il eût été redevable si ces emprunts avaient été émis au taux de 8 p.c. ; désormais, les recettes, pour l'Etat, venant de la souscription à ces emprunts de régularisation sont compensées avec les intérêts qu'elles financent, par l'entremise d'un fonds de tiers ; ces charges d'intérêts, qui ne grèvent plus le solde des budgets de l'Etat, sont enregistrées ici, conformément aux normes des comptes nationaux, dans les dépenses de l'ensemble des pouvoirs publics ; elles en affectent, en effet, le déficit financier.

Au total, la progression des dépenses courantes des pouvoirs publics — 4,3 p.c. — a dépassé celle des recettes. L'écart a été résorbé par le resserrement des dépenses de capital : elles ont été réduites de 7,7 p.c. ; les investissements des pouvoirs locaux ont subi de nouvelles amputations et les aides aux sociétés mixtes d'investissement ont été ramenées à des montants modestes.

Surplus des
particuliers et des
sociétés

Les comptes financiers globaux de l'économie belge font apparaître, en 1986, un excédent financier intérieur : dans l'optique macroéconomique ex post, le déficit financier des pouvoirs publics a été couvert, et au-delà, par les surplus financiers enregistrés par les particuliers et par les sociétés.

La propension à épargner des particuliers se serait redressée ; globalement, elle aurait représenté 16,3 p.c. des revenus disponibles ; bien que les particuliers aient consacré une partie un peu plus importante de cette épargne à financer des investissements, l'épargne purement financière nette de ce secteur — c'est-à-dire sa capacité nette de financement — serait aussi en augmentation et aurait dépassé le niveau de 10 p.c. du revenu disponible, soit un peu moins de 8 p.c. du produit national brut. La valeur absolue de cette offre nette de fonds émanant des particuliers, peut être estimée à quelque 400 milliards.

Bien que les pouvoirs publics leur aient alloué moins de transferts en capital, les sociétés ont pu, cette année, grâce au gonflement de leur revenu brut, effectuer des dépenses d'investissement plus importantes et constituer plus d'épargnes financières ; leur capacité de financement aurait représenté 5,4 p.c. du produit national brut, contre 4,1 p.c. en 1985, soit, en valeur absolue, un montant que l'on peut estimer à près de 275 milliards.

L'excédent des épargnes financières des particuliers et des sociétés sur les besoins nets de financement des pouvoirs publics — 2,1 p.c. du produit national brut — a été prêté au reste du monde ; il a constitué la contrepartie globale du surplus de la balance des paiements courants de l'économie belge en 1986.

Pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise dans son ensemble, le surplus de la balance des paiements courants — évalué sur la base des transactions — aurait été de 150 milliards environ; l'année dernière, l'excédent du compte extérieur avait été de 40 milliards; l'augmentation est due essentiellement aux opérations sur marchandises. Les explications de l'évolution de ces transactions-ci, données plus haut à propos de la Belgique, valent, il va de soi, pour l'ensemble des deux pays; les effets de l'amélioration considérable des termes de l'échange l'ont emporté sur ceux de la détérioration des échanges en volume.

Balance des
paiements de
l'Union
Economique
Belgo-Luxembour-
geoise

Les recettes nettes laissées par les opérations sur services auraient été plus élevées qu'en 1985. Les dépenses de tourisme des résidents se sont accrues, celles des étrangers, au contraire, ont fléchi; aussi, le solde, toujours déficitaire, de cette catégorie de services s'est élargi. A l'inverse, les entrées nettes qu'apportent les dépenses de fonctionnement des institutions internationales établies sur les territoires de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg ont encore augmenté. Depuis la fin des années septante, les recettes et les dépenses au titre des revenus de placement et d'investissement avaient laissé un déficit; en 1986, elles se sont soldées par un léger surplus; le repli des taux à court terme à l'étranger et l'affaiblissement du cours du dollar ont allégé les charges d'intérêt que les pouvoirs publics supportent sur leur endettement en monnaies étrangères.

Les importantes dépenses nettes auxquelles donnent lieu, chaque année, les paiements de transferts se sont accrues, par suite, notamment, de l'augmentation des versements effectués à la Communauté Economique Européenne.

Les opérations sur capitaux privés ont pris une ampleur nouvelle. Elles ont donné lieu, cette année, à des sorties nettes considérables dont le montant serait de l'ordre de 185 milliards pour l'ensemble de l'année. L'évolution observée en 1986 a marqué un renversement de tendance; depuis le début de la décennie, le solde négatif des mouvements de capitaux privés tendait plutôt à diminuer; son évolution accompagnait le redressement progressif du compte extérieur courant; en 1986, au contraire, l'amélioration considérable de celui-ci est concomitante d'un élargissement notable des sorties nettes de fonds; celles-ci ont dépassé l'important surplus courant.

Les achats nets de valeurs mobilières étrangères par des résidents, autres que des banques, qui avaient été de 118 milliards en 1985, se sont élevés à quelque 170 milliards pour l'année 1986 dans son ensemble. Les placements en actions étrangères ont atteint un chiffre exceptionnel: pour les dix premiers mois, ces achats ont porté sur 20 milliards; la mutation du comportement des placeurs a été brusque; ses causes peuvent être cherchées dans l'espoir de nouvelles hausses de cours, dans l'extension de l'activité des fonds communs de placement sur le territoire de l'Union Economique, dans une meilleure information du public, dans une préoccupation communicative de confidentialité, dans la disparition, à la fin de 1985, des avantages fiscaux qu'accordait le volet dit « De Clercq » de l'Arrêté Royal n° 15 du 9 mars 1982 ou dans un désir plus général de diversification des risques. La tendance n'est d'ailleurs pas propre à l'épargnant de l'Union Economique: les achats d'actions belges par les étrangers, 24 milliards pendant les dix premiers mois de 1986, ont aussi pris une ampleur inhabituelle. Le

développement des courants d'achat d'obligations est moins symétrique ; les résidents avaient déjà acquis pour 94 milliards d'obligations libellées en monnaies étrangères pendant les dix premiers mois de l'année ; dans les portefeuilles d'obligations — libellées en franc et en devises — que les particuliers et les entreprises belges ont constitués pendant cette période, la part réservée aux valeurs en monnaies étrangères s'est accrue, cette année, pour atteindre quelque 40 p.c. du total. Certes, les facteurs qui ont incité les résidents, au cours des années précédentes, à effectuer des placements en obligations étrangères, ont encore exercé leurs effets en 1986 ; il en a été question à propos des achats d'actions étrangères ; il faut aussi faire état de l'attrait exercé par les types de valeurs mobilières, plus complexes que les obligations classiques, dont l'offre s'est élargie sur les marchés « euro » et, en outre, de l'abondance des émissions qui ont sollicité les apporteurs de fonds sur les marchés internationaux. Mais l'engouement des placeurs belges et luxembourgeois pour les créances à long terme en devises a, sans doute, cette année, des origines spécifiques. La première est l'orientation qui a été donnée aux taux à long terme sur le marché primaire intérieur ; le repli des taux à l'émission, au cours du deuxième trimestre, a été facilité par un afflux d'épargnes financières dont l'abondance — on l'a évaluée ci-avant — assurait un financement aisé des besoins des emprunteurs ; cet abaissement eût sans doute été opportun dans une économie fermée ; mais, organisée dans un marché qui fonctionne en régime de vases communicants avec les places étrangères, cette diminution qui ramenait les taux à long terme, nets de précompte, à un niveau inférieur à ceux de placements en monnaies fortes du Système Monétaire Européen, devait induire des sorties de fonds ; de plus, le niveau bas, relativement aux rendements à l'étranger, auquel se situaient les taux belges, ne laissait plus espérer de baisses ultérieures, au contraire. La seconde cause de la désaffection manifestée vis-à-vis des obligations des pouvoirs publics belges, est la rumeur que le statut contractuel des dettes des pouvoirs publics envers des nationaux pourrait être modifié par une décision unilatérale des autorités ; ces alarmes ont d'ailleurs contribué aussi à stimuler la demande d'obligations, cependant libellées en franc, offertes en souscription par des emprunteurs étrangers, notamment des organismes internationaux : les placements de ce type que les résidents ont effectués en 1986 se sont montés à quelque 30 milliards.

A l'inverse, les acquisitions par des étrangers d'obligations libellées en franc, émises par les pouvoirs publics ou des organismes belges ou luxembourgeois, ne se sont guère développées : 12 milliards pour les dix premiers mois de 1986, contre 10 milliards pour toute l'année antérieure.

Les investissements directs à l'étranger des sociétés résidentes se sont amplifiés : pour les dix premiers mois de 1986, ils ont atteint, par solde, 38 milliards, contre 14 milliards pour toute l'année antérieure ; cette augmentation ne vient pas tellement de ce que les entreprises établies dans l'Union Economique ont pris plus de participations dans le capital de firmes étrangères, mais plutôt de ce qu'elles ont consenti des prêts importants à des sociétés étrangères affiliées, alors qu'en 1986, ces opérations financières se soldaient par des entrées nettes de fonds à destination des entreprises résidentes ; l'évolution des écarts de taux d'intérêt a sans doute contribué à ce renversement également. Ce dernier facteur, encore, a eu les mêmes conséquences sur le flux des prêts entre des sociétés étrangères

et leurs parentes établies en Union Economique : ce flux, aussi, s'est inversé, celles-là ayant demandé le remboursement d'avances qu'elles avaient antérieurement consenties. Les investissements directs des étrangers qui prennent la forme de prises de participation dans le capital d'entreprises résidentes en Union Economique se sont amenuisés, notamment parce que les nouvelles dotations en capital, octroyées par les maisons mères aux banques filiales installées au Grand-Duché, ont été moins importantes cette année.

Pour l'année dans son ensemble, le déficit laissé par les transactions en valeurs mobilières a donc été aggravé par le solde négatif des investissements directs et, de plus, par divers autres mouvements de fonds dont certains sont à long terme. En outre, le secteur public autre que le Trésor a procédé, cette année, à des remboursements nets — de l'ordre de 30 milliards — sur ses engagements extérieurs, en devises et en franc.

Le manquant global, résultant de toutes ces opérations en capital à long terme avec l'étranger, n'a pas pu être couvert par des entrées nettes de capitaux à court terme. Pour l'ensemble de l'année, ces flux hétérogènes dont les uns sont en devises, les autres, en franc, et qui sont décidés, pour des motifs divers, certains par des étrangers, d'autres par des résidents, se seraient à peu près équilibrés.

Les mouvements de fonds à court terme ont été très heurtés pendant le premier semestre. Les tensions des marchés des changes, qui ont précédé la décision prise, le 6 avril, de réaligner les cours-pivots dans le Système Monétaire Européen, ont tout d'abord provoqué des sorties de près de 90 milliards ; celles-ci étaient dues aux opérations de vente de francs à terme auxquelles procédaient des étrangers et aux retraits qu'ils effectuaient sur leurs avoirs en franc, alors même que l'écart des taux à court terme en faveur du franc, par rapport aux monnaies fortes européennes, avait été porté à 4 ou 5 p.c. ; dans le même temps, les résidents réduisaient, au contraire, leurs avoirs nets en monnaies étrangères, comptant et terme réunis, en vendant à terme certaines monnaies dont les cours étaient majorés par un report important. Après le réalignement, le flux des opérations à court terme en franc effectuées par les étrangers s'est retourné et des rentrées ont été enregistrées, malgré une très nette réduction de l'écart des taux ; elles ont compensé les fuites qui les avaient précédées ; quant aux résidents, ils ont encore réduit leurs avoirs en devises au comptant et à terme. Les mouvements ont été beaucoup moins spectaculaires au second semestre ; l'accroissement des avoirs en franc détenus par les étrangers s'est poursuivi lentement, jusque dans les dernières semaines ; mais, dans le même temps, des entreprises étrangères obtenaient des crédits en franc auprès de banques résidentes ou plaçaient chez celles-ci des emprunts privés obligataires ; le niveau des taux, sur le marché intérieur, motivait ce recours aux intermédiaires financiers belges et luxembourgeois ; les avoirs en monnaies étrangères, au comptant et à terme, des résidents ont fluctué dans des limites assez étroites. Au total de l'année, les avoirs nets en franc des étrangers, comptant et terme réunis, ont diminué de quelque 40 milliards ; la réduction des avoirs nets en devises des résidents a permis, au contraire, une rentrée de 110 milliards environ. L'augmentation des avoirs propres en devises des banques belges et luxembourgeoises a représenté une sortie

nette d'environ 60 milliards, contre 42 milliards en 1985 ; ceux de ces avoirs qu'elles détiennent en contrepartie de dotations en capital reçues de maisons mères, ou de provisions constituées pour faire face à la défaillance éventuelle de débiteurs étrangers, n'ont pas augmenté plus qu'en 1985, mais les avoirs nets en Ecu détenus par les banques, qui s'étaient réduits en 1985, se sont développés. Enfin, le stock des créances commerciales, nées de délais de paiement qui assortissent les opérations avec l'étranger, s'est encore accru ; l'accumulation de ces créances s'est accélérée dans les toutes dernières semaines, les paris sur les changements de cours-pivots ayant fait réapparaître un termaillage.

Dès lors que, pour l'ensemble de l'année, le solde négatif de tous les mouvements de fonds de tous termes excédait le surplus courant, le manquant global sur le marché des changes faisait apparaître une demande nette de devises, qui devait être rencontrée soit par des prélèvements sur les réserves de change de la Banque, soit par un endettement nouveau du Trésor en monnaies étrangères.

La Banque, dont les avoirs nets sur l'étranger avaient été mis à très large contribution au cours de toute la période de déséquilibre extérieur aigu, a préféré, cette année, abriter ses réserves. Celles-ci ont même été renforcées de 7,2 milliards ; cette augmentation vient, pour une part importante, du produit des placements extérieurs de l'Institution.

Les montants nécessaires à combler le manquant sur le marché des changes ont donc été fournis par des emprunts du Trésor à l'étranger, dont le montant — 72 milliards — est plus élevé qu'en 1985 — 34 milliards ; il est demeuré très largement inférieur à la masse considérable des avoirs nets — créances moins engagements — que les autres agents économiques belges et luxembourgeois ont accumulés pendant cette dernière année ; il ne pourrait en être autrement, puisque l'économie belge — et a fortiori l'Union Economique — a consenti, cette année, au reste du monde un prêt net correspondant au surplus de sa balance des paiements courants.

Cours de change

Malgré l'élargissement du flux des sorties nettes de capitaux privés, la prime des monnaies étrangères sur le marché libre a continué de fluctuer dans des limites assez étroites : 0,5 à 1,5 p.c. En effet, d'une part, l'offre sur le marché libre a été alimentée, cette année encore, par celles des recettes en devises provenant de transactions courantes qui peuvent, en vertu de la réglementation, être vendues sur l'un ou l'autre des deux marchés : c'est le cas des revenus de placements et d'investissements à l'étranger ; d'autre part, la Banque a acheté sur le marché libre beaucoup moins de devises que l'année précédente.

La baisse des cours du dollar et de la livre sterling, ainsi que de ceux des monnaies qui s'alignent sur les précédents, a entraîné une hausse du cours moyen pondéré du franc belge de quelque 8 p.c. depuis décembre 1985 ; par rapport à mars 1985, début de la chute du cours du dollar, l'appréciation du franc belge a été de quelque 14 p.c.

Marché de fonds
intérieur

Le développement des achats, par les placeurs belges, de valeurs mobilières en monnaies étrangères, n'est pas la manifestation d'une préférence généralisée

pour les actifs financiers à long terme, au contraire : la demande globale des particuliers et des entreprises pour ceux-ci s'est affaiblie en 1986 ; la constitution d'avoirs en franc belge à plus d'un an a donc nettement diminué : pour les dix premiers mois de cette année, elle n'a porté que sur 142 milliards, montant bien inférieur à celui de la période correspondante de 1985 - 252 milliards —, au cours de laquelle le mouvement et les anticipations de baisse des taux avaient stimulé les apports de fonds à moyen et long termes. Les réticences de la demande se sont manifestées dans le deuxième trimestre de 1986, après la chute des taux, et elles n'ont pas cessé jusqu'à la fin de l'année. Cette désaffection des apporteurs de fonds pour les placements longs en franc belge a provoqué la réduction de l'offre d'obligations nouvelles ; l'Etat a espacé ses émissions ; contrairement à la pratique courante, il n'a pas lancé d'emprunt au deuxième trimestre ; le succès en apparaissait d'autant plus aléatoire que les rendements offerts par les rentes cotées en Bourse s'étaient redressés ; un relèvement de celui d'un nouvel emprunt eût été le signal d'un mouvement généralisé des taux créditeurs et débiteurs intérieurs. La collecte de fonds à laquelle les intermédiaires financiers procèdent, de façon continue, en émettant des bons de caisse au robinet, a pâti davantage encore de la défaveur des placeurs. Pourtant, ceux-ci ne se sont pas détournés des obligations en franc offertes, en Belgique et au Grand-Duché, par des entreprises privées et surtout par des organismes internationaux ; les raisons de cette exception ont été évoquées plus haut.

Les épargnes financières qui ont été apportées au marché intérieur se sont tournées, après le premier trimestre, vers les placements à court terme, attendant un redressement des taux longs ; au total des dix premiers mois de 1986, les avoirs à un an au plus, en franc, détenus par les entreprises et les particuliers se sont accrus de 273 milliards, contre 170 milliards pour la même période de l'année antérieure ; les données fragmentaires dont on dispose pour les deux derniers mois indiquent que cette préférence pour le court terme ne s'est pas relâchée, favorisant les dépôts à terme et les dépôts en livrets et carnets ; les encaisses en billets ont augmenté aussi, ce qui n'avait plus été le cas depuis 1983.

Au total, c'est-à-dire en tenant compte de tous les avoirs qui ont été constitués en devises, dont on a déjà souligné l'augmentation en 1986, la masse des actifs financiers formés par les particuliers et les sociétés cette année, s'est développée de façon appréciable : elle avait représenté environ 570 milliards pour les dix premiers mois de 1985, elle s'est élevée à quelque 790 milliards pour la même période de l'année sous revue. Cette progression s'explique, tout d'abord, par l'augmentation — il en a été question plus haut — du surplus financier de chacun des deux secteurs considérés ici, dont les épargnes financières ont couvert, directement ou indirectement, le déficit des pouvoirs publics belges et celui du reste du monde ; elle s'explique, ensuite, par l'accroissement, plus important en 1986, du stock des créances et des dettes intrasectorielles : des ménages et des sociétés ont fait appel, plus que l'année précédente, à des ressources externes qui ont été fournies, directement ou indirectement, par d'autres ménages ou d'autres sociétés. Quant au recours de celles-ci aux fonds apportés par le secteur « reste du monde », il s'est réduit, comme on a déjà eu l'occasion de le signaler.

Le recours des ménages au crédit était tombé à un niveau fort bas pendant les cinq dernières années ; il avait repris plus d'ampleur en 1985 ; le mouvement

s'est intensifié en 1986. Au cours des dix premiers mois, les ménages se sont endettés de 74 milliards, contre 39 milliards pendant la même période de 1985 ; l'accroissement des revenus disponibles, particulièrement net pour certaines catégories socio-professionnelles, et le repli des taux d'intérêt hypothécaires à un niveau inaccoutumé depuis les années septante, ont dû inciter des ménages à prendre la décision d'emprunter pour acheter ou construire des immeubles. Dans le même temps, l'accélération des achats de biens de consommation, plus particulièrement de voitures, a entraîné un recours accru aux crédits finançant des ventes à tempérament.

Alors que, pour les sociétés dans leur ensemble, les bénéficiaires réservés ont crû davantage que leurs dépenses en capital, les entreprises ont recouru, plus qu'en 1985, à des financements externes : 117 milliards pour les dix premiers mois, contre 78 milliards pour la même période de 1985 ; c'est donc qu'elles — ou un certain nombre d'entre elles — ont accumulé un stock particulièrement important d'actifs financiers. Leur demande accrue de fonds s'est adressée aux marchés intérieurs ; les émissions publiques d'actions ont repris quelque peu ; le recours aux crédits d'investissement s'est développé bien plus ; le taux de ces crédits avait été diminué et certaines des dispositions fiscales concernant les centres de coordination en allégeaient encore la charge. L'utilisation des crédits à termes plus courts a moins progressé que l'année précédente, au cours de laquelle les anticipations de baisse des taux longs avaient incité les entreprises à recourir provisoirement à des crédits de pont ; ces derniers ont été consolidés après le repli des taux.

Les modalités de financement du déficit des pouvoirs publics se sont modifiées de façon tout à fait inverse. Ceux-ci ont fait appel beaucoup plus au marché monétaire qu'en 1985 et beaucoup moins aux autres compartiments du marché intérieur de fonds. Les causes de ce changement ont été précisées plus haut ; il faut y ajouter que, comme le public, les intermédiaires financiers, dans leur ensemble, ont marqué une préférence pour les placements à court terme : par comparaison avec 1985, leurs portefeuilles de titres à plus d'un an ont augmenté moins que leurs ressources collectées à moyen terme ; comme, au surplus, leur collecte de fonds à court terme était plus abondante qu'en 1985, les intermédiaires financiers ont pu, non seulement satisfaire aux besoins élargis des entreprises et des ménages, mais, aussi, renforcer de 263 milliards, au lieu de 76 milliards en 1985, leur portefeuille de certificats. Sinon tout à fait exceptionnellement, ils n'ont pas recouru au réescompte auprès de la Banque pour financer leurs avoirs en effets publics, car l'écart entre le rendement de ceux-ci et le coût effectif du réescompte est demeuré négatif.

A la fin de l'année, les bilans des intermédiaires financiers témoignaient de la très grande liquidité de ceux-ci ; leurs avoirs en effets publics à un an au plus et les marges disponibles sur les facultés de réescompte allouées par la Banque, ensemble, s'étaient encore accrus et atteignaient 1.266 milliards.

Taux

Les taux des certificats de trésorerie avaient commencé à se replier au début du deuxième trimestre de 1984 déjà et le mouvement s'était poursuivi, coupé de quelques interruptions. C'est tout à la fin de 1985 que le redressement le plus

net s'est produit : les prémices du réalignement d'avril créaient de vives tensions sur le marché des changes de plusieurs pays membres du Système Monétaire Européen ; dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise aussi, celui-ci était perturbé par des sorties de capitaux à court terme ; on en a rappelé l'ampleur. Porté de 8,60 à 9,75 p.c., en décembre 1985, le taux du certificat à trois mois est resté inchangé pendant tout le premier trimestre. Après les décisions d'Ootmarsum, le renversement du flux des fonds à court terme a permis une reprise accélérée du mouvement de repli des taux ; celui des effets à trois mois a été ramené en juin à 7,35 p.c., le niveau le plus bas qui ait été enregistré depuis septembre 1978. Au cours du second semestre, la Banque, d'accord avec l'Administration de la Trésorerie, a maintenu ce taux directeur inchangé. Les écarts en faveur des avoirs en franc belge, par rapport aux rendements de placements comparables dans diverses monnaies étrangères, s'étaient généralement amenuisés. Ce rétrécissement de l'écart s'est accentué dans les tout derniers mois de l'année, lorsque, sur les marchés des euro-monnaies, les taux des placements en dollar et en florin notamment se sont remis lentement à hausser ; dans le même temps, le redressement des taux d'autres euro-monnaies — sterling, franc français et couronne danoise — écartaient davantage ceux-ci des taux belges. Constatant d'importantes sorties de capitaux à long terme, la Banque a estimé opportun d'éviter, dans toute la mesure du possible, que le mouvement se propage aux fonds à court terme. Elle a procédé, en décembre, à un léger relèvement du taux des certificats à trois mois, porté à 7,40 p.c. Elle a réagi avec plus de vigueur après que s'est déclenchée sur les marchés du Système Monétaire Européen, la bourrasque provoquée par la coïncidence d'un ensemble d'événements ; la Banque et le Trésor ont décidé de resserrer les écarts de rendement entre les placements en franc et d'autres à court terme, qui s'étaient tendus : le 6 janvier 1987, les taux des divers certificats à très court et court termes ont été augmentés ; pour le papier à trois mois, la hausse a été de 0,50 p.c.

Les mouvements des taux des certificats, directeurs pour le marché monétaire, ont influencé, en dehors de celui-ci, les taux de larges compartiments du marché des fonds à court terme. L'action des mécanismes de transmission a été renforcée par les changements des taux d'escompte et d'avances de la Banque ; dans la ligne des décisions de principe de mai 1985, celle-ci a calqué, tout au long de l'année 1986, l'évolution du barème des taux de l'Institution sur l'orientation du taux des certificats à trois mois, tout en veillant à ce que ceux-là restent légèrement au-dessus de celui-ci ; la dernière modification date du 8 janvier 1987 : le taux de l'escompte qui était de 8 p.c. depuis la fin de mai, a été porté à 8,5 p.c.

Si l'on excepte le relèvement, dans les premiers mois de 1986, des taux les plus sensibles, la tendance fondamentale, sur le marché des fonds intérieur, des rendements alloués aux diverses catégories d'actifs financiers a été à la baisse.

Les taux créditeurs des dépôts à des termes courts ont diminué ; ceux qui réagissent le plus directement aux impulsions données sur le marché monétaire ont été réduits, suivant les échéances, de 1 à 2,75 p.c. au cours des neuf derniers mois de l'année, tandis que les taux, dits « d'affiche », consentis aux dépôts de

faible import, ont diminué de 0,75 à 1 p.c. dans le même temps. Le taux de base des dépôts en livrets d'épargne, soumis à la réglementation des autorités de contrôle depuis la fin de 1983, adapté plusieurs fois à la baisse au cours de l'année, a été ramené ainsi de 5,25 p.c. à la fin de 1985 à 4 p.c. un an plus tard ; cette réglementation n'avait pas été étendue à la fixation de la prime de fidélité qui s'ajoute au précédent pour déterminer la rémunération des avoirs en livrets à un an au moins ; dès lors, certains intermédiaires, profitant de ce que les intérêts encaissés sur les avoirs en livrets sont, jusqu'à un certain montant, exonérés de la retenue à la source, consentaient des primes de fidélité importantes ; si cette pratique se généralisait sous l'aiguillon de la concurrence, la rémunération nette d'une masse importante d'avoirs conservés en livrets pendant un an au moins, allait être supérieure à celle des bons de caisse de même durée ; la baisse des taux de ceux-ci, déjà freinée en 1985, serait devenue plus difficile encore ; pour éliminer ce blocage, qui résultait d'une discrimination d'ordre fiscal, les autorités ont étendu la réglementation à la fixation des primes de fidélité et de croissance ; l'Arrêté Royal du 13 mars a limité le montant desdites primes à un maximum de 35 p.c. du taux de base. Désentravée de la sorte, la hiérarchie des taux payés sur les bons de caisse a été ramenée rapidement vers le bas ; les taux des bons à cinq ans des institutions publiques de crédit, qui concurrencent le plus les émissions d'obligations des pouvoirs publics, sont revenus de 10 p.c. à la fin de 1985 à 7 p.c. à la fin d'avril ; ils sont restés inchangés jusqu'au début de 1987.

A ce niveau, les taux des bons de caisse se sont trouvés très au-dessous de ceux qu'a offerts l'Etat pour ses emprunts dans la seconde moitié de l'année. On a rappelé les raisons pour lesquelles celui-ci a dû consentir, en cours d'année, à une amélioration de ces rendements. Ceux-ci avaient d'abord été très nettement abaissés : alors que le dernier emprunt de 1985 du Trésor rapportait encore 9,87 p.c. au particulier, celui que la Régie des Télégraphes et des Téléphones a émis à la fin d'avril n'offrait plus que 7,38 p.c. pour le particulier, soit 5,56 p.c. après déduction du précompte mobilier ; les conditions des emprunts de l'Etat de septembre et de décembre ont été successivement quelque peu améliorées : le rendement que ce dernier a offert au particulier a été fixé à 7,97 p.c. pour l'échéance de six ans, soit 6,02 p.c. après retenue à la source. Les institutions publiques de crédit, dont la collecte de fonds par l'émission de bons de caisse s'était progressivement tarie, ont obtenu que la rémunération de ceux-ci soit, à son tour, améliorée : le 8 janvier, ces taux, à l'exception de celui à un an, ont été majorés, suivant une échelle progressive, qui a établi le rendement du bon à cinq ans à 7,60 p.c., soit 5,70 p.c. après retenue.

Les taux débiteurs demandés par les intermédiaires financiers pour leurs diverses formes de crédit ont suivi, de façon tout à fait générale, le mouvement de baisse des taux créditeurs. Le niveau des taux « directeurs » des crédits bancaires à court terme a été abaissé, selon les catégories, de 1,5 à 2,25 p.c. ; toutefois, au début de 1987, ces taux ont été relevés de 0,50 à 1 p.c., en conséquence du raidissement des taux du marché monétaire. Le recul du coût des crédits d'investissement et des prêts hypothécaires accordés par les institutions publiques de crédit a été de 2,5 p.c. ; cette réduction a dû être partiellement effacée au début de 1987, après le réajustement des taux des bons de caisse ;

celui-ci a entraîné une majoration de 0,50 et 0,25 p.c. de chacun des deux types de crédit respectivement.

Politique monétaire

La manœuvre des taux est restée l'instrument actif de la politique de la Banque; les circonstances ne justifiaient pas la mise en oeuvre de mesures de restriction qui visent à réduire la création de fonds ou à compenser l'activation des liquidités existantes.

En effet, la production s'est adaptée avec souplesse au redressement de la dépense et l'accroissement plus rapide du volume des importations vient de ce que la demande s'est orientée davantage vers des catégories de produits à fort contenu importé. L'élargissement, en valeur, du surplus extérieur courant s'explique par le changement des termes de l'échange et ne résulte nullement d'une inflation par la demande d'origine étrangère. La masse, auparavant déjà importante, des épargnes des ménages et des entreprises s'est encore renforcée; la demande de crédit de ces secteurs, en reprise, est demeurée à des niveaux bien inférieurs, en franc constant, à ceux des dernières années de la décennie antérieure. Même le déficit des pouvoirs publics, quelque considérable qu'il ait encore été, a été largement inférieur aux surplus financiers des résidents.

Certes, si d'autres circonstances requéraient un jour qu'une action restrictive sur le crédit soit exercée, la Banque dispose des moyens d'action dont elle a été dotée par la Loi du 28 décembre 1973 et qu'elle a d'ailleurs déjà mis en oeuvre à diverses reprises.

Toutefois, l'intégration progressive des marchés de fonds nationaux dans un ensemble transnational émousse le tranchant de mesures restrictives quantitatives, appliquées dans un pays isolé, si sa politique monétaire ne peut pas être coordonnée avec d'autres. De plus, à l'intérieur même du marché financier national, les pratiques dites de « désintermédiation », peu développées jusqu'à présent en Belgique, pourraient s'amplifier; elles rendent plus opaques les circuits de financement, et détournent en partie le flux des crédits que les intermédiaires financiers distribuaient par des canaux dont la banque centrale peut régulariser le débit.

Ces pratiques de désintermédiation sont déjà plus répandues dans certains pays qui, à la différence de la Belgique, avaient axé leur politique sur le contrôle d'agrégats monétaires. Dans ces pays aussi, les innovations se sont multipliées, inventant de nouvelles formes d'actifs financiers, bons substituts de l'instrument monétaire, dont ils remplissent les fonctions. Dans ceux de ces pays, et d'autres, où, en outre, en 1986, les placeurs ont préféré détenir provisoirement plus d'actifs à court terme, dans l'attente des mouvements respectifs des taux longs et des taux courts, des agrégats, pris comme objectifs, se sont trouvés gonflés d'une masse d'avoirs inactifs. Tous ces changements, dont certains sont acquis dans l'organisation fonctionnelle des marchés et d'autres ne sont que contingents, ont abouti à distendre la relation entre tel ou tel agrégat et le produit national en termes monétaires; les fluctuations, accrues, de la vitesse de rotation de la monnaie ou

des liquidités, que l'on espérait pouvoir supprimer et compenser, sont devenues moins prévisibles. Le contrôle exercé au travers des agrégats a perdu de son efficacité. Celles des banques centrales qui avaient adopté la méthode de se fixer a priori des objectifs intermédiaires et de les annoncer, n'ont pas abandonné pour autant cette pratique; en effet, se fondant sur la doctrine des anticipations rationnelles, cette pratique voulait aussi modifier les comportements pro-inflationnistes des agents économiques que rassureraient les intentions de rigueur annoncées par les autorités monétaires; la foi ayant été répandue, renoncer à l'annonce d'objectifs quantifiés, c'était faire renaître des anticipations inflationnistes. Sous le couvert de la continuation de la méthode, les autorités de plusieurs pays sont cependant revenues en fait à une politique de taux d'intérêt; les variations de ceux-ci ne sont plus le produit fatal de la demande de fonds confrontée, sur le marché, à une offre dont l'accroissement est contingenté dans sa partie la plus flexible; les politiques actuelles de ces pays ont restitué aux taux d'intérêt la valeur d'un objectif en soi; leurs variations sont contrôlées; quant à l'évolution de la masse des fonds, donnée importante dont aucune autorité monétaire ne néglige de surveiller les variations, elle est redevenue un repère, mais un instrument de l'action volontariste sur les taux. Il apparaît, en outre, que les autorités monétaires de nombreux pays ont orienté davantage leur politique en fonction du rythme de croissance, d'une part, du cours de change et de l'équilibre extérieur, d'autre part, sans, pour autant, qu'elles cessent d'être attentives aux mouvements, en cours et attendus, des prix intérieurs.

Le retour à une politique de contrôle explicite des taux, dont les objectifs finals se sont de nouveau diversifiés, ravive d'anciens conflits entre les buts à atteindre. Ainsi, aux Etats-Unis, la préoccupation de soutenir la croissance et celle de réduire le déficit extérieur courant en abaissant le cours du dollar, d'une part, appelaient un abaissement des taux; la crainte d'altérer les mouvements de capitaux avec l'étranger, au point de provoquer un effondrement brutal du cours de change, et celle de relancer l'inflation, d'autre part, étaient autant de contre-indications.

Dans le cas de la Belgique, les développements qui ont été décrits sont aussi révélateurs de ces conflits latents qui rendent les choix difficiles et les décisions toujours discutables. S'il s'agissait d'alléger les charges de la dette publique, s'il s'agissait de compenser l'incidence d'autres facteurs sur l'activité de la construction, s'il s'agissait d'inciter les entreprises à investir plutôt qu'à placer en actifs financiers, s'il s'agissait de soutenir les cours des valeurs mobilières sur le marché secondaire, il s'indiquait d'entretenir, voire d'accentuer, aussi rapidement que possible, la baisse des taux venue de l'étranger; s'il s'agissait, au contraire, de maintenir la fermeté du cours du franc belge, pour que la désinflation importée exerce le plus d'effets possible sur les prix et les coûts intérieurs, si, par conséquent, il s'agissait d'éviter que des sorties de capitaux perturbent le marché des changes, il se recommandait, au contraire, de fixer plutôt les taux à un niveau tel qu'ils abritent le marché des fonds intérieur des taux nominaux élevés offerts pour des placements dans d'autres monnaies étrangères, faibles, et des rendements d'avoirs en des monnaies que leurs réévaluations répétées avaient rendues prometteuses de nouvelles appréciations; si ces seconds objectifs étaient adoptés, les différents écarts de taux, corrigés pour tenir compte de la force et

de la faiblesse relatives des monnaies, devenaient, pour la politique monétaire, une contrainte qui l'empêchait d'être conçue, en toute autonomie, en fonction des seuls éléments internes.

Aucun démiurge ne trace le plan des enchaînements complexes qui déterminent, dans la moyenne période, les conséquences d'une décision prise en fonction d'un objectif immédiat ; aucun démiurge ne construit un ordre irréfragable de priorités. D'une part, sollicitée par ceux qui apercevaient de façon plus immédiate les objectifs intérieurs, d'autre part, mise en garde par les avis des organismes et des milieux internationaux, enregistrant elle-même avec précision une foule de données et d'indications, la Banque a imprimé aux taux à court terme les mouvements qui ont été décrits plus avant, s'efforçant d'en abaisser le niveau dans la mesure où la contrainte extérieure ne s'y opposait pas. Plus attentive que d'autres, en raison de ses fonctions, aux impératifs de l'équilibre extérieur, sachant que, pendant la plus grande partie des années quatre-vingt, la hausse des prix à l'importation, aggravée par la dépréciation du franc jusqu'au milieu de 1983, a été le facteur principal du relèvement des prix et des coûts intérieurs, elle a cherché à assurer la stabilité du cours de change. Elle s'est efforcée d'abriter celui-ci des secousses des dernières semaines de l'année. Les résultats qu'elle a engrangés ont sans doute évité que des faits de dernière heure ne viennent démentir les arguments dont le Gouvernement a pu exciper lors du réaligement du Système Monétaire Européen le 11 janvier 1987 ; le cours-pivot du franc belge s'est apprécié de 1,54 p.c. par rapport à l'Ecu.

On ne pourrait pas cependant présenter la politique des banques centrales comme toute puissante en ce qui concerne la régularisation des mouvements de fonds en provenance ou à destination de l'étranger. En effet, son influence s'exerce surtout sur les rendements des fonds à court terme ; de plus, et surtout, d'autres facteurs peuvent exercer des incidences puissantes que ne pourrait compenser un relèvement des taux. C'est singulièrement le cas dans les périodes où les capitaux se déplacent en masse, mus par la conviction des parieurs qu'ils réaliseront un gain en capital en peu de temps ; lorsque les anticipations deviennent ainsi cohérentes et générales, le relèvement des taux qui est possible reste trop faible ; il inflige sans doute une certaine pénalisation à celui qui retire ses capitaux du marché intérieur ; il peut accroître l'indécision des plus hésitants ; mais il ne peut arrêter l'emballement. Aussi, est-ce par une action préventive, longue, bien plus que curative, que les banques centrales peuvent espérer prévenir le plus efficacement la naissance d'un déséquilibre global de la balance des capitaux. Cette action, la banque centrale l'exerce plus difficilement dans les petites économies fortement ouvertes ; lorsque ce type de déséquilibre apparaît, elle doit, en effet, faire admettre, dans l'économie nationale, que les mouvements de taux ne peuvent plus être décidés principalement en fonction des données intérieures, mais doivent être orientés, en fait, en fonction des politiques de pays dominants. Sans doute, les marchés de fonds des plus grands pays ont-ils aussi participé au processus d'internationalisation dans les dernières décennies, mais le phénomène a été moins généralement ressenti que dans les plus petites nations ; jalouses de leur souveraineté, les autorités des grands pays ont pu conserver plus d'autonomie dans leurs décisions de politique, qu'elles ont continué à prendre en considération, surtout, d'objectifs nationaux. Dès lors, malgré les concerta-

tions nombreuses, les politiques nationales n'ont pas pu être assez coordonnées et leurs effets ont pu manquer de cohésion.

Les économies, même les plus grandes, tendent à s'ouvrir davantage depuis des décennies. Dans toutes, des activités qui bénéficiaient auparavant d'une protection de fait, géographique, se trouvent exposées à la concurrence étrangère. Dès lors, les variations des cours de change posent de nouveaux problèmes; on ne peut plus les négliger. L'histoire des vicissitudes du dollar et de leurs répercussions sur l'économie intérieure, au cours des dernières années, apporte, à cet égard, des enseignements de fait qui justifieraient peut-être des révisions doctrinales. Le régime des cours de change flottants que les États-Unis ont adopté en 1973 devait élargir, selon la doctrine, la marge d'autonomie de la politique économique intérieure. Un dérangement de l'équilibre extérieur serait corrigé automatiquement par des variations du cours de change : les réajustements de la demande et de l'offre de monnaies étrangères s'opéreraient par le jeu des élasticités aux prix, par hypothèse implicite correctes et élevées; en même temps que ces réajustements tendraient à restaurer l'équilibre extérieur, ils resserreraient la bande de fluctuation des cours; les démonstrations de la doctrine ont parfois oublié d'introduire la notion de délai de réaction et elles ont souvent conduit leurs raisonnements en termes de transactions courantes, les élasticités de demande étant censées exercer aussi un rôle régulateur sur l'offre et la demande de devises résultant de mouvements de capitaux. Les faits ont montré que l'adoption d'un régime de cours flottant ne mettait pas un pays dans les mêmes conditions qu'une économie fermée, que la hausse des cours de change n'arrêtait pas les entrées de capitaux aussi longtemps que les placeurs s'attendaient à la prolongation du mouvement, que cette hausse perturbait les opérations courantes et, par là, des activités intérieures et enfin, que les réajustements nécessaires à la correction de ces perturbations étaient lents, pénibles, voire incertains. Le renversement de la trajectoire du cours du dollar qui s'est amorcé en février 1985, n'a pas empêché que l'aggravation du déficit extérieur courant ne soit prolongée. La détérioration a été de trop longue durée pour être légitimée par la classique courbe en J qui tracerait l'évolution du montant de ce déficit dans les périodes postérieures à un abaissement du cours de change d'une monnaie. Elle semble plutôt trouver son origine dans les résistances auxquelles se heurtent les réajustements; les fournisseurs étrangers et des importateurs nationaux, bénéficiaires, les uns et les autres, des changements antérieurs, s'efforcent de conserver leurs nouvelles parts de marché; les habitudes des consommateurs se sont modifiées et les entreprises ont appris à connaître de nouveaux fournisseurs d'équipements; concurrencées davantage, des activités se sont étioilées, révélant un affaiblissement structurel auparavant indolore; des secteurs abrités se sont développés, dont certains ont une productivité relativement faible. Dans d'autres pays, menacés de reperdre, aux États-Unis, la part du marché conquise grâce à la cherté du dollar, les autorités nationales n'ont pas pu s'interdire de prendre des mesures qui soutiennent la compétitivité de leurs exportateurs, alors même qu'elles se prononçaient en faveur de la correction du double déséquilibre de l'économie américaine, celui des finances fédérales et celui du compte extérieur courant. Ainsi, des enchaînements, que la doctrine n'avait pas pressentis, ont tissé un lien logique entre toutes les phases, allant du

déclenchement de larges mouvements de capitaux — provoqués en partie par des impulsions psychologiques — à la dégradation des conditions d'activité de secteurs non abrités de l'économie américaine. La dynamique du processus a été visible ; l'intensité de l'altération n'était pas inéluctable. Laissé à lui-même, le mouvement a sans doute favorisé la croissance d'autres pays industrialisés, anciens ou nouveaux, et concouru au développement des activités financières. Mais, aujourd'hui, les voies du réajustement sont équivoques ; il paraît, en tout cas, probable, que si tout le poids des efforts et des renversements est porté par la seule politique économique américaine, le remède, procédant peut-être par une déflation de la demande, peut-être par un retour au protectionnisme, risque d'affecter d'autres économies, riches et pauvres, d'agiter des marchés financiers et, en fin de compte, de perturber la conjoncture mondiale. Et pourtant, en raison de l'interdépendance de ses composantes, l'essor de celle-ci ne peut-être assuré que par la voie de coopérations qui impliquent des objectifs communs et aillent beaucoup plus loin que la coordination des politiques monétaires.

Cet impératif de cohérence s'impose plus particulièrement encore dans le cas des pays de la Communauté Economique Européenne s'ils s'assignent, vraiment, l'objectif ambitieux de créer d'ici à 1992, comme ils en ont décidé le principe, un grand marché commun, à l'intérieur duquel marchandises, personnes, services et capitaux circuleraient tout à fait librement. Les premières étapes de la réalisation de ce dessein passeraient par la suppression des dernières entraves aux mouvements de capitaux. Le programme projeté de ce démantèlement des restrictions subsistantes se réaliserait en deux phases. La première a déjà fait l'objet d'une directive, adoptée par le Conseil en novembre 1986, qui doit être d'application en février de l'année en cours ; elle vise les crédits commerciaux à long terme ainsi que les opérations d'acquisition et d'admission de titres à moyen et long termes sur les marchés financiers nationaux. La seconde phase concernera les prêts financiers et les mouvements de fonds à court terme ; la réalisation de cette seconde étape impliquera la suppression des réglementations discriminatoires et celle du double marché des changes, remplacé par un seul marché libre où la fixation des cours de change sera régie par les principes du Système Monétaire Européen.

La fusion, dans une grande place financière européenne, des divers marchés de fonds nationaux est, il va de soi, dans le droit fil de l'intégration des douze économies et il paraît logique d'accélérer tout d'abord une libération qui, dans les faits, et même dans le droit, est déjà très avancée. Il reste cependant que l'intégration des marchés de fonds ne s'appuie pas sur une organisation institutionnelle et politique qui fonctionne dans les mêmes conditions que, par exemple, le marché américain. D'un côté, une seule et même unité monétaire, un organe régulateur des décisions de douze banques centrales qui fonctionnent toutes sous l'empire de la même législation, un actif financier standardisé — même débiteur, même unité monétaire — répandu et négociable sur tout le territoire — la dette fédérale —, une seule politique budgétaire fondamentale, la même organisation de stabilisateurs automatiques et d'allocations qui ont pour effet de redistribuer des revenus des zones de progrès aux zones défavorisées ; en bref, se pose à l'intérieur de l'économie des Etats-Unis, un problème de réajustement, ou de financement, de balances de paiements régionales. De l'autre côté, le problème,

bien plus complexe, de douze balances de paiements nationales, dont chacune influence l'économie interne et conditionne le sort d'une unité monétaire spécifique, gérée par des autorités responsables vis-à-vis de leur gouvernement et, au-delà de celui-ci, vis-à-vis des représentants de la nation ; douze économies particulières que les structures, les institutions, les comportements différencient ; douze populations attachées à leurs régions ainsi qu'à leurs langues et espérant des développements et des emplois locaux.

Dans cet ensemble que l'histoire a fragmenté par des cloisonnements politiques, sociaux et économiques, la création d'une vaste zone où les capitaux se déplacent librement, si elle veut être autre chose qu'un projet formel, truffé de clauses de sauvegarde qui le vident de sa substance, ne sera une étape utile de l'intégration que si la décision d'entreprendre génère une volonté unanime de créer les conditions de la réussite. Il est facile de poser le principe de la convergence des politiques économiques ; il est plus difficile de lui donner un sens concret et de s'accorder sur les dosages que, collectivement et chacun en particulier, les pays membres doivent admettre dans les choix d'objectifs : coûts, prix, emploi, croissance, change, rapprochement des niveaux de développement et des revenus réels. Il est bien plus difficile encore de créer un cadre qui garantira que les mouvements de capitaux seront équilibrateurs et non perturbateurs, que les flux iront des zones riches d'épargnes vers les zones dont le développement doit s'accélérer. Remédier à temps aux déséquilibres fondamentaux qui provoquent des déplacements de fonds, prévenir aussi les mouvements accidentels, n'est pas de la seule responsabilité des politiques monétaires, certes, mais celles-ci, aussi, doivent y contribuer. Si elles ne conviennent pas de leurs objectifs, si elles provoquent, ou admettent, des chocs venus de l'intérieur de la zone ou de l'extérieur, si elles laissent se développer des situations dont la correction bouscule les rapports de change entre les pays membres, créant de nouvelles difficultés plutôt que d'en résoudre, le régime de liberté qui aura favorisé ces développements et leur issue sera dénoncé par les pays qui s'estimeront les victimes.

Dès lors que pays forts et pays plus faibles ne parviendraient pas à un consensus suffisant, à s'accorder sur le choix d'objectifs communs, à prendre ensemble les mesures qui atténuent les causes de mouvements de fonds déséquilibrateurs, à faire fonctionner des mécanismes qui compensent les effets des afflux et des fuites qui se produiraient néanmoins, dès lors, en outre, que les efforts consentis pour maintenir la stabilité et effectuer les corrections ne seraient pas équitablement répartis, en bref, si la libération des capitaux aboutissait à des désordres et créait chez d'aucuns la frustration de n'être pas aidés, il serait à craindre que le projet échouât ; au lieu de prendre acte de la réalisation d'un progrès dans l'unification, ce serait, tout au contraire, un constat de désagrégation qu'il faudrait bientôt dresser.

Perspectives de l'économie belge dans un environnement en évolution

Il n'est pas de prévision qui ne soit grevée aujourd'hui d'une incertitude nouvelle. Pendant le quart de siècle qui a suivi la seconde guerre mondiale, la marge d'erreur des conjectures était restée assez étroite : malgré les inflexions,

les développements suivaient une ligne de tendance assez constante et leur substrat se transformait lentement. Depuis quinze ans, au contraire, l'économie mondiale a subi des mutations accélérées ; l'environnement s'est profondément transformé autour des Etats-Unis et de l'Europe ; les allers et retours de variables de force intense — comme le prix du pétrole et le cours de grandes monnaies — ont provoqué des secousses d'une amplitude nouvelle ; les déséquilibres se sont amplifiés. Même les thérapeutiques qui ont été adoptées, là, pour soutenir l'emploi, là, pour rétablir l'équilibre extérieur, souvent, pour combattre l'inflation, si elles ont eu des effets positifs, ont fait naître d'autres instabilités au niveau du monde.

Au cours de cette période, un grand nombre de pays en développement ou semi-industrialisés se sont endettés de façon exagérée. Le service de ces dettes, dont le poids n'est pas allégé par les revenus importants produits par des avoirs extérieurs privés, a atrophié la marge de manoeuvre de ces pays ; parmi ceux-ci, les producteurs de matières premières pâtissent, en outre, du ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés et les producteurs de denrées alimentaires, des tendances au protectionnisme agricole de pays riches.

Le Japon, dont l'industrie, engrangeant d'énormes progrès de productivité, s'est développée à un rythme que ne pouvaient suivre les anciens pays, a repris à ceux-ci une part du marché mondial des produits manufacturés. Le déficit financier que leur dynamisme a imposé, en permanence, aux sociétés japonaises, et celui des pouvoirs publics, ont été couverts sans difficulté, et au-delà, par une épargne exceptionnellement élevée venant des ménages. Une situation structurelle de déflation par la demande a facilité le maintien du surplus courant extérieur japonais.

Les industries des pays nouvellement industrialisés, enclaves étrangères implantées dans des économies à faible pouvoir d'achat intérieur, ont doté celles-ci d'une superstructure efficiente qui écoule ses produits sur des marchés extérieurs en partie repris aux anciens pays.

Depuis le milieu des années septante, la croissance des Etats-Unis s'est, en moyenne, poursuivie à un rythme plus rapide que celle de l'Europe ; mais la compétitivité extérieure de l'économie américaine s'est trouvée handicapée par un affaiblissement relatif de sa productivité générale par rapport à ses concurrents asiatiques et même européens. La croissance américaine s'est appuyée uniquement sur le progrès de la demande intérieure ; celle-ci a été soutenue par la très faible propension à épargner des ménages américains ; le surplus financier de ceux-ci, même lorsqu'il est renforcé par celui des sociétés, n'a pas suffi à couvrir le déficit que les pouvoirs publics ont accusé au cours des cinq dernières années, déficit qui n'a cependant représenté que 3 à 3,5 p.c. du produit national brut. L'intention, annoncée par les autorités américaines, de porter remède au double déséquilibre de l'économie et à la détérioration de sa compétitivité, contribue à rendre la conjoncture mondiale plus incertaine. En effet, une réduction nette de la demande des pouvoirs publics viendrait affaiblir la demande intérieure aux Etats-Unis, toutes autres choses restant égales et, notamment, si la propension à épargner des ménages ne fléchissait pas de nouveau ; un ralentissement de la

croissance accentuerait les incidences, jusqu'à présent retardées, de la baisse passée du dollar. Dès lors, la réduction du déficit extérieur des Etats-Unis, dont le financement nécessite des capitaux venus d'ailleurs, exercerait des répercussions économiques sur la demande dans le reste du monde, en raison du montant absolu que ce déficit atteint bien qu'il ne représente que 3,3 p.c. du produit national américain.

Dans cette hypothèse, la croissance en Europe deviendrait, plus encore qu'en 1986, fonction de la demande intérieure. Celle-ci a été stimulée, en 1986, par l'évolution des termes de l'échange, mais il n'est pas certain que cette amélioration puisse se poursuivre; les prix moyens du pétrole pourraient se stabiliser, voire se relever. Une nouvelle diminution du dollar serait sans doute favorable aux termes de l'échange européens, mais au détriment du volume des exportations nettes. Le vœu a d'ailleurs été exprimé par les Européens, de revenir à plus de stabilité des cours de change; si un large accord international ne pouvait se réaliser, qui réduise l'instabilité actuelle, les Européens ne pourraient y parvenir seuls que si leurs banques centrales décidaient, en exécution de politiques concertées, d'élargir leurs interventions sur les marchés des changes, en les coordonnant. Mais, l'Europe peut redouter les réactions du Japon et des pays du sud-est de l'Asie à un resserrement du marché américain, qui pourrait inciter ces pays, non pas à stimuler leurs marchés intérieurs, mais à conduire leur politique de change de façon à accentuer leur pénétration sur les marchés des Européens. Dès lors que les perspectives de l'avenir immédiat deviennent floues, les pays de la Communauté Economique Européenne les plus forts hésitent aussi à relancer leur demande intérieure; dans le même temps, les pays plus faibles de la Communauté ne renoncent pas à leur objectif de réduire leurs handicaps vis-à-vis des premiers. Ainsi, entravée par ses disparités internes, qu'accroissent encore certains chocs extérieurs, la Communauté Economique Européenne, espace économique encore morcelé, est gênée dans sa marche vers une unification qui rendrait son devenir moins dépendant.

Dans cette Communauté, l'économie belge a marqué quelques reculs depuis le milieu des années septante; ce n'est pas dans sa croissance, qui s'est poursuivie au même rythme que celui des autres pays, grâce au développement plus rapide de sa production industrielle et de ses services publics; mais elle a accusé des retards, que les progrès de 1986 n'ont pas comblés, dans le domaine de l'emploi, des investissements, des exportations et de la productivité des services, sinon de celle de ses industries qui ont, au contraire, pris une avance sur leurs concurrentes de la Communauté.

Pourtant, l'économie belge a encore gagné en prospérité, même si ces progrès ont été inégalement distribués; elle reste un des pays où l'importance du revenu disponible des ménages, relativement au revenu national, est une des plus grandes; au contraire, le revenu dont les pouvoirs publics disposent, après les dépenses de transferts, pour faire face à leurs propres dépenses de consommation et d'investissement, demeure faible, bien que la pression fiscale soit parmi les plus lourdes. La partie du produit national qui est consacrée à l'ensemble des consommations — privée et publique — est, en Belgique, une des plus élevées. Il est vrai, par ailleurs, que l'économie belge a tiré un avantage tout particulier

de l'évolution des prix mondiaux au cours de la dernière année, comme on l'a souligné à plusieurs reprises ; l'amélioration de ses termes de l'échange a été assez grande pour qu'elle puisse accroître la valeur de son surplus courant sur le reste du monde, sans devoir transférer à l'étranger un volume accru de biens et de services : ainsi, elle a pu consacrer à ses propres consommations et investissements le produit de son activité accrue.

On a souligné que les conditions de la formation des prix intérieurs fragilisaient la position concurrentielle de l'économie belge. On a montré que l'ajustement rapide des prix intérieurs aux hausses importées et leur réaction plus lente aux baisses venant de l'étranger, renforçaient la tendance à l'augmentation des prix à la consommation ; si l'on exclut, de leur indice, les produits énergétiques, ces prix avaient haussé en moyenne de 4 p.c. au cours des années 1978 à 1980, de 7,3 p.c. pendant les années 1981 à 1983 ; en 1986, ils ont encore augmenté de 4,4 p.c., malgré la faible augmentation des coûts salariaux par unité produite, l'amélioration du cours du franc et la baisse des coûts énergétiques. Cette rigidité peut avoir pour origine le développement du secteur tertiaire, plus rapide en Belgique, mais avec une productivité qui croît plus lentement, que dans l'ensemble des autres pays de la Communauté ; ces services, plus qu'ailleurs, ont amélioré leurs termes de l'échange interne vis-à-vis des industries manufacturières. En tout état de cause, le mouvement des prix à la consommation tend, à la longue, comme partout ailleurs, à pousser à la hausse les rémunérations des salariés, qu'elles soient ou non indexées ; les contraintes légales qui, pendant cinq ans, ont freiné la progression des salaires seront moins rigoureuses à partir de 1987. Dès lors que des processus cumulatifs de hausses — marges bénéficiaires, prix, salaires — viendraient à s'enclencher, les coûts des activités exposées se trouveraient grevés de nouvelles charges, soit directement — par le relèvement des prix de vente des autres secteurs —, soit indirectement — par l'augmentation des salaires nominaux ; ces charges, les entreprises exposées ne pourraient pas toujours les reporter dans leurs propres prix de vente, surtout lorsque la qualité des produits offerts confine leurs vendeurs dans une position de « price takers » ; la position concurrentielle de ces entreprises s'effriterait au point de compromettre la poursuite d'activités. Ce risque a été reconnu de plus en plus clairement par les pays qui pourraient y être exposés et la stabilité des cours de change a pris plus d'importance dans les objectifs de politique économique.

Les sorties, à l'initiative de résidents, de capitaux privés de toute nature que recense la balance des paiements de l'Union Economique, se sont accrues suivant une tendance régulière depuis le début des années septante ; à cette époque, le montant des entrées de capitaux étrangers équilibrait à peu près celui de ces sorties, mais celui-là est resté étale dans toute la période ultérieure. Toutes autres choses étant égales, ces sorties nettes resserrent l'offre sur le marché intérieur des fonds ; elles sont un facteur de relèvement des taux, dont les effets ne peuvent être compensés que si la banque centrale consent à offrir, à des taux inchangés, les fonds qu'elle doit nécessairement créer, en compensation des sorties, en direction du marché monétaire ou directement en faveur du Trésor ; mais, une politique à ce point accommodante débloque le frein que les fuites de capitaux elles-mêmes avaient serré en poussant les taux à la hausse. On a vu qu'en 1986, les sorties nettes de fonds avaient non seulement absorbé tout le surplus courant,

mais même nécessité un nouvel endettement extérieur des pouvoirs publics. Aussi, globalement, le découvert net envers l'étranger de ces pouvoirs et des organismes publics, ainsi que des intermédiaires financiers, est resté supérieur à la valeur, au cours du marché, des avoirs extérieurs de la Banque. Sans doute, le découvert dont il vient d'être question n'est-il qu'une fraction, de plus en plus réduite, de la valeur des avoirs extérieurs que les résidents — ménages et entreprises autres que les intermédiaires financiers — détiennent sous forme de dépôts et de portefeuilles d'actions et d'obligations. Mais dans le tableau qui représente le bilan financier extérieur, le creux des dettes ressort bien mieux que le relief des avoirs : ceux-ci apparaissent bien moins clairement que celles-là qui sont commentées dans les milieux financiers et cambiaires, en Belgique et à l'étranger, et qui retiennent l'attention des institutions internationales ; la charge que ces dettes imposent à l'économie nationale est certaine, tandis que le rapatriement des recettes venant des avoirs privés gérés en toute autonomie est plus aléatoire. Il reste cependant que le bilan extérieur de l'économie nationale ne peut être apprécié sans ranger les créances en regard des dettes et sans compter le flux de recette des revenus financiers en même temps que celui des dépenses au même titre ; sinon, les appréciations risqueraient de se teinter de pessimisme.

S'agissant des finances des pouvoirs publics, la hauteur des dépenses et, partant, celle des recettes, restent un sujet de grande préoccupation, par les répercussions de l'une et de l'autre sur l'allocation des facteurs, sur la productivité générale de l'économie, sur la répartition du revenu, sur les coûts, et par les réactions asymétriques qu'elles provoquent dans les comportements des agents économiques, qui ressentent bien plus l'inconfort de l'imposition qu'ils ne mesurent les avantages des dépenses dont ils bénéficient, directement ou indirectement. Sans aucun doute, l'effort de réduction du déficit des pouvoirs publics doit être poursuivi ; dans l'immédiat, son importance apparaît comme une faiblesse de l'économie nationale et jette ainsi un discrédit sur la solidité de la monnaie ; sa permanence, dans l'avenir, ranimerait, dans une autre conjoncture, son action perturbatrice ; dans l'intervalle, il s'auto-entretiendrait par l'hypertrophie des charges de la dette. L'assainissement des finances des pouvoirs publics relève des décisions des autorités politiques ; le Gouvernement a entrepris d'arrêter la dérive des budgets. Mais la tâche des gouvernants n'est pas facilitée lorsque des commentateurs se bornent à présenter l'endettement des pouvoirs publics comme une dette nette de la population, alors qu'il ne peut exister de passifs sans créances : les engagements des pouvoirs publics ont pour contrepartie les créances que, directement, ou indirectement au travers des intermédiaires financiers, les nationaux détiennent sur l'Etat ; la dette publique envers l'étranger elle-même n'atteint pas, on l'a vu, la valeur du stock des créances des résidents sur l'étranger. On a aussi commenté les charges d'intérêts de la dette publique en oubliant qu'elles ont un contrepoids : le flux des intérêts payés apporte un revenu patrimonial à ceux qui directement, ou autrement, sont les créanciers finals des pouvoirs publics. On a dit, en outre, des charges fiscales qu'elles infligeaient une ponction sur les revenus de l'économie, alors que celle-ci bénéficie de leur redépense et, en plus, de la dépense qui correspond au déficit. Ces présentations trop alarmistes des faits ne servent pas l'effort des autorités parce qu'elles peuvent

susciter des inquiétudes excessives qui risquent d'ébranler la confiance dans la monnaie.

Depuis des décennies, le phénomène de l'extension du rôle de l'Etat est assez général dans les pays d'Europe. Il a affecté particulièrement la Belgique ; encore, pour juger plus exactement de l'importance, en proportion du produit national, des dépenses des pouvoirs publics, faudrait-il ajouter à celles-ci les subventions importantes que les Gouvernements se sont accoutumés, comme dans d'autres pays, à accorder, de façon discriminatoire, sous la forme d'allègements d'imposition, que l'on désigne sous le concept de dépenses fiscales. Fort opportunément, la conjoncture ascendante des quatre dernières années, et, plus récemment, le repli des taux d'intérêt et la baisse des prix à l'importation ont puissamment renforcé les effets des mesures d'économie décidées depuis 1982 : l'importance relative du déficit financier des pouvoirs publics s'est réduite. La remise en ordre doit s'accélérer, à partir de 1987, lorsqu'entrera en application le programme des mesures dont le principe a été arrêté par le Gouvernement en mai 1986. L'impact effectif que les économies envisagées auront sur la dépense globale est encore difficile à mesurer. Tout d'abord, l'ampleur des coupures qui seront effectivement réalisées pendant l'année 1987 ne peut encore qu'être supputée ; il en est de même, a fortiori, des diminutions que les recettes des pouvoirs publics subiront par l'effet de retour ; ensuite, on ignore les réactions des ménages dont le revenu disponible sera, directement ou de façon indirecte, affecté par la compression des dépenses publiques ; ils pourront, en effet, réduire leur propension à l'épargne financière pour stabiliser le niveau de leur consommation et de leurs investissements ; à cet égard, les changements de comportements différeront sans doute suivant la hauteur du revenu disponible ; l'effet de restriction sur la demande intérieure dépendra, finalement, des variations de la propension globale à constituer des épargnes financières. Dès lors, il n'est pas certain que l'abondance de celles-ci, qui avait facilité la couverture du déficit des pouvoirs publics, se maintienne.

Quant aux évolutions à attendre des autres déterminants de la demande, toutes les incertitudes qui ont été évoquées, rendent fort fragiles les hypothèses sur la base desquelles elles peuvent être estimées. L'amélioration des termes de l'échange ne se poursuivra probablement pas avec la même intensité, mais celle de l'année passée pourrait encore sortir des effets retardés. Si la désinflation des prix venait à se ralentir, voire à cesser, une augmentation du revenu réel des ménages — facteur important de l'évolution de la consommation — supposerait un accroissement plus grand des revenus nominaux ; il est vrai qu'une majoration de ceux-ci pourrait elle-même induire un relèvement des prix à la consommation qui la neutraliserait. Les premières informations sur les investissements des industries font présumer que leur accroissement se poursuivra. La demande émanant du reste du monde dont bénéficiera l'économie belge dépendra non seulement de la croissance de l'économie mondiale, dont le rythme pourrait se maintenir, si l'on en juge par les pronostics les plus récents, mais, aussi, des changements dans les parts de marché. A cet égard, le passé récent laisse augurer que les producteurs belges devront consentir de nouveaux efforts pour renforcer leur position ; sur un ensemble d'années récentes, les exportateurs belges ont été défavorisés, relativement à leurs concurrents européens, par la diminution des

prix de vente moyens qu'ils ont dû accepter, sans parvenir, pour autant, à accroître le volume de leurs fournitures autant que les autres pays de la Communauté. Les analyses plus détaillées révèlent la persistance des handicaps venant, à la fois, de la composition du panier des produits offerts par les exportateurs belges et d'une faiblesse dans la compétitivité dont les causes ne sont plus, ces dernières années, dans l'évolution relative des coûts salariaux par unité produite.

Au total, les facteurs qui soutiennent la croissance en Belgique pourraient s'affaiblir. Les estimations du rythme de celle-ci en 1987 diffèrent, sans doute, mais la majorité des augures la prévoient moins forte que pendant l'année qui vient de se terminer; tous s'attendent à un ralentissement de la progression de la dépense intérieure; certains comptent sur une contribution plus active des exportations nettes de biens et services. Dès lors, si l'environnement international venait à se dégrader, la politique économique belge se trouverait acculée à un choix difficile; ou bien elle se résoudrait à tolérer que la croissance intérieure s'affaiblisse, compromettant les chances de maintenir le niveau de l'emploi, ou bien elle chercherait à relâcher le dispositif de restriction, au risque de faire diminuer le surplus courant; celui-ci ne suffirait plus à compenser les sorties nettes de capitaux, si celles-ci poursuivaient sur leur longue lancée.

La remise en ordre des finances publiques, nécessaire, comme il a été rappelé ci-dessus, élargue dans la dépense globale, mais elle ne libère pas, à elle seule, des forces d'expansion d'autres dépenses. S'il est une condition nécessaire du renforcement de l'économie nationale, cet assainissement n'en est pas une condition suffisante.

C'est dans le développement de l'investissement intérieur qu'il convient de rechercher le moyen de mieux assurer la croissance et l'emploi à venir. Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis les premières années septante, l'importance, relativement au produit national, des bénéfices bruts mis en réserve par les sociétés s'était réduite, en Belgique, alors qu'elle s'accroissait dans les autres pays de la Communauté; les investissements des sociétés avaient évolué parallèlement; toutefois, pendant cette période, les industries manufacturières belges avaient accru ces investissements plus que les autres pays de la Communauté, mais cet effort avait visé bien davantage à l'amélioration de la productivité qu'à une extension des capacités installées; au contraire, la conjoncture adverse dans la seconde moitié des années septante et l'alourdissement des coûts avaient provoqué la fermeture d'entreprises marginalisées et l'abandon, par d'autres, des activités les moins rentables; l'économie nationale est devenue importatrice de produits auparavant fournis par des activités intérieures: le contenu importé des dépenses intérieures s'est accru. Dans la décennie en cours, l'augmentation des revenus disponibles — l'épargne brute — des sociétés s'est accélérée, passant de 6,6 p.c. du produit national brut en 1981 à 11,5 p.c. en 1986; il n'en a pas été de même des investissements en actifs fixes, dont l'importance relative est restée pratiquement inchangée. Les marges d'autofinancement, largement reconstituées, ont donné lieu à un élargissement de la capacité de financement des sociétés, qui a servi à l'accumulation d'actifs financiers; une partie de ces avoirs a été constituée par des investissements directs dans des entreprises étrangères. Bien que la rentabilité ait été élargie, que la structure financière des entreprises ait été

renforcée, et que le public, stimulé par des exonérations fiscales, ait témoigné d'un engouement pour les placements en capital à risque, facilitant ainsi les émissions d'actions, les initiatives n'ont pas répondu aux attentes; encore, les investissements ont-ils continué à être en grande partie destinés à des rationalisations; ce n'est qu'en 1986 qu'ils ont contribué davantage à une extension des capacités installées et à la création d'emplois.

Prises en fonction du devenir de la firme, les décisions d'investir ont, il va de soi, leur rationalité microéconomique: la rentabilité et la permanence de l'entreprise sont renforcées par des opérations de fusion, d'absorption, de prises de participation et d'implantation à l'étranger; c'est un apport indirect incontestable à la vigueur de l'économie nationale.

Mais le problème général de l'économie belge ne se trouve pas pour autant résolu. On ne peut ignorer l'évolution des grandes données macroéconomiques dont les enchaînements relient la sauvegarde de l'équilibre extérieur au maintien de l'emploi et du niveau de vie de la population. L'internationalisation qui rend la dépense intérieure de plus en plus dépendante d'approvisionnements étrangers impose à l'économie belge de développer, symétriquement, des activités productrices de biens et de services qui lui procurent des moyens d'échange suffisants. Le devenir matériel du pays ne sera pas libéré de cette contrainte; celle-ci impose que les structures soient renforcées, pour remédier aux handicaps observés, consolider les acquis et par là, donner au pays le pouvoir d'apporter plus encore à la construction européenne.

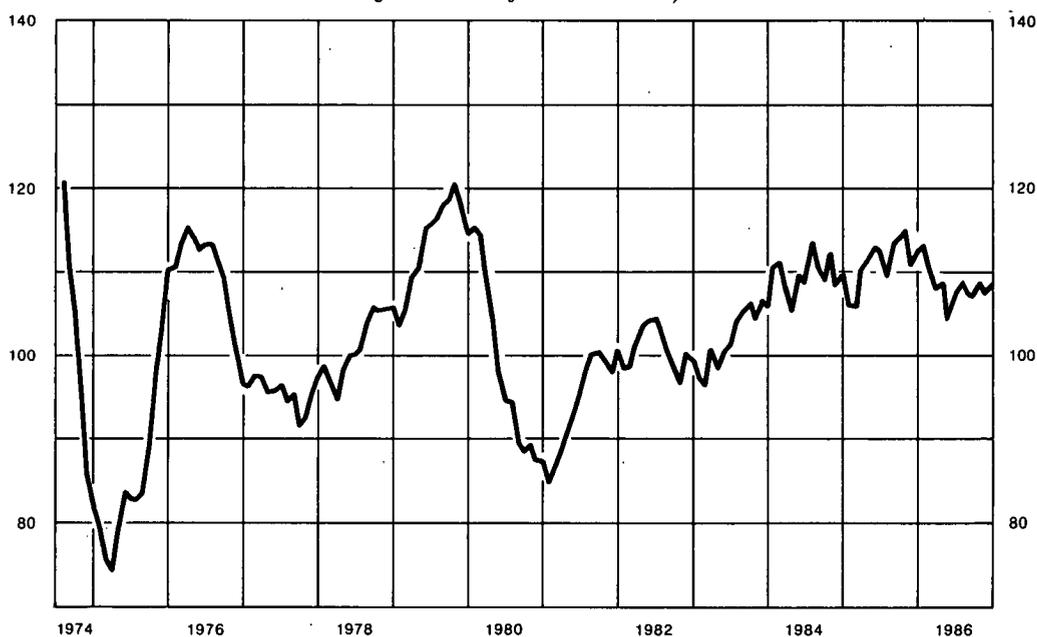
Dans cette économie largement ouverte, perméable aux mutations qui transforment l'économie mondiale, intégrée de plus en plus dans un vaste ensemble où aucune autorité supranationale n'est chargée de l'avenir des Belges, c'est à ceux-ci eux-mêmes et à tous leurs dirigeants qu'il incombe encore de veiller au progrès économique, garant du bien-être social et de la sécurité d'existence du plus grand nombre.

Le 28 janvier 1987.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE DECEMBRE 1986

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique s'est relevée en décembre de 1,39 point, et atteint dès lors 108,71 points. La baisse que l'on avait enregistrée en novembre a été de la sorte en majeure partie compensée.

La légère amélioration du climat conjoncturel trouve son origine essentiellement dans le commerce ; la conjoncture dans l'industrie de la construction s'est quelque peu raffermie, tandis qu'elle ne s'est pratiquement pas modifiée dans l'industrie manufacturière.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
2. Pêche maritime	III - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
V. — Services.			
1. Transports :		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	1. Encours :	
b) Navigation maritime	V - 1b	a) au 31 décembre 1983	XII - 1a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) au 31 décembre 1984	XII - 1b
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	2. Mouvements en 1984	XII - 2
3. Commerce intérieur :		3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	a) au 31 décembre 1983	XII - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b	b) au 31 décembre 1984	XII - 3b
4. Chambres de compensation :		4. Mouvements en 1984 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Nombre d'opérations	V - 4a	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
b) Montant des opérations	V - 4b	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	2. Bilans :	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Prix à la consommation en Belgique :		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	4. Stock monétaire :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Total	XIII - 4b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b

6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.333,8	1.388,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	61,0	62,9	64,5
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	353,5	379,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	426,3	464,9	513,4	566,7	605,7	617,8	658,9	691,8
5. Corrections et compléments	64,4	69,7	74,4	79,2	94,1	109,0	118,3	127,8
Ajustement statistique	7,5	- 9,5	0,1	- 25,9	4,7	30,2	8,2	12,9
<i>Total ...</i>	1.777,8	1.900,1	2.073,0	2.155,9	2.297,7	2.402,6	2.535,6	2.664,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	50,7	46,4	48,8	57,2	64,1	74,5	74,1	72,2
2. Professions libérales ¹	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,7	138,3	148,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	236,6	256,6	277,6
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,6	15,5	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,6
Ajustement statistique	1,6	- 1,9	...	- 4,9	0,8	5,8	1,6	2,5
<i>Total ...</i>	384,8	390,4	396,0	408,3	434,4	465,4	496,1	531,9
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	201,9	240,5	285,9	327,3	374,8	404,1	462,6	508,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,4	143,0	156,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	60,5	58,7	64,3	77,2	102,6	124,9	151,8	171,7
<i>Total ...</i>	336,2	377,7	435,2	503,4	586,1	654,4	757,4	836,8
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	27,1	28,9	24,4	13,2	34,7	52,5	88,5	129,9
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,2	135,2	148,6
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,5	- 4,6	3,3	11,2
<i>Total ...</i>	- 1,8	3,4	20,4	30,8	45,8	26,9	36,5	47,2
G. Intérêts de la dette publique	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,2	- 395,4	- 448,7	- 509,3
Revenu national net au coût des facteurs	2.469,1	2.627,8	2.827,2	2.910,0	3.144,4	3.320,6	3.600,6	3.849,9
H. Amortissements	281,4	302,5	312,1	332,1	367,3	401,7	420,7	440,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.750,5	2.930,3	3.139,3	3.242,1	3.511,7	3.722,3	4.021,3	4.290,4
I. Impôts indirects	363,9	387,7	412,1	435,8	476,0	509,7	529,5	557,4
J. Subventions	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,4	- 53,6	- 59,3	- 67,7	- 71,0
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

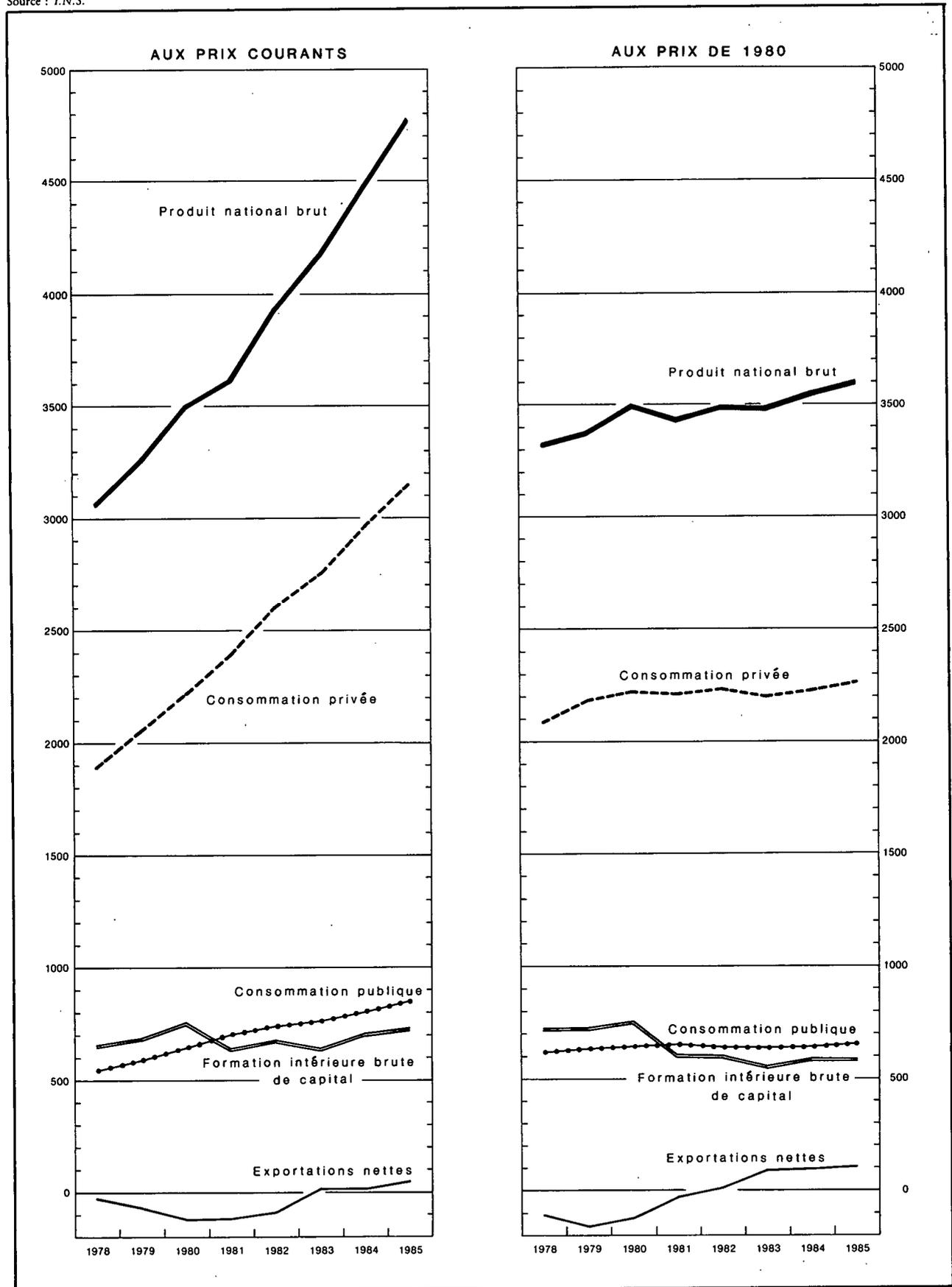
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Agriculture, sylviculture et pêche	78,6	75,6	79,4	88,6	97,7	110,6	113,1	115,4
2. Industries extractives	17,1	15,9	18,6	20,1	25,1	24,8	26,6	25,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	147,0	151,1	157,4	164,6	188,7	201,4	215,6	229,5
b) Textiles	37,1	37,7	40,5	39,2	42,0	45,8	51,1	50,8
c) Vêtements et chaussures	23,1	23,4	22,7	22,9	25,7	23,8	24,2	25,4
d) Bois et meubles	36,7	37,8	41,1	39,9	41,2	39,2	40,1	41,7
e) Papier, impression, édition	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	52,2	56,4	55,0
f) Industrie chimique et activités connexes	82,6	101,5	100,0	90,0	112,1	120,8	133,0	139,0
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,5	36,7	39,1	33,4	36,3	37,6	41,4	38,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	51,4	59,4	54,7	54,4	58,4	62,8	74,1	68,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	269,2	274,2	288,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	108,0	116,0	122,6	121,6	132,8	146,2	158,6	166,9
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>805,8</i>	<i>849,7</i>	<i>870,7</i>	<i>839,5</i>	<i>943,3</i>	<i>999,0</i>	<i>1.068,7</i>	<i>1.103,1</i>
4. Construction	228,5	233,7	263,0	229,8	238,0	234,6	236,1	248,1
5. Electricité, gaz et eau	93,5	105,8	109,6	120,7	121,2	147,9	163,0	188,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	571,5	612,8	669,7	701,2	782,0	855,9	888,1	969,4
b) Services financiers et assurances	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	213,4	249,5	278,9
c) Immeubles d'habitation	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,9	277,9
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>842,8</i>	<i>913,7</i>	<i>998,8</i>	<i>1.089,0</i>	<i>1.215,7</i>	<i>1.303,5</i>	<i>1.395,5</i>	<i>1.526,2</i>
7. Transports et communications	234,8	255,5	279,6	285,1	304,1	318,7	359,5	384,3
8. Services	838,4	903,7	983,7	1.062,2	1.139,0	1.200,1	1.274,3	1.349,7
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,0	4,3	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-62,7	-72,1	-78,1
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-32,0	-34,8	-47,2	-53,6	-66,7	-69,4	-77,6	-85,9
Ajustement statistique	-8,9	-8,8	3,2	12,7	11,2	-3,2	17,7	28,1
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.057,5	3.265,7	3.519,4	3.645,6	3.972,4	4.209,4	4.510,9	4.812,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	10,1	-3,5	-18,3	-23,1	-38,3	-36,7	-27,8	-35,3
Produit national brut aux prix du marché ..	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	365,4	379,8	399,7	411,4	469,5	514,1	557,9	585,1
2. Boissons	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,5	123,4	129,3
3. Tabac	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4
4. Vêtements et effets personnels	147,5	160,7	183,2	186,2	209,9	215,8	220,5	232,9
5. Loyers, taxes, eau	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,5	341,1	366,1
6. Chauffage et éclairage	99,5	116,8	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	231,5
7. Articles ménagers durables	187,8	194,1	218,2	222,0	231,7	234,8	245,8	259,9
8. Entretien de la maison	82,1	88,2	94,8	100,2	107,8	115,3	122,1	127,8
9. Soins personnels et hygiène	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	304,9	325,2	345,4
10. Transports	212,1	233,4	254,7	274,5	300,7	327,0	350,9	372,5
11. Communications : P.T.T.	16,1	17,4	18,6	19,9	22,0	23,9	26,6	28,8
12. Loisirs	164,6	178,2	195,7	208,9	231,7	250,8	270,7	286,6
13. Enseignement et recherches	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1
14. Services financiers	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	115,9	136,7	153,0
15. Services divers	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,7	24,9	28,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8
Ajustement statistique	- 0,1	15,2	- 2,5	14,3	- 13,2	- 26,6	- 22,2	- 35,3
<i>Total ...</i>	<i>1.892,6</i>	<i>2.054,6</i>	<i>2.223,0</i>	<i>2.397,7</i>	<i>2.602,5</i>	<i>2.749,5</i>	<i>2.958,7</i>	<i>3.149,1</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	391,8	426,5	471,3	517,8	549,3	559,1	589,0	622,3
2. Achats courants de biens et services	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	153,1	159,4	171,5
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
4. Loyer payé	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,5	6,1	6,7
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3
6. Amortissement mobilier et matériel	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2	4,5
<i>Total ...</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>740,6</i>	<i>761,3</i>	<i>800,5</i>	<i>850,3</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,1
2. Industries extractives	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	5,0
3. Industries manufacturières	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	126,7	139,4	151,0
4. Construction	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	13,0
5. Electricité, gaz et eau	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	45,5	50,4
6. Commerce, banques, assurances	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	114,3
7. Immeubles d'habitation	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,2	153,1
8. Transports et communications	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	96,6	101,8	96,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,5
10. Autres services	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3
11. Variations de stocks	8,4	19,9	29,2	- 6,1	7,7	- 21,3	1,1	- 7,7
Ajustement statistique .....	...	5,1	- 0,8	3,8	- 3,4	- 6,2	- 5,3	- 8,2
<i>Total ...</i>	<i>655,3</i>	<i>686,5</i>	<i>756,7</i>	<i>641,9</i>	<i>675,6</i>	<i>642,5</i>	<i>705,3</i>	<i>728,6</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	114,1	134,4	211,9	350,7	405,2	326,5	387,1	465,6
2. Exportations de biens et services	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.715,0	3.003,5	3.384,8	3.556,9
Exportations totales ...	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.703,2	3.120,2	3.330,0	3.771,9	4.022,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	104,0	137,9	230,2	373,8	443,5	363,2	414,9	500,9
4. Importations de biens et services	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,3	2.947,4	3.338,4	3.472,8
Importations totales ...	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.823,1	3.204,8	3.310,6	3.753,3	3.973,7
Exportations nettes ...	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,9	- 84,6	19,4	18,6	48,8
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

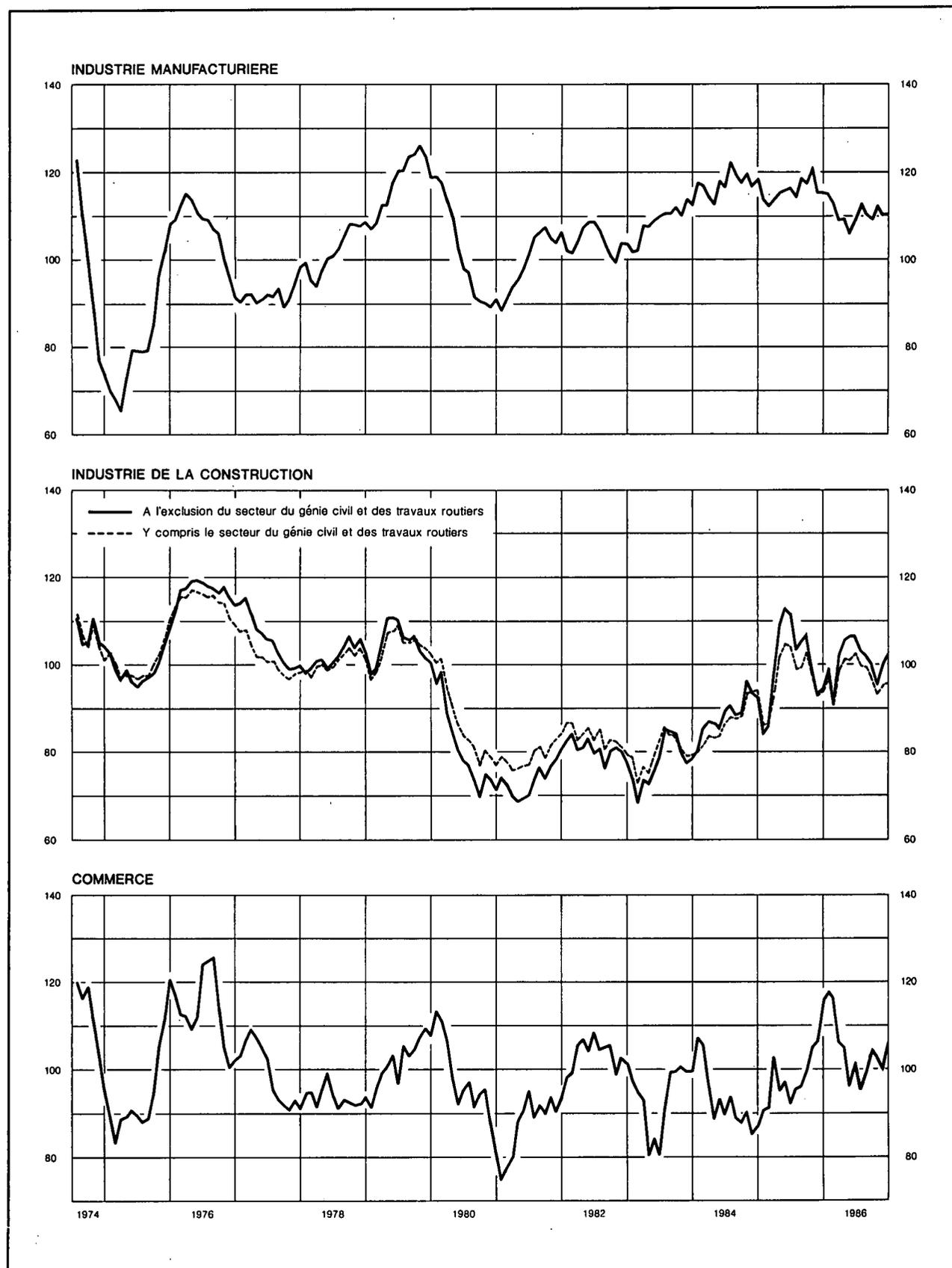
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	99	100	98	102	101	103	105
2. Boissons	91	94	100	96	98	97	95	95
3. Tabac	96	100	100	98	105	102	103	97
4. Vêtements et effets personnels	88	91	100	98	104	100	97	96
5. Loyers, taxes, eau	93	97	100	104	106	108	110	113
6. Chauffage et éclairage	102	105	100	97	95	92	95	103
7. Articles ménagers durables	88	90	100	99	99	94	94	96
8. Entretien de la maison	97	99	100	100	102	101	101	100
9. Soins personnels et hygiène	96	98	100	104	106	108	108	109
10. Transports	98	102	100	98	98	98	100	101
11. Communications : P.T.T.	89	96	100	107	107	108	110	116
12. Loisirs	92	96	100	101	107	107	108	107
13. Enseignement et recherches	96	98	100	102	104	106	108	111
14. Services financiers	85	94	100	110	115	108	115	122
15. Services divers	99	105	100	98	97	97	102	106
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	95	100	105	93	92	93	94
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	94	100	116	139	164	169	164
<i>Total ...</i>	94	98	100	100	101	99	100	102
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	95	98	100	102	101	101	103	103
2. Achats courants de biens et services	103	102	100	101	96	96	95	98
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	91	95	100	97	92	89	88	91
<i>Total ...</i>	96	98	100	101	100	100	100	102
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	119	107	100	88	90	89	92	92
2. Industries extractives	86	103	100	93	101	136	140	137
3. Industries manufacturières	77	78	100	90	103	102	109	115
4. Construction	108	113	100	110	84	62	77	86
5. Electricité, gaz et eau	110	110	100	93	94	89	95	101
6. Commerce, banques, assurances	91	100	100	89	94	97	106	114
7. Immeubles d'habitation	117	101	100	59	55	54	53	56
8. Transports et communications	90	90	100	111	104	93	95	88
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	89	92	100	88	80	69	63	53
10. Enseignement	94	95	100	98	90	88	74	69
11. Autres services	85	101	100	94	87	88	94	95
<i>Total ...</i>	96	96	100	80	80	73	77	77
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	59	66	100	158	170	129	145	166
2. Exportations de biens et services	89	96	100	103	105	109	114	116
Exportations totales ...	86	93	100	108	111	111	116	121
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	49	62	100	155	171	132	143	165
4. Importations de biens et services	90	98	100	99	98	98	103	105
Importations totales ...	86	95	100	104	105	101	107	110
Produit national brut aux prix du marché	95	97	100	99	100	100	102	103

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du gé- nie civil et des tra- vaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1983 Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	cahier de commandes total	cahier de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1983 Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985	1986				1985	1986				1985	1986			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 21	- 28	- 24	- 26	- 27	- 26	- 34	- 28	- 28	- 27	+ 9	+ 8	+ 7	+ 6	+ 7
I. Biens de consommation	- 11	- 18	- 10	- 12	- 11	- 3	- 20	- 5	- 5	- 2	+ 6	+ 8	+ 9	+ 8	+ 8
II. Biens d'investissement	- 33	- 42	- 32	- 34	- 36	- 44	- 53	- 44	- 43	- 46	+ 7	+ 8	+ 7	+ 3	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 24	- 30	- 33	- 35	- 35	- 36	- 39	- 39	- 41	- 37	+ 6	+ 8	+ 9	+ 6	+ 7
Industrie textile	- 32	- 46	- 39	- 36	- 29	- 28	- 51	- 44	- 38	- 27	+ 16	+ 19	+ 25	+ 21	+ 20
dont : Laine	- 39	- 64	- 57	- 61	- 62	- 34	- 64	- 61	- 59	- 59	+ 15	+ 25	+ 25	+ 17	+ 4
Coton	- 38	- 58	- 55	- 41	- 34	- 31	- 70	- 63	- 48	- 42	+ 22	+ 19	+ 35	+ 32	+ 32
Bonneterie	- 18	- 33	- 16	- 32	- 19	+ 15	- 40	+ 4	- 50	- 30	+ 13	+ 17	+ 28	+ 20	+ 26
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 23	- 15	- 11	- 29	- 31	- 5	- 29	- 12	- 29	- 30	- 7	+ 1	+ 7	+ 2	+ 1
dont : Chaussures	- 63	- 54	- 59	- 43	- 57	- 72	- 62	- 90	- 71	- 88	- 43	- 28	- 3	0	- 18
Habillement	- 14	- 7	- 1	- 26	- 25	0	- 26	- 7	- 25	- 25	+ 1	+ 5	+ 9	+ 2	+ 4
Industrie du bois et du meuble en bois	- 19	- 26	- 25	- 17	- 22	- 28	- 36	- 42	- 23	- 28	+ 18	+ 25	+ 12	+ 15	+ 12
dont : Bois	+ 3	- 18	- 10	- 17	- 24	- 8	- 33	- 33	- 22	- 30	- 3	+ 16	- 4	0	- 2
Meubles en bois	- 34	- 32	- 35	- 18	- 21	- 39	- 38	- 46	- 24	- 26	+ 34	+ 30	+ 23	+ 25	+ 21
Papiers et cartons	- 22	- 12	- 14	- 22	- 9	- 29	- 35	- 26	- 21	- 13	+ 9	- 2	+ 4	+ 20	+ 25
dont : Production de papier et carton	- 67	- 24	- 24	- 26	- 8	- 44	- 46	- 32	- 24	- 17	+ 40	+ 6	+ 16	+ 28	+ 33
Transformation de papier et carton	+ 12	- 3	- 6	- 20	- 10	+ 11	- 2	- 11	- 13	- 2	- 13	- 9	- 4	+ 14	+ 19
Industrie du cuir	- 78	- 81	- 77	- 74	- 68	- 95	- 88	- 82	- 82	- 78	+ 50	+ 21	+ 24	+ 2	+ 5
Transformation de matières plastiques	- 15	- 29	- 15	- 15	- 12	- 15	- 22	- 4	- 12	- 14	- 28	0	+ 1	- 25	- 29
Raffinage de pétrole	+ 19	+ 75	+ 31	0	0	- 20	+ 75	+ 15	- 15	- 46	- 51	- 29	0	0	0
Production et première transformation des métaux	- 39	- 44	- 45	- 48	- 49	- 53	- 49	- 49	- 52	- 42	+ 8	+ 9	+ 3	- 3	- 3
dont : Métaux ferreux	- 38	- 42	- 46	- 49	- 48	- 60	- 52	- 54	- 60	- 47	+ 6	+ 4	- 4	- 9	- 8
Métaux non ferreux	- 45	- 54	- 40	- 40	- 48	- 22	- 32	- 20	- 14	- 20	+ 17	+ 20	+ 19	+ 10	+ 10
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 25	- 25	- 7	+ 4	+ 9	- 31	- 45	- 16	- 1	0	+ 5	+ 7	+ 5	+ 1	+ 4
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 23	- 23	- 7	+ 6	+ 11	- 29	- 50	- 15	+ 3	+ 1	- 5	+ 4	0	- 4	0
Industrie chimique	+ 7	0	- 5	- 1	- 5	+ 10	- 1	- 2	+ 1	- 5	+ 5	0	+ 3	+ 2	+ 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 19	+ 8	- 62	- 83	- 92	0	0	- 46	- 89	- 96	+ 33	+ 15	+ 53	+ 52	+ 92
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 28	- 31	- 33	- 42	- 48	- 34	- 16	- 27	- 41	- 45	- 5	+ 1	0	+ 5	+ 5
Construction de machines et de matériel mécanique	- 24	- 39	- 40	- 46	- 54	- 30	- 44	- 42	- 41	- 50	+ 5	+ 3	+ 6	- 11	- 5
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 100	- 84	- 60	- 83	- 100	- 53	- 100	- 68	- 99	- 100	0	+ 18	+ 17	0	+ 1
Machines-outils	+ 100	0	0	0	0	0	0	+ 26	+ 26	0	—	—	- 33	- 100	- 100
Machines textiles	0	0	- 27	+ 10	- 25	0	0	- 25	+ 15	- 24	—	—	—	—	—
Moteurs, compresseurs, pompes	- 18	- 35	- 30	- 38	- 46	- 18	- 29	- 19	- 16	- 23	- 6	+ 3	+ 21	+ 9	+ 12
Construction électrique et électronique	- 42	- 57	- 39	- 46	- 47	- 56	- 75	- 56	- 56	- 57	+ 24	+ 22	+ 19	+ 21	+ 20
dont : Construction électrique d'équipement	- 46	- 53	- 46	- 59	- 60	- 73	- 80	- 80	- 86	- 88	+ 27	+ 32	+ 26	+ 29	+ 27
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 37	- 74	- 24	- 11	- 11	- 32	- 72	- 22	- 5	- 5	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	+ 13	+ 38	+ 39	+ 39	+ 38	+ 13	+ 38	+ 40	+ 40	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 55	- 74	- 70	- 72	- 74	- 76	- 79	- 83	- 86	- 86	- 44	- 18	- 22	- 5	+ 19
dont : Construction navale	- 77	- 93	- 92	- 93	- 93	- 92	- 100	- 100	- 100	- 100	—	—	—	—	—
Construction de cycles et motocycles	+ 16	+ 24	+ 36	+ 31	+ 21	+ 44	- 12	- 12	- 12	- 12	- 44	- 18	- 22	- 5	+ 19

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1985		1986			1985		1986			1985		1986			1985		1986		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	7	18	17	16	13	77	71	70	69	71	4	2	5	6	4	9	3	5	5	3
I. Biens de consommation	11	23	17	16	12	74	63	64	58	62	5	4	12	12	12	10	1	7	8	1
II. Biens d'investissement	3	17	15	18	11	80	72	74	75	80	5	2	3	3	2	9	5	4	4	5
III. Biens intermédiaires	2	12	14	15	14	82	76	72	71	71	1	1	2	1	2	6	2	3	3	3
Industrie textile	9	27	20	21	16	78	65	72	68	71	1	2	4	4	6	7	2	4	2	4
dont : Laine	21	40	20	34	19	63	57	66	62	61	2	1	3	1	11	12	2	13	3	3
Coton	4	11	7	12	10	90	86	92	82	84	1	2	1	1	2	4	1	1	2	4
Bonneterie	1	40	34	24	5	72	39	46	46	78	2	6	11	14	6	12	6	3	3	7
Industrie des chaussures et de l'habillement	11	23	22	21	14	78	49	54	57	76	2	12	15	12	9	1	2	1	0	0
dont : Chaussures	46	33	14	16	9	54	49	86	61	91	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	4	21	23	22	15	83	49	48	56	73	2	15	18	14	11	1	3	2	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	13	19	11	28	32	76	66	82	63	57	2	1	2	5	5	4	3	2	4	4
dont : Bois	22	32	18	24	37	58	48	72	63	47	2	0	1	0	1	9	5	4	9	6
Meubles en bois	8	10	7	31	28	89	78	89	64	64	1	2	2	8	8	0	1	0	1	2
Papiers et cartons	1	18	14	31	22	91	79	70	57	59	2	3	11	4	4	3	2	5	6	5
dont : Production de papier et carton	0	29	17	51	25	98	66	63	49	43	0	0	20	0	0	2	0	5	0	0
Transformation de papier et carton	1	9	13	15	20	87	89	75	64	71	3	5	4	7	7	3	3	5	11	8
Industrie du cuir	12	8	8	28	28	88	92	84	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	10	45	13	29	75	90	46	84	68	0	0	1	0	0	25	0	0	3	3
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	3	4	4	4	87	78	74	68	71	1	0	0	0	0	0	0	0	1	2
dont : Métaux ferreux	0	4	6	5	6	91	81	73	71	69	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	0	0	0	1	0	68	64	74	56	77	0	0	0	0	0	0	0	0	5	8
Industrie des produits minéraux non métalliques	0	12	25	35	18	75	68	61	50	63	1	0	1	0	3	18	12	14	13	16
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	9	23	26	15	73	68	61	58	64	1	0	1	0	3	21	14	16	15	18
Industrie chimique	1	0	0	0	0	95	95	96	95	97	0	0	0	0	0	1	2	2	2	2
Production de fibres artificielles et synthétiques	2	78	69	96	96	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71	22	31	4	4
Fabrication d'ouvrages en métaux	11	15	18	15	12	56	71	71	82	86	3	3	3	2	1	25	0	3	2	3
Construction de machines et de matériel mécanique	4	23	22	19	20	81	73	72	76	78	11	3	3	5	2	8	3	7	0	0
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	1	0	0	0	100	99	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	100	100	82	82	22	0	0	0	0	78	0	0	18	18	78	0	0	0	0
Machines textiles	16	74	74	76	76	84	26	26	24	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	1	19	1	4	4	78	75	78	96	96	9	6	9	0	0	0	8	0	0	0
Construction électrique et électronique	6	15	8	6	0	79	69	71	77	67	15	0	4	4	0	13	2	1	1	1
dont : Construction électrique d'équipement	3	13	6	11	0	94	83	88	86	91	3	0	6	6	0	0	4	1	1	1
Appareils électroménagers, radio, télévision	1	11	12	0	0	60	50	49	56	20	39	0	0	0	0	39	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	38	38	25	0	0	62	62	37	29	29	0	0	38	41	41	0	0	38	41	0
Construction d'autre matériel de transport	0	33	12	12	12	100	67	88	88	88	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	99	100	100	100	0	1	0	2	2	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	85	69	70	70	100	15	31	30	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1985	1986				1985	1986				1985	1986			
		Décembre	Mars	Juin	Septembre		Décembre	Décembre	Mars	Juin		Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3^{e} trim.	4^{e} trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 24	+ 28	+ 26	+ 29	+ 23	79,8	79,1	79,0	79,2	78,1	3,29	3,17	3,28	3,15	3,12
I. Biens de consommation	+ 17	+ 19	+ 14	+ 16	+ 13	84,1	82,8	83,1	84,6	83,7	2,46	2,51	2,55	2,73	2,71
II. Biens d'investissement	+ 40	+ 46	+ 39	+ 44	+ 35	74,3	73,4	73,6	74,4	71,6	4,82	4,45	4,73	4,33	4,24
III. Biens intermédiaires	+ 35	+ 36	+ 39	+ 38	+ 36	72,4	74,6	76,7	75,0	71,8	3,19	3,29	3,31	3,22	3,25
Industrie textile	+ 31	+ 31	+ 41	+ 41	+ 37	76,7	75,1	73,3	74,8	71,9	2,00	1,91	1,93	2,05	2,04
dont : Laine	+ 34	+ 23	+ 39	+ 44	+ 54	80,5	78,5	71,9	74,6	67,2	1,95	1,81	1,60	1,59	1,58
Coton	+ 35	+ 37	+ 55	+ 45	+ 39	73,2	73,6	70,7	74,0	71,3	1,98	1,92	1,91	2,03	2,02
Bonneterie	+ 23	+ 21	+ 22	+ 28	+ 22	75,9	72,6	73,0	74,6	68,9	2,08	2,01	1,98	1,92	1,95
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 46	+ 40	+ 36	+ 35	+ 29	82,4	82,3	82,1	82,5	79,1	2,01	2,20	2,01	2,00	1,91
dont : Chaussures	+ 40	+ 54	+ 55	+ 50	+ 36	80,9	76,7	73,2	74,0	70,7	1,58	1,89	1,55	1,82	1,69
Habillement	+ 46	+ 37	+ 32	+ 32	+ 28	82,7	83,5	83,9	84,3	80,8	2,10	2,27	2,10	2,05	1,96
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 40	+ 40	+ 40	+ 33	+ 29	82,0	82,2	82,5	83,7	84,7	1,45	1,63	1,59	1,49	1,40
dont : Bois	+ 25	+ 25	+ 27	+ 30	+ 4	80,8	81,4	83,5	83,3	85,5	1,91	2,05	1,96	1,74	1,62
Meubles en bois	+ 50	+ 51	+ 49	+ 35	+ 46	82,8	82,7	81,7	83,9	84,2	1,12	1,34	1,32	1,32	1,25
Papiers et cartons	+ 41	+ 45	+ 5	+ 28	+ 22	82,9	83,2	82,9	83,0	81,8	1,33	1,57	1,46	1,32	1,49
dont : Production de papier et carton	+ 63	+ 64	+ 6	+ 35	+ 25	86,2	87,9	89,2	89,8	83,9	1,32	1,79	1,57	1,48	1,76
Transformation de papier et carton	+ 25	+ 28	+ 5	+ 23	+ 20	80,3	79,6	78,1	77,8	80,3	1,34	1,40	1,38	1,20	1,28
Industrie du cuir	+ 72	+ 22	+ 22	+ 14	+ 14	87,0	87,3	88,2	78,1	81,2	2,05	2,01	2,09	2,14	2,12
Transformation de matières plastiques	- 22	+ 33	+ 23	+ 37	+ 18	84,3	78,6	82,7	80,0	83,6	2,98	3,07	3,36	3,27	3,25
Production et première transformation des métaux	+ 59	+ 56	+ 58	+ 54	+ 56	60,0	65,8	71,8	70,8	60,9	1,78	1,85	1,78	1,70	1,74
dont : Métaux ferreux	+ 67	+ 67	+ 68	+ 65	+ 68	55,5	62,6	69,4	68,4	56,7	1,66	1,74	1,66	1,57	1,65
Métaux non ferreux	+ 17	+ 2	+ 5	+ 2	+ 3	82,6	81,7	83,7	82,6	81,9	2,40	2,39	2,41	2,38	2,16
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 45	+ 28	+ 21	+ 10	+ 16	81,7	79,8	83,0	84,4	80,0	1,53	1,75	1,81	1,52	1,41
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 47	+ 27	+ 15	+ 9	+ 14	80,7	79,0	82,6	83,8	78,7	1,38	1,69	1,74	1,45	1,33
Industrie chimique	+ 4	+ 3	+ 18	+ 13	+ 4	81,3	80,8	79,0	78,3	81,0	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 19	- 19	0	0	+ 64	98,6	99,1	100,0	99,6	100,0	2,03	2,50	2,58	2,30	2,21
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 32	+ 38	+ 39	+ 30	+ 39	75,5	75,0	73,9	73,1	72,6	3,81	3,87	4,09	3,55	3,57
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 18	+ 40	+ 26	+ 45	+ 26	74,6	73,9	73,6	74,8	69,3	4,62	4,68	4,88	4,66	4,63
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 52	+ 49	+ 51	+ 99	+ 51	55,0	68,0	61,1	70,6	43,4	7,00	7,02	6,74	6,99	7,06
Machines-outils	- 78	0	0	0	0	97,7	96,6	93,8	98,1	98,1	6,88	6,33	6,19	6,09	6,21
Machines textiles	0	0	0	+ 24	+ 24	90,5	90,8	92,1	87,4	87,7	5,20	5,25	5,24	5,36	5,27
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 16	+ 53	+ 10	+ 62	+ 13	69,7	70,5	74,7	65,2	66,1	3,57	4,33	5,05	4,24	4,10
Construction électrique et électronique	+ 20	+ 35	+ 20	+ 50	+ 25	79,7	79,5	81,0	81,9	82,5	6,45	5,92	6,12	6,36	6,26
dont : Construction électrique d'équipement	+ 52	+ 57	+ 54	+ 80	+ 42	74,4	74,1	75,4	76,2	76,6	6,08	5,57	5,58	5,27	5,04
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 39	0	- 39	0	0	87,3	87,3	89,4	91,3	92,4	7,66	7,14	7,78	9,45	9,65
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 38	- 38	- 38	- 41	- 41	93,1	94,1	94,3	96,4	96,7	2,60	2,60	2,58	2,56	2,55
Construction d'autre matériel de transport	+ 81	+ 82	+ 82	+ 82	+ 82	62,5	60,8	57,3	57,1	54,8	9,76	6,52	8,86	7,22	7,04
dont : Construction navale	+ 91	+ 94	+ 94	+ 95	+ 95	61,7	53,2	46,2	43,5	41,9	6,83	1,19	0,87	0,61	0,57
Construction de cycles et motocycles	+ 20	+ 15	+ 15	+ 13	+ 13	77,8	83,2	86,4	86,6	86,1	2,00	2,53	2,45	2,37	2,32

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985	1986				1985	1986				1985	1986			
		Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 2	- 11	- 5	- 12	- 10	- 9	- 11	- 16	- 19	- 18	+ 19	- 3	- 1	- 3	- 2
I. Biens de consommation	+ 6	+ 11	+ 2	+ 2	+ 6	- 1	+ 3	- 3	- 7	- 6	+ 26	+ 12	+ 7	+ 7	+ 13
II. Biens d'investissement	- 7	- 24	- 10	- 19	- 17	- 12	- 13	- 17	- 24	- 26	+ 33	+ 3	+ 5	+ 7	+ 4
III. Biens intermédiaires	- 9	- 21	- 7	- 21	- 23	- 18	- 23	- 30	- 29	- 28	+ 2	- 21	- 13	- 25	- 26
Industrie textile	- 13	- 15	- 8	- 10	- 9	- 9	- 17	- 15	- 14	- 18	+ 6	- 12	- 14	+ 4	+ 11
dont : Laine	- 21	- 25	- 15	- 27	- 13	- 12	- 32	- 16	- 27	- 33	+ 13	- 17	- 29	- 11	- 6
Coton	- 17	- 33	- 15	- 18	- 25	- 13	- 29	- 23	- 19	- 17	- 11	- 27	- 23	+ 8	+ 11
Bonneterie	- 27	+ 1	- 9	- 3	- 11	- 7	- 7	- 7	- 6	- 20	+ 11	+ 4	0	+ 3	+ 6
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 16	- 5	+ 2	- 16	- 11	- 2	+ 7	+ 2	- 10	+ 3	+ 34	+ 14	+ 4	+ 14	+ 25
dont : Chaussures	+ 1	- 11	+ 20	- 22	- 23	+ 1	+ 21	+ 14	- 12	- 24	+ 9	+ 3	+ 7	+ 5	+ 11
Habillement	- 19	- 4	- 2	- 15	- 8	- 2	+ 4	- 1	- 9	+ 8	+ 39	+ 16	+ 3	+ 16	+ 28
Industrie du bois et du meuble en bois	- 13	- 10	- 7	- 1	+ 4	- 13	- 4	- 6	- 12	- 10	+ 32	+ 8	+ 10	+ 17	+ 23
dont : Bois	- 6	- 10	- 12	- 8	- 5	- 10	0	- 2	- 12	- 9	+ 47	+ 3	+ 5	+ 16	+ 14
Meubles en bois	- 19	- 10	- 3	+ 3	+ 10	- 15	- 6	- 9	- 12	- 9	+ 22	+ 11	+ 14	+ 17	+ 29
Papiers et cartons	+ 5	+ 2	+ 8	+ 7	+ 14	- 23	+ 8	- 6	0	+ 4	- 31	+ 3	+ 6	- 5	+ 13
dont : Production de papier et carton	- 11	- 18	+ 28	+ 15	+ 21	- 53	+ 12	- 1	+ 16	+ 27	- 65	+ 23	+ 34	+ 24	+ 48
Transformation de papier et carton	+ 16	+ 18	- 8	0	+ 9	- 1	+ 5	- 10	- 12	- 13	- 4	- 11	- 15	- 26	- 12
Industrie du cuir	- 4	- 42	+ 4	+ 2	- 2	- 61	- 75	- 41	- 6	- 3	- 10	- 14	+ 2	0	0
Transformation de matières plastiques	- 4	+ 2	- 9	+ 10	+ 28	+ 9	- 16	- 28	+ 13	+ 34	+ 27	- 31	- 6	- 2	- 3
Raffinage de pétrole	+ 13	- 21	+ 18	+ 22	+ 25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 21	- 37	- 8	- 45	- 56	- 33	- 44	- 56	- 57	- 56	- 6	- 40	- 21	- 57	- 62
dont : Métaux ferreux	- 27	- 38	- 9	- 54	- 69	- 38	- 52	- 68	- 68	- 68	- 4	- 48	- 21	- 68	- 70
Métaux non ferreux	+ 9	- 31	- 7	+ 2	+ 7	- 9	- 3	+ 2	- 6	0	- 19	0	- 20	- 4	- 25
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 1	+ 5	+ 10	+ 5	+ 10	- 29	- 10	- 9	- 16	- 15	+ 52	+ 16	+ 15	+ 12	+ 15
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 5	+ 3	+ 8	+ 4	+ 11	- 28	- 7	- 10	- 18	- 16	+ 52	+ 18	+ 17	+ 11	+ 15
Industrie chimique	+ 11	- 2	+ 3	+ 2	+ 4	+ 2	0	0	0	0	+ 4	- 5	- 3	0	+ 2
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 6	- 24	- 16	- 28	0	0	0	- 9	- 28	+ 71	0	0	- 53	- 66
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 15	- 18	- 21	- 33	- 34	- 13	- 4	- 12	- 34	- 39	+ 22	+ 17	+ 4	- 3	- 5
Construction de machines et de matériel mécanique	- 15	- 25	- 24	- 33	- 30	- 1	- 10	- 9	- 17	- 21	+ 32	+ 10	+ 12	+ 15	+ 17
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 53	- 98	- 98	- 99	- 99	+ 50	- 48	- 48	- 14	+ 3	+ 53	0	+ 32	+ 16	+ 51
Machines-outils	0	0	+ 52	0	0	0	+ 41	+ 7	0	0	+ 100	+ 15	+ 7	+ 14	+ 20
Machines textiles	- 7	- 17	- 33	- 21	- 20	0	0	- 9	+ 20	- 42	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 5	- 9	0	- 17	- 33	+ 2	+ 7	0	- 15	- 20	+ 12	+ 1	0	+ 17	+ 8
Construction électrique et électronique	0	- 13	+ 11	+ 2	+ 3	- 20	- 24	- 25	- 17	- 18	+ 24	- 4	0	- 3	- 18
dont : Construction électrique d'équipement	- 8	- 35	- 5	- 18	- 10	- 15	- 17	- 19	- 25	- 25	+ 38	- 9	- 2	+ 2	- 18
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 20	+ 36	+ 43	+ 50	+ 37	- 37	- 42	- 49	0	- 4	- 20	+ 7	+ 7	- 20	- 30
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	+ 42	0	+ 26	+ 39	+ 38	+ 38	+ 21	+ 13	+ 12	+ 25	+ 8	+ 17	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 11	- 62	- 44	- 51	- 71	+ 13	- 42	- 62	- 72	- 69	+ 29	- 20	- 21	- 5	- 18
dont : Construction navale	+ 12	- 77	- 44	- 57	- 89	+ 12	- 66	- 65	- 87	- 86	+ 1	- 76	- 75	- 64	- 87
Construction de cycles et motocycles	0	+ 36	+ 37	+ 37	+ 21	+ 36	- 5	0	+ 14	+ 21	+ 64	+ 12	+ 5	+ 64	+ 64

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1983 Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1983 Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1983 Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985	1986				1985	1986			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 20	- 24	- 21	- 19	- 20	+ 5	+ 9	+ 8	+ 4	+ 4
I. Biens de consommation	- 16	- 17	- 10	- 7	- 7	+ 7	+ 7	+ 6	+ 5	+ 4
II. Biens d'investissement	- 41	- 50	- 41	- 39	- 46	+ 4	+ 12	+ 4	+ 3	+ 1
III. Biens intermédiaires	- 9	- 10	- 15	- 15	- 13	+ 2	+ 6	+ 9	+ 5	+ 5
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 27	- 28	- 27	- 30	- 27	+ 16	+ 16	+ 24	+ 18	+ 21
Industrie de la transformation du bois	- 26	- 28	- 24	- 15	- 20	+ 28	+ 29	+ 20	+ 19	+ 12
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 12	+ 1	- 4	- 7	+ 7	+ 4	- 17	+ 6	+ 15	+ 12
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	- 1	- 6	- 4	- 8	- 3	+ 1	+ 2	- 5	- 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	- 15	- 6	- 1	+ 4	- 2	- 1	- 2	- 6	- 4
Industrie des fabrications métalliques	- 31	- 40	- 30	- 30	- 35	+ 1	+ 8	+ 1	+ 1	- 1
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 43	- 41	- 43	- 45	- 49	+ 6	+ 11	0	+ 1	+ 6
I. Biens de consommation	- 52	- 29	- 39	- 43	- 43	- 1	+ 7	+ 4	- 2	- 2
II. Biens d'investissement	- 41	- 30	- 31	- 33	- 39	- 6	+ 21	+ 5	+ 4	+ 10
III. Biens intermédiaires	- 41	- 50	- 44	- 49	- 55	+ 9	0	- 3	+ 2	+ 2
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 65	- 56	- 72	- 66	- 65	+ 20	- 3	+ 1	- 7	- 27
Industrie de la transformation du bois	- 57	- 24	- 68	- 84	- 75	- 25	+ 3	+ 5	+ 16	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 35	- 32	- 21	- 32	- 28	+ 26	+ 9	- 3	+ 25	+ 33
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 12	- 9	- 5	+ 2	+ 2	- 8	- 12	- 6	+ 1	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 43	- 15	+ 3	+ 15	+ 18	- 11	+ 25	+ 16	- 1	- 1
Industrie des fabrications métalliques	- 41	- 35	- 51	- 50	- 57	+ 23	+ 25	+ 1	+ 13	+ 29
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 35	- 50	- 40	- 61	- 70	+ 37	+ 45	+ 47	+ 44	+ 49
I. Biens de consommation	- 47	- 62	- 41	- 69	- 69	+ 43	+ 32	+ 54	+ 54	+ 58
II. Biens d'investissement	- 47	- 62	- 41	- 69	- 69	+ 43	+ 32	+ 54	+ 54	+ 58
III. Biens intermédiaires	+ 9	- 9	- 22	- 25	- 66					
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)		- 46		- 27	- 24		- 29		- 40	- 44
Industrie des fabrications métalliques	- 42	- 54	- 39	- 65	- 73	+ 50	+ 54	+ 54	+ 58	+ 61

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1985	1986				1985	1986				1985	1986			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 25	+ 34	+ 28	+ 33	+ 32	80,5	80,1	80,9	80,6	79,5	3,29	3,17	3,26	3,24	3,20
I. Biens de consommation	+ 16	+ 21	+ 12	+ 16	+ 19	85,0	85,7	86,7	88,2	87,4	2,87	2,94	3,03	3,27	3,26
II. Biens d'investissement	+ 39	+ 51	+ 46	+ 50	+ 47	75,0	73,8	74,4	73,8	70,6	4,82	4,28	4,51	4,33	4,23
III. Biens intermédiaires	+ 25	+ 35	+ 37	+ 42	+ 34	81,4	80,4	81,9	79,5	81,3	4,02	4,17	4,21	4,06	4,10
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 34	+ 33	+ 35	+ 32	+ 38	79,6	79,4	80,1	79,8	76,1	2,10	2,19	2,18	2,21	2,15
Industrie de la transformation du bois	+ 45	+ 44	+ 40	+ 33	+ 34	81,8	82,0	83,0	84,1	85,2	1,49	1,72	1,71	1,59	1,47
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 39	+ 28	- 2	+ 18	+ 8	83,7	85,0	82,5	82,5	85,6	1,40	1,81	1,62	1,42	1,45
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 39	+ 31	+ 25	+ 31	+ 38	79,5	76,2	84,8	82,1	76,6	2,17	2,40	2,38	2,21	2,14
Industrie des fabrications métalliques	+ 20	+ 33	+ 26	+ 33	+ 31	80,2	80,3	80,1	80,1	79,2	4,57	4,17	4,36	4,39	4,36
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 55	+ 47	+ 37	+ 41	+ 44	73,7	74,9	76,7	75,0	71,7	2,73	3,05	2,98	2,73	2,72
I. Biens de consommation	+ 85	+ 71	+ 40	+ 73	+ 50	74,7	69,8	77,6	73,4	72,6	1,40	1,43	1,36	1,31	1,27
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 38	+ 33	+ 22	+ 30	75,0	77,6	78,8	77,3	77,3	4,24	4,97	4,84	4,47	4,41
III. Biens intermédiaires	+ 66	+ 67	+ 64			57,5	63,0	67,9	67,2	59,8	1,51	1,52	1,52	1,40	1,45
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 44	+ 57	+ 37	+ 55	+ 62	63,6	60,7	60,2	61,5	54,7	1,76	1,35	1,26	1,23	1,29
Industrie de la transformation du bois	+ 89	+ 80	+ 31	+ 88	+ 90	73,1	71,2	69,5	68,6	66,5	1,59	1,68	1,26	1,09	1,30
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 40	+ 75	+ 41	+ 38	+ 35	82,1	80,7	83,7	83,6	73,6	1,32	1,32	1,35	1,30	1,57
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 74	+ 32	+ 34	- 25	- 25	85,2	84,5	86,2	88,7	90,3	1,49	1,79	1,94	1,52	1,47
Industrie des fabrications métalliques	+ 49	+ 45	+ 41	+ 42	+ 50	72,3	75,5	76,3	74,3	70,8	4,53	5,23	5,03	4,66	4,62
BRUXELLES															
(19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 67	+ 62	+ 68	+ 65	+ 34	79,1	79,5	79,6	80,9	77,3	5,27	4,25	4,59	3,73	3,61
I. Biens de consommation	+ 73	+ 73	+ 78	+ 78	+ 21	79,3	79,0	79,0	82,1	79,9	6,93	5,62	6,09	4,94	4,73
II. Biens d'investissement	+ 60	+ 65	+ 40	+ 54	+ 58	77,0	78,8	81,8	76,3	68,6	1,37	1,58	1,43	1,37	1,30
III. Biens intermédiaires															
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)		- 15	- 14	+ 12	+ 45		83,7	80,8	80,1	81,7		1,36		1,30	1,33
Industrie des fabrications métalliques	+ 77	+ 76	+ 81	+ 81	+ 33	78,6	78,9	79,1	81,0	76,8	6,12	5,01	5,37	4,41	4,23

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985	1986				1985	1986				1985	1986			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 3	- 9	- 7	- 8	- 8	- 4	- 10	- 17	- 15	- 12	+ 19	- 1	+ 1	+ 2	+ 5
I. Biens de consommation	- 3	+ 13	+ 7	+ 7	+ 9	- 7	- 6	- 20	- 17	- 14	+ 23	+ 10	+ 12	+ 4	+ 6
II. Biens d'investissement	- 8	- 35	- 29	- 34	- 35	- 3	- 22	- 26	- 28	- 27	+ 32	- 4	- 2	+ 5	+ 9
III. Biens intermédiaires	+ 2	- 6	- 3	- 5	- 5	- 2	- 5	- 9	- 5	- 2	+ 5	- 10	- 4	- 6	- 1
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 11	- 6	- 4	- 7	- 2	- 6	- 6	- 9	- 12	- 5	+ 18	+ 1	- 7	+ 7	+ 9
Industrie de la transformation du bois	- 16	- 10	- 7	- 4	+ 4	- 18	- 5	- 9	- 13	- 10	+ 24	+ 9	+ 13	+ 17	+ 25
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 7	+ 1	- 13	- 6	+ 5	- 17	+ 8	- 6	- 2	- 4	- 8	+ 2	- 2	0	0
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 8	- 1	+ 3	+ 5	+ 11	+ 8	- 1	- 5	+ 4	+ 8	+ 9	- 10	- 3	0	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 6	- 16	- 20	- 24	- 20	- 23	- 11	- 17	- 35	- 28	+ 44	+ 6	+ 6	+ 17	+ 13
Industrie des fabrications métalliques	- 3	- 14	- 14	- 15	- 18	- 3	- 20	- 27	- 26	- 26	+ 24	- 1	+ 4	- 1	0
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 15	- 24	- 8	- 29	- 39	- 29	- 25	- 23	- 36	- 39	+ 11	- 13	0	- 22	- 24
I. Biens de consommation	- 24	+ 3	+ 7	- 9	- 21	- 13	- 12	+ 5	- 9	- 12	+ 55	+ 6	+ 4	+ 27	+ 40
II. Biens d'investissement	- 4	- 8	0	- 12	- 20	- 28	- 5	- 8	- 23	- 29	+ 20	+ 8	+ 9	- 2	- 9
III. Biens intermédiaires	- 20	- 39	- 11	- 46	- 55	- 39	- 43	- 46	- 54	- 53	- 5	- 33	- 8	- 50	- 53
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 49	- 53	- 44	- 48	- 42	+ 10	- 27	- 23	- 27	- 37	- 8	- 24	- 33	- 26	- 11
Industrie de la transformation du bois	- 11	- 3	+ 20	- 4	- 20	+ 3	- 7	+ 10	- 7	+ 6	+ 82	+ 12	+ 9	+ 41	+ 57
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 11	- 8	+ 21	+ 19	+ 18	- 33	+ 6	- 10	+ 12	+ 20	- 48	+ 35	+ 45	+ 8	+ 41
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 10	- 1	- 2	+ 2	+ 5	- 15	- 13	- 8	0	0	0	- 10	- 6	0	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 16	+ 21	+ 41	+ 19	+ 14	- 64	- 1	+ 2	- 9	- 10	+ 56	+ 23	+ 34	+ 18	+ 25
Industrie des fabrications métalliques	- 5	- 16	- 13	- 25	- 32	- 19	- 12	- 15	- 30	- 37	+ 9	+ 4	- 6	- 7	- 17
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	- 7	- 2	- 24	- 37	- 17	+ 7	- 8	- 16	- 43	- 31	+ 58	+ 10	+ 5	+ 5	+ 1
I. Biens de consommation															
II. Biens d'investissement	+ 5	+ 5	- 19	- 33	- 10	+ 21	- 8	- 11	- 36	- 24	+ 60	+ 6	+ 4	+ 6	- 1
III. Biens intermédiaires	- 5	+ 5	- 37	- 41	- 4	- 3	0	- 32	- 73	- 68	+ 51	+ 17	- 2	- 1	- 1
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .		+ 7		- 53	- 32		- 17		- 65	- 32		- 10		- 31	- 30
Industrie des fabrications métalliques	+ 4	+ 4	- 25	- 37	- 9	+ 17	- 6	- 19	- 45	- 34	+ 66	+ 10	+ 3	+ 6	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	cahier de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1983 Décembre	97,97	81,53	72,58	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	87,19	74,58	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	98,19	80,23	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	99,50	87,69	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	93,30	85,98	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	85,16	96,85	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	88,16	105,06	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	91,71	103,28	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	92,80	93,15	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	97,49	85,43	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	105,28	93,27	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	109,46	89,97	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	103,87	85,13	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	99,07	78,32	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	96,20	99,15	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	103,40	104,82	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	119,29	110,44	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	111,05	118,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	117,51	114,89	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	109,23	105,02	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	112,84	109,20	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1985	1986			
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 43	+ 15	+ 2	- 35	- 44
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 47	+ 12	+ 1	- 36	- 45
Bâtiments non-résidentiels	- 37	+ 23	+ 3	- 31	- 42
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 41	+ 22	0	- 30	- 42
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	- 60	- 32	- 30	- 41	- 47
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 54	- 24	- 23	- 34	- 44
Bâtiments non-résidentiels	- 71	- 46	- 43	- 52	- 55
Génie civil et travaux routiers	- 60	- 47	- 56	- 64	- 64
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	- 27	- 13	- 15	- 24	- 19
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 24	- 17	- 19	- 28	- 21
Bâtiments non-résidentiels	- 32	- 6	- 7	- 14	- 15
Génie civil et travaux routiers	- 27	- 14	- 39	- 39	- 37
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 22	+ 9	+ 9	+ 7	+ 12
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 26	+ 7	+ 9	+ 7	+ 14
Bâtiments non-résidentiels	+ 14	+ 12	+ 9	+ 6	+ 7
Génie civil et travaux routiers	- 3	- 13	- 12	- 19	- 19

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1983 Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1978	+ 3,0	+ 2,6	- 2,7	- 2,6	+ 3,5	- 1,2
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	
1986	+ 11,9	+ 21,0	+ 13,0			
1987	+ 12,0					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853	9.858	9.859
population active ²	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12
Hommes	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30
Femmes	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.	.	.
Hommes	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.	.	.
Femmes	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.	.	.
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.	.	.
Hommes	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.	.	.
Femmes	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.	.	.
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	+ 1	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0	+ 28
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1
— industrie ⁶	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13
— construction	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0	+ 9	} + 36
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7	+ 7	
2.2 les services non-marchands ⁹	+ 30	+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7
2.3 l'étranger ¹⁰	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1	0
3. Chômage (1 - 2) ¹¹ :								
Total	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40
Hommes	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31
Femmes	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³		
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obliga- toirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite								
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
	milliers d'unités								milliers d'unités		
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(i)		
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,0	—	13,2	4,2	
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7	
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9	
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4	
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0	
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2	
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0	
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4	
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1			
1984 3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9	
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4	
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7	
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,1	32,8	14,2	18,7	
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,8	44,3	12,7	20,7	
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5	
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2	
2 ^e trimestre	123,5	281,7	32,8	28,8	16,6	483,4	12,0	58,1	15,0	19,3	
3 ^e trimestre	117,6	282,3	32,5	79,5	16,9	528,8	12,2	61,0	13,2	19,2	
1985 Novembre	121,7	284,9	34,3	79,2	21,0	541,1	12,6	49,2	15,0	21,2	
Décembre	124,7	288,5	34,4	74,2	20,6	542,4	12,7	50,5	9,6	19,8	
1986 Janvier	138,6	292,9	34,4	54,5	20,0	540,4	12,5	51,7	16,7	19,6	
Février	138,4	289,1	33,8	41,0	18,9	521,2	12,5	53,9	13,2	18,8	
Mars	134,8	285,6	33,4	32,9	18,0	504,7	12,4	55,4	18,2	19,2	
Avril	128,7	283,1	33,1	28,7	17,0	490,6	12,2	57,0	16,7	18,2	
Mai	123,2	281,9	33,0	27,1	16,5	481,7	11,9	58,2	12,6	18,8	
Juin	118,5	280,0	32,5	30,7	16,2	477,9	12,2	59,0	15,7	21,0	
Juillet	120,5	283,5	32,8	68,7	17,1	522,6	12,3	60,3	14,4	21,7	
Août	116,9	282,4	32,8	83,0	16,3	531,4	12,1	61,0	10,3	19,1	
Septembre	115,5	281,1	31,9	86,7	17,2	532,4	12,1	61,8	15,0	16,9	
Octobre	119,4	287,9	31,9	83,4	17,4	540,0	12,5	62,3	13,7	14,8	
Novembre	114,7	284,8	31,7	76,9	16,9	525,0	12,3	60,6	10,1	12,9	

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f) + colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	* 1986
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	182	179	166	170	187	177	180	183
Autres céréales panifiables	21	19	15	14	16	16	16	} 169
Céréales non panifiables	195	193	191	177	170	168	149	
Betteraves sucrières	116	117	130	124	109	117	118	113
Autres plantes industrielles	10	10	9	12	14	17	16	.
Pommes de terre	36	38	34	37	34	36	41	40
Autres plantes et racines tuberculifères	19	18	16	17	15	15	15	.
Prés et prairies	710	702	697	691	686	678	669	662
Cultures maraîchères	19	18	23	28	25	25	27	.
Cultures fruitières	12	12	11	11	11	11	11	.
Divers	112	112	117	123	133	136	148	.
Total ...	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	
Avoine	119	109	109	153	80	92	94	
Orge	767	807	752	745	670	873	685	
Autres céréales	140	124	120	138	123	155	125	
Betteraves sucrières	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	
Pommes de terre	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.532	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	981	976	969	968	984	994	973	943
Autres bovidés	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.124
Porcs	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.614
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	919	952	974	941	979	1.036	1.033	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

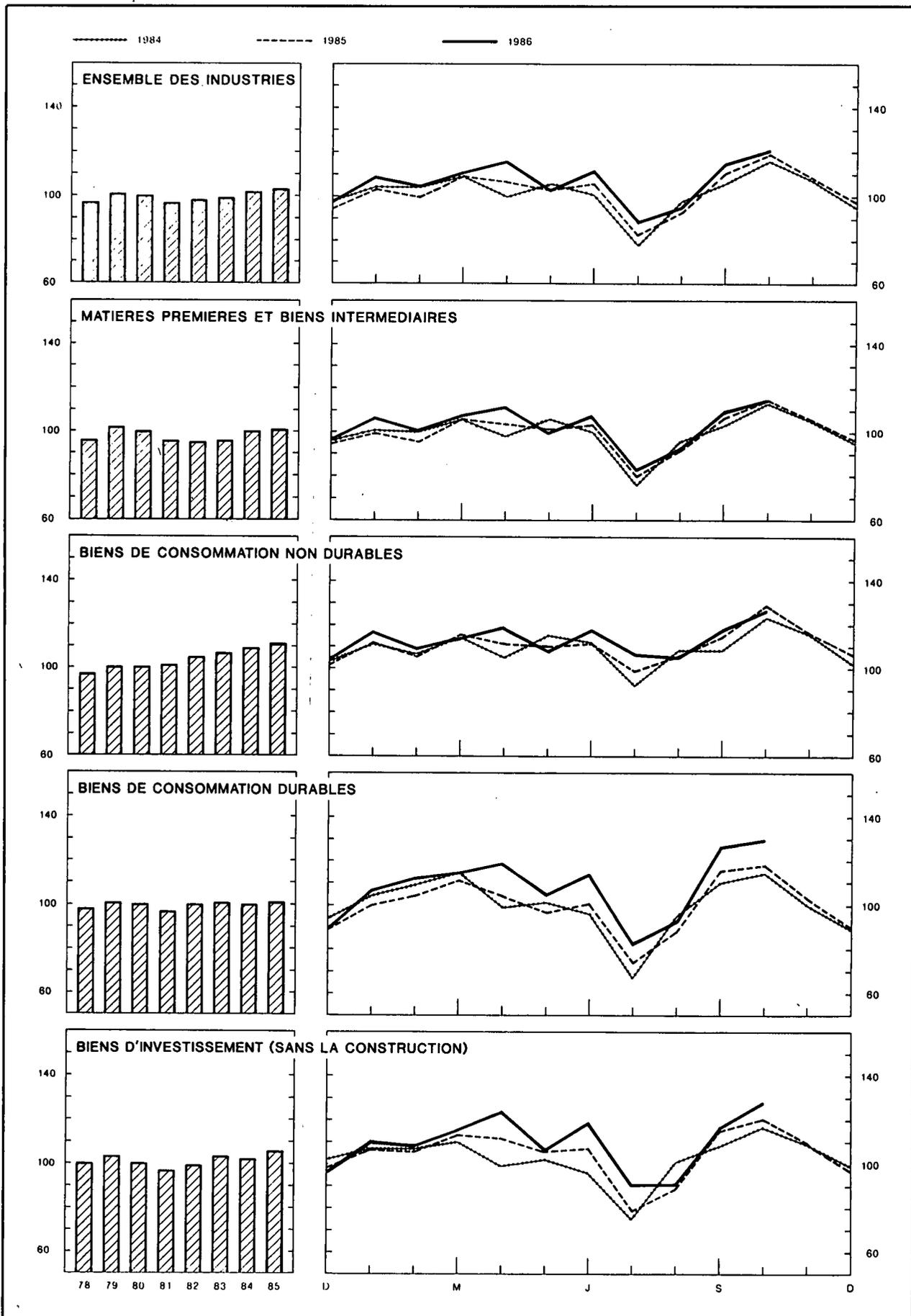
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Poissons de fond	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0
Poissons pélagiques	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1
Crustacés et mollusques	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6
Total ...	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :			Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³	
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables			Biens d'inves- tissement
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1986	100,0	97,3	2,7	56,3	18,4	13,1	12,2	—	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1984 3 ^e trimestre	94	94	82	92	103	91	95	84	82
4 ^e trimestre	106	106	94	104	114	101	106	94	99
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	105	105	92	103	112	101	107	95	98
3 ^e trimestre	97	97	80	94	107	93	98	86	86
4 ^e trimestre	108	109	85	106	116	104	111	95	100
1986 1 ^{er} trimestre	107	108	76	104	113	109	111	88	95
2 ^e trimestre	109	110	72	106	115	112	116	98	104
3 ^e trimestre	99	100	74	95	110	101	100	89	94
1985 Octobre	118	119	106	115	129	117	120	108	110
Novembre	108	109	78	106	115	103	112	92	96
Décembre	99	99	71	98	104	92	101	83	95
1986 Janvier	108	110	76	106	116	106	111	90	92
Février	104	105	69	101	109	108	110	82	91
Mars	109	110	82	106	113	113	113	93	103
Avril	113	114	64	111	119	117	122	101	107
Mai	102	103	64	98	108	104	107	90	97
Juin	111	112	87	108	119	113	119	102	108
Juillet	88	88	58	83	106	82	91	73	80
Août	95	96	68	92	105	93	91	88	92
Septembre	115	115	95	110	118	127	117	105	109
Octobre	121	122	102	115	127	130	128	110	118

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1986 ¹	31,1	15,4	5,5	2,4	2,6	9,9	8,3	4,9	5,1	4,7	3,0	2,6	2,2	1,0
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1984 3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	106	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	108	121	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	105	120	95	100	104	115	99	83	108	102	85	120	109	37
3 ^e trimestre	98	108	84	90	89	113	97	77	88	84	93	108	115	55
4 ^e trimestre	111	119	89	104	102	130	119	76	109	104	88	109	106	58
1986 1 ^{er} trimestre	111	123	88	104	105	108	123	57	112	97	108	113	107	67
2 ^e trimestre	116	123	79	97	103	119	106	80	110	104	99	121	110	74
3 ^e trimestre	98	112	82	82	86	119	96	81	88	94	107	110	112	78
1985 Octobre	120	130	91	115	115	149	117	86	120	116	109	128	108	57
Novembre	111	117	92	101	100	131	120	80	111	100	83	108	107	58
Décembre	101	109	83	95	92	110	119	63	95	96	72	92	103	58
1986 Janvier	109	125	87	108	110	113	125	60	116	93	98	115	107	66
Février	109	120	85	102	104	104	122	44	111	97	109	107	103	66
Mars	115	125	90	102	102	108	122	68	110	100	118	117	112	69
Avril	123	131	87	108	112	122	117	81	113	108	104	127	107	75
Mai	106	118	70	90	88	113	98	79	104	89	104	110	114	75
Juin	119	121	81	92	110	122	102	80	114	116	90	125	108	71
Juillet	88	95	76	76	67	122	92	65	61	74	83	94	105	82
Août	89	113	86	70	82	115	94	88	83	85	105	107	115	79
Septembre	118	129	84	100	107	121	102	89	120	122	132	128	117	74
Octobre	129	134	81		103	145	109	93	123	127	120	133	101	65

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³) U.E.B.L.	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030		
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137		
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251		
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015		
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1984 3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903		
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664		
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697		
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208		
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105		
4 ^e trimestre	1.540	1.252	216	677	216	869	505	491	503	1.237	5.052		
1986 1 ^{er} trimestre	1.785	1.593	210	946	283	1.026	484	451	548	1.246	5.230		
2 ^e trimestre	1.963	1.496	236	772	306	519	414	417	385	1.033	4.491		
3 ^e trimestre						463	417	*411	416	* 965	4.084		
1985 Novembre	1.548	1.224	209	692	240	977	492	478	456	1.592	5.113		
Décembre	1.543	1.261	199	668	203	863	511	477	451	1.038	5.070		
1986 Janvier	1.757	1.546	210	951	242	1.036	507	448	557	1.162	5.315		
Février	1.755	1.679	201	1.013	296	1.154	452	429	534	1.442	5.186		
Mars	1.842	1.553	219	874	311	887	493	476	552	1.133	5.188		
Avril	1.987	1.729	236	956	364	756	464	472	309	978	4.962		
Mai	2.006	1.468	244	775	276	389	406	373	351	923	4.166		
Juin	1.896	1.290	228	584	279	384	373	406	495	1.197	4.344		
Juillet	2.190	1.154	232	597	168	370	408	*400	363	* 820	3.922		
Août	2.095	1.456	234	836	205	438	425	*417	367	* 720	3.981		
Septembre						587	417	*417	518	*1.355	4.348		
Octobre						625			584		4.613		
Novembre						759			521		4.588		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		
1978	1.050	799	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	855	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	784	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1984 3 ^e trimestre	850	603	17,6	45,9	63,5	60,4
4 ^e trimestre	957	703	24,5	59,9	84,4	80,1
1985 1 ^{er} trimestre	891	659	21,4	59,8	81,1	78,5
2 ^e trimestre	940	731	21,8	61,5	83,3	82,8
3 ^e trimestre	840	616	19,3	49,2	68,5	68,8
4 ^e trimestre	891	658	24,5	62,9	87,3	90,1
1986 1 ^{er} trimestre	* 866	* 676	* 23,0	* 62,0	* 85,0	* 86,1
2 ^e trimestre	* 789	* 613	* 21,8	* 62,5	* 84,3	* 87,8
3 ^e trimestre	* 807	* 574	* 20,3	* 52,3	* 72,6	* 72,0
1985 Septembre	901	754	23,1	61,2	84,4	85,9
Octobre	909	664	24,9	64,9	89,8	94,2
Novembre	921	680	21,0	62,5	83,5	85,7
Décembre	843	630	27,6	61,2	88,8	90,5
1986 Janvier	* 861	* 673	* 23,0	* 58,9	* 81,9	* 86,1
Février	* 838	* 681	* 23,1	* 61,5	* 84,5	* 83,3
Mars	* 898	* 675	* 22,9	* 65,8	* 88,6	* 88,9
Avril	* 879	* 679	* 22,7	* 65,9	* 88,6	* 90,2
Mai	* 697	* 508	* 20,0	* 56,3	* 76,3	* 78,2
Juin	* 791	* 653	* 22,6	* 65,4	* 88,0	* 94,8
Juillet	* 744	* 496	* 19,5	* 43,6	* 63,2	* 59,6
Août	* 845	* 510	* 18,9	* 48,0	* 66,9	* 65,1
Septembre	* 833	* 716	* 22,5	* 65,3	* 87,8	* 91,2

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : *Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région)*; autres données : *I.N.S. : Statistiques industrielles.*

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	55
1984 3 ^e trimestre	2,1	2,3	1.453	2,0	1.276	0,4	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre	1,7	2,1	1.260	1,9	1.083	0,3	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
4 ^e trimestre	1,9	2,2	1.319	2,4	1.386	0,4	0,6	2.399	0,6	1.882	—
1986 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.417	1,6	980	0,3	0,5	1.917	0,3	1.431	—
2 ^e trimestre .....	.	2,9	1.746	2,7	1.760	.	0,6	2.313	0,6	2.384	—
3 ^e trimestre .....	.	2,4	1.567	.	.	.	0,7	2.157	.	.	—
1985 Septembre	1,7	2,3	1.419	3,0	1.879	0,4	0,6	2.384	0,7	2.504	55
Octobre	2,1	2,3	1.439	3,0	1.780	0,4	0,7	2.744	0,7	2.159	55
Novembre	1,4	1,7	1.071	2,4	1.357	0,4	0,5	1.877	0,7	2.134	54
Décembre	2,2	2,5	1.446	1,8	1.022	0,3	0,5	2.396	0,4	1.353	54
1986 Janvier	1,9	2,2	1.299	1,3	805	0,4	0,4	1.695	0,3	1.415	* 55
Février	1,7	2,5	1.531	0,9	558	0,4	0,6	2.053	0,3	999	* 55
Mars	1,9	2,2	1.422	2,6	1.578	0,3	0,6	2.003	0,5	1.878	* 54
Avril .....	.	2,7	1.636	2,8	1.825	.	0,6	2.845	0,6	2.352	* 54
Mai .....	.	2,1	1.410	2,6	1.710	.	0,5	1.554	0,5	1.952	* 54
Juin .....	.	3,8	2.191	2,7	1.745	.	0,8	2.540	0,6	2.849	* 54
Juillet .....	.	2,7	1.760	2,0	1.285	.	0,7	2.145	0,4	1.540	* 55
Août .....	.	2,0	1.460	2,1	1.316	.	0,6	1.919	0,5	1.304	* 55
Septembre .....	.	2,5	1.482	.	.	.	0,7	2.407	.	.	* 55

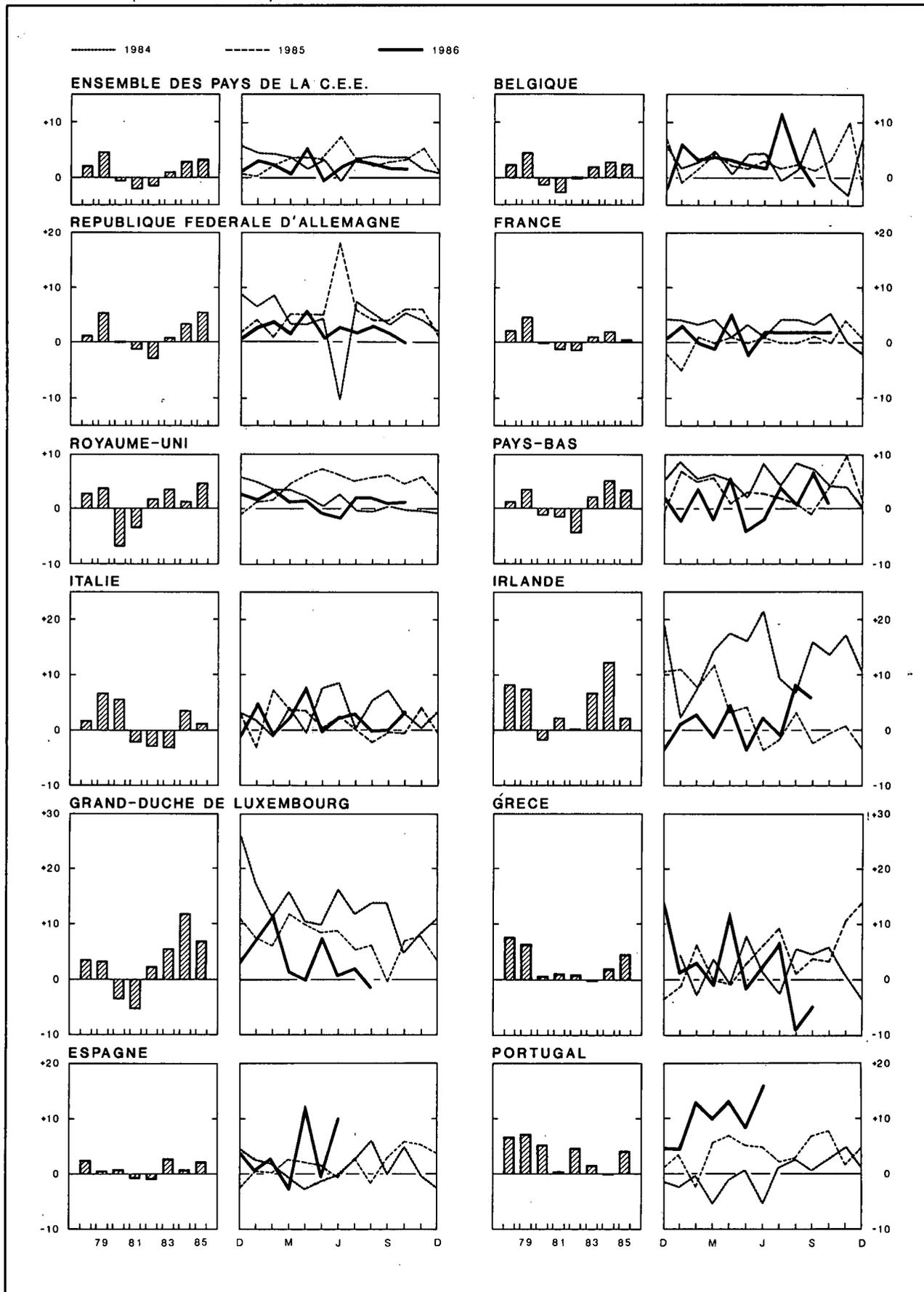
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le mois correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1978	96	97	95	96	103	98	89	95	100	93	98	89
1979	101	102	100	100	107	101	95	102	103	99	99	95
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	101	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	105	96	102	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	111	102	101	101	107
1984	100	102	100	100	103	101	96	125	114	103	101	107
1985	103	104	105	100	108	104	97	128	121	108	104	111
1984 3 ^e trimestre	101	103	101	100	103	102	97	125	116	105	102	108
4 ^e trimestre	101	102	102	100	104	100	96	130	118	103	102	109
1985 1 ^{er} trimestre	102	102	103	99	107	107	97	131	120	104	102	107
2 ^e trimestre	103	103	104	100	109	104	97	128	121	106	102	112
3 ^e trimestre	104	105	106	101	108	102	96	124	121	110	104	112
4 ^e trimestre	104	107	107	101	108	105	96	129	124	112	106	114
1986 1 ^{er} trimestre	104	107	106	100	109	107	99	132	128	105	103	117
2 ^e trimestre	106	106	107	101	109	104	100	130	124	110	109	126
3 ^e trimestre	106	109	108	103	110	106	97	130	.	108	.	.
1985 Octobre	105	105	108	101	109	103	95	127	123	111	109	117
Novembre	106	109	108	103	110	111	99	132	126	114	106	112
Décembre	103	107	104	99	107	101	95	127	124	113	104	112
1986 Janvier	104	106	106	99	109	106	96	131	128	105	103	113
Février	105	106	106	101	110	109	99	131	131	108	105	119
Mars	105	108	106	99	110	106	102	135	124	103	100	119
Avril	108	106	109	104	111	108	103	134	121	114	114	126
Mai	103	105	105	98	109	100	97	124	129	106	102	122
Juin	106	107	108	102	108	104	101	130	123	112	111	129
Juillet	107	115	109	103	110	106	98	122	124	117	.	.
Août	106	108	108	103	111	105	94	133	121	101	.	.
Septembre	106	105	107	103	111	108	99	134	.	105	.	.
Octobre	107	.	108	103	110	104	98	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	375	66
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1984 3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	576	95
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404	84
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	383	82
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1986 1 ^{er} trimestre	541	654	5.688	1.589	1.058	393	82
2 ^e trimestre	456	583	4.945	1.338	830	456	91
3 ^e trimestre	499	621	5.152	1.317	1.054	581	102
1985 Novembre	555	733	6.260	1.495	1.105	384	84
Décembre	539	705	5.980	1.583	1.008	402	83
1986 Janvier	549	656	5.890	1.663	1.264	412	78
Février	516	618	5.406	1.548	927	329	76
Mars	559	687	5.767	1.555	984	439	92
Avril	537	692	5.851	1.553	1.114	414	85
Mai	318	384	3.195	925	392	438	91
Juin	514	674	5.790	1.536	985	515	97
Juillet	504	628	5.019	1.140	1.058	588	104
Août	467	567	4.669	1.287	942	619	105
Septembre	526	667	5.768	1.523	1.161	535	97
Octobre	562	686	5.828	1.504	1.032	455	93
Novembre	* 523	603	5.092	1.396	966	393	88

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.371	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.882	1.786	583	3.568	380	252	7.803	422
1984 3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015	1.903	1.552	499	3.642	385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095	3.925	3.052	1.997	1.976	621	3.434	437	312	8.131	470
1986 1 ^{er} trimestre ..	10.189	3.789	3.095	1.791	1.612	346	3.471	325	272	7.019	383
2 ^e trimestre ..	10.819	4.468	2.952	1.767	1.570	444	3.373	504	252		
3 ^e trimestre ..	10.783	4.536	2.624		1.265	338		434	282		
1985 Novembre	9.427	3.866	2.764	2.166	1.949	562	3.645	588	283	7.473	447
Décembre	10.143	3.574	3.034	1.785	1.570	389	2.686	341	310	7.877	459
1986 Janvier	9.968	4.005	3.284	1.825	1.911	271	3.342	191	290	7.066	391
Février	9.591	3.641	2.903	1.872	1.391	419	3.178	377	263	6.350	340
Mars	11.009	3.722	3.098	1.677	1.535	347	3.892	408	263	7.640	417
Avril	10.750	4.052	2.964	1.833	1.654	656	3.325	589	298	* 9.227	* 489
Mai	10.851	5.437	3.174	1.747	1.294	276	3.326	417	269	* 8.353	* 475
Juin	10.857	3.914	2.717	1.721	1.762	400	3.468	506	190		
Juillet	10.796	4.346	2.939	1.559	1.158	429	3.715	451	299		
Août	10.897	3.982	2.150	1.540	886	184	3.586	316	244		
Septembre	10.655	5.281	2.784		1.750	400		535	302		
Octobre	10.901	4.192	4.221		2.288	780		459	305		
Novembre	10.341	4.413	3.087		1.452	272		442	256		

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1984 2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1985 1 ^{er} trimestre	663	296	37	79	46	42	40
2 ^e trimestre	2.172	1.381	76	207	131	123	82
3 ^e trimestre	5.182	3.863	93	536	161	179	101
4 ^e trimestre	926	430	43	135	64	48	68
1986 1 ^{er} trimestre	724	312	38	113	46	46	57
2 ^e trimestre	2.186	1.422	79	214	106	124	71
1985 Août	6.125	4.714	113	528	191	186	95
Septembre	1.963	1.166	65	199	124	108	107
Octobre	1.093	441	49	172	93	75	94
Novembre	850	395	47	106	60	44	63
Décembre	836	455	34	128	38	34	46
1986 Janvier	592	236	30	105	29	34	55
Février	687	296	37	120	39	37	58
Mars	894	403	47	113	70	66	58
Avril	1.244	733	59	107	71	64	64
Mai	2.821	1.869	113	283	126	173	72
Juin	2.493	1.665	65	252	121	135	77
Juillet	7.196	5.521	94	929	146	193	75
Août	5.894	4.533	110	553	168	215	68

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : *Statistiques du commerce.*

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	* 125	136	125	50	* 133	* 132	* 127	* 125	* 129	* 91
1984 3 ^e trimestre	120	127	124	53	128	122	121	118	123	90
4 ^e trimestre	138	143	131	53	140	154	139	135	140	102
1985 1 ^{er} trimestre	* 115	128	119	49	* 124	* 110	* 108	* 124	* 119	* 85
2 ^e trimestre	* 129	137	123	51	* 136	* 139	* 126	* 130	* 133	* 93
3 ^e trimestre	* 120	129	125	50	* 129	* 119	* 127	* 119	* 124	* 87
4 ^e trimestre	* 137	149	134	49	* 142	* 159	* 146	* 129	* 141	* 99
1986 1 ^{er} trimestre	* 122	134	120	36	* 128	* 122	* 114	* 136	* 127	* 89
2 ^e trimestre	* 131	140	125	34	* 134	* 146	* 127	* 136	* 136	* 96
3 ^e trimestre	* 119	134	125	29	* 128	* 135	* 125	* 118	* 125	* 89
1985 Octobre	* 133	145	126	56	* 135	* 158	* 135	* 132	* 138	* 96
Novembre	* 125	140	129	45	* 136	* 144	* 124	* 119	* 130	* 91
Décembre	* 152	162	148	46	* 156	* 174	* 179	* 135	* 156	* 109
1986 Janvier	* 119	138	124	38	* 128	* 129	* 108	* 132	* 126	* 88
Février	* 118	125	114	34	* 122	* 98	* 114	* 138	* 122	* 86
Mars	* 129	138	123	35	* 134	* 140	* 119	* 137	* 134	* 94
Avril	* 131	141	122	36	* 130	* 151	* 122	* 141	* 135	* 95
Mai	* 131	142	130	35	* 138	* 149	* 125	* 134	* 136	* 96
Juin	* 132	137	122	31	* 135	* 137	* 135	* 134	* 136	* 96
Juillet	* 117	138	127	32	* 125	* 135	* 130	* 115	* 124	* 88
Août	* 113	130	126	31	* 127	* 116	* 113	* 116	* 120	* 85
Septembre	* 128	135	121	25	* 131	* 153	* 131	* 123	* 132	* 93
Octobre	* 132	149	127	29	* 137	* 164	* 134	* 130	* 139	* 98

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliards)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9
2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliards)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5
2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliards)										
1983 2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	324	17
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
Crédits accordés (milliards de francs)												
1983 2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1
2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	3,9	1,1
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1984 4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1986 1 ^{er} trimestre	2	329	8	15.609	17.968	1	33.917	1.056	34.973
2 ^e trimestre	1	323	8	17.458	18.006	2	35.798	1.012	36.810
3 ^e trimestre	2	328	7	17.367	18.006	3	35.713	924	36.637
4 ^e trimestre	2	296	8	18.222	20.068	12	38.608	931	39.539
1985 Décembre	2	300	7	17.518	19.336	1	37.164	1.253	38.417
1986 Janvier	2	388	8	16.887	19.080	1	36.366	1.174	37.540
Février	2	283	8	14.591	17.146	1	32.031	1.011	33.042
Mars	2	318	8	15.348	17.678	1	33.355	983	34.338
Avril	1	375	9	18.692	18.838	2	37.917	1.117	39.034
Mai	1	263	7	17.045	16.242	1	33.559	851	34.410
Juin	1	330	7	16.638	18.939	2	35.917	1.067	36.984
Juillet	2	414	7	18.201	19.352	2	37.978	1.058	39.036
Août	1	261	6	15.546	16.014	6	31.834	814	32.648
Septembre	2	310	7	18.354	18.652	2	37.327	900	38.227
Octobre	2	338	7	18.381	20.024	29	38.781	987	39.768
Novembre	2	244	11	16.213	17.837	2	34.309	777	35.086
Décembre	2	306	7	20.073	22.342	3	42.733	1.030	43.763

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

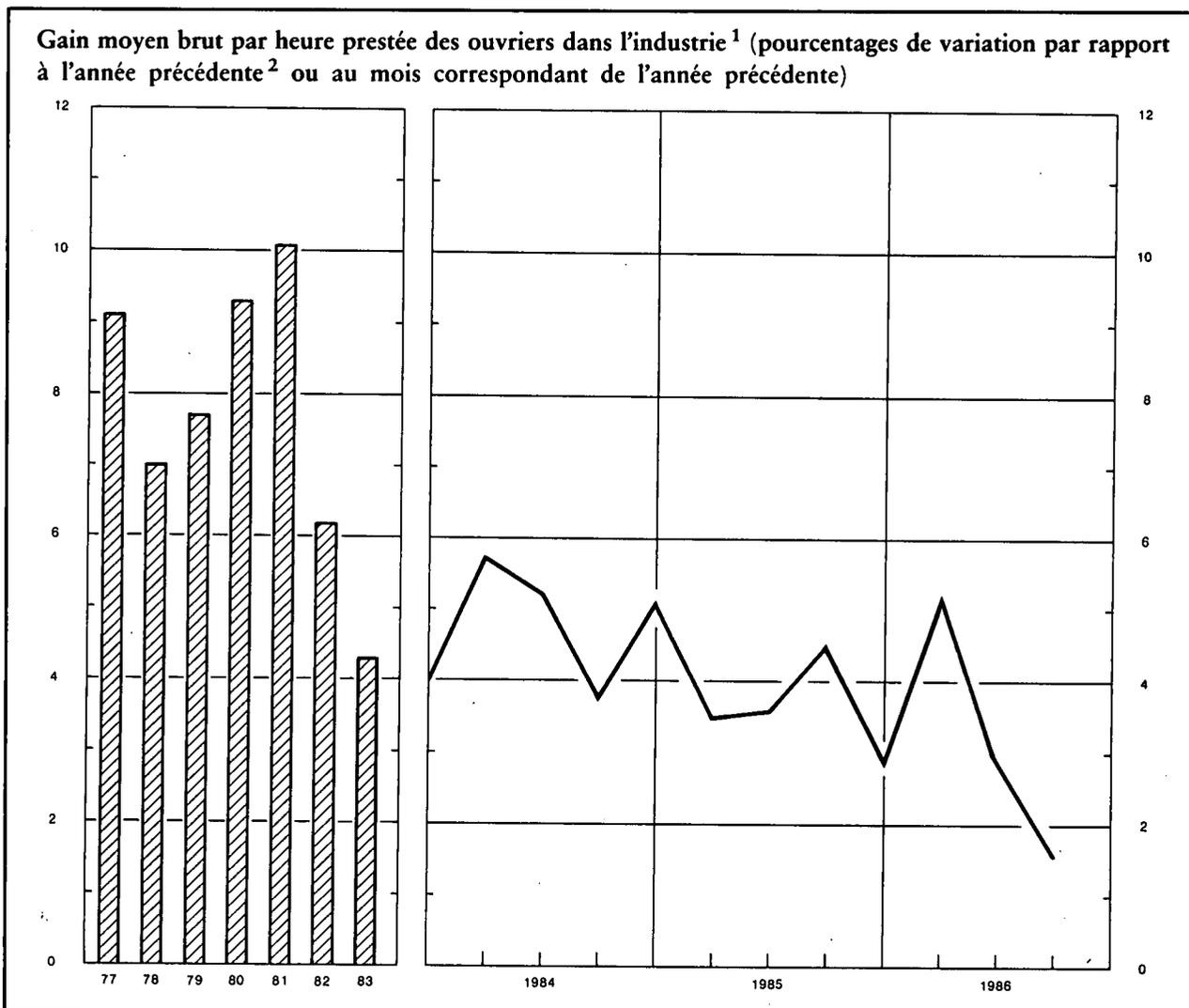
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1984 4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1986 1 ^{er} trimestre	286	6	1.196	823	6.560	1.041	9.912	708	10.620
2 ^e trimestre	302	6	1.153	876	6.611	1.097	10.045	709	10.754
3 ^e trimestre	284	6	1.022	737	6.035	1.004	9.088	639	9.727
4 ^e trimestre	273	5	1.060	639	6.535	1.131	9.643	662	10.305
1985 Décembre	338	5	961	687	6.359	1.002	9.352	750	10.102
1986 Janvier	295	6	1.134	813	6.640	1.162	10.050	745	10.795
Février	271	5	1.095	816	6.457	985	9.629	684	10.313
Mars	292	8	1.359	839	6.582	977	10.057	696	10.753
Avril	296	6	1.563	925	7.315	1.367	11.472	774	12.246
Mai	292	5	960	863	6.030	847	8.997	649	9.646
Juin	319	6	936	840	6.488	1.078	9.667	706	10.373
Juillet	290	7	985	896	6.275	1.171	9.624	686	10.310
Août	252	5	991	585	5.326	874	8.033	590	8.623
Septembre	310	6	1.091	729	6.504	967	9.607	642	10.249
Octobre	269	5	1.070	613	6.883	1.282	10.122	672	10.794
Novembre	206	4	785	565	5.770	1.027	8.357	552	8.909
Décembre	345	5	1.326	739	6.951	1.085	10.451	762	11.213

¹ Nombre de chambres en activité : depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IREs	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203	197	202	213	205,7	202,0	191,5	187,6
1984 Septembre	193	191	197	199	200,1	196,4	185,9	181,6
1984 Décembre	203	194	201	209	202,8	199,2	189,1	185,4
1985 Mars	198	195	200	208	203,1	199,5	189,2	185,4
1985 Juin	201	195	201	211	204,1	200,5	190,0	186,3
1985 Septembre	202	198	203	212	207,3	203,7	193,1	189,3
1985 Décembre	209	199	205	219	208,4	204,4	193,5	189,5
1986 Mars	* 209	199	205	* 219	208,4	204,5	193,5	189,5
1986 Juin	* 207	199	205	* 217	208,4	204,5	193,5	189,5
1986 Septembre	* 205	* 198	* 204	* 215	208,6	204,5	193,1	189,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1983	1984	1984	1985	1985	1983	1984	1984	1985	1985
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	272	282	283	290	295	67,2	68,9	69,5	71,3	72,6
Industrie extractive	308	321	320	328	333	73,8	68,2	72,1	74,2	72,6
Bâtiment et génie civil	273	279	281	286	291	64,2	65,9	65,7	67,1	68,2
Industrie manufacturière	270	280	282	289	294	66,9	69,1	69,6	71,4	72,9
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	278	289	288	297	301	65,6	67,2	66,6	68,3	70,0
Construction de machines et de matériel mécanique	279	292	293	300	305	66,3	69,4	70,0	71,6	73,2
Construction électrique et électronique	273	286	286	294	298	68,9	71,8	72,0	73,2	75,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	284	295	299	305	307	65,9	68,9	68,4	71,0	72,9
Construction d'autre matériel de transport .	280	293	297	307	313	68,4	71,0	70,8	73,1	75,4
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	257	269	269	276	277	60,9	63,8	64,0	65,5	67,6
Métallurgie de base	335	353	343	359	363	79,0	82,7	83,3	86,0	87,1
Industrie chimique	320	328	331	338	345	76,4	77,9	79,6	80,5	82,0
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	258	267	268	273	278	61,9	64,5	65,3	66,2	67,9
Industrie textile	230	236	239	246	251	59,3	60,7	61,6	63,3	64,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	281	291	294	301	306	70,0	71,7	71,8	73,7	75,2
Industrie du bois	247	255	258	261	262	54,3	56,5	56,7	58,1	59,1
Industrie des chaussures et de l'habillement .	206	213	215	219	222	48,4	49,4	50,4	51,3	52,5
Industrie du papier, imprimerie et édition .	290	300	302	311	317	63,9	66,0	67,1	68,9	70,4
Raffineries de pétrole	435	425	446	460	486	99,6	100,8	102,6	107,9	107,0
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	80,3	82,9	84,9	85,7	88,1

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1984 4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	*182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	*219,3	132,7	*227,5
2 ^e trimestre	*136,1	117,6	110,4	82,4	86,2	134,6	123,1	130,4	126,4	102,9	*146,8	133,2	*148,1
3 ^e trimestre	*124,5	113,0	101,2	66,7	81,2	127,6	122,0	131,7	121,9	101,3	*131,2	138,0	*130,6
4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1986 Janvier	196,2	119,8	120,5	87,6	92,0	148,9	119,2	120,1	126,9	107,4	240,8	129,3	251,4
Février	*177,4	119,1	117,3	85,5	88,0	145,5	120,5	123,5	125,1	108,0	*211,5	133,1	*218,9
Mars	*174,5	121,3	119,1	85,2	87,1	149,4	123,0	127,1	128,8	106,7	*205,5	135,7	*212,2
Avril	*148,6	120,0	115,7	81,9	86,5	144,9	123,3	128,3	128,7	105,3	*165,2	132,7	*168,3
Mai	*130,6	118,6	112,4	86,0	86,3	136,2	123,4	131,2	125,8	103,3	*137,6	133,6	*138,0
Juin	*129,0	114,2	103,1	79,2	85,9	122,6	122,6	131,6	124,8	100,1	*137,6	133,3	*138,0
Juillet	*115,1	111,7	100,3	72,4	84,6	121,4	120,4	130,0	121,1	99,0	*117,1	136,7	*115,2
Août	*125,1	111,8	99,0	64,1	80,5	125,1	121,6	131,2	120,5	102,6	*132,8	138,1	*132,3
Septembre	*133,4	115,5	104,3	63,6	78,5	136,2	124,0	133,9	124,1	102,4	*143,8	139,2	*144,3
Octobre	*129,7	114,9	101,2	65,4	81,9	128,0	125,4	137,4	122,1	103,8	*138,3	140,9	*138,0
Novembre	*129,1	113,7	98,9	66,4	86,2	121,5	125,0	137,6	120,9	103,3	*138,2	139,9	*138,0
Décembre	*130,2	112,7	93,8	65,3	84,7	113,0	127,0	140,3	123,0	103,6	*140,4	140,4	*140,4
1987 Janvier	*145,1	114,0	91,9	64,6	86,7	108,9	130,8	146,9	124,1	105,1	*163,3	146,6	*164,9

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de construc- tion
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1986	149,0	142,1	144,3	140,2	150,7	158,6	153,5	144,3	151,5	149,9	162,5	134,9	149,3	171,6	162,9
1984 4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1986 1 ^{er} trimestre ..	152,8	148,4	148,0	148,6	153,8	161,3	157,9	146,8	153,2	158,2	172,5	135,5	152,9	174,7	162,5
2 ^e trimestre ..	149,2	141,8	142,9	140,8	151,1	158,6	154,3	144,5	151,5	151,0	162,7	135,1	149,3	172,4	163,1
3 ^e trimestre ..	147,2	141,3	144,2	138,6	148,7	155,9	151,0	143,0	150,8	143,5	156,9	134,6	145,7	169,6	163,0
4 ^e trimestre ..	146,8	137,1	142,1	132,6	149,3	158,5	150,8	143,0	150,4	146,7	157,8	134,2	149,5	169,7	163,0
1985 Décembre	155,8	155,0	151,0	158,8	156,0	165,3	160,6	147,6	154,5	164,1	178,9	136,4	156,9	173,8	162,0
1986 Janvier	154,8	152,4	148,9	155,7	155,4	163,6	160,1	147,4	154,4	161,0	176,1	136,1	156,2	175,0	162,5
Février	152,3	147,3	147,6	147,0	153,5	160,4	157,5	146,8	153,1	157,3	172,4	135,3	151,1	174,8	162,5
Mars	151,2	145,3	147,7	143,1	152,6	159,8	156,2	146,0	152,1	156,4	168,9	135,0	151,3	174,3	162,5
Avril	149,5	141,9	142,7	140,9	151,5	157,0	155,7	145,4	152,3	151,0	165,8	134,8	148,8	174,8	163,1
Mai	149,1	141,7	141,3	142,0	151,0	160,0	153,7	144,0	151,4	151,4	160,7	134,9	151,1	172,1	163,1
Juin	148,9	141,9	144,5	139,4	150,6	159,0	153,3	143,9	151,0	150,7	161,6	135,7	147,8	170,3	163,1
Juillet	148,3	142,8	143,7	142,0	149,7	159,0	151,5	143,0	151,0	147,1	156,6	134,7	148,8	170,3	163,1
Août	147,0	142,8	144,2	141,5	148,1	154,1	150,6	142,8	150,6	141,0	156,6	134,3	143,5	168,9	163,0
Septembre	146,3	138,2	144,7	132,4	148,4	154,7	150,8	143,0	150,7	142,3	157,5	134,7	144,9	169,7	163,0
Octobre	146,6	137,3	141,1	133,8	149,0	157,6	150,5	142,8	150,5	145,5	157,3	134,2	148,1	169,6	163,0
Novembre	147,1	137,8	143,0	133,1	149,4	158,5	150,8	143,2	150,6	146,6	158,0	134,3	149,3	170,1	163,0
Décembre	146,9	136,3	142,2	130,9	149,6	159,5	150,9	143,0	150,1	148,0	158,1	134,2	151,1	169,4	163,0

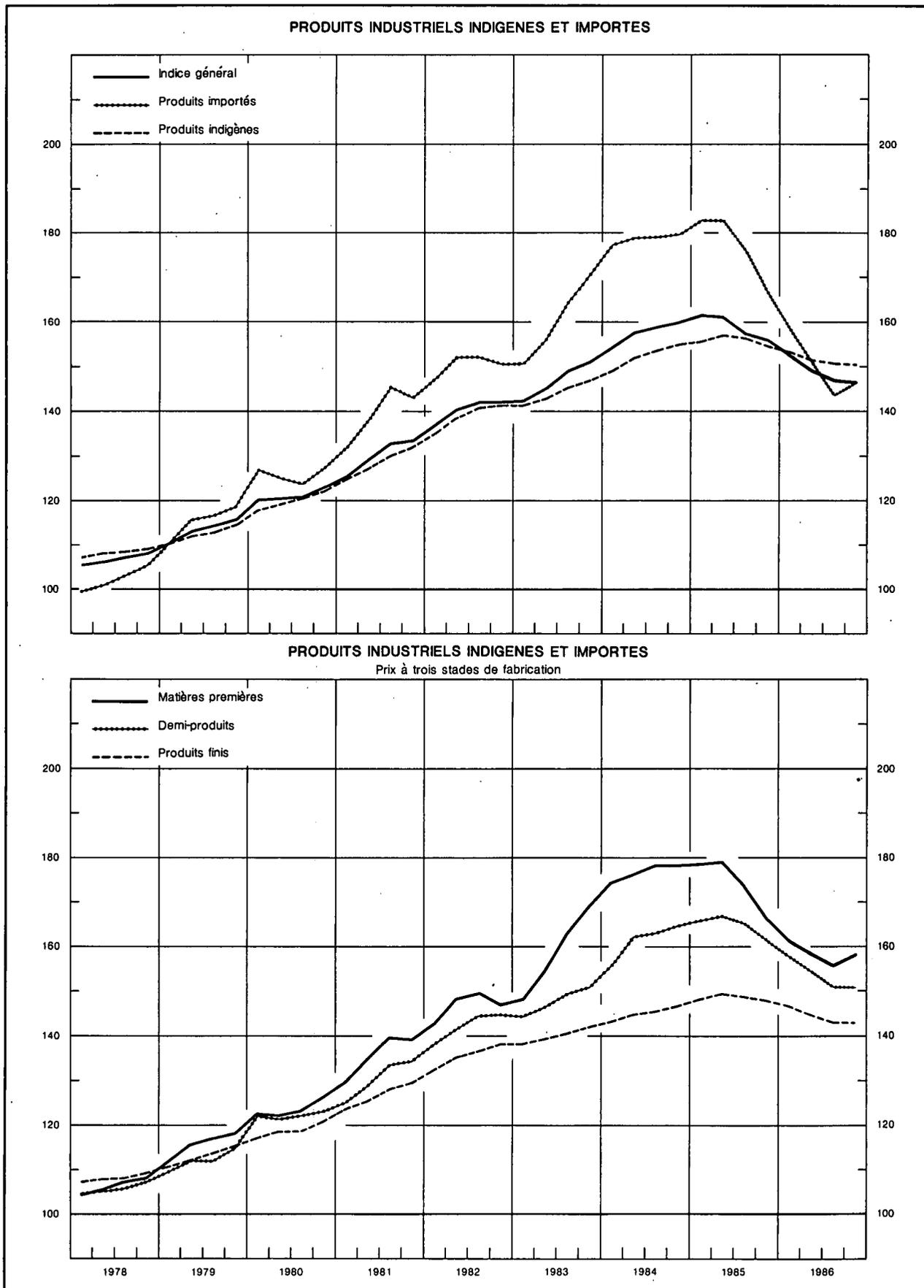
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

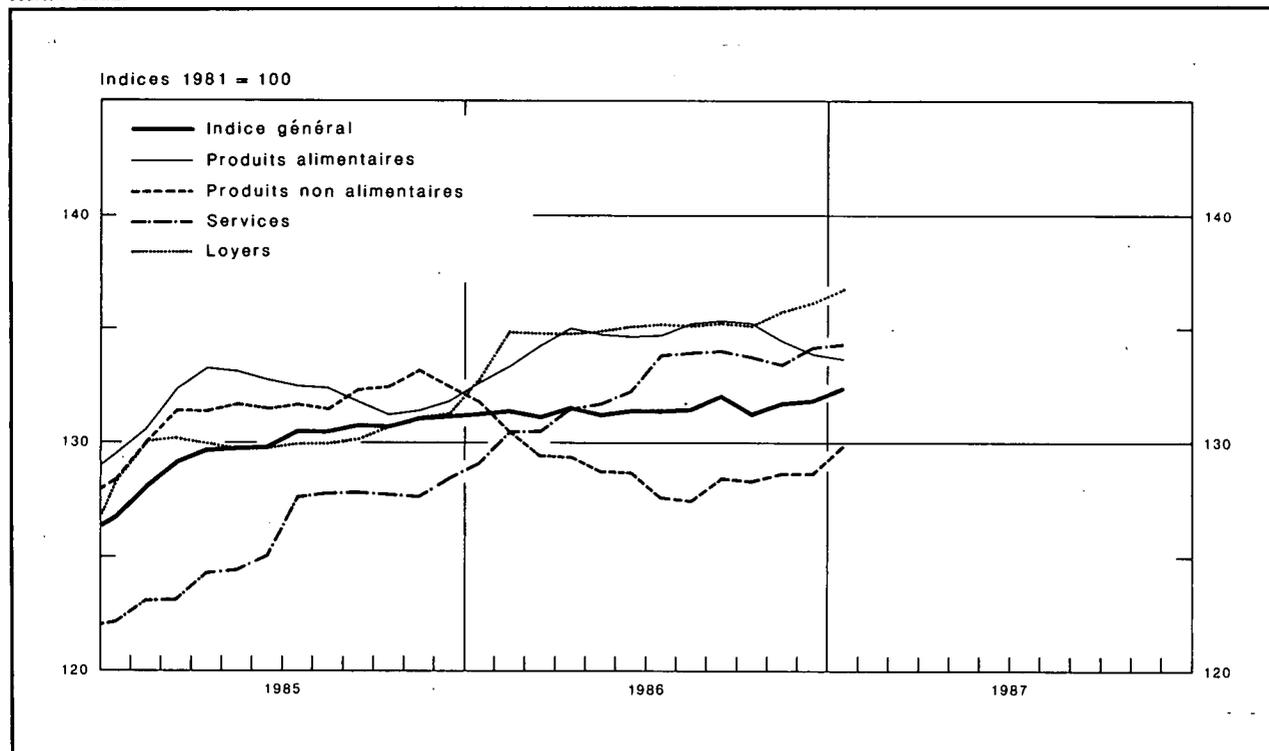
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1985 3 ^e trimestre	130,65	132,23	131,85	127,78	130,03
4 ^e trimestre	130,98	131,45	132,72	128,00	130,99
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	133,40	130,58	130,01	134,11
2 ^e trimestre	131,44	134,79	128,96	131,78	134,85
3 ^e trimestre	131,67	135,07	127,88	133,93	135,19
4 ^e trimestre	131,84	134,48	128,59	133,79	135,71
1986 Janvier	131,27	132,64	131,76	129,13	132,74
Février	131,37	133,34	130,51	130,36	134,86
Mars	131,17	134,23	129,48	130,54	134,72
Avril	131,58	135,02	129,41	131,44	134,70
Mai	131,28	134,70	128,74	131,66	134,80
Juin	131,45	134,65	128,72	132,24	135,05
Juillet	131,44	134,68	127,64	133,79	135,14
Août	131,56	135,20	127,51	133,98	135,18
Septembre	132,02	135,32	128,49	134,01	135,26
Octobre	131,87	135,20	128,37	133,77	135,23
Novembre	131,77	134,41	128,69	133,44	135,73
Décembre	131,88	133,84	128,70	134,17	136,16
1987 Janvier	132,43	133,63	129,90	134,31	136,73

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

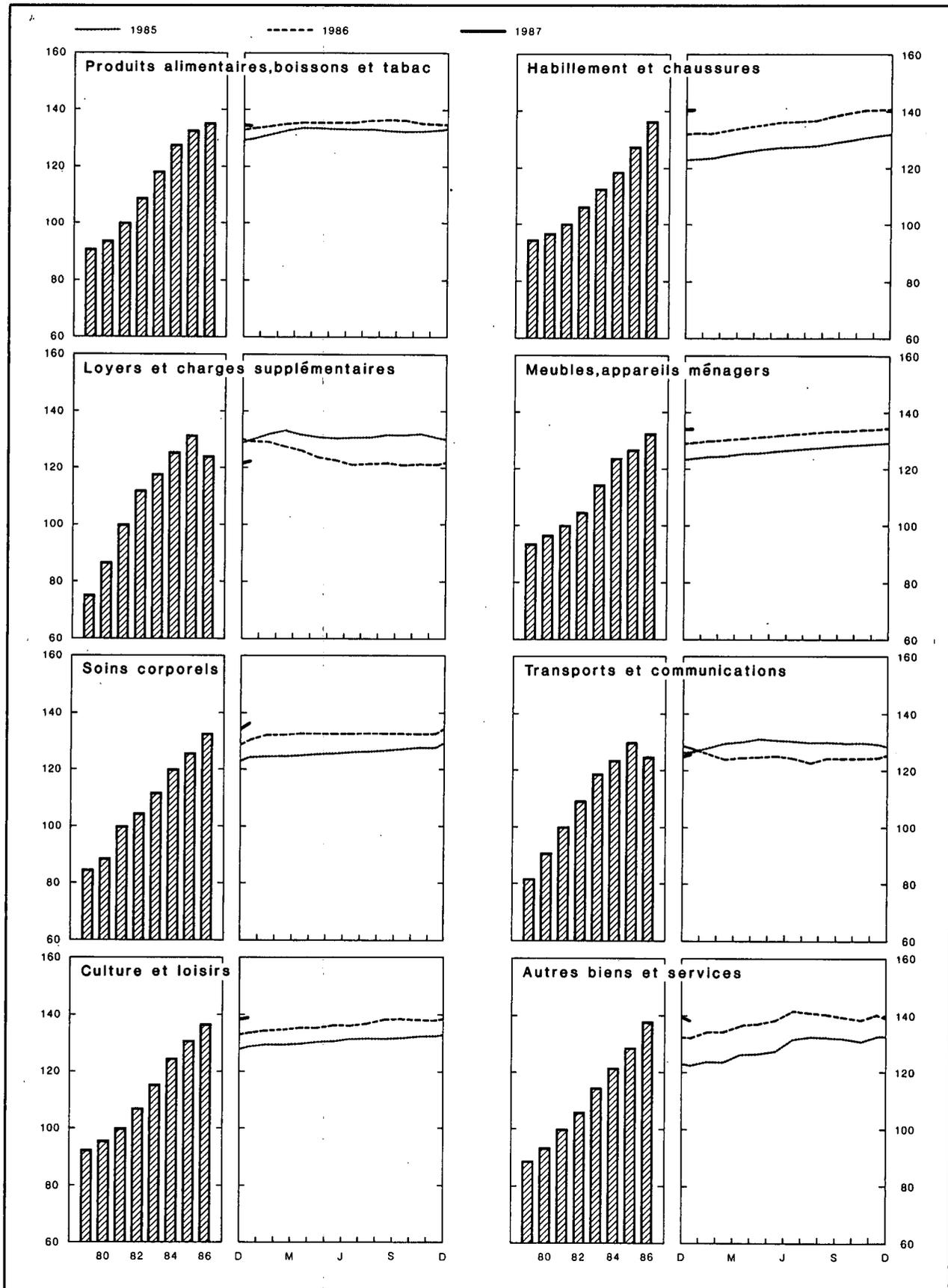
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1985 2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
3 ^e trimestre	130,65	132,91	127,80	131,03	127,23	126,09	129,92	131,68	132,06
4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	134,38	132,60	128,80	130,05	131,73	125,92	134,46	133,90
2 ^e trimestre	131,44	135,79	135,33	124,28	131,52	132,55	124,63	135,84	137,39
3 ^e trimestre	131,67	136,17	137,04	121,62	132,90	132,64	123,75	137,31	140,89
4 ^e trimestre	131,84	135,64	140,24	121,26	134,05	132,91	124,25	138,29	139,36
1986 Janvier	131,27	133,64	132,03	129,78	129,54	130,62	127,92	133,97	132,59
Février	131,37	134,32	132,32	129,10	130,07	132,28	125,86	134,45	134,47
Mars	131,17	135,17	133,46	127,53	130,55	132,28	123,97	134,96	134,64
Avril	131,58	135,94	134,54	126,02	131,00	132,45	124,41	135,79	136,72
Mai	131,28	135,69	135,39	123,91	131,56	132,57	124,55	135,53	137,15
Juin	131,45	135,74	136,05	122,90	132,00	132,63	124,94	136,21	138,30
Juillet	131,44	135,79	136,24	121,26	132,47	132,58	124,16	136,31	141,33
Août	131,56	136,29	136,72	121,64	132,95	132,58	122,90	137,25	141,01
Septembre	132,02	136,42	138,16	121,95	133,28	132,76	124,19	138,38	140,32
Octobre	131,87	136,32	139,41	121,06	133,72	132,86	124,14	138,53	139,45
Novembre	131,77	135,57	140,45	121,46	134,09	132,89	124,19	138,26	138,50
Décembre	131,88	135,03	140,85	121,27	134,34	132,98	124,43	138,08	140,13
1987 Janvier	132,43	134,85	140,89	122,64	134,55	136,67	126,07	139,28	138,42

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

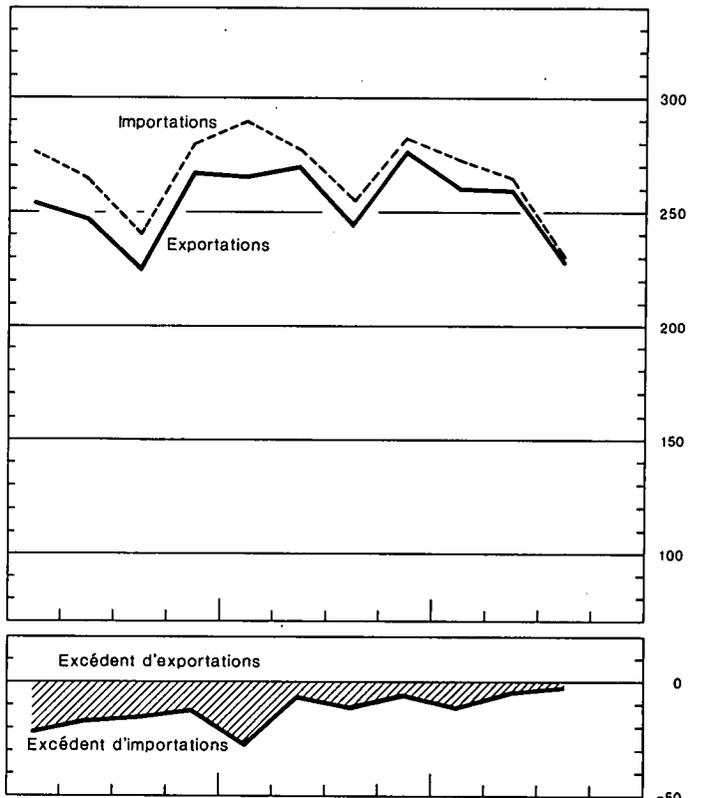
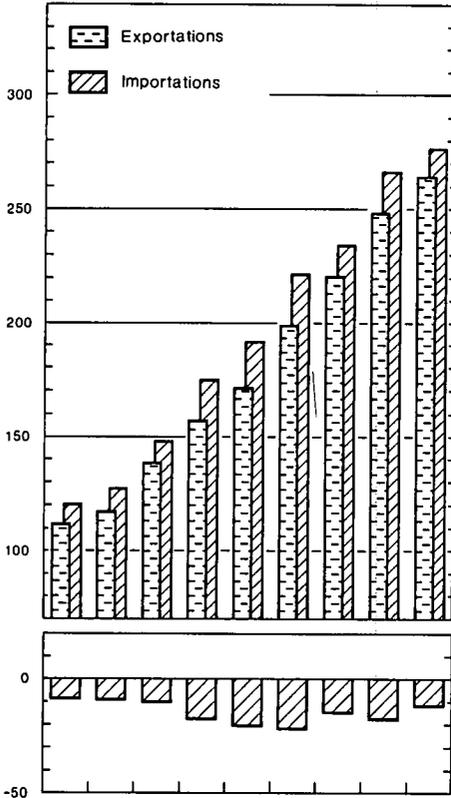
1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,53434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

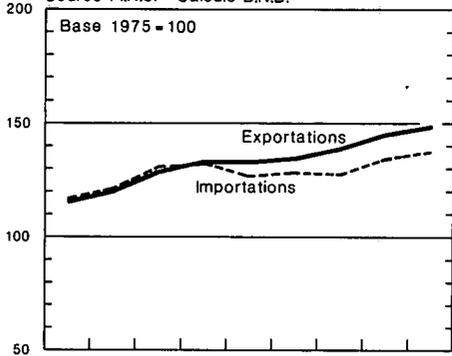
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

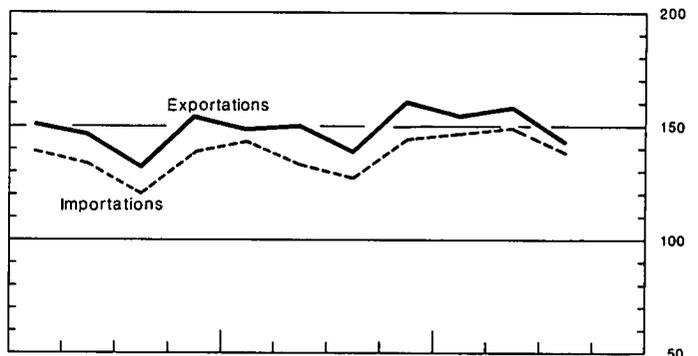
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

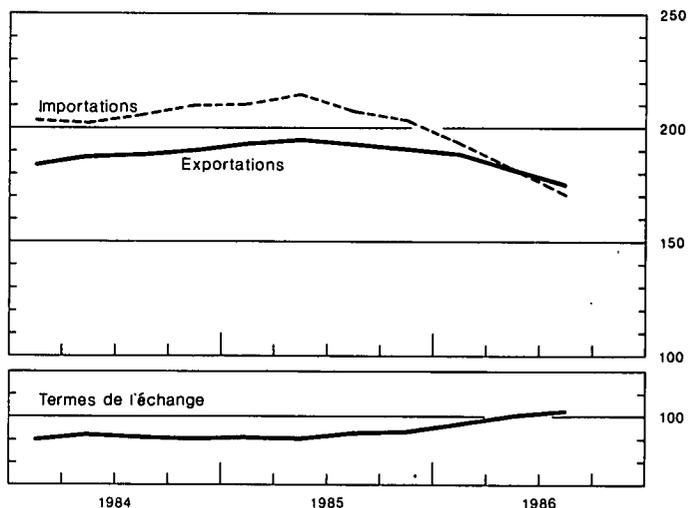
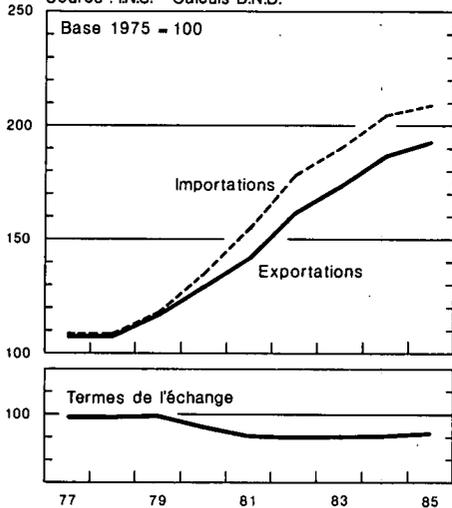


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1984 3 ^e trimestre	241,7	226,5	- 15,2	94	121,4	132,8	206,1	188,4	91,4
4 ^e trimestre	280,9	268,6	- 12,3	96	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,4	244,9	- 10,5	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,7	277,3	- 5,4	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1986 1 ^{er} trimestre	273,1	261,9	- 11,2	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
2 ^e trimestre	265,5	261,4	- 4,1	99	149,7	158,7	181,2	181,6	100,2
3 ^e trimestre	230,8	228,3	- 2,5	99	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
1985 11 premiers mois	277,4	263,6	- 13,8	95					
12 mois	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986 1 ^{er} mois	281,5	258,2	- 23,3	92					
2 premiers mois	275,2	260,3	- 14,9	95					
3 premiers mois	273,1	261,9	- 11,2	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
4 premiers mois	276,6	270,2	- 6,4	98					
5 premiers mois	269,8	263,1	- 6,7	98					
6 premiers mois	269,3	261,6	- 7,7	97	148,3	156,7	187,4	184,7	98,6
7 premiers mois	263,9	263,5	- 0,4	100					
8 premiers mois	256,0	251,0	- 5,0	98					
9 premiers mois	256,4	250,5	- 5,9	98	145,0	152,1	181,9	181,5	99,8
10 premiers mois	258,0	257,2	- 0,8	100					
11 premiers mois	255,2	255,4	+ 0,2	100					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1984 3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
1985 11 premiers mois	72,48	18,80	19,80	44,17	11,91	14,11	16,36	15,53	11,81	5,82	4,28	2,86	1,26	3,46	0,96	0,71	1,01	1,34	0,74	0,38	15,31	263,10
12 mois	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986 1 ^{er} mois	71,64	19,45	18,65	44,41	9,71	13,33	14,14	14,16	11,08	6,07	3,88	2,78	1,24	3,61	0,85	0,52	1,07	1,21	0,68	0,33	18,45	257,27
2 premiers mois	73,32	18,51	19,83	44,12	9,77	13,89	14,52	14,75	10,88	5,98	4,19	2,82	1,16	3,51	0,82	0,50	1,00	1,22	0,67	0,27	17,37	259,10
3 premiers mois	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
4 premiers mois	78,61	19,26	20,36	45,17	10,77	14,59	14,63	13,61	11,15	6,09	4,49	2,97	1,19	3,48	0,90	0,64	1,03	1,19	0,74	0,31	18,12	269,30
5 premiers mois	77,07	18,29	19,83	44,23	10,26	14,56	14,13	12,98	10,91	5,98	4,45	2,92	1,15	3,46	0,90	0,69	1,08	1,02	0,75	0,36	17,29	262,31
6 premiers mois	77,50	18,47	19,48	43,73	9,95	14,32	14,66	12,78	10,88	5,91	4,42	2,90	1,15	3,32	0,91	0,71	1,00	1,07	0,74	0,36	16,74	268,00
7 premiers mois	77,71	18,25	19,72	44,12	10,04	14,44	15,38	12,61	11,12	5,94	4,42	2,94	1,14	3,45	0,94	0,72	0,97	1,05	0,76	0,36	16,84	262,92
8 premiers mois	74,21	17,34	18,62	42,32	9,47	14,03	14,21	11,95	10,82	5,74	4,19	2,85	1,08	3,23	0,92	0,72	0,95	1,00	0,74	0,35	16,04	250,78
9 premiers mois	74,60	17,38	18,63	41,92	9,33	14,07	14,89	11,44	10,70	5,78	4,26	2,85	1,09	3,15	0,93	0,75	0,95	0,99	0,74	0,36	15,59	250,40
10 premiers mois	76,78	17,54	19,47	43,00	9,63	14,38	15,15	11,50	11,10	5,97	4,42	2,99	1,11	3,31	0,97	0,79	0,97	1,02	0,76	0,38	15,82	257,06
11 premiers mois	76,47	17,33	19,46	42,58	9,48	14,32	15,21	11,33	10,98	5,97	4,44	2,99	1,11	3,24	0,97	0,79	0,95	1,00	0,76	0,38	15,69	255,45

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables						durables	
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1984 3 ^e trimestre ...	161,58	40,44	5,17	14,37	12,61	1,65	0,73	2,68	0,53	3,41	1,24	15,20	16,61	9,64	20,48	3,87	12,95	49,26	6,57	10,34	5,21	27,14	25,75	4,75	241,34
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1984		1985				1986		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	225,2	228,9	229,2	235,5	224,1	217,6	202,1	181,7	165,9
Biens de consommation	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	177,3	178,6	182,9	181,0	181,7	178,0	180,4	175,4	177,4
Biens d'équipement	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	173,4	173,9	175,0	174,5	174,7	173,8	173,8	169,8	172,0
Ensemble ...	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	206,1	210,1	211,5	214,9	207,8	203,7	193,7	181,2	170,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	166,3	166,9	168,5	171,4	170,9	168,8	168,3	166,7	160,3
Fabrications métalliques	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	182,6	188,4	189,0	194,3	193,2	194,5	195,8	197,9	197,5
Métaux non ferreux	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	224,9	222,8	221,5	228,9	215,6	201,6	186,4	177,0	172,3
Textiles	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	159,8	160,1	165,4	165,7	167,3	164,2	164,9	160,9	160,4
Produits chimiques	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	179,9	179,1	181,4	185,2	185,4	179,8	175,5	168,0	161,0
Industrie houillère	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	222,5	232,6	237,0	237,9	238,5	231,1	212,0	203,7	182,0
Industrie pétrolière	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	381,8	396,0	406,6	396,3	398,9	372,9	317,4	240,0	172,0
Verres et glaces	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	145,3	145,9	144,1	146,8	149,4	148,6	147,8	146,4	147,5
Produits agricoles	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	165,1	160,6	161,1	165,6	157,5	161,9	159,8	160,6	156,9
Ciments	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	185,1	191,9	197,3	189,0	186,1	184,8	178,7	184,3	177,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	208,4	217,2	208,5	204,3	211,6	216,3	217,2	212,8	212,0
Carrières	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	196,4	195,6	195,3	201,3	199,5	199,9	203,1	203,9	200,5
Céramiques	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	240,6	244,7	242,6	239,2	244,3	252,1	240,7	244,6	241,6
Bois et meubles	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	159,9	160,7	159,3	157,2	155,3	155,3	155,8	158,6	157,8
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	234,3	241,3	245,7	255,6	249,7	227,3	225,8	213,3	216,3
Papier et livres	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	159,9	162,5	165,2	165,0	166,0	163,9	162,5	159,7	162,9
Tabacs manufacturés	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	213,1	209,7	222,3	224,6	224,6	227,7	220,8	212,0	212,7
Caoutchouc	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	187,8	187,1	190,5	196,8	199,6	193,6	190,4	186,5	178,9
Industries alimentaires	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	146,6	150,2	148,9	151,0	146,5	139,8	133,9	135,1	130,7
Divers	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	243,7	250,3	270,6	251,0	251,7	237,1	256,2	227,9	228,9
Ensemble ...	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	188,4	190,7	193,4	195,5	193,8	190,6	187,8	181,6	175,0
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	91,4	90,8	91,4	91,0	93,3	93,6	97,0	100,2	102,4

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1984		1985				1986		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits :																	
Biens de production	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	115,9	134,4	139,6	125,6	121,1	136,7	139,2	141,7	128,9
Biens de consommation	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	133,0	145,0	150,5	144,1	139,9	152,8	162,6	161,0	155,5
Biens d'équipement	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	121,9	145,0	136,7	149,3	137,5	159,4	151,7	172,9	152,1
Ensemble ...	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	121,4	139,2	143,0	133,5	128,4	143,9	146,8	149,7	138,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	94,2	110,8	110,6	115,0	95,9	112,2	109,6	104,8	92,3
Fabrications métalliques	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	116,1	149,9	146,5	151,6	129,1	161,3	153,3	161,3	138,0
Métaux non ferreux	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	118,1	135,7	150,2	138,8	129,9	139,6	136,4	139,5	116,9
Textiles	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	123,7	155,8	140,4	144,8	125,4	155,2	142,1	140,6	124,1
Produits chimiques	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	185,2	207,5	213,7	218,3	201,7	219,7	222,3	226,5	208,5
Industrie houillère	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	175,5	222,8	179,5	186,0	194,7	194,2	190,4	150,3	155,0
Industrie pétrolière	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	121,6	110,3	105,6	71,1	107,3	116,3	110,1	123,5	127,8
Verres et glaces	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	183,0	207,8	189,6	197,1	182,3	200,8	190,9	200,6	185,9
Produits agricoles	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	176,4	183,0	155,6	164,2	181,5	181,0	174,1	173,9	169,5
Ciments	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	253,2	239,6	136,5	260,6	245,6	240,4	156,0	264,9	233,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	112,2	115,2	69,7	117,1	111,5	100,9	75,2	123,3	115,0
Carrières	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	127,4	132,0	100,4	132,1	130,0	135,3	107,0	130,8	128,1
Céramiques	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	137,3	150,0	117,6	147,3	137,6	144,0	128,8	144,7	137,5
Bois et meubles	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	134,7	175,8	150,5	169,6	146,2	186,4	162,1	170,0	147,7
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	79,7	100,7	99,9	95,9	84,4	94,0	94,8	98,5	82,5
Papier et livres	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	159,7	184,9	175,7	176,4	167,2	189,6	184,7	184,0	169,6
Tabacs manufacturés	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	126,3	117,0	131,0	126,9	103,0	133,5	128,5	126,3	110,8
Caoutchouc	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	127,9	145,1	147,7	150,9	136,8	158,4	151,5	142,8	130,9
Industries alimentaires	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	229,0	255,1	230,3	248,3	235,7	269,7	245,5	246,7	239,1
Divers	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	104,6	126,9	128,3	125,7	108,7	127,6	129,1	127,6	109,7
Ensemble ...	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	132,8	154,5	149,7	150,4	139,5	160,8	154,7	158,7	143,0

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1984 3 ^e trimestre	49,0	45,6	- 3,4	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,8	- 6,9	41,7	50,0	+ 8,3	56,2	36,6	- 19,6
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,7	- 11,4	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	- 18,7
2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,3	51,2	+ 7,9	50,5	36,8	- 13,7
3 ^e trimestre	52,8	48,1	- 4,7	36,2	44,6	+ 8,4	47,8	36,6	- 11,2
4 ^e trimestre	61,1	50,2	- 10,9	44,7	55,6	+ 10,9	51,5	40,6	- 10,9
1986 1 ^{er} trimestre	61,3	49,9	- 11,4	42,5	54,0	+ 11,5	50,6	39,0	- 11,6
2 ^e trimestre	60,4	54,2	- 6,2	41,5	52,7	+ 11,2	46,3	39,9	- 6,4
3 ^e trimestre	53,7	45,9	- 7,8	36,2	44,2	+ 8,0	41,4	34,9	- 6,5
1985 11 premiers mois	58,2	49,4	- 8,8	41,5	49,9	+ 8,4	51,6	37,6	- 14,0
1986 11 premiers mois	59,0	50,5	- 8,5	40,4	51,1	+ 10,7	45,4	38,3	- 7,1
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1984 3 ^e trimestre	9,2	10,4	+ 1,2	20,5	22,7	+ 2,2	157,9	155,5	- 2,4
4 ^e trimestre	9,8	14,6	+ 4,8	24,0	26,8	+ 2,8	191,5	182,9	- 8,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,8	180,5	- 15,3
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,4	+ 0,1	173,1	169,7	- 3,4
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,8	26,7	- 0,1	197,8	194,7	- 3,1
1986 1 ^{er} trimestre	10,6	15,8	+ 5,2	23,1	23,1	0,0	195,9	191,3	- 4,6
2 ^e trimestre	11,0	15,2	+ 4,2	21,8	22,2	+ 0,4	188,0	193,7	+ 5,7
3 ^e trimestre	10,9	11,9	+ 1,0	19,7	20,7	+ 1,0	168,2	166,0	- 2,2
1985 11 premiers mois	9,9	14,3	+ 4,4	24,8	25,7	+ 0,9	189,4	182,2	- 7,2
1986 11 premiers mois	10,8	14,8	+ 4,0	21,5	22,3	+ 0,8	184,5	186,7	+ 2,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, depuis 1981, Grèce et depuis 1986, Espagne et Portugal.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1984 3 ^e trimestre	14,8	14,4	- 0,4	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,3	7,2	- 2,1
1986 1 ^{er} trimestre	14,7	13,5	- 1,2	6,9	1,9	- 5,0	10,1	7,2	- 2,9
2 ^e trimestre	14,6	13,4	- 1,2	8,5	2,4	- 6,1	6,8	6,1	- 0,7
3 ^e trimestre	10,4	12,1	+ 1,7	7,0	2,3	- 4,7	4,2	5,0	+ 0,8
1985 10 premiers mois	15,8	16,7	+ 0,9	5,8	2,1	- 3,7	8,6	8,4	- 0,2
1986 10 premiers mois	12,9	13,5	+ 0,6	7,2	2,4	- 4,8	6,6	6,1	- 0,5
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1984 3 ^e trimestre	199,6	195,2	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,9	5,5	- 7,4
4 ^e trimestre	239,2	229,1	- 10,1	27,1	30,7	+ 3,6	13,4	6,6	- 6,8
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,3	233,1	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	7,9	6,9	- 1,0
3 ^e trimestre	218,1	212,4	- 5,7	25,4	24,7	- 0,7	11,1	5,9	- 5,2
4 ^e trimestre	248,8	243,8	- 5,0	25,1	24,2	- 0,9	8,0	7,0	- 1,0
1986 1 ^{er} trimestre	240,3	230,6	- 9,7	25,3	22,5	- 2,8	6,5	6,3	- 0,2
2 ^e trimestre	234,6	234,1	- 0,5	23,3	19,6	- 3,7	6,4	5,5	- 0,9
3 ^e trimestre	204,5	203,4	- 1,1	19,4	18,9	- 0,5	6,7	4,4	- 2,3
1985 11 premiers mois	239,1	228,5	- 10,6	28,1	26,2	- 1,9	9,0	6,7	- 2,3
1986 11 premiers mois	226,1	227,0	+ 0,9	21,9	21,0	- 0,9	6,6	5,3	- 1,3

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	* 1985		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	2.864,2	2.892,0	- 27,8
1.12 Travail à façon	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	108,1	52,0	+ 56,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	12,8	—	+ 12,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	164,6	138,4	+ 26,2
1.3 Autres frais de transport	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	76,1	81,2	- 5,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	98,7	121,7	- 23,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	1.209,6	1.217,5	- 7,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	78,8	16,8	+ 62,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	25,4	20,5	+ 4,9
1.72 Autres	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	251,5	269,7	- 18,2
Total 1	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	4.889,8	4.809,8	+ 80,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	36,5	43,9	- 7,4
2.2 Transferts publics	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	50,3	82,6	- 32,3
Total 2	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	86,8	126,5	- 39,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	4.976,6	4.936,3	+ 40,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,6	+ 88,1	195,7	174,2	+ 21,5
3.12 Avoirs	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	0,3	5,6	- 5,3
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	+ 1,7	7,8	10,5	- 2,7
Total 3	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	203,8	190,3	+ 13,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	—	26,0	- 26,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	+ 7,0	13,0	17,6	- 4,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	2,5	15,3	- 12,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	—	122,1	- 122,1
4.2312 Investissements directs ..	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	20,8	34,5	- 13,7
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	4,5	—	+ 4,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	- 1,2	20,5	—	+ 20,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	73,7	16,8	+ 56,9
4.2323 Immeubles	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	6,9	3,0	+ 3,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	—	7,7	- 7,7
Total 4	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 40,8	- 85,0	145,8	247,8	- 102,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 11,1	+ 10,3	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	—	8,5	- 8,5
Total 1 à 5	- 115,5	- 73,4	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	5.326,2	5.382,9	- 56,7
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	—	—	- 10,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	—	—	- 7,0
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	—	—	- 29,2
6.2122 Monnaies étrangères	- 60,5	- 38,5	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	—	—	- 6,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	—	—	+ 0,1
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	—	—	- 0,4
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	—	—	+ 4,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	—	—	- 8,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1984				* 1985				* 1986
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 27,4	+ 2,2	- 12,0	- 36,7	+ 9,5	+ 0,5	- 6,0	- 31,8	- 1,2
1.12 Travail à façon	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	+ 19,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7
1.3 Autres frais de transport	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6
1.4 Déplacements à l'étranger	- 3,8	- 3,5	- 12,1	+ 2,6	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 5,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 4,5	- 11,3	+ 1,3	+ 11,0	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7
1.72 Autres	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,3	- 3,4
Total 1	- 6,5	+ 31,9	+ 1,7	+ 21,2	+ 25,8	+ 21,4	+ 22,3	+ 10,5	+ 42,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 2,1
2.2 Transferts publics	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 9,9	- 7,5	- 5,0	- 9,9	- 9,3
Total 2	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 10,5	- 9,6	- 7,2	- 12,4	- 11,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 20,9	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,1	- 1,9	+ 30,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 56,7	+ 33,8	+ 12,1	- 14,5	+ 22,6	- 22,0	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6
3.12 Avoirs	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3	- 1,5	- 1,4	- 0,8
Total 3	+ 55,9	+ 32,1	+ 10,5	- 15,4	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 3,3	- 34,1	+ 23,7	+ 11,8	- 18,1	- 22,6	+ 2,8	+ 11,9	- 12,9
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	- 0,2	- 3,5	- 1,4	+ 0,5	- 2,9
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 15,2	+ 5,5	- 1,1	- 2,0	- 0,6
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 35,5	- 27,5	- 19,8	- 27,7	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8	- 38,7
4.2312 Investissements directs ..	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5
4.2313 Immeubles	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2
4.2314 Autres	- 3,3	+ 3,1	- 9,0	+ 3,4	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 11,4	- 9,9
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3
4.2322 Investissements directs ..	- 0,6	- 2,7	+ 7,6	+ 16,5	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3
4.2323 Immeubles	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8
4.2324 Autres	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 8,0	+ 4,0
Total 4	- 23,1	- 63,1	+ 0,6	+ 0,6	- 26,8	- 19,3	- 63,3	+ 7,4	- 50,9
5. Erreurs et omissions	- 17,1	- 2,1	+ 2,2	+ 7,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 14,7	+ 1,5
Total 1 à 5	- 5,2	- 15,0	+ 3,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8	+ 3,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8
6.2122 Monnaies étrangères	+ 21,3	- 36,1	- 27,3	- 6,0	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	- 15,3
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2
6.222 Autres	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,4	+ 0,4
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 7,3
6.232 Autres (réserv. de change nettes) p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 2,4

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1985			1986*		
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	728,0	759,8	- 31,8	693,4	694,6	- 1,2
1.12 Travail à façon	30,3	11,8	+ 18,5	31,7	12,7	+ 19,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	0,2	- 0,2	10,7	—	+ 10,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	40,7	33,2	+ 7,5	37,5	30,8	+ 6,7
1.3 Autres frais de transport	19,1	20,9	- 1,8	15,5	19,1	- 3,6
1.4 Déplacements à l'étranger	21,9	22,5	- 0,6	16,4	21,5	- 5,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	279,5	276,1	+ 3,4	284,2	282,5	+ 1,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	20,2	3,3	+ 16,9	20,7	4,9	+ 15,8
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,8	5,9	+ 0,9	6,7	5,0	+ 1,7
1.72 Autres	68,1	70,4	- 2,3	68,1	71,5	- 3,4
Total 1	1.214,6	1.204,1	+ 10,5	1.184,9	1.142,6	+ 42,3
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	9,2	11,7	- 2,5	7,9	10,0	- 2,1
2.2 Transferts publics	13,2	23,1	- 9,9	13,8	23,1	- 9,3
Total 2	22,4	34,8	- 12,4	21,7	33,1	- 11,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.237,0	1.238,9	- 1,9	1.206,6	1.175,7	+ 30,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	51,1	26,7	+ 24,4	136,4	94,8	+ 41,6
3.12 Avoirs	0,3	4,3	- 4,0	0,0	0,5	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics	2,7	4,1	- 1,4	0,1	0,9	- 0,8
Total 3	54,1	35,1	+ 19,0	136,5	96,2	+ 40,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	11,9	—	+ 11,9	—	12,9	- 12,9
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	1,8	1,3	+ 0,5	4,0	6,9	- 2,9
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	1,9	3,9	- 2,0	5,5	6,1	- 0,6
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	27,8	- 27,8	—	38,7	- 38,7
4.2312 Investissements directs ..	8,4	21,1	- 12,7	6,9	8,4	- 1,5
4.2313 Immeubles	1,1	1,4	- 0,3	1,1	1,3	- 0,2
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	11,4	—	+ 11,4	—	9,9	- 9,9
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	8,5	—	+ 8,5	11,3	—	+ 11,3
4.2322 Investissements directs ..	32,6	7,1	+ 25,5	14,9	15,2	- 0,3
4.2323 Immeubles	1,7	1,3	+ 0,4	1,4	0,6	+ 0,8
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	—	8,0	- 8,0	4,0	—	+ 4,0
Total 4	79,3	71,9	+ 7,4	49,1	100,0	- 50,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	14,7	- 14,7	1,5	—	+ 1,5
Total 1 à 5	1.370,4	1.360,6	+ 9,8	1.393,7	1.371,9	+ 21,8
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 5,8	—	—	+ 3,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 2,9	—	—	+ 0,2
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	+ 3,4	—	—	+ 39,8
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 3,1	—	—	- 15,3
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,7	—	—	- 2,2
6.222 Autres	—	—	- 0,4	—	—	+ 0,4
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 6,2	—	—	- 7,3
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	- 0,3	—	—	+ 2,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	1984	* 1985	* 1985				* 1986			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 72,8	- 49,0	- 6,8	- 24,3	- 3,7	- 4,2	- 11,6	+ 2,2	+ 25,9	+ 1,0
1.12 Travail à façon	+ 58,9	+ 56,1	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 5,4	+ 19,0	+ 26,3	+ 22,6	+ 5,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 25,5	+ 12,8	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	+ 3,4	+ 10,7	+ 3,8	+ 5,0	+ 2,0
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 14,5	+ 26,2	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 3,0	+ 6,7	+ 7,3	+ 7,4	+ 3,0
1.3 Autres frais de transport	+ 3,0	- 5,1	- 1,0	- 0,5	- 1,8	0,0	- 3,6	- 3,6	- 4,1	- 2,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,8	- 23,0	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 1,2	- 5,1	- 5,5	- 18,6	- 1,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 3,5	- 7,9	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,5	+ 1,7	- 4,7	+ 4,1	+ 1,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 54,6	+ 62,0	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 5,4	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1	+ 6,2
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 4,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,4	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,8	+ 0,6
1.72 Autres	- 19,4	- 18,2	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 1,8	- 3,4	- 1,3	- 5,2	- 1,4
Total 1	+ 49,4	+ 58,8	+ 9,5	- 3,4	+ 24,6	+ 13,9	+ 31,9	+ 43,6	+ 58,0	+ 14,3
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 10,0	- 7,4	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 0,9	- 2,1	- 1,1	- 0,4	- 0,4
2.2 Transferts publics	- 40,9	- 32,3	- 9,9	- 7,5	- 5,0	- 4,2	- 9,3	- 8,0	- 11,6	- 1,9
Total 2	- 50,9	- 39,7	- 10,5	- 9,6	- 7,2	- 5,1	- 11,4	- 9,1	- 12,0	- 2,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 1,5	+ 19,1	- 1,0	- 13,0	+ 17,4	+ 8,8	+ 20,5	+ 34,5	+ 46,0	+ 12,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 88,1	+ 21,7	+ 22,6	- 22,0	- 3,5	+ 4,9	+ 41,6	- 15,8	+ 10,6	+ 17,0
3.12 Avoirs	- 6,7	- 5,3	0,0	- 0,8	- 0,5	- 0,3	- 0,5	- 0,4	- 0,8	- 0,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,7	- 2,9	- 0,1	+ 0,3	- 1,5	- 0,3	- 0,8	- 1,7	- 1,5	- 5,4
Total 3	+ 83,1	+ 13,5	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 4,3	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3	+ 10,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 3,0	- 4,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,2	- 2,5	- 2,1	- 0,1	+ 0,1
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,0	- 4,6	- 0,2	- 3,5	- 1,4	- 0,5	- 2,9	- 1,7	+ 3,1	+ 0,8
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,9	- 12,8	- 15,2	+ 5,5	- 1,1	+ 3,1	- 0,6	- 7,2	- 8,5	+ 1,2
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 110,5	- 122,1	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 8,7	- 38,7	- 57,4	- 48,7	- 9,2
4.2312 Investissements directs ..	- 16,3	- 13,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 1,4	- 1,5	- 31,7	- 2,3	- 2,8
4.2313 Immeubles	- 0,8	- 0,9	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6	- 0,5
4.2314 Autres	- 5,8	+ 4,5	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 7,3	- 9,9	- 6,4	- 2,4	- 2,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	- 1,2	+ 20,5	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 2,0	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2	+ 4,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 20,8	+ 56,9	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 1,9	+ 0,3	+ 1,6	+ 3,5	+ 1,9
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7
4.2324 Autres	+ 18,8	- 7,7	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 12,4	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6	- 1,7
Total 4	- 86,1	- 80,8	- 10,5	+ 5,5	- 65,6	- 13,9	- 40,5	- 83,2	- 48,2	- 7,5
5. Erreurs et omissions	- 9,5	- 8,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 12,9	+ 1,5	+ 6,7	+ 15,8	- 20,4
Total 1 à 5	- 14,0	- 56,7	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	- 13,7	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9	- 5,2
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,9	- 10,1	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 1,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2	+ 0,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 20,8	- 7,0	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	- 3,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8	- 3,5
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 33,4	- 29,2	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	- 2,5	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8	+ 4,5
6.2122 Monnaies étrangères	- 48,1	- 6,6	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 0,1	- 15,3	- 24,0	+ 50,4	- 8,0
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 2,7	+ 0,1	- 2,0	0,0	+ 1,4	- 1,3	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2	- 1,3
6.222 Autres	+ 0,2	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	- 0,2
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 18,9	+ 4,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 4,8	- 7,3	+ 0,3	- 5,9	+ 1,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 67,2	- 8,4	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 9,1	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7	+ 1,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note 1.

³ Voir tableau IX-1, note 2.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1982	1983	1984	* 1985	* 1986			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 40,3	+ 30,9	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 112,8	- 42,6	- 1,5	+ 19,1	+ 20,5	+ 34,5	+ 46,0	+ 12,0
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3	+ 10,7
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 103,9	+ 92,4	+ 68,1	+ 27,0	+ 58,1	- 55,2	- 11,5	- 5,5
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 27,1	+ 27,1	- 0,2
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 12,1	+ 5,5	+ 4,6	+ 6,7	+ 2,7
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,6	- 20,5	+ 1,1	- 21,2	- 10,4	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	- 2,5	- 2,1	- 0,1	+ 0,1
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 2,9	- 22,8	- 83,1	- 76,0	- 38,0	- 81,1	- 48,1	- 7,6
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 8,8	- 74,2	- 280,0	- 16,7	- 12,9	- 109,7	- 58,9	- 26,8
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	- 210,6	- 201,0	+ 169,0	- 29,1	- 10,7
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	- 25,7	+ 93,6	+ 279,2	+ 27,1	+ 14,3	+ 145,7	+ 49,1	+ 30,7
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	+ 238,4	+ 233,0	- 162,8	+ 25,5	+ 15,6
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 29,6	- 40,2	+ 59,2	- 2,9	- 4,3
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 26,5	- 2,0	+ 12,2	- 25,5	- 73,0	+ 64,6	- 4,9	+ 4,5
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 115,2	- 19,8	- 32,9	- 39,8	- 46,0	+ 44,3	- 23,1	+ 2,4
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 30,1	- 17,6	- 31,5	- 2,3	+ 41,0	- 70,8	+ 8,5	- 9,4
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 11,9	- 20,9	- 9,5	- 8,5	+ 1,5	+ 6,7	+ 15,8	- 20,4
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	+ 1,8	- 1,1	- 6,0	+ 7,2
Total 1 à 7⁴ ...	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 2,4	+ 0,8	+ 2,4	+ 1,0
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	+ 2,3	- 0,4	- 4,6	+ 1,5
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0	0,0
8.32 Autres	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 31,6	- 2,3	+ 27,8	- 20,4	- 0,3
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 27,1	+ 27,1	- 0,2
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	+ 2,4	+ 0,5	+ 0,3	0,0
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paieiments d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1984 9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
1986 3 premiers mois	30,0	20,2	10,7	9,4	3,6	2,0	0,3	76,2	18,2	5,6
6 premiers mois	29,6	20,5	11,0	9,6	3,5	2,2	0,4	76,8	17,6	5,6
9 premiers mois	29,6	21,0	11,2	9,4	3,4	2,4	0,4	77,4	16,7	5,9
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1984 9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5
1986 3 premiers mois	36,4	18,4	16,5	7,4	4,1	3,0	0,6	86,4	9,9	3,7
6 premiers mois	36,3	18,9	15,7	7,6	4,2	2,9	0,6	86,2	9,8	4,0
9 premiers mois	36,3	19,0	15,5	7,7	4,1	2,8	0,6	86,0	9,9	4,1

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXI^e année, tome II, n° 3, septembre 1986 : « La balance des paiements de l'union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1984 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais ²	1 Ecu ³
1978	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
1986 Année	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	43,79
du 1-1 au 3-4	48,12	20,46	25,64	6,66	69,29	3,00	34,26	18,13	6,49	24,31	32,58	5,56	291,27	6,56	9,13	31,47	0,87	62,01	44,35
du 7-4 au 1-8	45,33	20,46	27,26	6,40	68,41	2,98	32,79	18,16	6,33	24,82	32,12	5,51	291,16	6,11	8,86	30,37	0,81	61,90	43,89
du 4-8 au 31-12 ..	41,99	20,75	26,61	6,34	60,83	3,00	30,30	18,38	6,07	25,30	31,26	5,50	295,00	5,66	8,55	28,51	0,66	56,80	43,37

¹ Pour les périodes composant les années 1978 à 1985, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu
1984 4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
2 ^e trimestre	45,88	20,41	26,99	6,42	69,13	2,98	33,15	18,12	6,37	24,58	32,10	5,52	290,53	6,20	8,93	30,62	0,82	62,00	43,92
3 ^e trimestre	43,12	20,67	27,66	6,36	64,24	3,00	31,14	18,33	6,19	25,56	31,88	5,49	293,87	5,84	8,67	29,35	0,72	58,73	43,65
4 ^e trimestre	41,67	20,78	26,02	6,34	59,53	3,00	30,10	18,39	6,03	25,07	30,98	5,51	295,35	5,58	8,49	28,14	0,63	56,60	43,28
1986 Janvier	49,95	20,44	24,95	6,66	71,17	3,00	35,49	18,14	6,58	24,16	32,67	5,58	290,79	6,61	9,22	31,87	0,89	62,21	44,51
Février	47,76	20,47	25,89	6,67	68,25	3,01	33,99	18,12	6,46	24,44	32,51	5,55	291,25	6,56	9,10	31,32	0,87	61,93	44,27
Mars	46,36	20,48	25,98	6,66	67,96	3,01	33,05	18,14	6,41	24,32	32,54	5,54	291,81	6,50	9,05	31,13	0,84	61,90	44,25
Avril	46,28	20,39	26,47	6,43	69,33	2,98	33,37	18,09	6,40	24,37	32,20	5,53	290,44	6,48	9,05	30,90	0,84	61,96	43,93
du 1 ^{er} au 3 ...	48,27	20,44	26,96	6,65	70,77	3,01	34,67	18,14	6,53	24,53	32,61	5,54	291,42	6,61	9,19	31,62	0,86	61,86	44,43
du 7 au 30 ...	45,95	20,38	26,38	6,40	69,09	2,97	33,15	18,08	6,38	24,35	32,13	5,53	290,28	6,46	9,03	30,78	0,83	61,98	43,84
Mai	45,62	20,42	27,29	6,41	69,26	2,98	33,20	18,13	6,37	24,57	32,14	5,52	290,42	6,11	8,92	30,73	0,82	62,12	43,93
Juin	45,69	20,43	27,25	6,41	68,83	2,98	32,89	18,15	6,34	24,81	31,97	5,51	290,72	6,00	8,81	30,25	0,81	61,93	43,91
Juillet	44,34	20,58	27,94	6,40	66,95	3,00	32,13	18,27	6,28	25,39	32,23	5,50	292,74	5,94	8,75	29,89	0,77	61,65	43,88
Août	42,73	20,71	27,73	6,35	63,47	3,01	30,76	18,37	6,16	25,71	31,84	5,50	294,39	5,81	8,66	29,31	0,71	57,51	43,61
au 1 ^{er} août ...	43,12	20,71	28,11	6,37	64,33	3,01	31,24	18,38	6,20	25,92	32,00	5,48	294,60	5,84	8,67	29,55	0,75	61,21	43,74
du 4 au 29 ...	42,71	20,71	27,71	6,35	64,43	3,01	30,74	18,37	6,16	25,70	31,83	5,50	294,38	5,81	8,66	29,29	0,71	57,32	43,60
Septembre	42,26	20,72	27,33	6,33	62,23	3,00	30,48	18,35	6,12	25,59	31,55	5,48	294,54	5,76	8,61	28,85	0,69	56,91	43,45
Octobre	41,60	20,76	26,64	6,34	59,34	3,00	29,96	18,37	6,04	25,36	31,22	5,51	295,13	5,66	8,51	28,33	0,64	56,57	43,25
Novembre	42,04	20,78	25,82	6,35	59,82	3,00	30,35	18,39	6,04	24,96	30,92	5,51	295,27	5,58	8,49	28,16	0,64	56,62	43,32
Décembre	41,42	20,81	25,52	6,34	59,50	3,00	30,03	18,41	6,00	24,86	30,78	5,50	295,68	5,51	8,46	27,91	0,61	56,61	43,27
1987 Janvier	38,59	20,77	24,95	6,23	58,13	2,93	28,33	18,41	5,84	24,76	29,80	5,48	295,12	5,38	8,32	27,11	0,50	55,52	42,86
du 1 ^{er} au 9 ...	40,07	20,83	25,30	6,27	59,20	2,97	29,16	18,45	5,93	24,80	30,50	5,50	295,83	5,44	8,42	27,59	0,57	56,36	43,14
du 12 au 31 ..	37,99	20,74	24,82	6,21	57,70	2,92	28,00	18,40	5,80	24,74	29,52	5,47	294,84	5,36	8,28	26,92	0,47	55,19	42,74

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges
1979	37,86
1980	38,04
1981	43,71
1982	50,43
1983	54,64
1984	59,18
1985	60,12
1986	52,33
1984 4 ^e trimestre	61,25
1985 1 ^{er} trimestre	63,17
2 ^e trimestre	61,69
3 ^e trimestre	59,11
4 ^e trimestre	56,55
1986 1 ^{er} trimestre	54,05
2 ^e trimestre	53,23
3 ^e trimestre	51,85
4 ^e trimestre	50,27
1986 Janvier	54,84
Février	53,91
Mars	53,29
Avril	53,26
Mai	53,22
Juin	53,21
Juillet	52,72
Août	51,63
Septembre	51,16
Octobre	50,41
Novembre	50,47
Décembre	49,99
1987 Janvier	48,26

Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
	Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
45,88	46,19	46,25	+ 0,90	+ 0,81
43,12	43,55	43,58	+ 1,00	+ 0,93
41,67	42,00	42,01	+ 1,46	+ 1,24
49,95	50,62	50,61	+ 2,48	+ 1,61
47,76	48,28	48,32	+ 2,88	+ 1,69
46,36	46,93	46,96	+ 2,95	+ 2,02
46,28	46,66	46,73	+ 1,71	+ 1,46
45,62	45,86	45,92	+ 0,82	+ 0,82
45,69	46,01	46,06	+ 0,15	+ 0,15
44,34	44,70	44,76	+ 0,48	+ 0,47
42,73	43,14	43,17	+ 1,19	+ 1,09
42,26	42,72	42,77	+ 1,36	+ 1,23
41,60	41,90	41,95	+ 1,50	+ 1,34
42,04	42,37	42,33	+ 1,37	+ 1,28
41,42	41,77	41,81	+ 1,48	+ 1,10
38,59	39,19	39,28	+ 2,23	+ 1,50

¹ Formule = $\frac{\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}}{\text{Cours du marché au comptant}} \times 100 \times 4$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 4 AOUT 1986 au 9 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64200	18,5430	5,00700	3637,40	16,3045	1,81470
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,70	15,9419	1,77431
		5,39350	17,7270	4,78700	3226,30	15,5870	1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05		336,160	90,7700	65941,0	295,570	32,8940
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	32,1644
	1772,45		321,360	86,7800	58480,0	282,560	31,4465
100 couronnes danoises	564,100	31,1175		27,6150	20062,0	89,9250	10,0087
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,78604
	539,300	29,7475		26,4000	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2089,00	115,235	378,760		74295,0	333,030	37,0644
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,6	325,617	36,2405
	1997,20	110,168	362,090		65898,0	318,370	35,4358
100 liras italiennes	3,10000	0,171000	0,562000	0,151750		0,494100	0,0549952
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0517943
	2,74900	0,151650	0,498500	0,134600		0,438300	0,0487799
100 francs français	641,550	35,3900	116,320	31,4100	22817,0		11,3830
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	11,1299
	613,350	33,8325	111,200	30,0300	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5764,20	318,000	1045,11	282,200	205003,0	918,900	
	5635,98	310,903	1021,86	275,934	193071,0	898,480	—
	5510,60	304,000	999,130	269,800	181834,0	878,500	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 12 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 liras italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²							
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2	
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32	
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1	
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21	
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	
1984 4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29	
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35	
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53	
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42	
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13	
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52	
2 ^e trimestre	43,93	+ 0,05	+ 0,07	+ 0,02	+ 1,92	+ 2,08	+ 1,16	+ 30	+ 28	+ 25	+ 40	- 25	- 79	- 24	
3 ^e trimestre	43,65	+ 1,09	- 0,38	+ 1,18	+ 2,83	+ 1,36	+ 1,05	+ 44	- 9	+ 59	- 19	- 36	- 25	- 7	
4 ^e trimestre	43,29	+ 1,45	- 0,15	+ 1,73	+ 2,79	+ 1,13	+ 0,43	+ 53	- 17	+ 56	- 44	- 36	- 2	+ 29	
1986 Janvier	44,51	+ 2,02	+ 1,10	+ 2,05	+ 1,70	+ 1,99	+ 0,56	+ 66	- 30	+ 13	- 42	- 18	- 32	+ 36	
Février	44,27	+ 1,91	+ 0,64	+ 2,17	+ 1,99	+ 2,08	+ 0,09	+ 68	- 22	+ 36	- 45	- 22	- 33	+ 60	
Mars	44,25	+ 2,04	+ 0,51	+ 2,24	+ 2,09	+ 1,94	+ 0,07	+ 69	- 27	+ 43	- 47	- 23	- 25	+ 61	
Avril	43,94	+ 0,04	+ 0,19	+ 0,09	+ 1,83	+ 1,93	+ 1,00	+ 28	+ 28	+ 18	+ 34	- 25	- 72	- 18	
Mai	43,93	+ 0,02	+ 0,05	- 0,06	+ 1,94	+ 2,15	+ 1,41	+ 30	+ 30	+ 26	+ 46	- 25	- 82	- 35	
Juin	43,91	+ 0,10	- 0,02	+ 0,03	+ 1,98	+ 2,17	+ 1,08	+ 30	+ 26	+ 30	+ 40	- 26	- 82	- 20	
Juillet	43,88	+ 0,78	- 0,22	+ 0,78	+ 2,71	+ 1,94	+ 0,60	+ 41	+ 3	+ 48	+ 4	- 37	- 59	+ 11	
Août	43,61	+ 1,31	- 0,25	+ 1,37	+ 3,00	+ 1,24	+ 1,63	+ 51	- 13	+ 59	- 22	- 34	- 11	- 26	
Septembre	43,45	+ 1,22	- 0,68	+ 1,42	+ 2,79	+ 0,85	+ 0,98	+ 41	- 19	+ 70	- 39	- 36	- 1	- 7	
Octobre	43,25	+ 1,34	- 0,10	+ 1,64	+ 2,78	+ 1,11	+ 0,37	+ 50	- 15	+ 51	- 41	- 37	- 4	+ 29	
Novembre	43,33	+ 1,46	- 0,13	+ 1,73	+ 2,85	+ 1,29	+ 0,47	+ 54	- 17	+ 56	- 41	- 36	- 10	+ 29	
Décembre	43,29	+ 1,55	- 0,21	+ 1,82	+ 2,75	+ 1,00	+ 0,46	+ 54	- 21	+ 60	- 49	- 35	+ 7	+ 30	
1987 Janvier	42,87	+ 0,85	+ 0,69	+ 0,96	+ 1,82	+ 0,73	- 0,08	+ 38	- 3	- 4	- 12	- 22	+ 2	+ 38	

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	*106,7	*102,5	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1984 4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	102,0	99,5	93,7	121,3	132,8	186,6	71,4	74,8	45,4	122,4	67,4	153,2	84,6	85,0
2 ^e trimestre	103,8	101,2	94,7	116,2	134,3	202,7	69,4	76,0	46,1	124,2	67,4	157,1	85,5	81,4
3 ^e trimestre	105,9	102,9	95,8	111,5	138,4	216,6	69,9	71,9	47,2	128,2	67,3	166,6	87,6	78,7
4 ^e trimestre	*107,8	*104,7	97,1	110,6	142,2	208,3	71,1	68,2	48,1	130,6	67,2	166,7	89,9	77,3
1986 Janvier	101,2	98,1	93,6	125,4	131,5	177,9	70,6	75,8	44,1	121,2	67,6	150,8	83,7	84,6
Février	102,5	99,3	93,4	120,5	133,0	189,3	71,5	74,2	45,9	122,4	67,2	154,1	84,6	85,1
Mars	103,1	99,9	94,0	117,9	134,0	192,8	71,9	74,5	46,3	123,5	67,4	154,8	85,5	85,3
Avril	103,8	100,4	94,8	117,5	133,9	197,0	69,6	76,1	46,0	123,7	67,4	155,3	85,2	84,9
Mai	104,2	100,8	94,6	115,0	134,5	205,8	69,2	76,2	46,1	124,4	67,5	157,0	85,5	80,5
Juin	104,3	100,9	94,8	116,0	134,5	205,2	69,4	75,8	46,2	124,7	67,4	158,9	85,7	79,0
Juillet	104,9	101,4	95,0	113,1	136,1	214,8	69,6	74,0	46,7	126,4	67,4	163,6	86,4	78,8
Août	106,4	102,7	95,9	110,9	138,9	218,4	70,0	71,3	47,4	128,8	67,4	168,0	88,1	78,7
Septembre	107,1	103,3	96,4	110,5	140,0	216,7	70,1	70,4	47,6	129,4	67,3	168,2	88,3	78,7
Octobre	108,1	104,2	96,9	109,9	141,6	213,8	71,1	67,7	48,0	130,4	67,2	168,0	89,8	78,2
Novembre	107,8	104,0	97,0	111,5	141,9	206,0	71,1	68,4	48,0	130,3	67,2	165,6	89,7	77,1
Décembre	*108,3	*104,5	97,4	110,4	143,1	205,1	71,3	68,4	48,3	131,2	67,1	166,4	90,3	76,5
1987 Janvier	*110,8	*106,8												

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome 1, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 ⁵ 3 premiers mois	328,0	339,2	555,2	566,4	- 227,2	3,1	40,4	- 37,3	- 264,5
6 premiers mois	684,2	707,0	1.062,0	1.084,8	- 377,8	6,4	82,4	- 76,0	- 453,8
9 premiers mois	1.038,8	1.072,3	1.440,0	1.473,5	- 401,2	10,8	125,1	- 114,3	- 515,5
10 premiers mois	1.183,8	1.221,1	1.580,0	1.617,3	- 396,2	12,0	140,9	- 128,9	- 525,1
11 premiers mois	1.267,7	1.308,8	1.671,4	1.712,5	- 403,7	13,1	159,5	- 146,4	- 550,1
12 mois	1.414,9	1.459,9	1.760,2	1.805,2	- 345,3	15,4	180,0	- 164,6	- 509,9
1986 1 ^{er} mois	126,4	130,5	221,1	225,2	- 94,7	1,3	15,7	- 14,4	- 109,1
2 premiers mois	224,8	233,1	379,5	387,8	- 154,7	2,1	31,8	- 29,7	- 184,4
3 premiers mois	319,4	332,0	567,3	579,9	- 247,9	3,0	39,2	- 36,2	- 284,1
4 premiers mois	479,9	496,7	724,2	741,0	- 244,3	4,2	57,1	- 52,9	- 297,2
5 premiers mois	556,6	577,6	878,7	899,7	- 322,1	6,0	67,2	- 61,2	- 383,3
6 premiers mois	686,5	711,9	1.067,8	1.093,2	- 381,3	7,0	79,7	- 72,7	- 454,0
7 premiers mois	870,1	899,7	1.241,9	1.271,5	- 371,8	8,5	93,8	- 85,3	- 457,1
8 premiers mois	970,2	1.003,9	1.352,0	1.385,7	- 381,8	9,8	105,0	- 95,2	- 477,0
9 premiers mois	1.056,7	1.094,5	1.470,4	1.508,2	- 413,7	11,0	117,9	- 106,9	- 520,6
10 premiers mois	1.205,7	1.248,9	1.587,3	1.630,5	- 381,6	12,3	139,4	- 127,1	- 508,7

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés

Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

⁵ Depuis janvier 1985, les données sont élaborées selon la nouvelle méthodologie de la Trésorerie. Certains concepts ayant été modifiés, les données ne sont plus entièrement comparables à celles de 1984 et des années antérieures.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (13)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵				Divers ⁷	Total (13) = (7) à (12)	
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers			En monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	Fonds des Rentes (8) ⁶	Autres ⁶ (9)	(10)	(11)	(12)			
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	-233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	-284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	-371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	-526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	-110,1	-605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	-601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	-457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	-575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	-571,1	+389,8	0,0	+ 30,9	+169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+181,3
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 12,8	- 21,3	-295,6	+203,4	0,0	- 53,2	+138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
6 premiers mois	-453,8	- 1,7	- 17,2	- 42,2	-514,9	+328,8	0,0	- 37,7	.	+ 25,8	- 10,0	.	+186,1
8 premiers mois	-473,3	+ 6,7	- 17,4	- 63,0	-547,0	+316,2	0,0	- 33,5	.	+ 20,3	+ 4,8	.	+230,8
9 premiers mois	-515,5	+ 5,9	- 17,5	- 74,0	-601,1	+427,0	0,0	- 28,4	.	+ 11,9	+ 12,0	.	+174,1
10 premiers mois	-525,1	+ 13,9	- 17,8	- 84,6	-613,6	+430,4	0,0	- 16,8	.	+ 23,9	+ 13,5	.	+183,2
11 premiers mois	-550,1	- 4,2	- 17,8	- 89,8	-661,9	+445,8	0,0	- 5,6	.	+ 14,3	+ 14,7	.	+216,1
12 mois	-509,9	- 13,5	- 17,7	- 95,8	-636,9	+492,9	0,0	- 20,3	.	+ 13,6	+ 37,3	.	+144,0
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+ 17,8	0,0	- 9,6	-100,9	- 1,7	0,0	- 22,9	.	+ 32,7	+ 44,4	.	+102,6
2 premiers mois	-184,4	+ 4,1	- 1,4	- 14,6	-196,3	+ 92,1	0,0	- 12,3	.	- 0,4	+ 93,6	.	+104,2
3 premiers mois	-284,1	+ 8,7	- 1,4	- 16,3	-293,1	+123,0	0,0	+ 9,6	.	+ 11,5	+113,7	.	+170,1
4 premiers mois	-297,2	+ 19,7	- 2,0	- 17,9	-297,4	+164,9	0,0	- 2,9	.	+ 26,3	+100,9	.	+132,5
5 premiers mois	-383,3	+ 9,1	- 2,0	- 20,0	-396,2	+164,6	0,0	- 50,6	.	+ 32,9	+ 65,2	.	+231,6
6 premiers mois	-454,0	+ 12,6	- 11,6	- 21,5	-474,5	+163,2	0,0	- 23,4	.	+ 13,5	+ 39,2	.	+311,3
7 premiers mois	-457,1	+ 3,6	- 14,3	- 29,1	-496,9	+171,2	0,0	- 24,1	.	+ 16,6	+ 29,2	.	+325,7
8 premiers mois	-477,0	+ 3,1	- 14,8	- 30,8	-519,5	+150,2	0,0	- 1,7	.	+ 13,8	+ 48,1	.	+369,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

⁷ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public.

⁸ Cf. tableau XI-1, note 5.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dettes en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	-17,8 ⁸	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
6 premiers mois	-453,8	-33,7	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
8 premiers mois	-473,3	-28,3	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois	-515,5	-35,4	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois	-525,1	-29,8	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois	-550,1	-49,0	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois	-509,9	-61,2	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+16,3	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois	-184,4	+ 0,5	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2
3 premiers mois	-284,1	+14,9	-269,2	+112,0	+ 70,0	+182,0	0,0	-13,6	+100,8	+ 87,2
4 premiers mois	-297,2	+ 4,0	-293,2	+169,0	+ 47,7	+216,7	0,0	-16,1	+ 92,6	+ 76,5
5 premiers mois	-383,3	- 6,6	-389,9	+166,9	+210,4	+377,3	0,0	-44,0	+ 56,6	+ 12,6
6 premiers mois	-454,0	-13,2	-467,2	+167,0	+278,7	+445,7	0,0	- 6,6	+ 28,1	+ 21,5
7 premiers mois	-457,1	-25,3	-482,4	+163,3	+303,8	+467,1	0,0	- 7,3	+ 22,6	+ 15,3
8 premiers mois	-477,0	-27,2	-504,2	+162,5	+312,4	+474,9	0,0	+ 8,8	+ 20,5	+ 29,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé [colonnes (2) et (3) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paratétatiques, autres que le Fonds des Rentes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

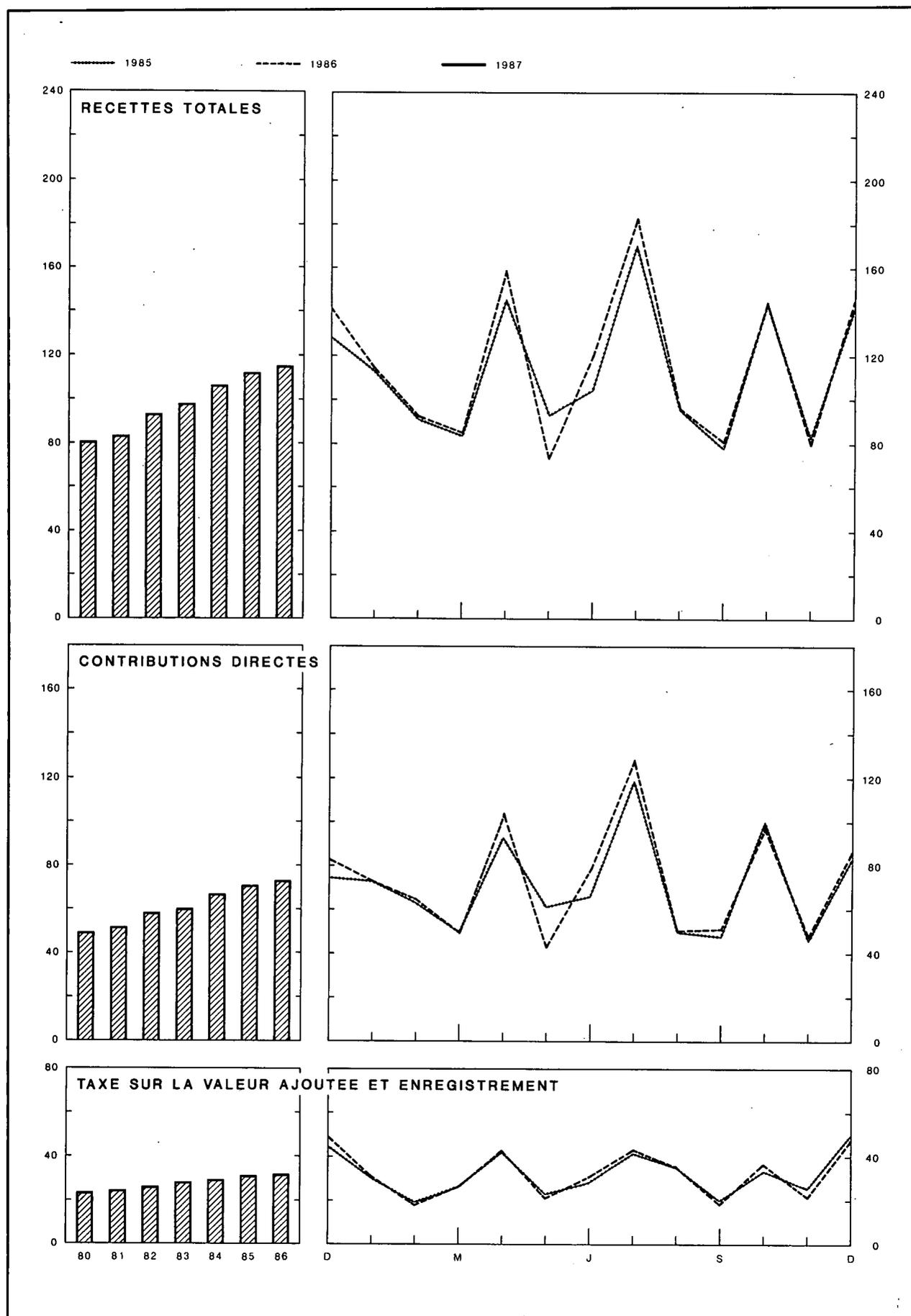
⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1986	874,6	179,6	109,9	378,1	1.362,6	13,3	1.375,9	131,4	410,3	1.416,3	1.429,6
1984 4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,2	75,0	286,1	2,9	289,0	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1986 1 ^{er} trimestre	187,0	3,0	26,5	76,0	289,5	2,9	292,4	31,8	83,2	302,0	304,9
2 ^e trimestre	225,4	51,9	28,3	96,1	349,8	2,9	352,7	34,0	103,3	362,7	365,6
3 ^e trimestre	231,1	46,9	27,8	98,7	357,6	3,7	361,3	33,0	105,9	370,0	373,7
4 ^e trimestre	231,1	77,8	27,3	107,3	365,7	3,8	369,5	32,6	117,9	381,6	385,4
1985 Décembre	82,7	30,9	7,8	49,8	140,3	1,1	141,4	9,6	51,9	144,2	145,3
1986 Janvier	72,7	1,4	9,3	31,7	113,7	1,1	114,8	11,0	34,1	117,8	118,9
Février	64,4	0,1	8,7	18,3	91,4	0,9	92,3	10,4	20,7	95,5	96,4
Mars	49,9	1,5	8,5	26,0	84,4	0,9	85,3	10,4	28,4	88,7	89,6
Avril	104,8	50,2	9,7	43,3	157,8	1,1	158,9	11,6	45,7	162,1	163,2
Mai	43,0	0,4	8,6	21,5	73,1	0,8	73,9	10,4	23,9	77,3	78,1
Juin	77,6	1,3	10,0	31,3	118,9	1,0	119,9	12,0	33,7	123,3	124,3
Juillet	128,5	44,2	9,6	43,3	181,4	1,4	182,8	11,4	45,7	185,6	187,0
Août	50,8	0,4	8,7	36,1	95,6	1,1	96,7	10,4	38,5	99,7	100,8
Septembre	51,8	2,3	9,5	19,3	80,6	1,2	81,8	11,2	21,7	84,7	85,9
Octobre	97,2	41,9	9,0	37,0	143,2	1,3	144,5	10,9	40,5	148,6	149,9
Novembre	47,0	0,8	8,8	23,2	79,0	1,1	80,1	10,5	26,7	84,2	85,3
Décembre	86,9	35,1	9,5	47,1	143,5	1,4	144,9	11,2	50,7	148,8	150,2

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de douane et, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres

aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1986			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1985			1986		
				Octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	874,6	.	.	100,3	45,9	82,7	97,2	47,0	86,9
précompte immobilier	1,9	.	.	0,4	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2
précompte mobilier	134,2	136,1	- 1,9	10,4	6,1	7,0	9,7	6,6	7,7
versements anticipés	179,6	191,9	- 12,3	41,6	0,4	30,9	41,9	0,8	35,1
impôts de sociétés (rôles)	- 13,7	- 9,3	- 4,4	2,1	0,1	- 1,4	0,7	- 3,1	0,4
impôts de personnes physiques (rôles)	14,9	16,2	- 1,3	4,2	2,0	0,5	5,3	2,2	0,6
précompte professionnel	534,6	535,5	- 0,9	39,6	35,5	42,6	37,3	38,9	39,6
divers	23,1	.	.	2,0	1,6	3,0	2,0	1,4	3,3
II. Douanes et accises	109,9	.	.	8,7	9,9	7,8	9,1	8,8	9,5
III. T.V.A. et enregistrement	378,1	.	.	33,8	25,9	49,8	36,9	23,2	47,1
B. Recettes en capital³	13,3	.	.	1,1	1,0	1,1	1,3	1,1	1,4
Total² ...	1.375,9	.	.	143,9	82,7	141,4	144,5	80,1	144,9
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.429,6	.	.	147,6	86,5	145,3	149,9	85,3	150,2

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—	.	.	1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,8			.	.		816,3	—	17,9	23,8		0,0	879,8
Obligations	80,6	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	200,5
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,7		0,0	—	591,0	740,1	176,8	0,0	1.511,0
Divers	0,0	10,9	75,1		223,0		0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.095,4)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(6,9)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.202,9)
Total ...	102,4	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	773,7	248,4	4,4	3.188,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4		0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0		0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(43,5)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(78,4)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	8,6	2,4	0,0	69,2
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	254,6	157,0	48,1	3.857,7
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4	—	0,0	—	3,8	—	0,0	24,9	0,0	0,0	68,7
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	516,7	9,4	6,6	868,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	0,0	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	25,9	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,1	10,3	0,0	203,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	1,9	—	17,4	—	46,0	1,5	0,0	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	25,9	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,8	10,3	3,2	4.326,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	.	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	11,5	8,9	0,0	0,8	0,0	—	0,0	21,2
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	—	0,0	—	—	4.505,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	128,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	2,6	2,8	0,0	0,0	0,0	421,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	472,1
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	0,0	0,0	—	0,4	—	1,2	—	0,0	0,0	31,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	1,0	1,1	0,0	357,5
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	29,4	10,7	0,0	460,7	501,7
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(.)	(66,2)
Total ...	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	202,0	—	0,0	0,0	—	—	202,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	2,9	2,6	—	9,2	0,5	—	—	15,2
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	0,3	97,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	0,0	7,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	—	0,0	2,0	17,3	0,0	107,0
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	0,0	0,0	0,9	—	—	—	—	—	—	96,5
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	32,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	0,0	502,6
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	53,5	196,6
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(.)	(13,0)
Total ...	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	.	0,1	—	0,0	0,0	0,6	0,0	16,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	0,0	2,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	0,0	16,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	161,9
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	0,0	82,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	51,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	0,0	955,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	16,6	288,1
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	127,9	270,8
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,0)
Total ...	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	2,6	11,6
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(3,6)
Total ...	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0
Secteurs indéterminés et ajustements		24,4	0,0	0,0	9,9		334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3
Total des créances	6.304,2	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,6	577,3	804,9	25.799,2

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,5	—	.	.	0,2	213,5	—	44,5	12,9	1,6	0,2	273,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	19,5						858,2		15,9	22,7		0,0	916,3
Obligations	85,7	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	14,1	—	31,2	0,2	58,5	0,0	198,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,3		0,0	3,1		0,0	—	583,4	772,5	185,8	0,0	1.545,1
Divers	0,0	9,4	75,3		260,3		0,0	—	2,8	0,6	4,9	0,0	353,3
(Actions et parts)	(1.203,2)	(11,2)	(56,1)	(.)	(0,2)	(0,0)	(4,6)	(—)	(7,2)	(0,3)	(33,6)	(0,0)	(1.316,4)
Total ...	105,2	10,2	75,3	0,0	263,4	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	0,2	3.286,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,4	.	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	2,3	—	0,0	6,8	0,0	0,0	13,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	1,1	0,0	0,2	0,4	0,0	23,6	1,9	19,3	6,4	11,4	0,0	98,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,0	0,0	56,1	41,9	0,0	21,0	26,4	7,9	14,9	168,3
Autres emprunts à plus d'un an	5,6	0,0		0,0	14,6	7,0	—	—	2,2	93,9	0,7	0,0	124,0
Divers	32,8	0,6	16,2	1,7	2,1	6,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,9	81,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(44,4)	(27,3)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(2,4)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(79,4)
Total ...	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	81,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	36,8	487,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	19,0	0,0	—	0,4	0,0	1,9	70,6	0,0	0,0	0,0	0,0	68,2	160,1
Certificats à un an au plus	—	6,7	—	6,0	0,9	362,2	518,5	219,3	177,5	180,2	0,0	0,0	1.471,3
Obligations accessibles à tout placeur	618,2	13,3	—	12,3	16,7	3,4	524,9	20,0	331,3	139,7	172,3	0,0	1.852,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	471,4	283,1	0,0	78,1	33,2	5,1	0,0	870,9
Divers		14,9	—	0,0	23,0	0,4	4,1	0,0	17,5	9,1	2,1	0,0	71,1
Total ...	637,2	34,9	—	18,7	40,6	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	68,2	4.425,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	94,3	—	0,0	8,7	0,0	0,0	103,0
Obligations accessibles à tout placeur	29,9	0,0	0,0	0,4	0,8	0,0	19,8	1,5	17,3	18,6	9,9	0,0	98,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,7	81,5	0,0	33,2	14,6	4,3	4,1	164,4
Autres emprunts à plus d'un an	11,9						0,0	—	66,0	458,7	0,0	0,0	536,6
Divers	12,9	2,4	28,9		0,0		4,0	—	0,0	20,3	0,0	0,0	68,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,8)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,8)
Total ...	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	26,7	199,6	1,5	116,5	520,9	14,2	4,1	970,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,0	—	—	—	—	—	4,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	14,9	0,0	22,6	6,0	6,9	0,0	53,8
Réserves de sécurité sociale	28,0	—	—	—	—	19,4	—	—	—	—	—	—	47,4
Divers	162,5	0,6	14,7	0,0	0,0	0,0	0,4	—	1,0	2,5	5,2	54,3	241,2
Total ...	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	54,3	346,4
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,2				2,7	127,8		16,8	30,0		2,6	180,1
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				920,9		6,8	0,0		0,0	927,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²							3.505,4						3.505,4
Obligations	28,0	0,0	0,0	0,1	0,0	—	245,1	0,0	33,2	6,7	10,5	0,0	323,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	125,5	—	—	—	25,0	—	—	—	—	—	150,5
Divers	—	15,5	32,8	—	2,4	—	16,6	—	55,3	0,7	—	0,0	123,3
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,9)	(.)	(.)	(—)	(35,2)	(—)	(0,6)	(—)	(9,1)	(0,0)	(49,1)
Total ...	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	2,6	5.212,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	821,6	11,7	2,0	51,0	6,4	—	—	0,0	30,8	4,9	5,8	0,0	934,2
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	21,7	10,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	31,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.433,4	—	—	—	0,0	—	—	5.433,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	137,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	137,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	462,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	462,7
Autres dépôts à un an au plus	439,3	0,1	—	0,0	6,4	—	—	2,5	6,2	0,0	0,0	0,0	454,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	455,6	0,0	0,0	0,0	—	—	455,6
Dépôts à plus d'un an	30,8	—	—	0,0	—	—	0,0	—	1,7	0,0	0,0	0,0	32,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	389,1	—	—	0,0	—	—	0,8	—	2,4	1,0	1,8	0,0	395,1
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	20,4	10,2	0,0	545,4	576,9
(Actions et parts)	(56,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(7,9)	(0,0)	(2,7)	(.)	(1,5)	(.)	(68,8)
Total ...	2.281,8	11,8	2,5	51,0	12,8	5.455,1	466,6	0,0	57,8	22,3	7,6	545,4	8.914,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	3,6	1,5	—	0,3	0,0	—	0,0	5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	200,6	—	0,0	0,0	—	—	200,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	5,0	—	—	16,9	0,0	—	—	41,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,0	3,8
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	1,0	251,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	77,0	0,0	0,0	0,2	7,2	0,2	0,1	—	0,1	0,8	12,4	0,0	98,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	6,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,3	—	—	—	—	19,8	—	—	—	—	—	0,0	21,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	696,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	696,3
Autres dépôts à un an au plus	80,2	1,7	0,4	0,3	12,6	11,0	0,0	—	0,0	0,2	24,1	0,0	130,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	—	0,0	1,4	—	—	0,2	—	—	—	99,5
Bons de caisse à un an au plus	34,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	34,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	545,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	—	1,1	0,5	0,3	0,0	548,1
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	61,2	0,0	—	24,4	0,0	—	57,9	0,0	2,6	2,3	0,0	62,2	244,8
(Actions et parts)	(10,5)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(3,2)	(.)	(2,5)	(.)	(16,2)
Total ...	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	62,2	1.879,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	15,9	0,0	—	1,0	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	17,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,7	0,0	2,9	1,0	—	0,0	5,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	0,6	—	0,0	16,8	0,0	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	186,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	186,5
Autres dépôts à un an au plus	43,9	11,3	—	34,7	7,2	3,3	0,2	—	0,8	0,0	2,2	0,0	103,6
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	52,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	53,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	783,3	0,6	0,0	0,7	3,9	1,3	66,7	3,2	73,2	40,9	40,1	0,0	1.013,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	130,9	49,4	—	76,2	3,9	17,9	13,8	292,5
Divers	2,4	0,2	96,8	0,9	2,4	26,1	46,0	—	3,5	19,1	0,0	148,2	345,6
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,3)
Total ...	1.085,0	12,1	96,8	37,3	14,0	162,2	180,7	3,2	156,7	82,0	60,7	162,0	2.052,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	77,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77,2
Réserves mathématiques	609,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	609,7
Divers	7,8	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,6	0,0	0,0	3,8	13,5
(Actions et parts)	(4,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(4,6)
Total ...	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	3,8	700,4
Secteurs indéterminés et ajustements	—	21,3	0,0	0,0	11,3	—	435,9	5,5	84,2	94,9	32,9	—	686,0
Total des créances	6.735,8	124,4	397,1	134,3	368,0	6.670,0	8.993,7	251,4	1.898,4	2.074,8	625,1	940,6	29.213,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹			
Secteurs nationaux non financiers														
<i>Entreprises privées et particuliers</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 1,0	—			- 0,9	- 15,0	—	+ 7,8	+ 3,5	+ 0,9	- 4,2	- 8,9	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 2,3						+ 27,2	—	- 2,0	- 1,1		0,0	+ 21,8	
Obligations	+ 5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,7	- 1,2	—	+ 0,4	+ 0,2	- 7,7	0,0	- 2,5	
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,1		0,0			0,0	—	- 7,6	+ 32,4	+ 9,0	0,0	+ 34,1	
Divers	0,0	- 1,5	+ 0,2		+ 37,3	+ 22,2	0,0	—	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,2	0,0	+ 60,2	
(Actions et parts)	(+ 89,9)	(+ 0,4)	(+ 1,4)	(.)	(0,0)	(- 2,8)	(- 0,5)	(-)	(+ 0,3)	(+ 0,2)	(+ 3,9)	(0,0)	(+ 92,8)	
Total ...	+ 2,8	- 2,6	+ 0,2	0,0	+ 37,7	+ 22,0	+ 11,0	—	+ 0,2	+ 35,2	+ 2,4	- 4,2	+ 104,7	
<i>Organismes publics d'exploitation</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 0,6	—	0,0	0,0		0,0	- 0,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,6	- 2,9	—	0,0	- 2,4	0,0	0,0	- 3,9	
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	- 7,4	- 0,2	0,0	- 0,1	- 0,1	0,0	- 0,2	- 0,7	- 3,3	+ 1,8	+ 0,1	0,0	- 10,1	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	+ 9,3	+ 2,8	0,0	+ 6,0	- 3,5	+ 0,4	+ 4,9	+ 19,7	
Autres emprunts à plus d'un an	+ 5,5	0,0		0,0		+ 0,1	+ 0,4	—	+ 1,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 7,4	
Divers	+ 1,5	- 0,4	- 1,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 1,5	+ 2,8	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,9)	(- 0,7)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(+ 0,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,0)	
Total ...	- 0,6	- 0,6	- 1,6	+ 0,3	+ 0,5	+ 11,6	- 0,5	- 0,7	+ 4,1	- 4,2	+ 0,6	+ 6,4	+ 15,3	
<i>Etat (Trésor)</i>														
Fonds de tiers	+ 2,2	0,0	—	- 2,2	0,0	- 3,2	- 13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 20,1	+ 3,2	
Certificats à un an au plus		- 1,0	—	+ 5,6	+ 0,2	+ 7,9	+ 0,7	+ 30,9	+ 13,7	+ 61,1	0,0	0,0	+ 119,1	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 28,0	+ 0,1	—	+ 1,7	+ 1,2	- 1,1	+ 17,2	0,0	+ 35,7	+ 31,2	+ 19,9	0,0	+ 133,9	
Obligations non accessibles à tout placeur		- 0,1	—	0,0	0,0	+ 117,5	+ 83,3	0,0	+ 46,5	+ 14,8	+ 2,9	0,0	+ 264,9	
Divers		- 4,0	—	0,0	+ 4,4	- 0,2	+ 0,4	0,0	+ 1,1	+ 0,5	- 0,3	0,0	+ 1,9	
Total ...	+ 30,2	- 5,0	—	+ 5,1	+ 5,8	+ 120,9	+ 87,9	+ 30,9	+ 97,0	+ 107,6	+ 22,5	+ 20,1	+ 523,0	
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 23,8	—	0,0	- 41,3	0,0	0,0	- 17,5	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 0,1	+ 9,0	- 0,1	+ 9,7	+ 15,5	+ 3,8	0,0	+ 42,3	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 23,8	0,0	+ 9,3	+ 0,2	+ 1,0	- 2,5	+ 32,9	
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,1					0,0	—	+ 10,0	+ 34,4	0,0	0,0	+ 44,3	
Divers	+ 0,3	+ 0,4	+ 3,5		0,0		+ 0,2	—	+ 0,0	- 4,6	0,0	0,0	- 0,2	
(Actions et parts)	(-)	(-)	(+ 0,6)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(+ 0,6)	
Total ...	+ 4,6	+ 0,3	+ 3,5	0,0	+ 0,2	+ 1,0	+ 56,8	- 0,1	+ 29,0	+ 4,2	+ 4,8	- 2,5	+ 101,8	
<i>Sécurité sociale</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,4	—	0,0	—	—	—	- 0,4	
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,2	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,0	- 1,0	0,0	- 0,6	0,0	- 0,2	0,0	- 2,2	
Reserves de sécurité sociale	+ 10,8					+ 1,3 ²	—	—	—	—	—	—	+ 12,1	
Divers	+ 35,4	+ 0,2	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,3	—	+ 0,5	+ 2,5	+ 2,6	+ 4,6	+ 45,7	
Total ...	+ 46,0	+ 0,2	+ 0,4	0,0	- 0,2	+ 1,1	- 1,7	0,0	- 0,1	+ 2,5	+ 2,4	+ 4,6	+ 55,2	
Etranger														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,5	
Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,0				+ 0,2	+ 2,9	—	+ 1,2	+ 0,8		- 0,6	+ 4,5	
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				+ 135,6	—	+ 2,7	0,0		0,0	+ 138,3	
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³							+ 580,5	—	—	—		—	+ 580,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 14,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 14,0	
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 53,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 53,8	
Obligations	+ 114,0 ⁴	0,0	0,0	- 0,5	0,0	—	+ 105,8	0,0	+ 8,6	+ 3,6	+ 0,2 ⁴	0,0	+ 231,7	
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique			+ 8,5	—	—	—	+ 1,3	—	—	—	—	+ 6,3	+ 16,1	
Divers	+ 15,5	+ 2,5	+ 8,0		+ 0,5	—	- 0,8	—	+ 9,3	- 0,8	0,0	+ 50,8	+ 85,0	
(Actions et parts)	(- 3,8) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,1)	(-)	(+ 0,2)	(-)	(+ 0,1) ⁴	(0,0)	(+ 2,3)	
Total ...	+ 169,3	+ 2,5	+ 16,5	- 0,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 825,8	0,0	+ 21,8	+ 3,6	+ 0,2	+ 56,5	+ 1.096,4	

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	- 24,7	+ 1,6	- 0,6	+ 12,8	+ 2,1	.	-	0,0	+ 9,7	+ 1,9	+ 0,4	0,0	+ 3,2
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 10,2	+ 1,3	0,0	- 0,8	0,0	-	0,0	+ 10,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 897,5	-	-	-	0,0	-	-	+ 897,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 4,2	.	-	.	.	-	-	-	.	-	-	+ 4,9	+ 9,1
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 39,0
Autres dépôts à un an au plus	+ 26,8	- 0,5	-	0,0	+ 3,7	-	-	- 0,1	+ 3,4	0,0	0,0	0,0	+ 33,3
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	- 16,5	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 16,5
Dépôts à plus d'un an	+ 0,5	.	-	.	0,0	-	- 0,4	-	+ 0,5	-	0,0	0,0	+ 0,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 36,2	.	-	- 0,2	.	.	+ 0,1	-	+ 0,8	0,0	+ 0,7	0,0	+ 37,6
Divers	0,0	.	0,0	0,0	0,0	.	0,0	0,0	- 9,0	- 0,5	0,0	+ 115,3	+ 105,8
(Actions et parts)	(+ 2,6)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(- 0,2)	(0,0)	(- 0,1)	(.)	(+ 0,3)	(.)	(+ 2,6)
Total ...	+ 82,0	+ 1,1	- 0,6	+ 12,6	+ 5,8	+ 907,7	- 15,5	0,0	+ 1,1	+ 4,8	+ 1,1	+ 120,2	+ 1.120,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 3,6	+ 1,5	-	+ 0,3	0,0	-	0,0	+ 5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	- 1,4	-	0,0	0,0	-	-	- 1,4
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	+ 2,1	+ 17,0	-	+ 7,7	- 0,5	-	-	+ 26,3
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,1	+ 0,1
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	+ 5,7	+ 17,1	-	+ 8,0	- 0,5	-	+ 0,1	+ 30,4
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 3,6	- 0,1	0,0	- 0,2	- 1,3	+ 0,1	0,0	-	- 0,7	- 3,2	+ 2,8	- 0,3	+ 0,7
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	- 1,4	-	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 1,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 0,3	.	-	.	.	+ 3,1	-	-	-	-	-	0,0	+ 3,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 50,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 50,8
Autres dépôts à un an au plus	+ 9,7	- 0,7	0,0	- 0,3	+ 5,5	+ 4,3	0,0	-	0,0	- 1,8	+ 6,8	0,0	+ 23,5
Dépôts à plus d'un an	+ 2,3	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,5	-	-	+ 0,2	-	-	-	+ 3,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 2,4	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 2,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 46,7	0,0	-	0,0	0,0	-	- 0,2	-	- 0,5	+ 0,4	- 0,9	0,0	+ 45,5
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 9,0	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 15,4	+ 13,0	0,0	- 0,1	+ 2,1	0,0	+ 8,7	+ 48,2
(Actions et parts)	(+ 5,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(- 1,9)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 3,2)
Total ...	+ 124,8	- 0,8	+ 0,1	- 0,5	+ 4,2	+ 23,4	+ 11,4	0,0	- 1,1	- 2,6	+ 8,7	+ 8,4	+ 176,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,2	0,0	-	+ 0,6	- 0,1	.	0,0	-	+ 0,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 1,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,3	+ 0,7	0,0	+ 1,8	+ 0,3	-	0,0	+ 2,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	+ 0,2	-	0,0	+ 1,1	0,0	0,0	+ 1,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 24,6	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 24,6
Autres dépôts à un an au plus	+ 7,6	+ 3,7	.	+ 11,5	- 1,2	+ 0,5	- 0,1	-	+ 0,2	0,0	- 0,9	0,0	+ 21,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	.	0,0	-	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 1,9
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 55,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	- 8,2	+ 0,1	- 2,8	+ 10,7	+ 3,8	0,0	+ 58,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	+ 8,1	-	+ 0,4	+ 1,1	- 0,2	- 2,8	+ 4,4
Divers	+ 0,5	0,0	+ 12,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 18,6	+ 0,2	-	+ 2,2	+ 17,5	0,0	+ 20,3	+ 74,8
(Actions et parts)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,3)
Total ...	+ 90,7	+ 3,6	+ 12,2	+ 13,0	+ 1,4	+ 16,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,9	+ 30,8	+ 2,6	+ 17,5	+ 190,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 10,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 10,6
Réserves mathématiques	+ 32,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 32,9
Divers	+ 0,6	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,2	0,0	0,0	+ 1,2	+ 1,9
(Actions et parts)	(+ 1,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,0)
Total ...	+ 44,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 1,2	+ 45,4
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	.	- 3,1	0,0	0,0	+ 1,4	+ 6,3	+ 134,6	+ 0,3	+ 15,5	+ 11,8	+ 2,5	-	+ 169,3
Total des créances	+ 593,9	- 4,4	+ 30,6	+ 30,0	+ 57,3	+ 1.116,8	+ 1.126,3	+ 30,5	+ 177,6	+ 193,2	+ 47,8	+ 228,3	+ 3.627,9

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
Dettes par secteur															
1. Entreprises privées et particuliers	102,4	12,8	75,1	0,0	225,7	416,0	8,7	1.060,1	—	677,6	773,7	248,4	2.759,8	4,4	3.188,9
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	254,6	157,0	2.430,2	48,1	3.857,7
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	516,7	9,4	758,0	6,6	868,9
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	968,9	69,5	132,6	15,6	263,5	1.450,1	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.678,7
7. Etranger	25,9	13,2	135,5	0,6	1,9	177,1	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,8	10,3	4.144,0	3,2	4.326,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	—	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.304,2	128,8	360,2	104,3	310,7	7.208,2	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,6	577,3	12.268,7	804,9	25.799,2
Solde des créances et des dettes ...	3.115,3	-343,2	-3.497,5	-764,6	19,5	-1.470,5	1.190,6	73,1	0,0	16,9	19,0	-77,7	31,3	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,2	10,2	75,3	0,0	263,4	454,1	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	2.823,3	0,2	3.286,1
2. Organismes publics d'exploitation	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	95,6	81,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	273,1	36,8	487,3
3. Etat (Trésor)	637,2	34,9	—	18,7	40,6	731,4	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	2.786,6	68,2	4.425,5
4. Secteur public non compris ailleurs	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	87,2	26,7	199,6	1,5	116,5	520,9	14,2	852,7	4,1	970,7
5. Sécurité sociale	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	209,0	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	63,5	54,3	346,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.051,9	61,8	135,1	21,0	307,5	1.577,3	975,9	2.780,7	242,7	1.464,8	1.834,4	476,6	6.799,2	163,6	9.516,0
7. Etranger	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	204,5	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	5.002,8	2,6	5.212,6
8. Organismes principalement monétaires	2.281,8	11,8	2,5	51,0	12,8	2.359,9	5.455,1	466,6	0,0	57,8	22,3	7,6	554,3	545,4	8.914,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	238,9	1,0	251,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	1.642,3	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	109,9	62,2	1.879,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.085,0	12,1	96,8	37,3	14,0	1.245,2	162,2	180,7	3,2	156,7	82,0	60,7	483,3	162,0	2.052,7
12. Autres institutions ¹	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	695,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	1,6	3,8	700,4
13. Total des intermédiaires financiers	5.655,9	25,6	103,7	113,2	46,8	5.945,2	5.691,4	934,3	3,2	237,3	108,1	105,1	1.388,0	774,4	13.799,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	21,3	0,0	0,0	11,3	32,6	.	435,9	5,5	84,2	94,9	32,9	653,4	—	686,0
15. Total des créances	6.735,8	124,4	397,1	134,3	368,0	7.759,6	6.670,0	8.993,7	251,4	1.898,4	2.074,8	625,1	13.843,4	940,6	29.213,6
Solde des créances et des dettes ..	3.449,7	-362,9	-4.028,4	-836,4	21,6	-1.756,4	1.457,4	79,0	0,1	18,5	22,1	-75,3	44,4	254,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 2,8	- 2,6	+ 0,2	0,0	+ 37,7	+ 38,1	+ 22,0	+ 11,0	—	+ 0,2	+ 35,2	+ 2,4	+ 48,8	- 4,2	+ 104,7
2. Organismes publics d'exploitation	- 0,6	- 0,6	- 1,6	+ 0,3	+ 0,5	- 2,0	+ 11,6	- 0,5	- 0,7	+ 4,1	- 4,2	+ 0,6	- 0,7	+ 6,4	+ 15,3
3. Etat (Trésor)	+ 30,2	- 5,0	—	+ 5,1	+ 5,8	+ 36,1	+ 120,9	+ 87,9	+ 30,9	+ 97,0	+ 107,6	+ 22,5	+ 345,9	+ 20,1	+ 523,0
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,6	+ 0,3	+ 3,5	0,0	+ 0,2	+ 8,6	+ 1,0	+ 56,8	- 0,1	+ 29,0	+ 4,2	+ 4,8	+ 94,7	- 2,5	+ 101,8
5. Sécurité sociale	+ 46,0	+ 0,2	+ 0,4	0,0	- 0,2	+ 46,4	+ 1,1	- 1,7	0,0	- 0,1	+ 2,5	+ 2,4	+ 3,1	+ 4,6	+ 55,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 83,0	- 7,7	+ 2,5	+ 5,4	+ 44,0	+ 127,2	+ 156,6	+ 153,5	+ 30,1	+ 130,2	+ 145,3	+ 32,7	+ 491,8	+ 24,4	+ 800,0
7. Etranger	+ 169,3	+ 2,5	+ 16,5	- 0,5	+ 0,5	+ 188,3	+ 0,2	+ 825,8	0,0	+ 21,8	+ 3,6	+ 0,2	+ 851,4	+ 56,5	+ 1.096,4
8. Organismes principalement monétaires	+ 82,0	+ 1,1	- 0,6	+ 12,6	+ 5,8	+ 100,9	+ 907,7	- 15,5	0,0	+ 1,1	+ 4,8	+ 1,1	- 8,5	+ 120,2	+ 1.120,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 5,7	+ 17,1	—	+ 8,0	- 0,5	—	+ 24,6	+ 0,1	+ 30,4
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 124,8	- 0,8	+ 0,1	- 0,5	+ 4,2	+ 127,8	+ 23,4	+ 11,4	0,0	- 1,1	- 2,6	+ 8,7	+ 16,4	+ 8,4	+ 176,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 90,7	+ 3,6	+ 12,2	+ 13,0	+ 1,4	+ 120,9	+ 16,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,9	+ 30,8	+ 2,6	+ 34,8	+ 17,5	+ 190,1
12. Autres institutions ¹	+ 44,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 0,0	+ 44,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 0,2	+ 1,2	+ 45,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 341,6	+ 3,9	+ 11,6	+ 25,1	+ 11,4	+ 393,6	+ 953,7	+ 12,4	+ 0,1	+ 10,1	+ 32,5	+ 12,4	+ 67,5	+ 147,4	+ 1.562,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	- 3,1	0,0	0,0	+ 1,4	- 1,7	+ 6,3	+ 134,6	+ 0,3	+ 15,5	+ 11,8	+ 2,5	+ 164,7	—	+ 169,3
15. Total des créances	+ 593,9	- 4,4	+ 30,6	+ 30,0	+ 57,3	+ 707,4	+ 1.116,8	+ 1.126,3	+ 30,5	+ 177,6	+ 193,2	+ 47,8	+ 1.575,4	+ 228,3	+ 3.627,9
Solde des créances et des dettes ..	+ 489,2	- 19,7	- 492,4	- 71,8	+ 2,1	- 92,6	+ 20,4	+ 6,0	+ 0,1	+ 1,6	+ 3,1	+ 2,4	+ 13,2	+ 59,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 et 1970-1980 — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985, LX^e année, tome II, octobre 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) (6) à (9) + (11) à (15)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1977	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	1.446,5	164,8	1.089,3	1.094,1	55,0	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.461,4	178,0	1.085,4	1.090,9	53,9	191,5	23,2	204,8	- 217,5
Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	1.555,4	159,9	1.108,9	1.116,6	56,5	165,1	4,2	222,3	- 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	1.615,6	190,9	1.146,7	1.154,5	52,7	169,8	12,5	224,5	- 184,7
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	1.620,9	177,2	1.112,3	1.122,6	49,8	188,0	13,9	241,4	- 237,6
Décembre	964,7	1.016,8	481,6	123,6	2.586,7	- 723,1	1.620,5	182,6	1.185,9	1.195,1	49,3	182,2	17,2	242,9	- 170,8
1986 Mars	976,1	1.056,1	495,3	138,9	2.666,4	- 727,2	* 1.713,1	* 193,2	1.200,0	1.210,0	* 49,8	168,5	11,2	* 233,0	* - 175,2
Juin	1.057,0	1.043,9	493,6	120,1	2.714,6	- 806,1	* 1.771,7	* 189,4	1.240,3	1.249,3	* 48,9	175,6	20,3	* 279,9	* - 205,4
Septembre	1.001,6	1.095,0	* 489,1	128,4	* 2.714,1	- 843,7	* 1.774,2	* 192,9	1.226,4	1.233,7	* 50,1	191,4	15,9	* 248,0	* - 186,9

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	22,1	6,9	31,1	31,6	29,6	11,6	10,7	11,2	15,1	9,3	15,5	8,2	8,5	2,6	2,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	60,2	40,0	30,5	45,9	24,0	29,4	30,1	58,9	35,7	34,7
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	265,7	339,4	286,3	262,9	321,3	309,0	323,8	333,7	347,2	312,2	303,7	287,8	314,5	272,8	278,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	3,4	3,8	4,1	4,4	4,1	3,5	3,7	4,4
c) sur les banques de dépôts	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	10,8	10,8	12,3	12,4	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,0	5,7	13,2	10,5	7,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	46,4	34,4	41,2	42,3	46,2	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8	0,2	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,3	0,5	0,1	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4
b) autres	23,2	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,3	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	93,1	83,5	63,1	76,5	63,0	86,2	80,1	68,3	69,5	78,4	64,5	85,9	71,0	54,1	* 44,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	* 627,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	6,0	7,0	9,3	6,5	6,6	6,7	6,2	5,2	5,3	5,9	6,7	5,4	4,8	4,9	5,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	33,5	7,1	12,2	24,8	55,1	7,1	6,5	5,5	5,6	6,2	7,0	5,7	5,1	5,2	6,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,8	11,9	12,1	12,7	12,6	11,8	16,3	12,1	13,5	14,0	14,8	12,8	15,1	12,8	* 13,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0	0,4	0,1	0,1	0,0	* 0,2
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	359,0	364,2	370,1	369,5	383,3	379,4	381,9	373,0	395,7	375,8	379,9	375,1	402,1	387,8	*402,1
— monnaie scripturale ⁵	0,7	0,4	0,9	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,0	0,2	0,2	0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	172,0	253,2	246,0	254,6	278,8	286,7	292,1	267,8	264,2	275,2	250,8	248,1	238,5	208,2	*205,9
TOTAL DU PASSIF ...	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	*627,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-85	31-1-86	28-2-86	31-3-86	30-4-86	31-5-86	30-6-86	31-7-86	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	22,8	23,0	22,3	22,5	22,5	22,5	22,3	22,2	22,2	22,1	22,1	22,2	22,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	16,0	16,0	14,6	14,8	14,5	14,7	14,7	10,0	10,1	10,7	12,2	13,6	13,6
— Autres	2,5	3,6	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	5,9
3. Ecus	157,9	146,2	146,2	145,4	143,4	143,4	143,4	136,5	134,8	134,8	138,9	138,9	138,9
4. Accords internationaux	1,4	1,5	1,8	2,6	2,7	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	15,5	14,6	11,3	8,2	10,7	4,6	8,5	3,4	3,1	2,6	4,2	2,2	2,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	29,4	28,9	29,0	30,1	30,9	87,3	58,9	57,2	40,3	35,7	35,3	34,0	34,7
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	303,7	292,0	289,4	287,8	288,9	339,2	314,5	296,1	277,3	272,8	279,5	277,7	278,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,0	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,4	3,9	4,3	4,1	3,8	3,7	3,5	3,5	3,2	3,7	3,6	3,6	4,4
c) sur les banques de dépôts	0,7	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	1,7	0,6	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	7,8	3,5	0,4	0,2	4,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	182,2	160,6	168,8	168,5	166,1	138,2	175,6	174,9	191,0	191,4	191,7	194,1	209,4
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,0	0,0	1,3	0,1	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,5	70,0	78,2	85,9	72,4	116,4	71,0	69,6	49,4	54,1	47,9	46,4	* 44,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	653,9	619,8	632,2	642,1	626,7	688,9	661,4	636,1	611,9	614,4	613,9	612,9	* 627,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-85	31-1-86	28-2-86	31-3-86	30-4-86	31-5-86	30-6-86	31-7-86	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	6,7	6,1	5,4	5,4	4,9	5,1	4,8	4,9	4,4	4,9	4,8	4,8	5,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	7,0	6,4	5,7	5,7	5,2	5,4	5,1	5,2	4,7	5,2	5,1	5,1	6,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	14,8	11,8	11,7	12,8	12,2	12,8	15,1	12,4	11,6	12,8	12,3	* 13,0	* 13,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,0	0,1	* 0,1	* 0,2
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	379,9	366,5	369,3	375,1	375,3	391,4	402,1	391,0	391,2	387,8	391,1	*391,2	*402,1
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,8	0,7	0,7	0,0	0,0	- 0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	250,8	234,0	244,5	248,1	233,6	278,9	238,5	227,1	203,6	208,2	*205,0	*203,3	*205,9
TOTAL DU PASSIF ...	653,9	619,8	632,2	642,1	626,7	688,9	661,4	636,1	611,9	614,4	613,9	612,9	*627,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,4	2,1	0,0	0,1	2,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,7
Total des créances sur l'étranger	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,6	2,2	0,0	0,1	3,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,6	1,5	1,9	1,6	1,7	1,5	2,0	2,1	2,0	1,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	1,1	2,8	1,3	2,3	3,1	0,4	1,5	3,2	2,0	1,6
c) sur les banques de dépôts	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	4,8	1,1	3,6	6,2	3,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	92,5	84,5	70,6	91,0	96,2	82,3	83,6	96,8	99,8	87,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	14,9	14,9	15,0	15,0	15,0	15,0	* 14,0	* 13,8	* 14,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	47,6	38,7	62,0	34,4	58,1	42,4	47,1	46,5	45,9	51,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0	0,8	2,7	0,0	0,1	1,1
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4	1,3	0,0	0,3
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0	0,2	0,5	3,9	1,9
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	15,0	14,2	11,8	15,9	13,9	14,6	11,3	15,2	14,5	16,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,8	4,4	4,3	3,4	3,8	4,1	4,5	4,1	3,5	3,7
b) envers les organismes publics	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,1	2,8	1,4	2,3	3,1	2,3	1,5	3,2	2,1	1,6
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,2	10,9	6,8	4,7	3,1	11,6	6,7	6,5	10,0	10,2
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,5	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3	14,4	14,3	14,7	14,9
— monnaie scripturale	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	106,1	94,0	86,8	102,5	109,5	95,6	102,2	107,0	120,4	106,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	44,4	40,8	53,8	36,0	55,5	37,8	37,4	46,9	36,8	45,9
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	16,0	26,2	30,5	29,2	27,9	23,2	19,2	23,5	21,7	19,8
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5	4.090,2	4.158,2	3.840,2	3.896,3
b) en francs belges	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,0	220,2	227,1	231,6	233,9
Total des créances sur l'étranger	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1	4.664,9	4.787,1	4.488,3	4.570,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	11,3	10,3	14,4	10,5	11,8	12,5	12,8	10,7	13,1	11,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0
b) sur les organismes publics	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,1	10,9	6,8	4,6	3,1	11,5	6,8	6,5	10,0	10,2
c) sur les banques de dépôts	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	452,6	450,3	437,1	500,4	498,1	529,2	519,8	* 526,5	* 497,6	* 490,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	538,4	561,4	482,2	516,1	547,9	561,7	553,3	634,2	730,5	744,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	501,0	482,3	499,2	550,2	585,2	609,4	615,1	* 644,8	* 654,7	* 674,5
— autres	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	214,2	233,0	249,1	296,4	284,5	265,6	266,7	* 234,6	* 184,1	* 163,3
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	16,8	23,9	25,6	35,4	33,5	35,5	39,4	* 46,2	* 43,7	* 44,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	6,2	14,4	14,7	14,1	21,0	19,3	18,6	* 18,3	* 18,3	* 18,2
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	* 81,7	* 81,0	* 78,7
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	14,5	18,5	17,8	19,8	19,0	16,0	15,5	15,2	14,7	15,2
b) effets commerciaux	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	170,1	191,4	201,1	211,4	208,0	190,3	191,2	203,3	209,0	202,9
c) avances	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	859,0	866,3	904,9	877,6	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	20,7	20,0	23,2	21,9	21,0	19,5	18,6	* 18,8	* 20,5	* 19,3
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	33,9	33,5	34,0	34,2	31,4	30,2	30,1	* 30,5	* 28,3	* 30,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	11,6	16,8	9,9	14,4	14,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	101,1	95,7	98,6	125,1	124,9	138,2	132,1	* 116,4	* 167,8	* 171,8
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	61,4	58,6	56,3	53,2	53,0	55,1	65,9	* 67,0	* 60,0	* 59,2
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	* 63,9	* 63,5	* 65,6
D. Autres	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	451,3	491,8	544,0	529,5	549,1	533,6	583,4	* 576,8	* 530,6	* 567,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8
b) en francs belges ¹	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	411,1	445,6	459,1	491,7	531,4	505,3	531,0	507,8	569,7	583,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5	5.686,9	5.796,4	5.603,9	5.684,8
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	2,9	1,1	3,6	6,1	3,7
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	451,6	449,5	436,3	499,5	497,2	528,3	519,1	* 525,7	* 496,9	* 489,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	399,8	379,7	393,3	386,1	431,1	413,3	427,9	* 431,4	* 481,5	* 444,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,1	1,1	1,7	1,6	1,5	2,0	1,9	* 1,1	* 1,1	* 1,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ² :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6	* 514,9	* 490,4	* 524,5
— à plus d'un an :															
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,5	457,3	456,4	450,6
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	* 17,6	* 15,6	* 20,6
D. Autres	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	489,3	523,1	516,8	527,7	553,0	589,0	579,3	* 605,0	* 583,0	* 600,4
TOTAL DU PASSIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	52,1	48,5	43,2	40,4	43,0	33,9	36,8	31,7	30,3	24,8	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	4.119,6	4.188,3	3.899,1	3.932,0	
b) en francs belges	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,2	220,3	227,1	231,6	234,6	
Total des créances sur l'étranger	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	4.970,8	5.074,9	4.802,9	4.846,4	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	-13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	
b) sur les organismes publics	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	11,1	18,1	12,5	10,3	10,0	16,0	12,7	13,8	15,5	15,5	
c) sur les banques de dépôts	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	457,7	450,4	442,7	504,8	501,7	534,0	521,6	* 531,9	* 503,8	* 494,3	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	667,9	682,9	589,8	644,1	681,1	681,0	673,9	768,0	867,3	869,7	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	526,8	508,0	524,9	577,5	612,6	636,8	642,5	* 673,1	* 682,8	* 703,6	(7)
— autres	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	251,7	270,5	286,6	333,9	322,0	303,1	304,2	* 272,1	* 221,6	* 200,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	64,4	62,6	87,6	69,8	91,6	77,9	86,5	* 92,7	* 89,6	* 95,5	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	6,8	15,1	15,4	14,8	21,7	20,0	19,3	* 19,1	* 19,1	* 19,0	(8)
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	* 81,7	* 81,0	* 78,7	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	19,8	19,4	18,1	19,8	19,0	16,3	17,6	15,2	14,7	15,2	(9)
b) effets commerciaux	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	210,3	199,7	201,4	211,4	208,0	191,1	201,7	203,5	209,1	204,0	(9)
c) avances	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	859,2	866,3	905,0	877,7	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	(9)
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	21,2	20,4	23,6	22,3	21,3	19,7	18,8	* 19,0	* 20,7	* 19,5	(11)
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8	30,2	30,1	* 30,5	* 28,3	* 30,6	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	(12)
b) autres	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	13,9	17,2	11,2	20,3	15,8	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	(14)
— autres	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	101,1	95,7	99,3	125,6	125,0	139,2	132,3	* 116,9	* 171,7	* 173,7	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	61,7	58,9	56,6	53,5	53,3	55,4	66,2	* 67,3	* 60,3	* 59,5	(14)
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	* 63,9	* 63,5	* 65,6	(14)
D. Autres	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	553,0	592,2	635,9	613,7	631,1	626,6	659,2	* 677,9	* 616,1	* 637,4	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	12,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	
b) en francs belges ¹	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	417,4	452,3	465,3	496,9	536,7	511,2	537,7	513,2	574,5	587,9	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	5.693,9	5.802,1	5.609,0	5.690,0	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	5,0	4,4	6,5	3,5	4,7	4,1	5,2	5,9	3,5	3,7	
b) envers les organismes publics	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	6,1	2,9	4,8	6,6	5,8	5,2	2,6	6,8	8,2	5,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	* 0,7	* 0,7	
— autres	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	457,0	460,4	443,6	504,3	500,3	539,9	526,2	* 532,3	* 507,0	* 500,1	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	410,5	394,9	397,5	388,5	410,8	390,1	394,3	389,4	416,8	* 402,7	(1)
— monnaie scripturale ³	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	506,2	473,9	480,5	488,8	540,9	509,1	530,3	* 538,7	* 602,2	* 551,1	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	46,3	42,7	56,2	38,4	57,8	40,5	40,1	* 48,0	* 38,1	* 47,8	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	(2)
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6	* 514,9	* 490,4	* 524,5	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	(3)
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3	457,3	456,4	450,6	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	* 17,9	* 15,6	* 20,6	(14)
D. Autres	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	757,8	809,8	808,9	795,5	817,2	864,2	830,1	* 853,1	* 821,5	* 808,6	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

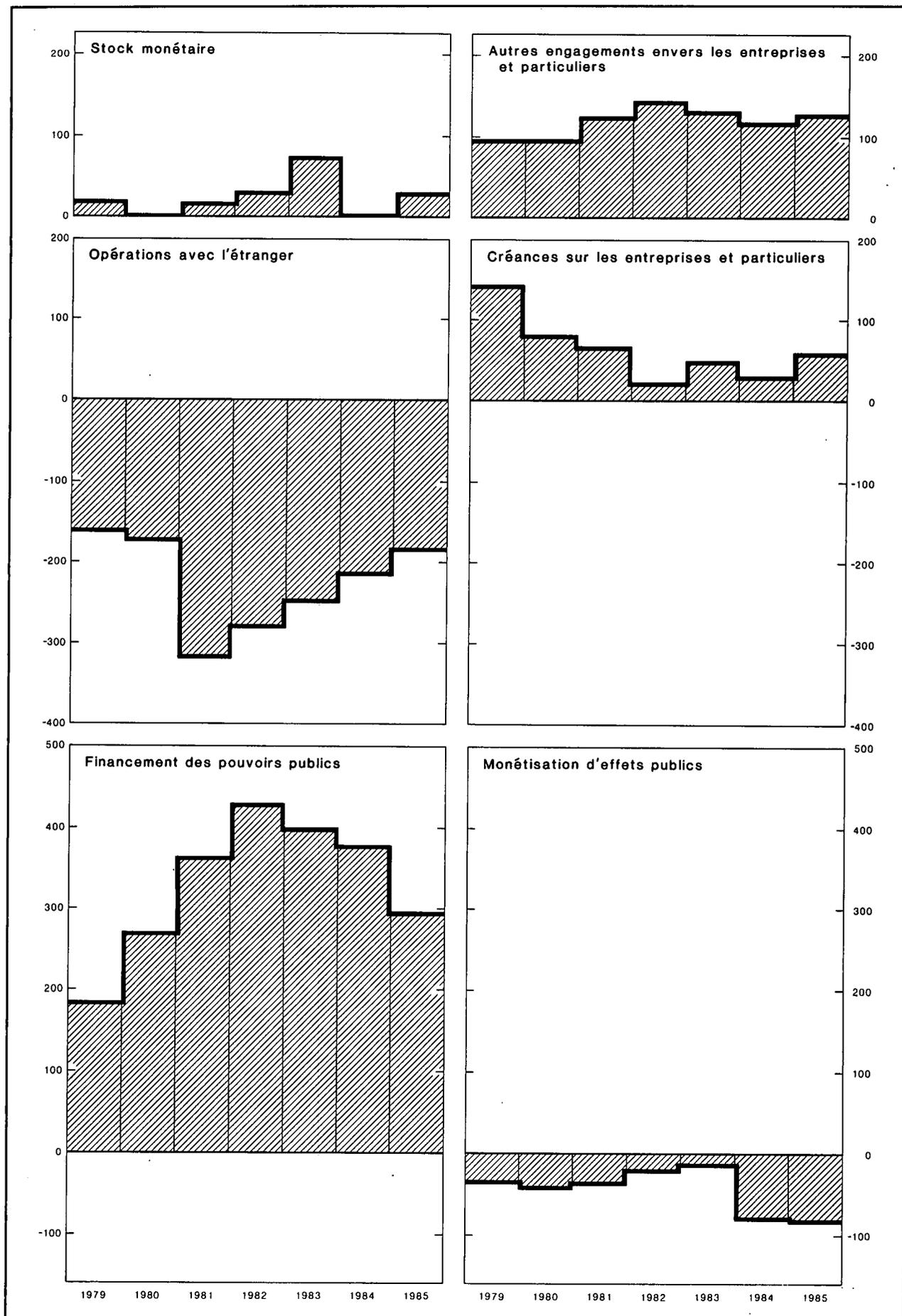
³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
1978	+ 43,4	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,9	+ 55,6	- 14,2	+ 158,9	- 188,2	+ 62,2	- 3,8	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 77,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1984 3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	- 38,2	- 3,2	- 0,3	- 0,9	- 0,7	+ 83,6	+ 14,8	- 23,0	0,0	+ 3,4	- 37,5
4 ^e trimestre	+ 22,6	+ 1,0	+ 13,3	- 9,5	+ 27,4	- 35,6	+ 42,0	+ 4,4	- 4,9	- 2,9	- 15,9	+ 29,9	- 28,4	+ 0,8	+ 5,5	+ 32,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	- 36,3	- 16,4	+ 0,0	- 5,2	+ 0,8	+ 130,3	- 38,6	- 12,7	- 2,4	+ 18,1	+ 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	- 67,5	+ 37,9	- 2,9	+ 9,2	0,0	+ 116,8	+ 27,9	- 20,9	- 2,8	+ 4,3	- 27,4
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	- 54,2	- 31,9	- 0,9	+ 0,7	- 2,6	+ 52,0	- 11,5	- 25,6	+ 10,3	+ 17,2	- 1,4
4 ^e trimestre	+ 25,1	+ 44,4	+ 13,8	- 5,6	+ 77,7	- 30,2	+ 72,6	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 12,7	+ 6,4	- 18,4	- 11,6	+ 1,5	+ 37,6
1986 1 ^{er} trimestre	+ 11,4	+ 39,3	+ 13,8	+ 15,3	+ 79,8	- 52,3	+ 14,9	*+ 0,7	- 4,1	- 0,8	*+ 125,3	*+ 9,4	*- 13,1	- 2,1	*- 7,1	*+ 9,0
2 ^e trimestre	+ 80,9	- 12,2	- 1,7	- 18,8	+ 48,2	- 114,7	+ 39,3	*- 0,9	+ 5,7	+ 1,0	*+ 84,8	*- 4,9	*- 5,8	+ 19,2	*+ 47,3	*- 22,8
3 ^e trimestre	- 55,4	+ 51,1	*- 4,5	+ 8,3	*- 0,5	- 39,2	- 15,6	*+ 1,1	+ 2,1	+ 1,7	*+ 21,8	*+ 3,5	*- 6,3	- 6,0	*- 0,9	*+ 37,3

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Octobre	14,3	385,7	387,6	0,2	105,2	400,2	505,6	893,2	45,0	938,2
Novembre	14,3	384,5	387,3	0,2	98,0	407,4	505,6	892,9	40,2	933,1
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	*427,8	*530,2	*924,5	*40,2	964,7
1986 Janvier	14,3	378,3	380,7	0,3	131,2	*426,0	*557,5	*938,2	*44,7	982,9
Février	14,2	381,0	383,5	0,3	98,1	*413,6	*512,0	*895,5	*52,9	948,4
Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	106,9	*431,4	*538,6	*928,0	*48,1	976,1
Avril	14,4	387,5	389,7	0,3	123,6	*432,4	*556,3	*946,0	*43,9	989,9
Mai	14,6	404,3	406,1	0,4	132,3	*441,4	*574,1	*980,2	*46,4	1.026,6
Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	120,4	*481,4	*602,1	*1.018,9	*38,1	1.057,0
Juillet	14,9	403,3	405,8	0,2	116,0	*446,3	*562,5	*968,3	*44,9	1.013,2
Août	14,9	402,8	406,1	0,3	*116,3	*427,0	*543,6	*949,7	*46,0	995,7
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	*106,2	*444,7	*551,1	*953,8	*47,8	1.001,6
Octobre	14,9	403,4	406,0	0,3	*117,1	*440,9	*558,3	*964,3	*52,0	1.016,3

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1977	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Juin	399,7	489,3	113,4	602,7	1.002,4	46,3	21,0	67,3	1.069,7
Septembre	386,5	456,0	108,0	564,0	950,5	42,7	15,8	58,5	1.009,0
Décembre	385,4	459,3	104,1	563,4	948,8	56,1	8,0	64,1	1.012,9
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,7	73,5	1.117,4
Septembre	382,3	489,2	118,4	607,6	989,9	40,5	13,7	54,2	1.044,1
Décembre	383,5	508,6	107,4	616,0	999,5	40,1	15,4	55,5	1.055,0
1986 Mars	379,2	515,3	103,3	618,6	997,8	48,0	12,8	60,8	1.058,6
Juin	405,8	580,0	121,6	701,6	1.107,4	38,0	18,9	56,9	1.164,3
Septembre	394,1	532,0	120,7	652,7	1.046,8	47,8	20,8	68,6	1.115,4

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	-120,0	-155,1	+ 15,3	- 7,8	-162,6	+ 32,6	-122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	-113,7	-101,9	+ 87,0	- 13,4	-175,5	+ 29,0	- 72,9
1981	274,1	- 505,1	-231,0	- 71,5	-103,2	-174,7	+138,7	+ 6,4	-319,8	+114,3	- 60,4
1982	238,1	- 592,3	-354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+191,5	- 2,9	-282,8	+ 92,2	- 2,0
1983	266,2	- 773,9	-507,7	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0	+115,1	- 39,2
1984	317,3	- 929,6	-612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5	+ 55,9	- 21,4
1985	296,7	-1.019,8	-723,1	- 3,5	-130,6	-134,1	+ 43,3	+ 10,8	-188,2	+ 87,9	- 46,2
1984 3 ^e trimestre .	301,9	- 882,2	-580,3	+ 22,0	- 17,9	+ 4,1	+ 43,2	- 0,9	- 38,2	- 3,8	+ 0,2
4 ^e trimestre .	317,2	- 929,6	-612,3	+ 6,3	- 26,3	- 20,0	+ 20,5	- 4,9	- 35,6	+ 13,6	- 6,4
1985 1 ^{er} trimestre .	328,2	- 936,3	-608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	+ 20,1	- 5,2	- 36,3	+ 24,7	+ 3,3
2 ^e trimestre .	341,6	-1.012,6	-671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	+ 19,9	+ 9,2	- 67,5	+ 11,7	- 26,7
3 ^e trimestre .	306,0	- 962,9	-656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	+ 16,2	+ 0,7	- 54,2	- 1,5	- 38,8
4 ^e trimestre .	296,7	-1.019,8	-723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	- 12,9	+ 6,1	- 30,2	+ 53,0	+ 16,0
1986 1 ^{er} trimestre .	282,1	-1.009,3	-727,2	- 4,9	- 12,7	- 17,6	+ 38,8	- 4,1	- 52,3	+ 31,9	+ 14,3
2 ^e trimestre .	309,3	-1.115,4	-806,1	+ 28,2	-114,7	- 86,5	+ 22,5	+ 5,7	-114,7	+ 27,1	- 59,4
3 ^e trimestre .	267,6	-1.111,3	-843,7	- 30,6	- 11,0	- 41,6	- 4,5	+ 2,1	- 39,2	+ 61,3	+ 19,7

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois ; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions ⁸	
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 7,2
1984 4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,7
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 2,4
2 ^e trimestre	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	+ 0,8
3 ^e trimestre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	+ 2,4
4 ^e trimestre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 1,6
1985 Décembre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1986 Janvier	58,2	42,6	146,2	28,9	1,5	277,4	6,3	0,0	23,6	29,9	- 127,2	120,3	+ 0,8
Février	58,2	42,9	146,2	29,0	1,8	278,1	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,3	121,5	+ 0,7
Mars	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 0,9
Avril	58,2	43,0	143,4	30,9	2,7	278,2	5,2	0,0	23,6	28,8	- 125,4	124,0	+ 1,2
Mai	58,2	43,2	143,4	87,3	2,5	334,6	5,4	0,0	23,6	29,0	- 181,4	124,2	- 0,4
Juin	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	0,0
Juillet	58,2	38,2	136,5	57,2	2,5	292,6	5,2	0,0	23,6	28,8	- 140,2	123,6	+ 1,1
Août	58,2	38,2	134,8	40,3	2,7	274,2	4,7	0,0	23,6	28,3	- 121,7	124,2	+ 2,4
Septembre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	- 1,1
Octobre	58,2	40,2	138,9	35,3	2,7	275,3	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	125,9	+ 1,0
Novembre	58,2	41,7	138,9	34,0	2,7	275,5	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	126,1	+ 0,5
Décembre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 0,1

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprennent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprennent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprennent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total I à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ⁵ ..	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre ...	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Mars	156,8	184,0	124,4	19,9	724,9	1.210,0	.	808,1	.	964,1	2.174,1
Juin	164,6	189,4	143,6	19,1	732,6	1.249,3	.	794,2	.	946,9	2.196,2
Septembre *	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	.	771,5	.	916,0	2.149,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ³ ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,8	10,4	15,3	203,1	981,2	1.199,6	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	4,4	8,6	15,1	202,8	1.007,2	1.225,1	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ³ ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	9,7	43,8	53,5	23,8	82,0	804,8	910,6	0,9
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	8,0	40,3	48,3	22,8	88,0	787,7	898,5	0,5
Septembre	26,8	130,2	759,0	916,0	5,6	37,1	42,7	21,2	93,1	759,0	873,3	0,3
C. Total												
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ³ ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	14,3	49,6	63,9	39,1	285,1	1.786,0	2.110,2	1,1
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	12,5	45,1	57,6	37,5	296,9	1.804,1	2.138,5	0,7
Septembre	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	9,8	41,5	51,3	36,3	295,9	1.766,2	2.098,4	0,4

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (9)		(3) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,3	8,0	1,7	6,3	0,0	8,0	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
C. Total											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,5	8,2	1,7	6,5	0,0	8,2	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,1

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ³	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,6	10,2	15,3	203,3	981,2	1.199,8	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	3,3	7,5	15,1	203,9	1.007,2	1.226,2	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ³	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	8,0	37,5	45,5	25,5	88,3	804,8	918,6	1,2
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	4,3	35,6	39,9	26,5	92,7	787,7	906,9	0,6
Septembre	26,8	130,2	759,0	916,0	4,2	33,5	37,7	22,6	96,7	759,0	878,3	0,3
C. Total												
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ³	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	12,6	43,1	55,7	40,8	291,6	1.786,0	2.118,4	1,4
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	8,8	40,4	49,2	41,2	301,6	1.804,1	2.146,9	0,8
Septembre	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	8,4	36,8	45,2	37,7	300,6	1.766,2	2.104,5	0,4

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Encaisse en or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8
Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0
Écus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9
Monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1
Autres	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4
Avances au F.M.I.	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—
Banques	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9
Fonds publics	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2
Total de l'actif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Billets en circulation	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—
Valeurs à payer	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires ..	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5
Autres accords	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9
Réserve extraordinaire	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Total du passif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1985 7 octobre	1986 6 octobre	1985 4 novembre	1986 7 novembre	1985 9 décembre	1986 8 décembre	1986 6 janvier	1987 5 janvier
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,0	22,1	23,0	22,4	22,7	22,2	23,0	22,4
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	17,7	10,7	15,7	12,2	15,5	13,6	16,0	13,6
Ecus	156,5	134,8	156,6	138,9	156,5	138,9	157,9	138,9
Monnaies étrangères	28,9	35,3	31,4	35,1	30,3	34,1	29,4	33,7
Monnaies étrangères et or¹ à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	18,1	18,4	18,1	18,4	18,1	18,4	18,1	18,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Accords internationaux	1,7	2,7	1,5	2,7	1,4	2,7	1,3	2,4
Avances au F.M.I.	2,5	5,9	2,5	5,9	2,5	5,9	2,5	5,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	8,2	—	9,7	—	0,0	—	0,0	—
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	8,2	0,1	9,7	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0
Effets de commerce	9,7	5,3	15,9	6,7	8,9	2,2	30,9	1,5
Avances sur nantissement	0,0	6,2	0,0	0,0	0,0	0,1	6,7	0,0
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	195,9	190,2	187,6	188,1	186,2	197,8	160,1	206,1
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,5	1,2	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,1	3,7	4,1	3,6	4,4	4,1	4,4	4,9
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	14,3	16,2	14,3	16,2	14,3	16,2	14,3	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	3,4	4,4	3,4	4,4	3,4	4,4	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .	20,0	—	20,0	—	19,7	—	19,8	—
Divers	22,2	24,5	21,2	21,0	27,4	26,8	28,6	32,6
	660,4	614,4	659,0	609,7	645,2	621,4	652,5	634,7
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux²	14,7	16,3	13,3	15,5	12,1	15,1	23,5	13,8
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ³	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

³ Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1985 7 octobre	1986 6 octobre	1985 4 novembre	1986 7 novembre	1985 9 décembre	1986 8 décembre	1986 6 janvier	1987 5 janvier
Billets en circulation	392,5	405,3	387,5	402,5	385,8	405,9	394,3	413,9
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	2,2	1,8	2,0	1,9	3,0	1,9	3,6	2,5
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,8	15,8	14,2	10,6	14,8	18,3	16,0	20,9
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,1	3,7	4,1	3,6	4,4	4,1	4,5	4,9
Autres accords	0,0	—	0,1	—	0,0	—	0,1	—
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	156,5	134,8	156,5	138,9	156,6	138,9	156,5	138,9
Autres	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or¹ à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	12,3	0,1	14,6	0,2	0,0	0,2	2,5	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	20,0	—	20,0	—	19,8	—	19,8	—
Divers	22,1	13,1	22,1	12,2	22,9	12,3	17,3	13,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	13,9	15,8	13,9	15,8	13,9	15,8	13,9	15,8
	660,4	614,4	659,0	609,7	645,2	621,4	652,5	634,7
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ²	14,7	16,3	13,3	15,5	12,1	15,1	23,5	13,8

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						(%)
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1984 3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1986 1 ^{er} trimestre	1.243	278,0	94,0	505,4	1.034,5	508,9	1.034,5	3.083,3	97
2 ^e trimestre	1.237	314,5	103,5	535,2	1.023,8	519,6	1.023,8	3.102,4	97
3 ^e trimestre	1.235	286,4	92,6	472,1	922,2	497,1	922,2	2.813,6	97
1985 Novembre	1.259	223,4	85,8	472,6	913,8	457,6	913,8	2.757,8	97
Décembre	1.257	259,4	89,8	488,3	807,1	463,1	807,1	2.565,6	96
1986 Janvier	1.254	307,3	94,7	536,2	1.099,3	530,2	1.099,3	3.265,0	97
Février	1.256	259,5	94,6	511,9	1.063,4	521,0	1.063,4	3.159,7	97
Mars	1.243	267,3	92,6	468,1	940,9	475,6	940,9	2.825,5	97
Avril	1.241	291,3	89,3	537,0	1.004,0	517,3	1.004,0	3.062,3	97
Mai	1.239	304,0	115,7	529,1	988,8	474,1	988,8	2.980,8	96
Juin	1.237	348,3	105,6	539,7	1.078,4	567,4	1.078,4	3.263,9	97
Juillet	1.237	331,5	92,0	551,3	1.052,6	575,9	1.052,6	3.232,4	98
Août	1.236	257,5	94,7	433,8	845,5	441,0	845,5	2.565,8	97
Septembre	1.235	270,1	91,0	431,2	868,5	474,3	868,5	2.642,5	97
Octobre	1.234	276,4	88,6	507,0	914,9	485,1	914,9	2.821,9	97
Novembre	1.233	243,7	93,6	446,2	882,9	425,6	882,9	2.637,6	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 31 oct.	1986 31 oct.	1985 30 nov.	1986 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,0	14,2	18,5	16,2	13,0	12,8	12,5	12,6
Prêts au jour le jour	63,2	90,4	146,6	175,0	144,3	205,7	169,0	265,8
Banquiers	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.553,9	2.281,6	2.463,2	2.243,3
Maison-mère, succursales et filiales	795,6	949,9	1.133,1	1.338,9	1.388,6	1.471,3	1.364,9	1.540,0
Autres valeurs à recevoir à court terme	41,9	49,4	64,2	68,4	65,7	79,2	77,0	72,3
Portefeuille-effets	663,6	823,5	885,9	938,1	978,2	1.185,8	987,6	1.196,4
a) Effets publics	408,4	562,9	569,7	644,5	678,4	861,4	682,3	869,6
b) Effets commerciaux ^a	255,2	260,6	316,2	293,6	299,8	324,4	305,3	326,8
Reports et avances sur titres	1,5	2,1	2,8	4,3	2,8	6,2	3,9	5,9
Débiteurs par acceptations	68,9	69,5	60,8	54,8	56,1	47,6	57,0	47,1
Débiteurs divers	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.974,1	1.981,7	1.903,5	1.962,5	1.902,2
Valeurs mobilières	713,2	914,7	1.122,7	1.423,1	1.375,2	1.545,3	1.408,3	1.545,9
a) Fonds publics belges	612,3	735,6	828,8	985,5	956,3	1.005,0	984,3	999,5
b) Autres titres d'emprunt	99,7	177,2	289,7	419,0	399,3	522,9	405,2	529,3
c) Actions et parts de sociétés	0,9	1,6	2,5	2,2	2,4	2,2	2,1	2,1
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	1,7	16,4	17,2	15,2	16,7	15,0
Valeurs de la réserve légale	2,8	3,3	3,7	3,8	3,8	4,6	3,8	4,6
Participations	35,3	43,3	47,2	33,4	33,3	37,3	33,3	37,0
a) Filiales	21,5	28,8	31,9	17,3	16,8	20,7	16,8	21,1
b) Autres participations	13,8	14,5	15,3	16,1	16,5	16,6	16,5	15,9
Frais de constitution et de premier établissement	1,5	1,6	1,9	2,2	2,3	2,6	2,3	2,6
Immeubles	23,5	24,4	24,6	25,7	26,1	27,4	26,3	27,4
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	2,1	1,9	1,8
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	5,4	6,9	8,4	10,0	10,5	11,6	10,7	11,9
Divers	177,3	193,2	264,6	266,8	243,2	217,7	259,4	229,0
Total de l'actif	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	8.880,7	9.042,4	8.843,7	9.145,9
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	122,3	123,9	83,7	82,3	78,4	59,8	74,7	58,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,1	0,5	1,4	0,6	0,3	1,4	0,3

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

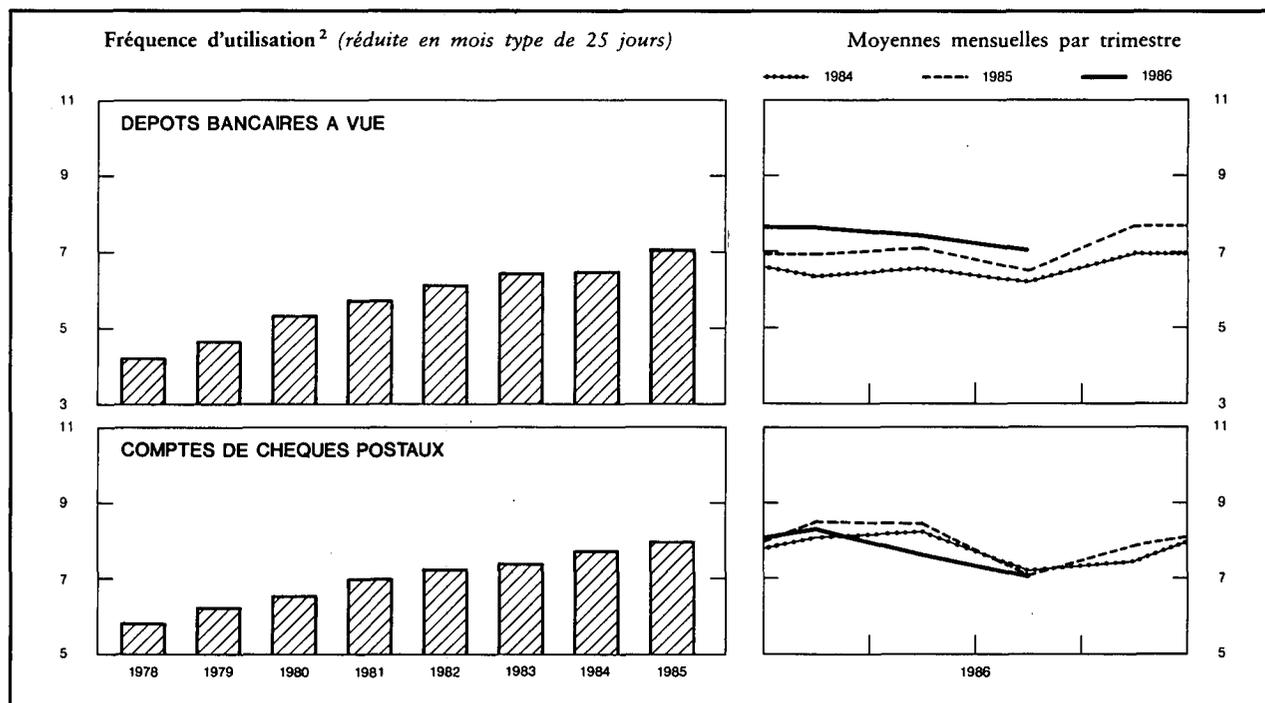
Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 31 oct.	1986 31 oct.	1985 30 nov.	1986 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	7,5	10,9	8,9	5,8	5,6	20,4	5,4
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,8	7,3	8,4	8,2	5,6	5,6	5,2	5,2
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,7	0,2	2,5	0,7	0,2	0,0	15,2	0,2
Emprunts au jour le jour	130,9	168,1	257,7	330,6	256,0	346,1	314,6	443,6
a) Couverts par des sûretés réelles	10,4	8,1	5,5	8,5	4,6	4,9	2,8	2,2
b) Non couverts par des sûretés réelles	120,5	160,0	252,2	322,1	251,4	341,2	311,8	441,4
Banquiers	3.062,7	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.438,8	4.485,7	4.344,9	4.419,2
Maison-mère, succursales et filiales	526,6	701,7	921,4	931,8	954,2	776,0	926,8	827,8
Acceptations	68,9	69,5	61,1	54,8	56,1	47,6	57,0	47,1
Autres valeurs à payer à court terme	34,7	39,3	51,5	61,9	61,7	81,8	71,7	69,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,8	6,2	8,1	7,4	6,7	4,9	6,8	5,5
Dépôts et comptes courants	1.620,8	1.845,5	2.015,9	2.164,3	2.147,7	2.322,5	2.131,7	2.345,1
a) A vue	422,7	489,6	504,5	557,8	518,8	581,3	538,8	585,6
b) A un mois au plus	347,9	403,1	485,1	495,0	497,5	564,7	495,2	565,7
c) A plus d'un mois	419,9	469,5	505,0	507,6	559,4	522,7	522,6	537,3
d) A plus d'un an	14,0	10,6	10,7	15,2	14,7	13,3	15,1	13,4
e) A plus de deux ans	27,9	44,4	42,7	49,8	49,5	58,8	49,7	56,9
f) Carnets de dépôts	387,1	426,8	466,4	536,9	505,9	578,8	508,4	583,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,5	1,5	2,0	1,9	2,9	1,9	3,0
Obligations et bons de caisse	293,9	352,3	390,8	444,0	436,3	449,2	441,0	448,4
Montants à libérer sur titres et participations	1,6	1,5	1,7	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5
Divers	195,4	201,1	259,1	304,1	315,1	285,1	328,4	299,4
<i>Total de l'exigible</i>	<i>5.947,8</i>	<i>6.988,1</i>	<i>8.120,9</i>	<i>8.663,9</i>	<i>8.679,8</i>	<i>8.806,0</i>	<i>8.644,7</i>	<i>8.912,7</i>
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	27,1	40,7	58,2	49,3	56,9	61,8	55,2	59,5
<i>Non exigible :</i>								
Capital	54,7	65,8	68,4	77,6	78,4	85,9	78,2	85,1
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	5,1	5,5	5,3	5,3	12,4	5,3	12,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,8	3,3	3,7	3,8	3,8	4,6	3,8	4,6
Réserve disponible	26,8	29,5	31,5	35,0	35,0	40,0	34,9	40,0
Autres réserves	9,5	11,3	11,7	11,5	11,4	19,8	11,4	19,7
Provisions	7,4	8,0	8,8	10,5	10,1	11,9	10,2	11,9
<i>Total du non exigible</i>	<i>103,6</i>	<i>123,0</i>	<i>129,6</i>	<i>143,7</i>	<i>144,0</i>	<i>174,6</i>	<i>143,8</i>	<i>173,7</i>
<i>Total du passif</i>	<i>6.078,5</i>	<i>7.151,8</i>	<i>8.308,7</i>	<i>8.856,9</i>	<i>8.880,7</i>	<i>9.042,4</i>	<i>8.843,7</i>	<i>9.145,9</i>

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1984 3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,52
2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1986 1 ^{er} trimestre	2.514,8	889,6	3.404,4	7,69	7,69	8,35
2 ^e trimestre	2.592,2	896,4	3.488,6	7,42	7,42	7,66
3 ^e trimestre	2.451,4	741,0	3.192,4	7,07	6,88	7,08
1985 Novembre	2.266,3	835,0	3.101,3	6,89	7,17	8,51
Décembre	2.948,0	697,6	3.645,6	8,64	8,64	6,91
1986 Janvier	2.588,9	868,2	3.457,1	8,10	7,79	8,21
Février	2.505,2	994,7	3.499,9	7,46	7,77	9,23
Mars	2.450,2	806,0	3.256,2	7,51	7,51	7,60
Avril	2.547,7	773,3	3.321,0	8,00	7,69	7,52
Mai	2.477,3	976,4	3.453,7	6,75	7,04	7,53
Juin	2.751,7	939,5	3.691,2	7,52	7,52	7,90
Juillet	2.576,0	781,8	3.357,8	7,28	7,00	7,53
Août	2.275,2	723,2	2.998,4	6,52	6,52	6,78
Septembre	2.503,1	718,0	3.221,1	7,40	7,11	6,92
Octobre	2.567,7			8,07	7,47	
Novembre	2.532,3			6,61	7,18	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

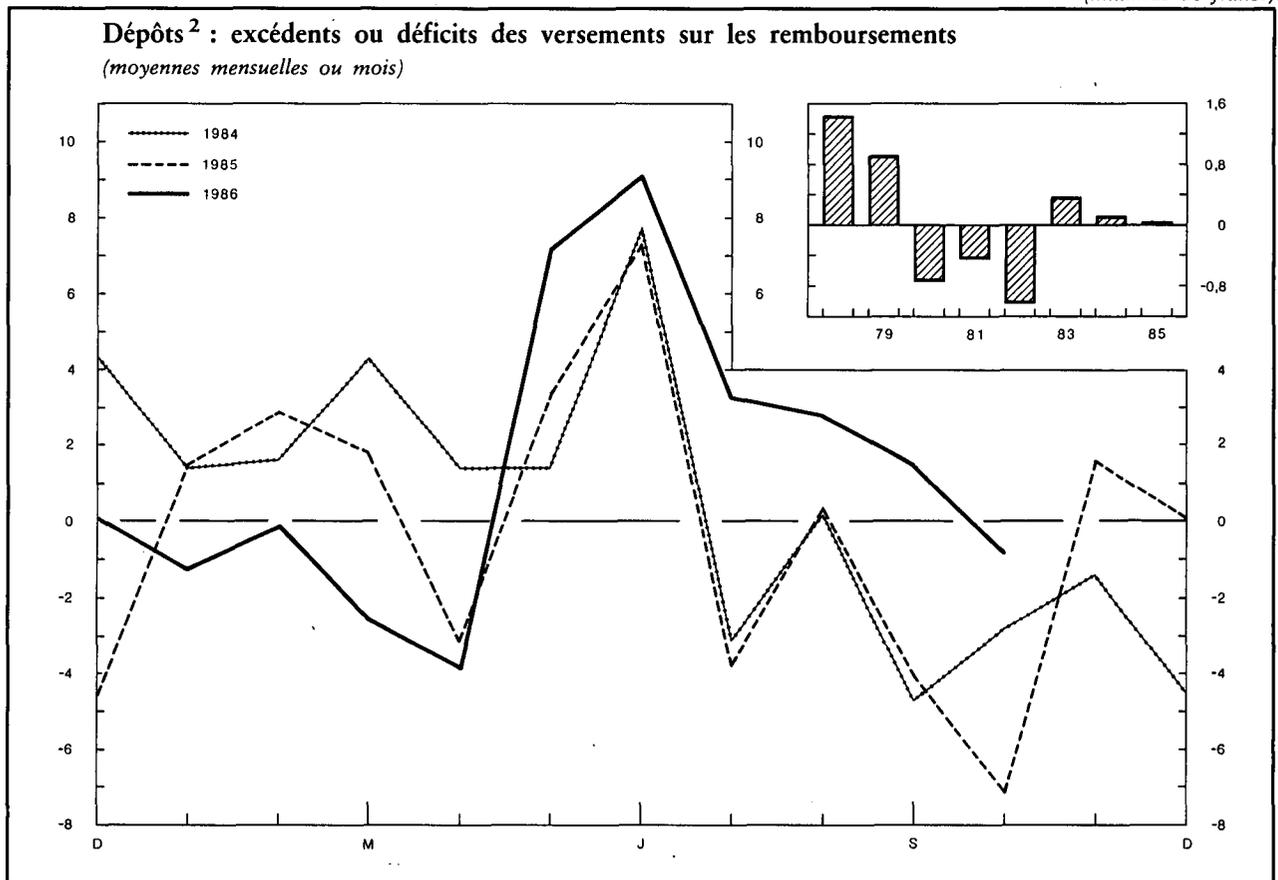
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1977	17,5	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Septembre	19,0	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Mars	31,3	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Juin	30,4	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Septembre	28,1	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Décembre	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Janvier	30,0	154,9	0,0	0,0	37,2	0,0	0,0	147,2
Février	29,3	167,3	0,0	0,0	38,4	9,9	0,0	145,8
Mars	28,4	166,1	0,0	0,0	25,5	0,1	0,0	165,1
Avril	27,3	169,7	0,0	0,0	24,6	0,0	0,0	166,9
Mai	24,5	178,7	0,0	0,0	25,8	2,4	0,0	168,4
Juin	24,6	181,7	0,0	0,0	27,8	0,0	0,0	169,8
Juillet	25,0	186,0	0,0	0,0	28,8	6,1	0,0	174,5
Août	27,2	185,9	0,0	0,0	17,2	3,2	5,1	185,9
Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Octobre	23,5	202,6	0,0	0,0	33,2	0,0	0,0	187,2
Novembre	22,1	213,7	0,0	0,0	42,9	0,0	0,0	185,3
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Bons d'épargne ³		Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde ⁵		
				(fin de période)		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,0	769,4
1984 3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
1984 4 ^e trimestre	388,1	396,8	- 8,7	489,8	230,8	720,6
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
1985 2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
1985 3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
1985 4 ^e trimestre	424,4	429,8	- 5,4	515,0	254,4	769,4
1986 1 ^{er} trimestre	431,6	435,4	- 3,8	511,1	262,8	773,9
1986 2 ^e trimestre	450,3	437,8	12,5	523,5	265,3	788,8
1986 3 ^e trimestre	432,2	424,6	7,6	531,1	265,4	796,5
1985 Octobre	140,8	147,9	- 7,1	489,2	254,0	743,2
1985 Novembre	126,2	124,6	1,6	490,8	255,0	745,8
1985 Décembre	157,4	157,3	0,1	515,0	254,4	769,4
1986 Janvier	148,2	149,4	- 1,2	513,8	258,8	772,6
1986 Février	140,6	140,7	- 0,1	513,7	261,3	775,0
1986 Mars	142,8	145,3	- 2,5	511,1	262,8	773,9
1986 Avril	153,8	157,6	- 3,8	507,2	264,4	771,6
1986 Mai	142,4	135,2	7,2	514,4	265,7	780,1
1986 Juin	154,1	145,0	9,1	523,5	265,3	788,8
1986 Juillet	152,6	149,3	3,3	526,8	265,2	792,0
1986 Août	130,2	127,4	2,8	529,6	265,3	794,9
1986 Septembre	149,4	147,9	1,5	531,1	265,4	796,5
1986 Octobre	159,6	160,4	- 0,8	530,3	265,2	795,5

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotations et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1985 les intérêts capitalisés s'élevaient à 24,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1983	1984	1985
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,2	5,4	5,0
Prêts au jour le jour	0,4	1,2	6,1
Banquiers	60,3	57,2	71,9
Autres valeurs à recevoir à court terme	4,3	2,8	2,3
Portefeuille-effets	134,7	139,4	148,0
a) effets publics	(121,7)	(124,0)	(135,8)
b) effets commerciaux	(13,0)	(15,4)	(12,2)
Reports et avances sur titres	0,7	0,6	0,6
Débiteurs par acceptation	0,3	0,1	0,0
Débiteurs divers	361,3	370,4	386,2
Valeurs mobilières	238,6	293,4	352,6
a) fonds publics belges	(227,1)	(281,2)	(333,1)
b) autres titres d'emprunts	(11,5)	(12,2)	(19,5)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(—)	(—)
Participations	1,6	1,6	1,6
a) filiales	(0,7)	(0,7)	(0,7)
b) autres participations	(0,9)	(0,9)	(0,9)
Immeubles	8,3	9,4	11,4
Matériel et mobilier	0,8	0,8	1,0
Divers	36,2	42,8	46,1
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,8	—	—
Total de l'actif ...	854,5	925,1	1.032,8
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,0	1,1	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,0)	(1,1)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(0,0)	(—)
Emprunts au jour le jour	—	—	1,3
Banquiers	56,7	69,8	99,7
Acceptations	0,3	0,1	0,0
Autres valeurs à payer à court terme	0,9	1,6	1,7
Dépôts et comptes courants	521,0	552,1	598,5
a) à vue et à un mois au plus	(445,3)	(469,0)	(505,8)
b) à plus d'un mois	(75,7)	(83,1)	(92,7)
Obligations et bons de caisse	211,5	230,8	255,0
Divers	44,0	50,4	55,7
Total de l'exigible ...	835,4	905,9	1.013,0
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,1	18,2	19,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	—	1,0	0,6
Total du passif ...	854,5	925,1	1.032,8

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1983	1984	1985
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	0,0	—
Immobilisations financières	—	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	1,6	0,2	0,4
— Titres à revenu fixe	33,1	33,7	33,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,0	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	0,0	—	0,0
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	21,1	22,7	24,8
— Avances sur contrats	0,2	0,1	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,5	1,4	1,2
— autres	0,5	1,0	1,6
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,2	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,0	1,3	1,3
Valeurs disponibles	0,1	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,0	2,3	2,5
Total de l'actif ...	61,3	64,6	67,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserve légale	—	0,7	0,8
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves disponibles	12,8	12,7	13,8
Perte reportée	0,0	—	—
Bénéfice reporté	—	0,1	—
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	31,9	34,6	37,6
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1	0,2
Provisions pour prestations à régler	0,3	0,2	0,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,2	12,9
Autres provisions techniques	—	—	0,0
Provisions pour risques et charges	0,1	0,2	0,3
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,5	0,4	0,4
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,3	0,2
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	—	0,1	0,1
— Autres créiteurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,6	1,8	0,9
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	61,3	64,6	67,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1
2. garantis par banques et organismes financiers ..	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3
Crédits commerciaux	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6
Autres ¹	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2
2. autres ²	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8
Débiteurs divers	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6
Divers	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,8
Total de l'actif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1
EXIGIBLE :									
Obligations	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2
Bons de caisse	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5
Dépôts et emprunts divers	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9
Effets réescomptés	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0
Créditeurs divers	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8
Provisions pour charge et risques divers	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,8
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4
2. Autres ³	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,9
Total du passif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 31 oct.	1986 31 oct.	1985 30 nov.	1986 30 nov.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	2,8	2,5	3,0	3,1	2,7	2,8	2,7	2,6
Prêts au jour le jour	0,8	2,3	5,7	2,5	4,2	1,7	1,9	1,5
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	31,9	36,3	42,5	41,8	43,9	56,1	43,7	56,3
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	5,6	4,6	8,2	7,4	4,9	4,0	4,8	3,8
Effets de commerce et factures	8,2	7,7	6,5	5,0	5,3	5,0	5,1	5,0
Débiteurs par acceptations	0,8	1,4	1,6	0,2	0,0	0,4	0,2	0,6
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	69,2	87,1	99,9	120,0	115,7	144,0	118,3	145,1
Portefeuille-titres et participations	340,7	442,8	518,3	608,4	595,5	669,3	598,7	675,3
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(69,9)	(66,6)	(68,4)	(67,5)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(277,3)	(325,2)	(276,2)	(324,5)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(175,6)	(186,6)	(178,6)	(191,1)
c) Obligations de sociétés belges	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(24,2)	(22,6)	(24,1)	(22,7)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(12,7)	(14,1)	(12,8)	(14,2)
e) Autres valeurs	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(35,8)	(54,2)	(38,6)	(55,3)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	254,0	262,3	258,9	265,7	262,4	285,4	263,6	286,8
Actionnaires ou sociétaires	3,3	3,1	2,9	2,7	2,8	2,7	2,8	2,6
Débiteurs divers	3,4	5,2	7,4	6,9	7,8	5,6	7,3	5,5
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable	721,1	855,7	955,3	1.064,0	1.045,5	1.177,3	1.049,4	1.185,4
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,5	7,9	8,5	9,2	9,0	9,6	9,4	9,7
Leasing immobilier	0,6	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Matériel et mobilier	0,8	1,2	1,6	1,9	2,0	2,1	2,0	2,1
Leasing mobilier	0,8	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,8	11,1	10,7	11,8	11,7	12,4	12,2	12,5
Comptes transitoires ¹	24,0	33,0	38,9	49,5	46,5	53,0	52,6	57,8
Total de l'actif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	1.103,7	1.242,7	1.114,2	1.255,7
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	696,8	825,7	927,9	1.040,4	1.019,7	1.152,6	1.023,6	1.162,8
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	684,4	812,1	913,9	1.023,8	1.002,1	1.130,3	1.005,9	1.142,1

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 31 oct.	1986 31 oct.	1985 30 nov.	1986 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	416,7	475,3	544,9	506,2	491,3	570,6	491,6	576,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	85,5	112,6	127,7	142,1	140,4	149,9	141,3	149,6
c) de cinq ans ou plus	174,6	216,8	228,8	250,4	246,1	253,8	248,1	252,9
Réserves techniques	0,8	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,1	6,5	6,4	6,7	6,6	8,2	6,7	8,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	1,9	2,4	2,8	1,6	2,5	1,3	2,5
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,2	0,0	0,0	0,2	0,3	0,1	0,4	0,2
b) auprès de la B.N.B.	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,2	2,3	2,0	107,2	98,3	117,0	100,8	118,8
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Récomptes	4,8	5,0	0,0	0,6	0,4	0,2	0,6	0,2
Mobilisation d'actifs	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,3	2,9	3,3	3,4	2,0	1,6	1,8	1,6
Créditeurs divers	1,8	1,7	2,0	2,3	2,2	3,0	2,1	2,4
Provisions pour charges	4,1	5,3	6,0	4,9	6,2	4,2	6,4	4,4
Divers	0,4	0,4	0,3	2,4	3,1	6,5	3,0	10,6
Total de l'exigible	700,3	831,3	924,2	1.029,4	998,6	1.117,8	1.004,3	1.128,2
Fonds propres :								
a) capital	9,6	14,1	16,7	20,9	18,4	22,4	18,9	22,6
b) réserve légale	0,8	1,0	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,4
c) autres réserves	12,6	13,9	15,6	18,8	16,1	19,9	16,0	19,9
Comptes de redressements d'actifs	5,8	6,6	8,0	9,9	8,0	9,9	8,0	9,9
Comptes transitoires ¹	25,8	32,9	39,2	45,0	61,3	71,2	65,7	73,7
Total du passif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	1.103,7	1.242,7	1.114,2	1.255,7

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créditeurs	Débiteurs	
	Emprunts dont les charges sont :	supportées par les emprunteurs		remboursées aux emprunteurs par l'Etat	à fin de période					
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1985 2 ^e trimestre ...	7,9	1,4	4,5	10,9	22,1	578,2	16,8	21,0	61,8	174,7
3 ^e trimestre ...	8,2	1,2	3,8	11,0	21,2	576,7	18,0	22,0	52,3	198,4
4 ^e trimestre ...	8,6	1,1	3,6	12,8	19,7	579,7	16,3	23,5	52,5	143,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	6,7	1,7	4,0	11,9	19,6	570,7	14,3	21,6	50,0	193,2
2 ^e trimestre ...	6,3	1,0	3,9	9,3	21,4	567,2	14,4	22,5	51,6	150,7
3 ^e trimestre ...	6,5	1,1	4,7	13,5	20,2	561,7	14,0	24,6	53,2	208,7
1985 Novembre	1,9	0,4	1,2	3,5	21,2	576,1	17,6	20,5	49,9	42,9
Décembre	3,5	0,3	1,4	4,8	19,7	579,7	16,3	30,3	55,3	43,5
1986 Janvier	2,7	0,6	1,4	4,5	19,6	571,3	14,4	27,2	49,3	93,4
Février	2,1	0,6	1,5	3,6	20,0	572,7	14,2	17,6	51,8	43,3
Mars	1,9	0,5	1,1	3,8	19,6	570,7	14,3	20,0	49,0	56,5
Avril	1,8	0,5	1,5	2,7	20,8	564,8	13,7	19,7	52,7	58,8
Mai	1,8	0,1	1,1	2,5	21,3	565,4	15,2	23,1	52,2	42,3
Juin	2,7	0,4	1,3	4,1	21,4	567,2	14,4	24,7	49,9	49,6
Juillet	2,5	0,3	1,2	4,3	21,3	560,4	13,5	24,8	55,8	81,5
Août	1,3	0,4	1,3	3,9	20,4	562,0	14,2	21,6	50,9	53,4
Septembre	2,7	0,4	2,2	5,3	20,2	561,7	14,0	27,5	53,0	73,8
Octobre	2,9	0,6	1,8	5,0	20,6	556,6	15,7	20,1	62,3	79,8
Novembre	2,6	0,3	1,6	3,7	21,1	558,2	15,4	24,1	48,4	66,9

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE ¹

Etat récapitulatif des valeurs représentatifs des réserves ou provisions technique en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affection						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Actifs réglementaires ² :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	61,8	68,0	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4
Obligations organisations internationales	1,0	1,0	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	29,8	32,1	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,0	2,4	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Certificats immobiliers sociétés belges	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1
Actions sociétés belges	14,4	16,0	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0
Immeubles	24,8	28,0	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	79,3	89,9	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,0	0,2	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	2,2	2,2	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,2	0,1	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,1	1,6	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8
Certificats fonds communs de placement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,2	5,0	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5
Numéraire	0,9	3,0	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8
Avances sur polices	6,6	7,4	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	4,3	4,8	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8
Primes restant à encaisser	0,9	0,6	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4
Créances sur intermédiaires	0,3	1,0	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0
Total A	233,2	263,9	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,0	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2
Total B	3,0	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2
TOTAL GENERAL (A + B)	236,2	267,0	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1
Encaissement affaires directes	36,7	40,4	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6
Provisions techniques affaires directes	235,9	263,7	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7

¹ A partir de l'année 1978 la statistique a été adaptée, afin qu'elle corresponde aux chiffres publiés par l'office de Contrôle des Assurances.

² Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)		(5)	(7)	(8)			
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	+ 474,7	+ 486,3	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 489,0	+ 504,2	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 486,3	+ 477,9	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 598,9	+ 592,3	
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 587,6	+ 593,7	
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 696,6	+ 702,7	
1984	+ 9,7	+ 17,0	+ 5,3	+ 22,3	+ 3,3	+ 35,3	+ 552,0	+ 587,3	
1985	- 8,6	+ 16,8	- 4,9	+ 11,9	+ 2,3	+ 5,6	+ 732,8	+ 738,4	
1984 2 ^e trimestre ...	+ 15,3	- 1,6	- 4,8	- 6,4	+ 1,2	+ 10,1	+ 241,4	+ 251,5	
3 ^e trimestre ...	- 8,8	+ 1,7	+ 5,8	+ 7,5	+ 0,4	- 0,9	+ 70,5	+ 69,6	
4 ^e trimestre ...	+ 5,6	- 3,9	- 1,4	- 5,3	- 0,2	+ 0,1	+ 64,6	+ 64,7	
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 21,7	- 0,3	+ 21,4	+ 0,8	+ 11,8	+ 246,0	+ 257,8	
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,6	+ 16,8	+ 12,2	+ 0,2	+ 32,3	+ 274,8	+ 307,1	
3 ^e trimestre ...	- 19,4	+ 1,4	- 14,4	- 13,0	+ 0,6	- 31,8	+ 86,0	+ 54,2	
4 ^e trimestre ...	+ 1,3	- 1,7	- 7,0	- 8,7	+ 0,7	- 6,7	+ 126,0	+ 119,3	
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 5,3	+ 23,2	+ 3,0	+ 26,2	+ 0,0	+ 31,5	+ 317,4	+ 348,9	
2 ^e trimestre ...	- 3,9	- 4,1	- 2,7	- 6,8	+ 0,1	- 10,6	+ 344,8	+ 334,2	
3 ^e trimestre ...	+ 11,7	- 5,8	+ 0,2	- 5,6	+ 1,6	+ 7,7	+ 103,6	+ 111,3	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an ^{5 6} au plus	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1978	+ 48,3	+176,5	+177,0	+401,8	0,0	+ 15,5	+ 15,5	+ 57,4	+ 474,7
1979	+ 25,8	+152,3	+209,4	+387,5	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 489,0
1980	+ 4,2	+111,8	+259,7	+375,7	+ 46,4	+ 23,6	+ 70,0	+ 40,6	+ 486,3
1981	+ 32,9	+108,1	+211,4	+352,4	+115,3	+ 39,7	+155,0	+ 91,5	+ 598,9
1982	+ 34,9	+138,5	+297,4	+470,8	+ 30,7	+ 51,3	+ 82,0	+ 34,8	+ 587,6
1983	+ 75,9	+146,3	+347,1	+569,3	- 13,8	+ 84,0	+ 70,2	+ 57,1	+ 696,6
1984	- 15,1	+233,4	+207,1	+425,4	- 9,4	+104,0	+ 94,6	+ 32,0	+ 552,0
1985	+ 50,7	+225,7	+292,3	+568,7	- 2,4	+ 89,0	+ 86,6	+ 77,5	+ 732,8
1984 2 ^e trimestre	+ 67,9	+ 21,4	+ 51,3	+140,6	- 12,5	+ 28,0	+ 15,5	+ 85,3	+ 241,4
3 ^e trimestre	- 51,9	+ 73,5	+ 49,6	+ 71,2	- 4,0	+ 16,7	+ 12,7	- 13,4	+ 70,5
4 ^e trimestre	- 1,7	+ 42,4	+ 62,9	+103,6	- 16,4	+ 26,7	+ 10,3	- 49,3	+ 64,6
1985 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+110,0	+ 77,3	+187,1	+ 6,6	+ 13,9	+ 20,5	+ 38,4	+ 246,0
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 13,0	+ 99,9	+182,2	- 12,6	+ 28,3	+ 15,7	+ 76,9	+ 274,8
3 ^e trimestre	- 54,0	+ 49,5	+ 59,3	+ 54,8	+ 8,8	+ 22,3	+ 31,1	+ 0,1	+ 86,0
4 ^e trimestre	+ 9,6	+ 79,2	+ 55,8	+144,6	- 5,2	+ 24,5	+ 19,3	- 37,9	+126,0
1986 1 ^{er} trimestre	- 1,7	+ 84,6	+ 73,3	+156,2	+ 24,5	+ 27,3	+ 51,8	+109,4	+ 317,4
2 ^e trimestre	+109,6	+ 24,4	+ 46,0	+180,0	- 4,4	+ 44,3	+ 39,9	+124,9 ¹⁰	+ 344,8
3 ^e trimestre	- 60,6	+109,8	+ 23,3	+ 72,5	+ 4,5	+ 35,3	+ 39,8	- 8,7 ¹⁰	+ 103,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³			Total général		
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,6}		A l'étranger	Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après des organismes principalement monétaires ⁷							(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 58,7	+ 5,7	+ 0,9	+ 180,6	+ 69,7	+ 52,8	+ 233,4	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 224,0
1985	+ 163,0	+ 20,4	+ 16,7	+ 2,2	+ 202,3	+ 88,8	+ 23,4	+ 225,7	- 1,3	- 1,1	- 2,4	+ 223,3
1984 2 ^e trimestre .	+ 25,6	- 16,7	+ 1,5	+ 3,4	+ 13,8	- 3,0	+ 7,6	+ 21,4	- 5,3	- 7,2	- 12,5	+ 8,9
3 ^e trimestre .	+ 5,2	+ 48,6	0,0	- 0,3	+ 53,5	+ 41,1	+ 20,0	+ 73,5	- 3,1	- 0,9	- 4,0	+ 69,5
4 ^e trimestre .	+ 65,5	- 32,3	+ 0,7	- 3,5	+ 30,4	- 4,0	+ 12,0	+ 42,4	- 10,3	- 6,1	- 16,4	+ 26,0
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 61,2	+ 1,9	+ 4,0	+ 91,3	+ 44,6	+ 18,7	+ 110,0	+ 7,4	- 0,8	+ 6,6	+ 116,6
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 58,6	+ 1,8	+ 3,1	- 25,6	- 23,9	+ 12,6	- 13,0	- 10,0	- 2,6	- 12,6	- 25,6
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,5	+ 5,5	0,0	+ 47,6	+ 28,2	+ 1,9	+ 49,5	+ 3,1	+ 5,7	+ 8,8	+ 58,3
4 ^e trimestre .	+ 89,1	- 2,7	+ 7,5	- 4,9	+ 89,0	+ 39,9	- 9,8	+ 79,2	- 1,8	- 3,4	- 5,2	+ 74,0
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 17,3	+ 45,3	+ 6,2	+ 4,9	+ 73,7	+ 35,9	+ 10,9	+ 84,6	+ 17,4	+ 7,1	+ 24,5	+ 109,1
2 ^e trimestre .	+ 34,2	- 37,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 5,9	- 14,6	+ 18,5	+ 24,4	- 16,6	+ 12,2	- 4,4	+ 20,0
3 ^e trimestre .	+ 37,8	+ 47,0	+ 4,9	- 0,6	+ 89,1	+ 57,2	+ 20,7	+ 109,8	+ 12,3	- 7,8	+ 4,5	+ 114,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,7	607,3	85,3	12,2	1.970,5	875,5	149,9	2.120,4
Juin	1.291,3	590,6	86,8	15,6	1.984,3	872,5	147,3	2.131,6
Septembre	1.296,5	639,2	86,8	15,3	2.037,8	913,6	148,9	2.186,7
Décembre	1.362,0	606,9	87,5	11,8	2.068,2	909,6	139,2	2.207,4
1985 Mars	1.386,2	668,1	89,4	15,8	2.159,5	954,2	145,6	2.305,1
Juin	1.414,3	609,5	91,2	18,9	2.133,9	930,3	135,9	2.269,8
Septembre	1.435,9	630,0	96,7	18,9	2.181,5	958,5	131,8	2.313,3
Décembre	1.525,0	627,3	104,2	14,0	2.270,5	998,4	126,1	2.396,6
1986 Mars	1.542,3	672,6	110,4	18,9	2.344,2	1.034,3	141,6	2.485,8
Juin	1.576,5	635,5	115,2	22,9	2.350,1	1.019,7	122,8	2.472,9
Septembre	1.614,3	682,5	120,1	22,3	2.439,2	1.076,9	131,9	2.571,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1978	+ 165,8	+ 10,3	+ 0,9	+ 177,0	+ 13,9	+ 1,6	+ 15,5	+ 192,5
1979	+ 204,7	+ 3,8	+ 0,9	+ 209,4	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 220,4
1980	+ 256,9	+ 1,8	+ 1,0	+ 259,7	+ 30,5	- 6,9	+ 23,6	+ 283,3
1981	+ 207,8	+ 1,2	+ 2,4	+ 211,4	+ 44,2	- 4,5	+ 39,7	+ 251,1
1982	+ 280,4	+ 18,2	- 1,2	+ 297,4	+ 59,7	- 8,4	+ 51,3	+ 348,7
1983	+ 286,8	+ 47,4	+ 12,9	+ 347,1	+ 84,8	- 0,8	+ 84,0	+ 431,1
1984	+ 186,9	+ 21,3	- 1,1	+ 207,1	+ 111,2	- 7,2	+ 104,0	+ 311,1
1985	+ 283,4	+ 12,3	- 3,4	+ 292,3	+ 87,4	+ 1,6	+ 89,0	+ 381,3
1984 2 ^e trimestre ...	+ 49,0	+ 2,8	- 0,5	+ 51,3	+ 28,0	0,0	+ 28,0	+ 79,3
3 ^e trimestre ...	+ 45,2	+ 3,7	+ 0,7	+ 49,6	+ 19,8	- 3,1	+ 16,7	+ 66,3
4 ^e trimestre ...	+ 52,9	+ 11,0	- 1,0	+ 62,9	+ 30,2	- 3,5	+ 26,7	+ 89,6
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 76,2	+ 2,7	- 1,6	+ 77,3	+ 20,8	- 6,9	+ 13,9	+ 91,2
2 ^e trimestre ...	+ 93,5	+ 8,0	- 1,6	+ 99,9	+ 26,6	+ 1,7	+ 28,3	+ 128,2
3 ^e trimestre ...	+ 56,9	+ 0,8	+ 1,6	+ 59,3	+ 18,8	+ 3,5	+ 22,3	+ 81,6
4 ^e trimestre ...	+ 56,8	+ 0,8	- 1,8	+ 55,8	+ 21,2	+ 3,3	+ 24,5	+ 80,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 79,1	- 7,1	+ 1,3	+ 73,3	+ 16,8	+ 10,5	+ 27,3	+ 100,6
2 ^e trimestre ...	+ 28,9	+ 23,3	- 6,2	+ 46,0	+ 35,1	+ 9,2	+ 44,3	+ 90,3
3 ^e trimestre ...	+ 24,8	0,0	- 1,5	+ 23,3	+ 34,5	+ 0,8	+ 35,3	+ 58,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 64,4	+ 37,4	+ 73,6	+ 70,4	+ 45,3	+ 27,8	+ 1,4	+ 170,1	+ 137,0	+ 307,1
1985	- 0,7	+ 13,9	+ 120,8	+ 53,6	+ 82,3	+ 74,7	+ 35,4	+ 35,2	+ 0,4	+ 251,7	+ 163,9	+ 415,6
1984 2 ^e trimestre	+ 19,6	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,2	+ 9,2	+ 10,5	+ 15,5	+ 3,7	- 0,1	+ 76,4	+ 20,3	+ 96,7
3 ^e trimestre	- 13,3	- 12,1	+ 17,0	+ 7,5	+ 6,2	+ 16,8	+ 0,8	+ 8,0	+ 0,1	- 1,4	+ 32,4	+ 31,0
4 ^e trimestre	- 1,2	- 7,1	- 3,8	+ 13,4	+ 10,5	+ 27,9	+ 19,9	+ 9,8	+ 0,4	+ 18,3	+ 51,5	+ 69,8
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,0	+ 43,0	+ 10,9	+ 6,3	+ 8,8	+ 1,2	+ 98,5	+ 33,9	+ 132,4
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,5	+ 9,9	+ 22,4	+ 5,9	+ 34,4	+ 11,2	+ 11,1	- 0,7	+ 59,7	+ 67,2	+ 126,9
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,4	+ 14,0	+ 4,6	+ 12,5	+ 5,4	+ 0,9	+ 5,8	- 0,2	- 3,3	+ 15,6	+ 12,3
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 5,9	+ 51,9	+ 13,6	+ 20,9	+ 24,0	+ 17,0	+ 9,5	+ 0,1	+ 96,8	+ 47,2	+ 144,0
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 4,0	+ 55,5	+ 14,1	+ 24,3	+ 43,0	+ 9,7	+ 18,3	- 3,9	+ 89,4	+ 71,5	+ 160,9
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 12,3	+ 21,6	- 2,6	+ 12,7	+ 2,0	+ 26,5	- 0,1	- 0,4	+ 99,2	- 1,1	+ 98,1
3 ^e trimestre	- 11,8	- 11,5	+ 32,5	- 6,1	+ 19,4	- 5,0	+ 12,0	- 4,4	+ 0,2	+ 40,6	- 15,3	+ 25,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général (12) = (10) + (11)
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9*	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984 Mars	364,9	105,2	1.382,8	394,6	792,2	1.051,9	409,8	349,3	18,9	3.054,9	1.814,7	4.869,6
Juin	384,5	119,1	1.403,7	400,8	801,4	1.062,4	425,3	353,0	18,8	3.134,0	1.835,0	4.969,0
Septembre	371,2	107,0	1.425,3	408,3	807,6	1.079,2	426,1	361,0	18,9	3.137,2	1.867,4	5.004,6
Décembre	370,0	99,9	1.422,2	421,7	818,1	1.107,1	446,0	370,8	19,3	3.156,2	1.918,9	5.075,1
1985 Mars	361,3	112,8	1.466,2	434,7	861,1	1.118,0	452,3	379,6	20,5	3.253,7	1.952,8	5.206,5
Juin	385,5	121,3	1.476,4	457,1	867,0	1.152,4	463,5	390,7	19,8	3.313,7	2.020,0	5.333,7
Septembre	368,2	107,9	1.483,2	461,7	879,5	1.157,8	464,4	396,5	19,6	3.303,2	2.035,6	5.338,8
Décembre	369,3	113,8	1.531,2	475,3	900,4	1.181,8	481,4	406,0	19,7	3.396,1	2.082,8	5.478,9
1986 Mars	365,2	117,8	1.584,8	489,4	924,7	1.224,8	491,1	424,3	15,8	3.483,6	2.154,3	5.637,9
Juin	391,3	130,1	1.604,2	486,8	937,4	1.226,8	517,6	424,2	15,4	3.580,6	2.153,2	5.733,8
Septembre	379,5	118,6	1.633,5	480,7	956,8	1.221,8	529,6	419,8	15,6	3.618,0	2.137,9	5.755,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	86,2
	* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	102,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	44,9	6,2	38,7	88,3	- 3,6
	* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	52,2	6,1	46,1	55,8	- 5,0
	* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,6	7,0	31,6	126,4	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,8	47,7	17,8	4,5	13,3	61,0	3,1
	* 1984	0,0	4,0	- 4,0	37,6	33,6	11,1	6,1	5,0	38,6	1,3
	* 1985	—	16,8	- 16,8	49,5	32,7	8,9	12,7	- 3,8	28,9	12,1
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
	* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7
	* 1985	30,0	4,6	25,4	53,8	79,2	10,0	0,2	9,8	89,0	6,6
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	—
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	—
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	* 1985	—	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	9,8	- 7,8	- 14,4	—
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	—
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	—
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	—
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	—
	1983	489,4	223,3	266,1	92,0	358,1	132,8	23,5	109,3	467,4	—
	* 1984	409,1	249,0	160,1	81,0	241,1	179,0	22,8	156,2	397,3	—
	* 1985	665,5	252,7	412,8	103,3	516,1	148,1	48,5	99,6	615,7	—

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans		—	8,00

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères				Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée ²	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9	
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0	
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8	
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1	
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985 Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8	
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9	
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0	
Décembre ..	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986 Janvier	2.029,0	156,0	1.176,8	116,2	3.478,0	557,7	460,6	1.018,3	4.496,3	497,5	5,1	502,6	4.998,9	
Février	2.149,6	156,0	1.163,1	83,1	3.551,8	511,5	509,8	1.021,3	4.573,1	496,4	4,6	501,0	5.074,1	
Mars	2.150,9	156,0	1.196,7	95,0	3.598,6	544,5	530,0	1.074,5	4.673,1	494,4	4,6	499,0	5.172,1	
Avril	2.150,5	156,0	1.157,2	109,8	3.573,5	537,3	517,1	1.054,4	4.627,9	551,7	4,7	556,4	5.184,3	
Mai	2.148,9	103,7	1.323,0	116,4	3.692,0	552,1	481,5	1.033,6	4.725,6	551,3	4,7	556,0	5.281,6	
Juin	2.149,2	102,5	1.449,4	97,0	3.798,1	539,8	455,4	995,2	4.793,3	551,0	4,7	555,7	5.349,0	
Juillet	2.146,8	101,2	1.472,1	100,1	3.820,2	540,3	445,4	985,7	4.805,9	550,2	4,7	554,9	5.360,8	
Août	2.146,0	101,3	1.499,6	97,3	3.844,2	513,7	464,3	978,0	4.822,2	550,3	4,3	554,6	5.376,8	
Septembre ..	2.239,8	100,0	1.467,7	87,4	3.894,9	498,3	477,6	975,9	4.870,8	549,9	4,3	554,2	5.425,0	
Octobre	2.235,0	98,8	1.442,7	98,2	3.874,7	516,8	475,7	992,5	4.867,2	549,0	2,2	551,2	5.418,4	
Novembre ..	2.229,8	98,8	1.460,5	93,5	3.882,6	509,9	483,5	993,4	4.876,0	548,2	2,2	550,4	5.426,4	
Décembre ..	2.228,0	98,8	1.430,0	94,0	3.850,8	502,4	515,8	1.018,2	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² A partir de septembre 1986 y compris la dette née des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de la dette publique (arrêté royal n° 466 du 20 août 1986).

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 7 premiers mois	+ 547,8	+ 2,3	- 30,5	+ 97,2 ⁴	+ 69,0 ⁴	+ 478,8
1986 7 premiers mois	+ 446,2	- 14,1	- 22,6	+ 0,5 ⁴	- 36,2 ⁴	+ 482,4
1985 8 premiers mois	+ 571,8	+ 2,6	- 30,7	+ 98,3 ⁴	+ 70,2 ⁴	+ 501,6
1986 8 premiers mois	+ 462,2	- 14,1	- 28,4	+ 0,5 ⁴	- 42,0 ⁴	+ 504,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par le B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.226,5	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
1983	127,5	80,8	55,8	87,0	146,6	497,7
1984	230,3	88,6	53,6	129,1	151,6	653,2
Total						
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,8	142,9	1.298,3	3.532,1
1984	2.082,2	187,4	53,6	227,4	1.378,1	3.928,7

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984 *	1.687,5	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,5
1983	42,9	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	497,7
1984 *	47,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	653,2
Total										
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,8
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.532,1
1984 *	1.734,7	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.928,7

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

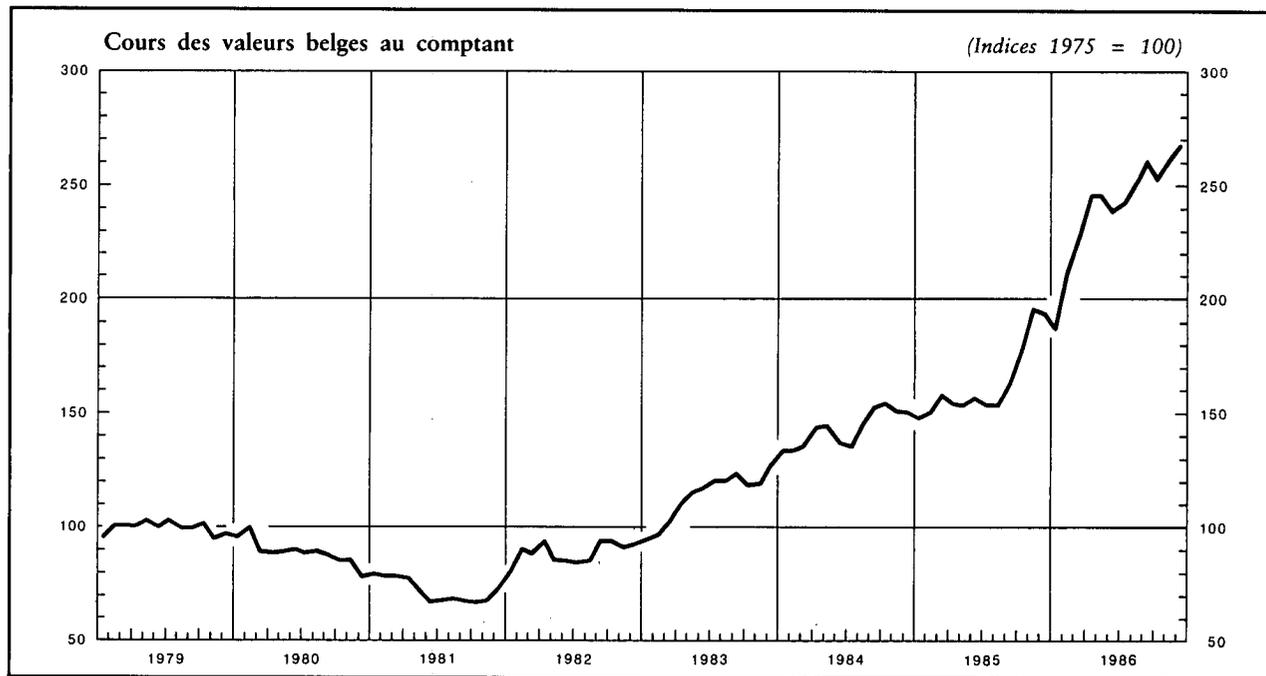
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1984 4 ^e trimestre	378	153	153	5,0	3,8	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	152	152	5,0	3,9	352	394
2 ^e trimestre	357	155	153	5,2	4,2	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	5,2	4,4	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	4,2	3,8	397	386
1986 1 ^{er} trimestre	770	210	204	3,8	3,6	516	423
2 ^e trimestre	890	244	233	3,6	3,4	482	441
3 ^e trimestre	663	252	240	3,6	3,4	367	426
4 ^e trimestre	844	261	246	3,4	3,2	287	424
1985 Décembre	732	194	189	4,2	3,8	412	386
1986 Janvier	449	188	183	4,3	3,9	488	413
Février	900	213	207	3,7	3,5	479	419
Mars	962	228	222	3,5	3,3	582	437
Avril	1.065	246	237	3,4	3,2	625	450
Mai	903	246	235	3,7	3,5	487	443
Juin	702	239	226	3,7	3,5	333	429
Juillet	550	243	232	3,7	3,5	269	418
Août	658	253	241	3,5	3,3	376	419
Septembre	781	261	246	3,6	3,4	455	440
Octobre	723	253	238	3,5	3,3	296	419
Novembre	908	261	246	3,3	3,2	279	428
Décembre	902	268	254	3,3	3,1	287	425

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	24,8	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
1985 Mai	19,4	8,3	1,5	9,8
Juin	13,3	6,2	0,0	6,2
Juillet	8,8	3,8	0,0	3,8
Août	5,4	3,8	0,0	3,8
Septembre	25,4	15,1	0,0	15,1
Octobre	21,0	9,8	0,0	9,8
Novembre	17,0	17,2	0,0	17,2
Décembre	23,8	15,3	0,3	15,6
1986 Janvier	26,5	14,4	0,0	14,4
Février	16,1	7,8	0,0	7,8
Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,0	6,3
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ³	
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers			Total
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	443,4	335,3	368,1	371,6	2,2	1.520,6	2.669,6	118,1
Septembre ⁵ ... *	0,2	0,3	1.144,5	1.145,0	439,5	340,9	367,1	369,7	2,0	1.519,2	2.664,2	117,3
Décembre *	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	345,3	371,5	374,6	1,9	1.525,3	2.715,3	120,3
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	426,3	349,4	365,5	376,3	2,0	1.519,5	2.692,3	118,2
Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,6	1.207,9	430,1	356,1	362,9	383,9	1,5	1.534,5	2.742,4	113,3
Septembre *	0,1	0,2	1.172,9	1.173,2	439,1	362,1	363,3	387,1	1,7	1.553,3	2.726,5	111,9
Décembre *	0,0	0,2	1.244,8	1.245,0	439,6	368,9	374,5	388,1	1,4	1.579,5	2.816,7	108,4
1986 Mars	0,1	0,2	1.260,2	1.260,5	437,8	371,5	369,4	400,4	1,3	1.580,4	2.840,9	107,6
Juin	0,1	0,2	1.298,0	1.298,3	442,5	378,0	376,0	414,6	2,8	1.613,6	2.911,9	112,2
Septembre *	.	0,2	1.283,9	1.284,1	442,7	383,9	373,5	421,2	2,9	1.624,5	2.908,3	110,2

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1984 4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5
1986 1 ^{er} trimestre	15,8
2 ^e trimestre	16,0
3 ^e trimestre	23,8
4 ^e trimestre	28,7

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. L^{re} année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT ¹

Période	Nombre de demandes (milliers)			Montant des demandes (milliards de francs)						
	Achat	Construction ou transformation		Total	Achat	Construction ou transformation		Total		
1978	54,6	43,9		98,5	72,8	67,0		139,8		
1979	60,9	44,5		105,4	90,1	70,0		160,1		
1980	44,7	30,7		75,4	61,8	46,6		108,4		
1981	42,4	26,8		69,2	53,6	39,7		93,3		
1982	37,8	20,1		57,9	44,1	27,5		71,6		
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1984 2 ^e trimestre ...	10,6	1,6	1,7	3,7	17,6	13,1	2,2	1,0	6,6	22,9
3 ^e trimestre ...	9,2	1,2	1,7	3,3	15,4	11,4	1,7	1,0	6,5	20,6
4 ^e trimestre ...	11,4	1,5	1,9	3,5	18,3	14,5	2,3	1,2	6,4	24,4
1985 1 ^{er} trimestre ...	11,3	1,3	2,1	4,5	19,2	14,3	2,2	1,4	8,3	26,2
2 ^e trimestre ...	13,2	1,5	2,3	5,8	22,8	17,3	2,4	1,6	10,1	31,4
3 ^e trimestre ...	12,8	1,2	2,1	5,1	21,2	16,9	2,0	1,6	9,8	30,3
4 ^e trimestre ...	13,5	1,4	1,9	4,5	21,3	18,6	2,3	1,5	8,1	30,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	14,8	1,4	2,1	4,9	23,2	20,2	2,6	1,8	9,0	33,6
2 ^e trimestre ...	20,3	2,4	3,6	6,9	33,2	30,5	4,2	3,3	13,5	51,5
1985 Juin	4,7	0,5	0,8	1,9	7,9	6,3	0,8	0,6	3,4	11,1
Juillet	4,4	0,4	0,7	1,8	7,3	5,7	0,7	0,6	3,4	10,4
Août	3,9	0,4	0,7	1,7	6,7	5,2	0,7	0,5	3,2	9,6
Septembre	4,5	0,4	0,7	1,6	7,2	6,0	0,6	0,5	3,2	10,3
Octobre	5,1	0,5	0,8	1,8	8,2	6,8	0,8	0,6	3,2	11,4
Novembre	4,2	0,5	0,6	1,4	6,7	6,1	0,7	0,5	2,6	9,9
Décembre	4,2	0,4	0,5	1,3	6,4	5,7	0,8	0,4	2,3	9,2
1986 Janvier	4,7	0,4	0,6	1,5	7,2	6,2	0,8	0,5	2,7	10,2
Février	4,7	0,5	0,7	1,5	7,4	6,5	0,8	0,6	2,7	10,6
Mars	5,4	0,5	0,8	1,9	8,6	7,5	1,0	0,7	3,6	12,8
Avril	6,1	0,7	1,1	1,9	9,8	8,8	1,1	0,9	3,6	14,4
Mai	6,4	0,7	1,0	2,2	10,3	9,5	1,3	0,9	4,1	15,8
Juin	7,8	1,0	1,5	2,8	13,1	12,2	1,8	1,5	5,8	21,3

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des caisses d'épargne privées et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985 *	1982	1983	1984	1985 *
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	31,4	35,6	41,3	80,7	26,2	29,2	33,3	50,5
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	12,5	13,2	13,6	39,4	6,8	7,8	7,7	15,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	174,3	200,7	216,7	202,5	89,7	97,3	100,3	92,0
Textile, habillement et cuir	83,4	89,8	100,5	102,9	47,1	47,9	54,0	54,4
Industrie chimique ⁴	240,5	252,6	264,5	261,7	91,6	85,8	89,4	81,4
Métallurgie de base	186,9	158,6	134,2	123,4	123,3	101,1	69,5	54,7
Fabrications métalliques	349,5	362,4	392,6	413,0	174,5	173,4	169,7	177,6
Produits minéraux non métalliques et bois	96,6	102,7	103,3	107,4	56,1	60,4	60,1	57,2
Papier, carton et imprimerie	41,4	42,6	49,3	57,3	25,1	25,7	28,7	30,3
Pétrole	77,4	81,2	87,6	141,3	17,6	17,8	19,3	21,6
Diamant et orfèvrerie	65,0	70,1	69,2	55,3	45,3	49,9	46,8	33,5
Autres	1,9	1,9	3,3	2,7	1,2	1,2	1,5	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	109,5	108,2	105,8	109,3	70,2	69,3	65,4	66,8
Production et distribution d'énergie et d'eau	122,8	115,1	125,5	126,5	53,6	45,0	43,2	43,3
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	61,4	72,1	88,5	102,0	35,3	45,2	52,5	60,8
Commerce de détail	74,7	81,8	87,7	120,2	46,7	52,3	54,6	79,4
Transports, entrepôts et communications	150,5	158,0	167,1	196,2	106,1	105,4	114,7	131,4
Services financiers ⁵	128,4	149,3	181,4	209,7	44,8	55,6	60,7	79,3
Autres services aux entreprises ⁶	48,2	48,3	67,6	66,3	27,7	29,6	35,7	33,5
Autres services aux particuliers ⁷	153,4	174,5	171,0	147,7	129,8	148,9	143,7	128,2
Total	2.209,7	2.318,7	2.470,7	2.665,5	1.218,7	1.248,8	1.250,8	1.292,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur ; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

(*) Nouvelle série suite à la conversion à la nomenclature NACE.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985
Communauté Economique Européenne ...	477,0	511,8	601,6	679,5	271,2	263,4	274,1	290,1
Royaume-Uni	97,7	127,7	210,3	286,7	36,5	29,3	74,3	104,8
République Fédérale d'Allemagne	181,3	137,8	132,9	119,2	105,1	78,1	46,0	41,7
France	73,0	90,5	95,7	91,1	42,1	60,6	65,7	52,3
Pays-Bas	42,6	48,4	52,8	77,2	18,4	18,7	20,3	29,2
Italie	43,1	55,3	65,9	61,1	35,8	41,9	45,1	33,8
Luxembourg	10,1	19,5	19,7	27,4	6,8	8,5	7,2	17,6
Danemark	17,5	18,7	12,3	6,1	15,5	14,4	6,7	2,9
Irlande	6,1	8,0	6,5	6,0	5,5	6,9	4,0	4,2
Grèce	5,6	5,9	5,5	4,7	5,5	5,0	4,8	3,6
Autre pays d'Europe	155,4	187,7	216,2	178,8	118,3	137,9	149,2	108,4
dont : Espagne	58,7	81,7	95,3	64,9	55,9	73,7	83,4	55,3
Suisse	38,3	40,4	50,6	48,4	12,4	11,1	13,3	11,9
Norvège	6,2	6,1	6,3	4,3	4,9	3,0	3,6	1,5
Suède	18,2	21,3	15,7	13,3	13,8	15,7	7,5	4,6
Etats-Unis et Canada	97,7	133,7	240,8	335,6	31,9	34,1	71,7	93,7
Pays exportateurs de pétrole	92,8	84,0	85,6	80,4	71,0	71,2	74,3	65,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental ...	244,5	273,2	301,8	275,6	191,0	231,4	237,8	192,0
dont : Brésil	55,0	59,6	64,1	71,0	51,0	54,7	61,5	51,3
Mexique	64,6	78,4	79,5	58,7	59,4	72,7	76,9	54,3
Autres pays d'Afrique	50,0	58,9	65,4	54,5	37,7	41,8	50,0	39,0
dont : Afrique du Sud	6,6	6,1	6,3	4,1	3,1	4,3	4,8	3,6
République du Zaïre	8,7	8,5	13,2	15,9	8,7	6,3	11,2	11,5
Australie et Nouvelle Zélande	38,6	54,0	87,0	86,4	23,5	34,7	60,9	50,3
Autres pays d'Asie	58,5	78,9	137,2	154,6	35,1	43,5	59,2	49,9
dont : Japon	9,2	29,9	68,9	79,2	8,3	10,4	15,5	11,4
Total	1.214,5	1.382,2	1.735,6	1.845,4	779,7	858,0	977,2	888,4

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1984 4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
2 ^e trimestre	6,5	0,7	3,1	5,2	0,5	3,1	1,5	10,3
3 ^e trimestre	6,0	0,0	2,8	4,3	0,6	2,6	1,3	8,8
4 ^e trimestre	6,0	0,0	3,0	3,8	0,9	3,0	1,3	9,0
1986 Janvier	6,1	0,0	3,1	5,2	0,3	3,0	0,7	9,2
Février	6,8	0,0	2,7	5,5	0,1	2,4	1,5	9,5
Mars	6,9	0,0	4,1	4,4	1,4	3,6	1,6	11,0
Avril	4,2	2,1	2,6	6,7	0,0	1,0	1,2	8,9
Mai	7,9	0,0	3,0	5,0	0,0	4,0	1,9	10,9
Juin	7,4	0,0	3,5	3,9	1,2	4,4	1,4	10,9
Juillet	5,9	0,0	2,7	4,5	0,1	2,8	1,2	8,6
Août	5,3	0,0	3,1	4,6	0,5	2,2	1,1	8,4
Septembre	6,7	0,0	2,7	3,9	1,1	2,8	1,6	9,4
Octobre	5,1	0,0	2,9	3,9	0,3	2,5	1,3	8,0
Novembre	4,9	0,0	3,1	3,5	0,4	3,1	1,0	8,0
Décembre	7,7	0,0	3,1	3,8	2,0	3,3	1,7	10,8
1987 Janvier	5,4	0,3	2,8	5,2	1,0	1,4	0,9	8,5

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1984 3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8
1986 1 ^{er} trimestre	290,0	7,5	40,3	14,9	352,7
2 ^e trimestre	300,8	5,4	39,4	9,2	354,8
3 ^e trimestre	300,1	5,1	37,9	4,0	347,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Janvier	123,6	20,1	103,5	20,3	1,0	19,3	10,7	0,8	9,9	212,7	62,4	22,0
Février	123,6	16,2	107,4	20,3	1,0	19,3	10,7	0,9	9,8	212,7	62,4	22,0
Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4
Avril	125,8	15,9	109,9	20,7	0,4	20,3	10,9	0,5	10,4	216,6	63,9	22,4
Mai	125,8	11,0	114,8	20,7	0,1	20,6	10,9	0,0	10,9	216,6	63,9	22,4
Juin	128,4	11,2	117,2	21,4	0,1	21,3	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Juillet	128,4	9,3	119,1	21,4	0,2	21,2	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Août	128,4	8,3	120,1	21,4	0,3	21,1	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Septembre ..	130,9	8,6	122,3	21,9	0,1	21,8	11,4	0,0	11,4	223,3	67,1	23,2
Octobre	130,9	8,0	122,9	21,9	0,7	21,2	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Novembre ..	130,9	7,4	123,5	21,9	0,3	21,6	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles		données trimestrielles		
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. 1, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome 1, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol 1, n° 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n° 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant ² et prêts ²
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier ..	8,50	8,75

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1980	13,00
1981 5 mars	14,00
25 mars	16,00
31 mars	20,00
16 avril	19,00
30 avril	18,00
28 mai	17,00
12 juin	16,00
11 décembre ...	18,00
30 décembre ...	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre....	9,00
23 décembre	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1984 3 ^e trimestre ...	9,61
4 ^e trimestre ...	9,20
1985 1 ^{er} trimestre ...	8,74
2 ^e trimestre ...	8,91
3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
2 ^e trimestre ...	7,61
3 ^e trimestre ...	8,04
4 ^e trimestre ...	8,01
1986 Janvier	8,54
Février	8,42
Mars	9,06
Avril	8,25
Mai	8,16
Juin	7,61
Juillet	8,14
Août	8,07
Septembre	8,04
Octobre	7,59
Novembre	8,02
Décembre	8,01
1987 Janvier	7,91

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984 Septembre	10,40	—	—
				Décembre	10,15	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	1985 Mars	—	—	—
1983	8,65	9,90	9,75	Juin	—	—	—
1984 Septembre	10,40	10,90	10,50	Septembre	—	—	—
Décembre	9,90	10,90	10,50	Décembre	—	—	—
1985 Mars	9,90	10,90	10,50	1986 Janvier	—	—	—
Juin	8,15	9,15	8,75	Février	—	—	—
Septembre	8,40	9,40	8,75	Mars	—	—	—
Décembre	8,65	9,65	9,25	Avril	—	—	—
1986 Janvier	8,65	9,65	9,25	Mai	—	—	—
Février	8,65	9,65	9,25	Juin	—	—	—
Mars	8,65	9,65	9,25	Juillet	—	—	—
Avril	7,65	8,65	8,00	Août	—	—	—
Mai	6,90	7,90	7,25	Septembre	—	—	—
Juin	6,90	7,90	7,25	Octobre	—	—	—
Juillet	6,90	7,90	7,25	Novembre	—	—	—
Août	6,90	7,90	7,25	Décembre	—	—	—
Septembre	6,90	7,90	7,25	1987 Janvier	—	—	—
Octobre	6,90	7,90	7,25				
Novembre	6,90	7,90	7,25				
Décembre	6,90	7,90	7,25				
1987 Janvier	7,40	8,40	7,75				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1979	7,96	1984 4 ^e trimestre	9,52	1986 Janvier	8,10
1980	11,11	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	Février	8,47
1981	11,41	2 ^e trimestre	8,73	Mars	7,20
1982	11,41	3 ^e trimestre	7,61	Avril	8,67
1983	8,07	4 ^e trimestre	7,51	Mai	6,44
1984	9,45	1986 1 ^{er} trimestre	7,86	Juin	5,18
1985	8,25	2 ^e trimestre	6,66	Juillet	6,34
1986	6,61	3 ^e trimestre	6,15	Août	6,37
		4 ^e trimestre	5,64	Septembre	5,76
				Octobre	6,26
				Novembre	5,81
				Décembre	5,09
				1987 Janvier	6,82

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1984 12 juin	12,10	12,10	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	11 septembre ..	11,10	11,10	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	11 décembre ...	10,75	6	6
1984 3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	1985 12 mars	6	6	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	11 juin	9,10	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	10 septembre ..	9,50	9,60	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	12 novembre ...	8,65	8,65	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	10 décembre ...	8,65	6	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	1986 14 janvier	9,60	9,60	6
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62	11 février	9,60	9,60	6
2 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,30	7,84	11 mars	9,00	8,90	6
3 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,25	7,30	8 avril	8,00	7,80	6
4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	13 mai	7,60	7,50	6
1986 Janvier	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	10 juin	7,40	7,40	6
Février	9,75	9,75	9,75	9,65	9,73	8 juillet	7,20	7,15	6
Mars	9,75	9,75	9,75	9,25	9,41	12 août	7,20	7,15	6
Avril	8,25	8,25	8,25	8,00	8,14	9 septembre ..	7,15	7,15	6
Mai	7,60	7,60	7,60	7,60	7,90	14 octobre	7,25	7,25	6
Juin	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30	13 novembre ...	7,40	6	6
Juillet	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30	9 décembre ...	7,60	7,60	6
Août	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30	1987 13 janvier	7,60	7,60	6
Septembre	7,35	7,35	7,35	7,25	7,27				
Octobre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40				
Novembre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40				
Décembre	7,25	7,35	7,40	7,50	7,48				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1987	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
1984 Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	11,61
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Février	9,36	9,36	9,62	9,44	9,47
Mars	9,16	9,20	9,38	9,34	9,27
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40
Mai	7,24	7,15	7,46	7,43	7,33
Juin	7,71	7,61	7,93	7,97	7,79
Juillet	7,77	7,58	7,86	7,90	7,78
Août	7,30	7,30	7,47	7,57	7,40
Septembre	6,92	6,90	7,24	7,32	7,09
Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
Novembre	6,91	7,06	7,31	7,51	7,17
Décembre	6,91	7,05	7,41	7,61	7,21
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1983 ...		8,50		4,00		12,00		20,00		5,50		4,00		5,00
1984 Février							15	19,00						
Avril	9	9,00			10	11,75	7	18,50						
Mai			29	4,50	21	11,50								
Juin					5	11,25								
Juillet					7	11,00	4	19,50						
Septembre ...	21	8,50			28	10,75								
Novembre ...	24	8,00												
Décembre														
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre ...					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre ...					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50							10	4,00
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			21	3,50
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00						
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						
Juin					16	7,00								
Juillet	11	6,00												
Août	21	5,50												
Novembre ...													1	3,00
Décembre					16	7,25							1	3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50		

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1983	9,00		9,96		1986 Janvier	12,31		10,80	
1984	9,38		10,09		Février	12,31		11,80	
1985	11,31		9,49		Mars	11,31		10,44	
1986	10,81		8,49		Avril	10,31		9,27	
1984 3 ^e trimestre	10,38		12,27		Mai	9,81		8,58	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Juin	9,81		8,84	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		Juillet	9,81		8,51	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		Août	9,81		8,58	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		Septembre	9,81		8,60	
4 ^e trimestre	11,31		9,49		Octobre	10,81		8,55	
1986 1 ^{er} trimestre	11,31		10,44		Novembre	10,81		8,49	
2 ^e trimestre	9,81		8,84		Décembre	10,81		8,49	
3 ^e trimestre	9,81		8,60		1987 Janvier	10,81		7,49	
4 ^e trimestre	10,81		8,49						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*: LX^e année, tome II, n^o 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte ; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 5 déc.	1986 4 déc.	1986 9 janv.	1987 8 janv.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	331,9	381,6	410,3	383,2	424,3	417,9	379,4	405,6
Or	247,0	259,0	256,9	210,2	246,4	200,0	210,2	218,3
Disponibilités à vue à l'étranger	13,6	27,4	62,3	87,0	92,9	122,5	88,9	93,7
Écus	58,2	80,1	73,2	68,8	66,9	75,1	63,2	73,2
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,1	15,1	17,9	17,2	18,1	20,3	17,1	20,4
Créances sur le Trésor	5,8	11,9	18,4	30,5	31,3	33,5	31,7	34,0
Monnaies divisionnaires	0,6	0,8	0,8	0,7	1,1	1,2	1,2	1,3
Comptes courants postaux	0,8	0,3	0,5	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	0,0	5,8	11,5	23,6	23,6	25,3	23,6	25,3
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	4,4	5,0	5,6	6,1	6,4	6,8	6,7	7,2
Créances provenant d'opérations de refinancement	286,8	253,7	259,5	242,7	153,7	129,3	181,6	178,9
Effets escomptés ⁴	86,0	86,1	87,8	83,6	82,0	71,0	83,3	71,1
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	167,8	119,3	117,9	115,0	43,5	33,5	71,7	79,8
Avances sur titres	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Effets en cours de recouvrement	32,8	48,0	53,5	43,9	28,0	24,6	26,4	27,8
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	66,1	77,6	74,4	63,2	74,6	70,9	62,2	72,2
Divers	6,8	7,5	8,8	9,7	8,6	10,4	8,3	10,4
Total ..	697,4	732,3	771,4	729,3	692,5	662,0	663,2	701,1
PASSIF								
Billets en circulation	180,6	195,8	204,9	212,3	205,4	210,4	208,9	214,7
Comptes créditeurs extérieurs	10,3	12,6	14,7	11,6	13,1	12,7	11,6	12,0
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	2,3	3,1	4,5	2,7	3,1	3,8	2,6	3,5
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8,0	9,5	10,2	8,9	10,0	8,9	9,0	8,5
Compte courant du Trésor public	81,6	46,8	64,8	78,9	8,8	40,3	34,4	44,6
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	67,2	77,3	95,4	103,6	97,7	85,1	89,5	88,8
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	32,2	21,0	27,4	42,3	32,6	37,8	31,0	48,2
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	18,4	27,6	36,7	42,1	40,9	36,2	42,3	36,8
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	16,6	28,7	31,3	19,2	24,2	11,1	16,2	3,8
Écus à livrer au FECOM	53,6	79,5	73,2	65,5	66,9	70,7	60,0	68,8
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	289,0	303,9	301,3	242,9	288,2	230,2	242,9	253,1
Capital et fonds de réserve	2,2	2,6	2,8	3,0	3,0	3,1	3,0	3,1
Divers	12,9	13,8	14,3	11,5	9,4	9,5	12,9	16,0
Total ..	697,4	732,3	771,4	729,3	692,5	662,0	663,2	701,1
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,5	11,4	12,3	10,4	11,8	11,6	10,3	11,3
Acquisition de droits de tirage spéciaux	6,6	3,7	5,6	6,8	6,3	8,7	6,8	8,3
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	0,0	5,8	11,5	23,6	23,6	25,3	23,6	25,3
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	33,4	56,7	62,9	25,0	23,7	18,7	23,3	35,4
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	87,1	87,4	88,7	85,1	83,5	72,8	85,2	73,1
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	86,0	86,1	87,8	83,7	82,0	71,0	83,3	71,1
— Autres crédits	1,1	1,3	0,9	1,4	1,5	1,8	1,9	2,0
Crédits à court terme	123,1	61,3	54,1	88,5	18,3	13,0	46,5	42,4
— Crédits à l'exportation	21,5	6,4	13,9	30,2	6,1	4,5	16,7	—
— Autres crédits	101,6	54,9	40,2	58,3	12,2	8,5	29,8	—

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1983 February 28	1984 February 29	1985 February 28	1986 February 28	1985 December 4	1986 December 10	1986 January 8	1987 January 7
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	11.0	11.5	12.0	12.3	12.4	13.3	12.3	12.9
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	11.0	11.5	12.0	12.3	12.4	13.3	12.3	12.9
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	3.3	2.0	2.0	2.0	0.9	1.9	1.4	2.3
Other Securities	7.7	9.5	10.0	10.3	11.5	11.4	10.9	10.6
Total ...	11.0	11.5	12.0	12.3	12.4	13.3	12.3	12.9
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.6	0.2	4.2	3.9	0.7	0.1	2.0	2.7
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.7	0.8	0.7	0.9	0.8	0.9	0.8	0.9
Reserves and Other Accounts	2.2	1.5	1.7	1.7	1.4	1.6	1.5	1.5
Total ...	3.5	2.5	6.6	6.5	2.9	2.6	4.3	5.1
Government Securities	0.3	0.4	0.5	0.6	0.5	0.6	0.8	0.7
Advances and Other Accounts	1.4	0.5	1.0	0.7	0.6	0.9	0.9	0.8
Premises, Equipment and Other Securities	1.8	1.6	5.1	5.2	1.8	1.1	2.6	3.6
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	3.5	2.5	6.6	6.5	2.9	2.6	4.3	5.1

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 December 31	1985 December 4	1986 December 10	1986 January 8	1987 January 7
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.6	4.6	4.7	4.7	5.0	4.7	5.0
Coin	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Loans and securities	151.0	162.2	173.2	194.3	195.8	206.1	186.8	211.2
<i>Loans</i>	0.7	0.9	3.6	3.1	3.9	0.4	0.6	0.3
<i>Acceptances</i>	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.5	8.9	8.8	9.9	9.7	7.8	8.2	8.4
<i>U.S. Government securities</i>	139.3	152.0	160.8	181.3	182.2	197.9	178.0	202.5
Items in process of collection	13.0	11.6	6.8	11.7	7.3	8.4	7.7	8.7
Other assets	9.9	8.7	12.4	15.3	14.5	16.1	15.2	16.8
Total assets ...	190.1	198.6	208.5	237.6	233.9	247.2	226.0	253.3
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	142.0	157.1	168.3	181.4	178.5	191.6	179.2	193.6
Deposits	34.3	26.1	28.3	39.5	42.2	43.3	33.8	46.2
<i>Depository institutions</i>	26.5	21.4	21.8	28.6	39.1	38.7	27.8	41.6
<i>U.S. Treasury-general account</i>	5.0	3.7	5.3	9.4	2.3	3.9	5.3	4.1
<i>Foreign-official accounts</i>	0.3	0.2	0.3	0.5	0.3	0.2	0.3	0.2
<i>Other</i>	2.5	0.8	0.9	1.0	0.5	0.5	0.4	0.3
Deferred availability cash items ³	8.8	10.0	6.0	10.7	6.8	6.0	6.8	7.2
Other liabilities and accrued dividends ...	2.3	2.5	2.7	2.4	2.4	2.2	2.3	2.2
Capital accounts	2.7	2.9	3.2	3.6	4.0	4.1	3.9	4.1
Total liabilities and capital accounts.....	190.1	198.6	208.5	237.6	233.9	247.2	226.0	253.3

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1984 dicembre	1985 dicembre	1985 agosto	1986 agosto	1985 settembre	1986 settembre
ATTIVO						
Oro	30,4	28,7	30,9	26,7	29,8	25,3
Crediti in oro (FECOM)	10,5	9,9	10,3	8,7	10,3	8,7
Cassa	2,5	0,7	2,3	2,0	1,4	1,8
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
ammassi	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,0
anticipazioni : in conto corrente	1,0	0,6	1,6	1,5	1,8	1,5
a scadenza fissa	0,0	6,2	0,5	0,3	2,2	0,6
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	13,3	7,2	12,8	10,3	12,8	10,3
altre attività	1,9	6,0	1,5	2,1	1,6	2,1
Crediti in dollari (FECOM)	2,8	2,2	2,5	1,6	2,5	1,6
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	25,6	11,0	19,9	15,9	17,2	13,7
conti speciali	3,4	3,5	3,6	3,2	3,5	3,2
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	41,8	48,2	47,7	51,2	49,0	54,8
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,8
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	38,9	62,9	48,6	61,8	49,1	59,9
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,0	1,2	1,1	1,7	1,1	1,7
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Altri conti e partite varie	1,2	2,4	0,7	1,1	0,9	1,6
Ratei e risconti	1,6	2,5	0,9	1,5	0,8	2,1
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	5,1	6,9	5,3	8,3
Totale attivo	181,0	198,3	195,0	201,8	194,4	202,6
PASSIVO						
Circolazione	43,2	47,0	41,6	45,5	41,7	45,3
Vaglia cambiari	0,5	0,7	0,3	0,3	0,4	0,4
Altri debiti a vista	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,4	3,4	0,4	0,5	0,3	0,4
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	63,7	75,8	74,0	80,2	74,1	80,2
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,4	3,5	3,6	3,2	3,5	3,3
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	13,3	12,0	12,8	10,3	12,8	10,3
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,9	0,5	0,2	0,3	0,5	0,3
Accantonamenti diversi	51,4	49,8	51,0	46,2	49,8	44,7
Fondi ammortamento diversi	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
Partite varie	0,4	0,5	2,7	4,8	2,7	5,7
Ratei e risconti	0,5	1,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Fondo di riserva straordinario	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	2,0
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	5,4	7,2	5,6	8,6
Totale passivo e patrimonio	181,0	198,3	195,0	201,8	194,4	202,6
Depositanti di titoli e altri valori	434,5	549,1	492,1	650,7	510,6	661,3

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1985 7. Dez.	1986 7. Dez.	1986 7. Jan.	1987 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	84,4	81,5	81,6	83,6	82,0	93,0	83,5	93,3
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	12,2	14,6	16,1	13,2	15,1	13,0	13,2	11,4
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	19,6	15,4	14,3	17,2	13,4	15,4	17,1	18,7
Devisen und Sorten	38,9	37,8	37,5	39,5	39,8	50,9	39,5	49,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	74,8	85,5	96,3	105,3	102,5	88,4	103,2	88,8
Inlandswechsel	46,7	46,6	47,8	44,1	45,5	40,5	44,1	40,2
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	9,1	16,2	25,7	41,6	38,6	25,5	41,6	27,9
Auslandswechsel	7,0	9,4	14,8	17,3	18,4	21,8	17,4	20,6
Lombardforderungen	12,0	13,3	8,0	2,3	0,0	0,6	0,1	0,1
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	10,1	9,6	11,1	8,9	13,2	12,6	11,4	12,9
Kassenkredite (Buchkredite)	1,4	0,9	2,4	0,2	4,5	3,9	2,7	4,2
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	5,4	7,8	4,3	4,1	4,1	5,3	4,1	5,2
Deutsche Schemdemünzen	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	0,9
Postgiro Guthaben	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Sonstige Aktiva	7,8	9,0	11,3	11,3	4,8	5,5	7,6	7,9
Insgesamt ...	186,3	197,1	208,2	216,9	210,3	208,4	213,6	211,8
PASSIVA								
Banknoten umlauf	88,6	96,1	100,6	105,4	107,4	116,2	104,9	113,4
Einlagen von Kreditinstituten	51,9	52,7	54,3	55,8	51,9	41,8	56,5	47,4
auf Girokonten	51,9	52,7	54,3	55,8	51,9	41,8	56,5	47,4
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,3	2,1	1,0	2,3	0,6	0,7	1,6	1,0
Bund	0,7	1,5	0,4	1,2	0,1	0,1	0,2	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,3	0,6	0,5	1,1	0,5	0,6	1,4	0,9
Andere öffentliche Einleger	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	3,5	3,2	2,8	1,6	3,2	3,3	1,8	3,0
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	2,9	2,6	2,1	0,7	2,6	2,7	1,1	2,2
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,7	0,9	0,6	0,6	0,7	0,8
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,6	6,3	6,5	8,8	5,8	5,8	6,1	5,4
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	12,0	9,8	11,4	14,6	14,0	19,5	14,2	19,7
Einlagen ausländischer Einleger	9,5	9,8	11,4	14,6	14,0	19,5	14,2	19,7
Sonstige	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,2	3,5	3,7	3,3	3,7	3,3	3,3	2,9
Sonstige Passiva	21,2	23,4	27,9	25,1	23,7	17,8	25,2	19,0
Insgesamt ...	186,3	197,1	208,2	216,9	210,3	208,4	213,6	211,8

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1985 8 novembre	1986 10 novembre	1985 10 décembre	1986 10 décembre
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	31,9	32,7	38,9	38,1	37,7	36,7	39,7	38,8
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,1	2,5	2,4	2,4	0,2	0,1	0,2	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	0,1	0,2	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	1,6	2,4	2,7	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1
autres	1,2	1,5	1,7	1,7	1,7	1,9	1,7	1,9
Correspondants en Suisse	0,3	0,3	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,1	0,0	0,1	0,3	0,5	0,3	0,5
Total	49,4	51,9	58,7	58,5	52,0	51,3	54,1	53,4
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,5	24,7	26,5	25,8	23,4	23,9	24,4	25,1
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,0	14,2	14,2	14,1	6,9	7,8	8,2	8,3
autres engagements à vue	1,7	1,0	1,2	2,6	2,4	2,0	2,1	2,3
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	8,9	11,9	16,7	15,9	19,2	17,5	19,3	17,6
Total	49,4	51,9	58,7	58,5	52,0	51,3	54,1	53,4

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1985 31 octobre	1986 31 octobre	1985 30 novembre	1986 30 novembre
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	1,2	0,9	0,5	0,6	0,8	0,8
Dépôts à terme et avances	18,0	16,8	16,4	17,6	17,2	16,7
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	16,4	15,0	14,4	15,9	15,4	14,8
à plus de 3 mois	1,6	1,7	2,0	1,6	1,8	1,8
Titres à terme	3,5	2,6	3,2	2,7	3,4	2,6
à 3 mois au maximum	2,4	1,5	1,7	1,6	2,1	1,4
à plus de 3 mois	1,1	1,1	1,5	1,1	1,3	1,2
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	27,8	25,4	25,2	26,0	26,5	25,2
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
Dépôts (or)	4,4	4,5	4,4	4,5	4,4	4,5
Banques centrales :						
à vue	4,4	4,5	4,4	4,5	4,4	4,5
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	21,6	18,7	19,1	19,4	20,4	18,6
Banques centrales :						
à vue	0,8	1,3	0,7	1,9	0,9	1,6
à 3 mois au maximum	19,5	15,9	17,1	15,9	18,4	15,4
à plus de 3 mois	0,6	0,6	1,1	0,6	0,8	0,6
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,7	0,9	0,2	1,0	0,3	1,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,6	1,0	0,6	0,9	0,6	0,9
<i>Total du passif</i>	27,8	25,4	25,2	26,0	26,5	25,2
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

DECEMBRE 1986

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

POUVOIRS SPECIAUX.

Confirmation.

Loi du 15 décembre 1986 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, *Moniteur* du 19 décembre 1986, p. 17262.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.

Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Annexes.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, *Moniteur* du 11 décembre 1986, p. 16784.

DROITS INTELLECTUELS.

Brevets. Procédure.

Arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention, *Moniteur* du 6 décembre 1986, p. 16584.

Brevets. Loi du 28 mars 1984. Entrée en vigueur.

Arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à l'entrée en vigueur de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, *Moniteur* du 23 décembre 1986, p. 17503.

Brevets, marques, dessins et modèles. Procédure.

Arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la délivrance et à la publication, par l'Office de la propriété industrielle, de documents concernant les brevets d'invention et certains marques, dessins et modèles, *Moniteur* du 23 décembre 1986, p. 17504.

Brevets. Taxes.

Arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif aux taxes et taxes supplémentaires dues en matière de brevets d'invention, *Moniteur* du 23 décembre 1986, p. 17505.

Dessins et modèles. Loi uniforme Benelux. Règlement d'application.

Convention Benelux en matière de dessins ou modèles, et Annexe (Loi uniforme), signée à Bruxelles le 25 octobre 1966. Règlement d'application de la Loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, fait à Luxembourg le 21 octobre 1986, *Moniteur* du 30 décembre 1986, p. 17825.

Marques. Loi uniforme Benelux. Règlement d'application.

Convention Benelux en matière de marques de produits, et Annexe (Loi uniforme), signée à Bruxelles le 19 mars 1962. Règlement d'application de la Loi uniforme Benelux sur les marques, fait à Luxembourg le 21 octobre 1986, *Moniteur* du 30 décembre 1986, p. 17802.

ENSEIGNEMENT.

Centres psycho-médico-sociaux.

Arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 relatif à la rationalisation et la programmation ainsi qu'aux normes d'encadrement du personnel des centres psycho-médico-sociaux et fixant les conditions d'accès aux Fonds des Bâtiments scolaires. Erratum, *Moniteur* du 16 décembre 1986, p. 17150.

HOPITAUX ET ENTREPRISES DU SECTEUR MEDICAL.

Mesures d'assainissement.

Le Moniteur du 12 décembre publie une série d'arrêtés royaux relatifs aux mesures d'assainissement des hôpitaux et des entreprises du secteur médical.

LOGEMENT.

Région bruxelloise. Rénovation urbaine.

Arrêté royal du 20 novembre 1986 organisant le subventionnement de l'Etude des Périmètres provisoires des opérations de rénovation urbaine, *Moniteur* du 23 décembre 1986, p. 17519.

Arrêté royal du 20 novembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise, *Moniteur* du 23 décembre 1986, p. 17522.

Arrêté royal du 20 novembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 8 février 1980 organique de la rénovation d'immeubles isolés des communes et des C.P.A.S., *Moniteur* du 23 décembre 1986, p. 17524.

MARCHES PUBLICS.

Arrêté ministériel du 18 décembre 1986 fixant les montants prévus à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de travaux, à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures et à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 mai 1981 relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures, *Moniteur* du 24 décembre 1986, p. 17606.

NORMALISATION.

Arrêté royal du 28 novembre 1986 instituant l'Organisation belge d'Etalonnage, *Moniteur* du 24 décembre 1986, p. 17607.

ORGANISMES FINANCIERS D'INTERET PUBLIC.

Prime de garantie et rémunération de capital dues à l'Etat. Modalités.

Arrêté royal du 9 décembre 1986 portant les modalités d'exécution de l'article 91 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, *Moniteur* du 19 décembre 1986, p. 17422.

Extrait.

Article 1^{er}. — Les fonds de tiers sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations, visés par l'article 91, § 2, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, sont ceux qui sont exprimés en francs belges ou en devises étrangères, sans distinctions résultant de leur forme, de leur durée ou de la qualité du créancier.

Art. 2. — La rémunération du capital des institutions publiques de crédit, prévue par l'article 91, § 3, de la même loi, est fixée à 1 p.c. des moyens propres tels que ceux-ci figurent au bilan du 31 décembre.

Lorsque le capital de l'institution est la propriété de plusieurs actionnaires, la rémunération revenant à l'Etat est établie en proportion de sa part dans le capital.

La rémunération de capital sera, le cas échéant, imputée sur la part des bénéfices dont ces institutions sont redevables à l'Etat, en vertu de leur statut.

Par moyens propres, il faut entendre les fonds propres tels qu'ils sont définis, pour les banques, dans les arrêtés de la Commission bancaire sur les fonds propres, pris en exécution de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Art. 3. — Le montant de la prime de garantie ainsi que celui de la rémunération de capital sont notifiés annuellement aux institutions concernées, par le Ministre des Finances, avant le 31 mai de l'année qui suit celle pour laquelle ils sont dus.

La prime de garantie due pour l'année 1985 est calculée sur les fonds de tiers figurant au bilan du 31 décembre 1984.

La rémunération de capital due pour l'année 1985 est calculée sur les moyens propres figurant au bilan du 31 décembre 1985.

PRIX ET TARIFS.

Pain.

Arrêté ministériel du 28 novembre 1986 déterminant les prix maxima de certains pains, *Moniteur* du 6 décembre 1986, p. 16593.

Taxis.

Arrêté ministériel du 28 novembre 1986 fixant les prix maxima pour le transport par taxis, *Moniteur* du 9 décembre 1986, p. 16640.

SIDERURGIE. QUOTAS ET SURVEILLANCE.

CECA - système de surveillance et de quotas de production de certains produits sidérurgiques.

Décision n° 3746/86/CECA de la Commission, du 5 décembre 1986, modifiant la décision n° 3485/85/CECA prorogeant le système de surveillance et de quotas de production de certains produits pour les entreprises de l'industrie sidérurgique, *Journal officiel* n° L 348 du 10 décembre 1986, p. 1.

STATISTIQUES.

Registre national des personnes physiques.

Une série d'arrêtés royaux autorise l'accès et/ou l'utilisation de numéro d'identification au Registre national par le Ministère des Finances, le Ministère de la Prévoyance sociale, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite et des organismes en matière d'assurance maladie-invalidité, d'allocations familiales, de vacances annuelles, de pensions et d'accidents du travail (cfr. Moniteur, 18 et 19 décembre 1986).

Statistiques annuelles de la production. Questionnaires 1986.

Arrêté royal du 18 novembre 1986 modifiant des arrêtés royaux et ministériels prescrivant des statistiques annuelles de la production industrielle, *Moniteur* du 9 décembre 1986, p. 16638.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Déductions. Employés de maison. Entrée en vigueur.

Arrêté royal du 15 décembre 1986 fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 71, § 1^{er}, 7^o, et 2 *bis*, du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne les employés de maison, *Moniteur* du 23 décembre 1986, p. 17503.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'article 71, § 1^{er}, 7^o, et § 2 *bis*, du Code des impôts sur les revenus est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1988.

Précompte professionnel.

Arrêté royal du 18 décembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 25 décembre 1986, p. 17677.

Modification des barèmes du précompte professionnel.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Loi du 4 novembre 1986 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur* du 5 décembre 1986, p. 16517.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.1. COMMUNAUTES EUROPEENNES.

FINANCEMENT.

CECA - prélèvements.

Décision n° 3940/86/CECA de la Commission, du 23 décembre 1986, fixant le taux des prélèvements pour l'exercice 1987 et modifiant la décision n° 3/52/CECA relative au montant et aux modalités d'application des prélèvements prévus aux articles 49 et 50 du traité CECA, *Journal officiel* n° L 365 du 24 décembre 1986, p. 26.

CEE, Euratom, CECA - règlement financier.

Règlement 86/610/CEE, Euratom, CECA de la Commission, du 11 décembre 1986, portant modalités d'exécution de certaines dispositions du règlement financier du 21 décembre 1977, *Journal officiel* n° L 360 du 19 décembre 1986, p. 1.

Remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres des Communautés.

Règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 3760/86 du Conseil, du 8 décembre 1986, modifiant le règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 2891/77 portant application de la décision du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, *Journal officiel* n° L 349 du 11 décembre 1986, p. 1.

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget 1985 de la Gendarmerie. Ajustement.

Loi du 25 novembre 1986 ajustant le budget de la Gendarmerie de l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 19 décembre 1986, p. 17279.

Budget 1985 du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement. Ajustement.

Loi du 4 novembre 1986 ajustant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 2 décembre 1986, p. 16294.

Budget 1985 du Ministère de la Défense nationale. Ajustement.

Loi du 25 novembre 1986 ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 19 décembre 1986, p. 17267.

Fonds spécial pour la recherche dans les universités.

Arrêté royal du 28 novembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1985 portant financement d'un fonds spécial pour la recherche dans les institutions universitaires, *Moniteur* du 18 décembre 1986, p. 17221.

Emprunt 7,75 p.c. 1987-1993-1997.

Arrêté royal du 10 décembre 1986 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 7,75 p.c. 1987-1993-1997, *Moniteur* du 12 décembre 1986, p. 17006.

Arrêté ministériel du 12 décembre 1986 relatif à l'émission de l'emprunt 7,75 p.c. 1987-1993-1997, *Moniteur* du 13 décembre 1986, p. 17098.

Le prix d'émission est fixé à 99 p.c. de la valeur nominale.

GARANTIE DE L'ETAT.

Emprunts de la Société nationale du Logement et Société nationale terrienne.

Arrêté royal du 5 décembre 1986 autorisant la Société nationale du Logement à contracter sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'un montant effectif de 9.500.000.000 F, *Moniteur* du 25 décembre 1986, p. 17676.

Arrêté royal n° 477 du 5 décembre 1986 modifiant l'arrêté royal n° 441 du 14 août 1986 relatif à la garantie de l'Etat à accorder aux emprunts de refinancement émis par la Société nationale du Logement et par la Société nationale terrienne, *Moniteur* du 31 décembre 1986, p. 17922.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

REGION WALLONNE.

Fonds des communes.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1986 dérogeant, pour l'année 1986, à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988, *Moniteur* du 19 décembre 1986, p. 17424.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 octobre 1986 déterminant pour l'année 1986 les modalités d'application de l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988, *Moniteur* du 20 décembre 1986, p. 17464.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

CONSEILS D'ENTREPRISE ET COMITES DE SECURITE ET D'HYGIENE.

Confédération nationale des Cadres. Reconnaissance.

Arrêté royal du 26 novembre 1986 portant reconnaissance de la Confédération nationale des Cadres en qualité d'organisation représentative des cadres, *Moniteur* du 10 décembre 1986, p. 16713.

MODERATION DES REVENUS.

Travailleurs indépendants. Cotisation définitive pour 1985.

Arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif au calcul des cotisations visées à l'article 2 de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 16 décembre 1986, p. 17161.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

ACCORD BELGIQUE-CANADA.

Loi du 6 août 1986 portant approbation de l'Accord de Sécurité sociale entre la Belgique et le Canada, signé à Bruxelles le 10 mai 1984, *Moniteur* du 19 décembre 1986, p. 17284.

FONDS POUR L'EQUILIBRE FINANCIER DE LA SECURITE SOCIALE.

Arrêté royal du 21 novembre 1986 portant affectation du produit des versements inscrits au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, *Moniteur* du 9 décembre 1986, p. 16647.

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES DANS LA CEE.

Régimes de sécurité sociale s'appliquant aux travailleurs salariés, indépendants et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la CEE.

Règlement (CEE) n° 3811/86 du Conseil, du 11 décembre 1986, modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, *Journal officiel* n° L 355 du 16 décembre 1986, p. 5.

TRAVAILLEURS FRONTALIERS.

Arrêté royal n° 476 du 19 décembre 1986 modifiant les modalités de prise en charge des allocations complémentaires instaurées par l'arrêté royal du 9 décembre 1965 déterminant le montant et les conditions d'octroi d'une allocation complémentaire à certains travailleurs frontaliers ou saisonniers occupés en France et à leurs veuves, *Moniteur* du 4 décembre 1986, p. 16460.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 19 novembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 10 décembre 1986, p. 16714.

Non suspension du paiement des allocations familiales lorsque l'exigibilité des cotisations sociales dues par l'attributaire sont suspendues en vertu du Chapitre VI de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Règlement du 19 novembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1963, portant règlement des indemnités en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 13 décembre 1986, p. 17099.

Modification suite à l'introduction de la deuxième semaine de salaire garanti à charge de l'employeur.

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 5 décembre 1986, p. 16522.

Arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 7 juin 1982 établissant le modèle des documents de cotisation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 5 décembre 1986, p. 16523.

PENSIONS.

Assurés libres.

Arrêté royal n° 478 du 5 décembre 1986 modifiant certaines dispositions du régime de pension des assurés libres, *Moniteur* du 31 décembre 1986, p. 17924.

Généralités.

Arrêté royal du 22 décembre 1986 reportant au 30 juin 1987 la date prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 juin 1985 fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions, *Moniteur* du 30 décembre 1986, p. 17838.

Indépendants. Pension de retraite et de survie.

Arrêté royal du 22 décembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 30 décembre 1986, p. 17838.

Travailleurs salariés et indépendants. Pension de survie et de retraite. Mesures temporaires. Prolongation.

Arrêté royal n° 479 du 5 décembre 1986 portant prorogation de certaines mesures temporaires en matière de pensions pour travailleurs salariés et travailleurs indépendants, *Moniteur* du 31 décembre 1986, p. 17490.

Travailleurs salariés. Pension de retraite et de survie.

Arrêté royal du 22 décembre 1986 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés, *Moniteur* du 30 décembre 1986, p. 17841.

VACANCES ANNUELLES.

Arrêté royal n° 475 du 19 novembre 1986 modifiant l'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les avantages complémentaires aux vacances annuelles des ouvriers mineurs des charbonnages, *Moniteur* du 4 décembre 1986, p. 16458.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DE LA CEE.

Produits textiles.

Décision 86/590/CEE du Conseil, du 24 novembre 1986, relative à la conclusion du protocole portant prorogation de l'arrangement concernant le commerce international des textiles, *Journal officiel* n° L 341 du 4 décembre 1986, p. 33.

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT.

Aides alimentaires.

Règlement (CEE) n° 3972/86 du Conseil, du 22 décembre 1986, concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire, *Journal officiel* n° L 370 du 30 décembre 1986, p. 1.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS - TRANSIT.

Coopération financière et technique.

Règlement (CEE) n° 3973/86 du Conseil, du 22 décembre 1986, relatif à l'application des protocoles relatifs à la coopération financière et technique conclus par la Communauté avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, le Liban, la Jordanie, la Syrie, Malte et Chypre, *Journal officiel* n° L 370 du 30 décembre 1986, p. 5.

Droits intellectuels - contrefaçon.

Règlement (CEE) n° 3842/86 du Conseil, du 1^{er} décembre 1986, fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique des marchandises de contrefaçon, *Journal officiel* n° L 357 du 18 décembre 1986, p. 1.

Etats-Unis d'Amérique.

Arrêté ministériel du 28 novembre 1986 abrogeant l'arrêté ministériel du 14 mars 1986 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique, *Moniteur* du 9 décembre 1986, p. 16642.

Abrogation de l'A.M. du 14 mars 1986 vu l'abrogation du règlement (CEE) n° 241/86 du Conseil du 27 janvier 1986 par le règlement (CEE) n° 2825/86 du 11 septembre 1986.

Remboursement ou remise de droit à l'importation ou à l'exportation.

Règlement (CEE) n° 3799/86 de la Commission, du 12 décembre 1986, fixant les dispositions d'application des articles 4 *bis*, 6 *bis*, 11 *bis* et 13 du règlement (CEE) n° 1430/79 du Conseil relatif au remboursement ou à la remise des droits à l'importation ou à l'exportation, *Journal officiel* n° L 352 du 13 décembre 1986, p. 19.

Sanctions communautaires contre l'Afrique du Sud. Exécution par la Belgique.

Arrêté ministériel du 28 novembre 1986 soumettant à licence l'exportation de certains produits destinés à la République d'Afrique du Sud, *Moniteur* du 17 décembre 1986, p. 17189.

Arrêté ministériel du 28 novembre 1986 soumettant à licence l'importation de certains produits originaires de la République d'Afrique du Sud, *Moniteur* du 17 décembre 1986, p. 17189.

Tarif douanier commun.

Règlement (CEE) n° 3618/86 du Conseil, du 24 novembre 1986, modifiant le règlement (CEE) n° 3331/85 modifiant le règlement (CEE) n° 950/68 relatif au tarif douanier commun, *Journal officiel* n° L 345 du 8 décembre 1986, p. 1.

Extrait des considérants.

Considérant qu'il convient, dans un souci de clarté, de procéder à la mise à jour du tarif douanier commun dans son ensemble; qu'il y a lieu, pour ce faire, de reprendre en un texte unique non seulement les parties qui subissent des modifications à dater du 1^{er} janvier 1987, mais également les parties qui ont déjà fait l'objet de modifications ainsi que celles qui demeurent inchangées.

LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX DANS LA CEE.

Mesures de sauvegarde CEE. Article 108, § 3. Grèce.

Décision 86/614/CEE de la Commission, du 16 décembre 1986, modifiant la décision 85/594/CEE de la Commission autorisant la Grèce à prendre certaines mesures de sauvegarde au titre de l'article 108 paragraphe 3 du traité CEE, *Journal officiel* n° L 357 du 18 décembre 1986, p. 28.

Extraits.

Considérant que la situation de l'économie grecque a déterminé, surtout depuis le début de l'année 1985, une forte détérioration de la balance des opérations courantes;

Considérant que les diverses mesures prises par le gouvernement grec dans le cadre de son programme de stabilisation économique ont commencé à produire leurs fruits, mais qu'il n'est pas entièrement réalisé et qu'il n'a pas encore atteint pleinement ses objectifs;

Considérant que la situation de l'économie grecque s'est améliorée, au point de justifier, sinon la suppression immédiate des aides à l'exportation, du moins leur élimination progressive, échelonnée dans le temps, à mesure que le redressement espéré se poursuit;

Article 1^{er}. — La Grèce supprimera progressivement les aides à l'exportation visées par la décision n° 1574/70 du comité monétaire grec, modifiée par la décision n° 350/82, en quatre étapes d'égale ampleur, débutant successivement les 1^{er} janvier 1987, 1988, 1989 et 1990. La suppression progressive sera effectuée comme suit : le chiffre qui résulte actuellement soit de l'application de la formule utilisée dans le calcul du remboursement prévu aux décisions n°s 1574/70 et 350/82 du comité monétaire grec, soit de l'application du taux fixe, sera réduit de 40 p.c. pour tenir compte des effets de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). La différence (soit 60 p.c. du taux actuel) sera éliminée ensuite en quatre étapes successives de 25 p.c. chacune, débutant aux dates précitées.

REGLEMENTATION DU CHANGE.

Règlement de l'Institut belgo-luxembourgeois du Change du 15 septembre 1986,
Moniteur du 23 décembre 1986, p. 17547.

Le Conseil de l'I.B.L.C. a procédé à une réforme de la réglementation du change, qui, à partir du 1^{er} janvier 1987, allège les charges administratives liées au contrôle des paiements de marchandises.

La mesure la plus significative pour les entreprises consiste en la disparition des déclarations de paiement d'importation modèles « A » et des avis d'exportation modèles « B » ainsi que des volets de paiement des licences. Les importateurs et exportateurs justifieront dorénavant leurs paiements d'importations et d'exportations en fournissant à la banque agréée intervenante les renseignements suivants :

- description de la nature de l'opération donnant lieu au paiement ;*
- date (mois et année) de la facture concernée ;*
- pays de résidence du cocontractant étranger.*

A cette occasion, certains autres aménagements ont été introduits afin d'incorporer dans les règlements de l'Institut certaines dispositions prises sous la forme d'instructions aux banques agréées.

7. — DIVERS

CONVENTION DE PARIS SUR LA RECONNAISSANCE DES ETUDES ET DES DIPLOMES RELATIFS A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Approbation.

Loi du 22 décembre 1983 portant approbation de la Convention sur la connaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les Etats de la Région Europe, faite à Paris le 21 décembre 1979, *Moniteur* du 31 décembre 1986, p. 17914.

POLICE.

Police communale.

Le Moniteur du 6 décembre 1986 publie la loi du 11 février 1986 sur la police communale, qui introduit notamment un Titre III dans la loi communale, ainsi qu'une série d'arrêtés royaux relatifs aux conditions de nomination aux différents grades de la police communale.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

**

ANDERSEN, C.

Het octrooirecht ten dienste van kleine en middelgrote ondernemingen.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen*, 5, 1986 10, p. 613-629.)

BE 64B

BAYAR, A.

L'impôt sur le revenu élargi : analyse théorique et étude quantitative pour la Belgique.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles*, 112, 1986 10/12, p. 67-108.)

BE 44E

336.212.2

332.810. - 332.630.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Le précompte mobilier; un point de vue.
(Aspects et Documents, 54.)

Bruxelles, A.B.B., 1986, 30 p.

BENELUX...

Aménagement du temps de travail.

(In : *BENELUX, Bruxelles/Brussel*, 2, 1986 04/06, p. 9-47.)

BE 18A/1

332.811.

336.225. - 336.207. - 338.76
339.112.12

BACHY, J.P.

Rapport sur la flexibilité dans le marché du travail.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg*, 132, 1986 10 28, p. 1-27.)

EEC 4F

BRISMEE, M. et al.

TVA-construction et déductibilité fiscale des charges d'emprunt.

(Cahiers Economiques de la Construction, 1.)
Bruxelles, Confédération Nationale de la Construction, 1986, 60 p.

331.30 - 338.8

333.131.32 - 333.731.

BAECK, L.

L'économie occidentale en déséquilibre.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles*, 5, 1986 11, p. 371-396.)

BE 131A

BULLETIN...

Les crédits bancaires aux particuliers.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles*, 269, 1986 10, p. 9-15.)

BE 27CF

BULLETIN...

Observations et réflexions sur l'emploi en Belgique.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 270, 1986 11, p. 1-16.)

BE 27CF

BULLETIN...

Le fret aérien en Belgique.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 43, 1986 11 28, p. 1-4.)

BE 33

333.831.0

658.45

BULLETIN...

Le phénomène des taux d'intérêt réels : réalités et perspectives.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 270, 1986 11, p. 20-24.)

BE 27CF

BULLETIN...

Cash flow : on l'aime sans le connaître.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 45, 1986 12 12, p. 1-5.)

BE 33

336.220.

333.633.0 - 339.312.6 - 333.610.
333.832. - 368.43 - 336.207. - 658.323.

BULLETIN...

Impôts indirects dans l'ascenseur?

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 41, 1986 11 14, p. 1-6.)

BE 33

BULLETIN...

Innovations financières en France et en Belgique...? Deuxième partie : la Belgique.

(In : BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 10, 1986 11 25, p. 1-7.)

BE 34A

333.712.3 - 333.732. - 333.131.35

332.832.

BULLETIN...

Financement du commerce extérieur.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 42, 1986 11 21, p. 1-6.)

BE 33

CMB...

Votre prépension : quand et combien?

(In : CMB-INFORM, Bruxelles, 107, 1986 11, p. 1-88.)

BE 37F

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Acte unique européen.
(Bulletin des Communautés Européennes, Supplément, 2/86.)

Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1986, 26 p.

DE BONDY, R. et al.

The computer industry in Belgium; executive summary.

Brussels, IBM, 1986, 26 p.

342.55 - 336.440. - 336.53
338.43

368.40

CONSEIL ECONOMIQUE REGIONAL POUR LE BRABANT.

Les ressources budgétaires de la Région bruxelloise en 1986 et en 1987.

(In : NOTES DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 6, 1986 11, p. 1-16.)

BE 64F

DEFEYT, P.

Vers un autre mode de financement de la sécurité sociale.

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 112, 1986 12, p. 1-54.)

BE 33Z

650. - 08

332.832.

CORDIER, J.

Managers in Vlaanderen : John Cordier ; over een nieuwe ondernemingsstijl, Telindus en KV Mechelen.

Brussel, Elsevier, 1986, 144 p.

DE LA PORTE, R.

Comment s'y retrouver dans le dédale de la pré-pension conventionnelle ?

(In : ORIENTATIONS - SAMSOM ACTUALITES SOCIALES, Bruxelles, 11, 1986 11, p. 229-236.)

BE 120A

333.633.7

368.40 - 311.80 - 332.832.
368.43

DAENEN, B.

Certificats immobiliers.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN, Bruxelles/Brussel, 10, 1986 12, p. 19-29.)

BE 134

DELEECK, H.

Bedreigt de veroudering van de bevolking ons sociaal zekerheidsstelsel ?

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 11, 1986 11, p. 905-917.)

BE 71

DEPPISCH-HUBMANN, M.

Die Rolle des IWF in der Schuldenkrise. (I)

(In : ZEITSCHRIFT FUER DAS GESAMTE KREDITWESEN, Frankfurt/Main, 20, 1986 10 15, p. 942-946.)

DE 35

FONDATION TRAVAIL-UNIVERSITE.

La dette publique en question(s). (Colloque, Bruxelles, le 27 mars 1986.)

Bruxelles, Fondation Travail-Université, 1986, div. p.

332.630.

336.208.

DE WACHTER, M. & SOMERS, Y.

Job creation programs in an international comparison.

*(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Rapport, 86/198.)**Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1986, I+32 p.*

GEEROMS, H.

Fiscale fraude.

*(Horizonreeks, 68.)**Leuven, Davidsfonds, 1986, 120 p.*

333.432.8

332.622.1 - 332.621.0

ELSASSER, F.

Le Japon, l'Europe et le système monétaire international.

(In : ECONOMIE ET HUMANISME, Lyon, 292, 1986 11/12, p. 43-59.)

FR 25

GIDS...

Met een stempel door het leven? (Deel IV een slot). Peilen naar oplossingen : resultaten van een rondetafelgesprek over jeugdwerkloosheid.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 11, 1986 11, p. 919-938.)

BE 71

333.18

332.811. - 332.241.

FEB...

Les comptes annuels : ce qu'ils deviennent et qu'en faire?

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 22, 1986 12 01, p. 1890-1897.)

BE 32

GINSBURGH, V. et al.

Les prestations des salariés en heures supplémentaires. Résultats d'une enquête.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 112, 1986 10/12, p. 109-125.)

BE 44E

333.428. - 333.820. - 333.823.

GOODHART, C.

Financial innovation and monetary control.

(In : OXFORD REVIEW OF ECONOMIC POLICY, Oxford, 4, 1986 10/12, p. 79-102.)

GB 15

333.106. - 333.109. - 333.101.

LIERMAN, F.

Solvabiliteit en rendabiliteit van het Belgisch financieuzen in 1985.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 10, 1986 12, p. 31-49.)

BE 134

338.040. - 347.715.

INFORMATIONS...

La création d'entreprises.

(In : INFORMATIONS - INSTITUT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES CLASSES MOYENNES, Bruxelles, 6, 1986, p. 3-29.)

BE 86BF

331.162.45 - 331.162.22 - 323.5
331.19

LUYTEN, D.

Pressiegroepen in de eerste helft van de negentiende eeuw. Een concreet geval : de Société Générale tijdens de financiële crisis van 1848.

(In : REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - BELGISCH TIJDSCHRIFT VOOR NIEUWSTE GESCHIEDENIS, Gand/Gent, 1-2, 1986 01/06, p. 127-162.)

BE 135

338.040. - 347.715.

INFORMATIONS...

Nouvelles entreprises en Flandre : natalité et mortalité.

(In : INFORMATIONS - INSTITUT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES CLASSES MOYENNES, Bruxelles, 6, 1986, p. 31-39.)

BE 86BF

338.43 - 338.046.2

NEW...

New firms in the local economy : the case of Belgium. (In : New firms and regional development in Europe.)

London, Croom Helm, 1986, 124-140 p.

382.51 - 380.23 - 338.043.
338.32

KONINGS, M.

Evaluation des performances de la Belgique face à la spécialisation internationale.

(In : APERÇU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL - MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, Bruxelles, 3, 1986 09, p. 49-105.)

BE 98EF

368.40 - 336.212.0 - 336.201.

NICAISE, I.

De fiscalisering van de sociale zekerheid : doelstellingen, scenario's en ervaringen.

(In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 5, 1986 10, p. 595-610.)

BE 64B

REMY, N.

La publicité et les banques, quels rapports?

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERE-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 10, 1986 12, p. 77-85.)

BE 134

SPRUMONT, Y.

Croissance industrielle régionale : une étude des sources du retard de la Wallonie.

(In : *WALLONIE* 86, Namur, 78, 1986, p. 367-372.)

BE 186

333.610. - 336.207. - 333.207.
339.4 - 333.602.

REPORT...

Financial innovations and related fiscal incentives in France and Belgium.

(In : *REPORT FROM BRUSSELS - BANK BRUSSELS LAMBERT*, Brussels, 144, 1986 10, p. 1-5.)

BE 34D

333.432.8 - 333.451.6 - 334.151.27

TIETMEYER, H.

Aktuelle Fragen der europäischen und internationalen Währungspolitik.

(In : *ZEITSCHRIFT FUER WIRTSCHAFTSPOLITIK*, Köln, 3, 1986 12 09, p. 235-250.)

DE 31

333.841. - 333.846.2

SEKKAT, K.

Inflation et monnaie en Belgique : une analyse de causalité.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 112, 1986 10/12, p. 3-31.)

BE 44E

348.50 - 348.51

VANDEBERGH, H.

Bedenkingen rond de bepalingen in de programwet 1986 betreffende de rechtszekerheid van de belastingplichtigen.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR FISCAAL RECHT - FISKOFON*, Antwerpen, 64, 1986 10, p. 200-211.)

BE 570

333.432.8

SENGUPTA, A.

The functioning of the International Monetary System : a critique of the perspective of the industrial countries.

(In : *WORLD DEVELOPMENT*, Oxford, 9, 1986 09, p. 1213-1231.)

GB 62

658.323. - 658.325.

VAN DEN BULCKE, F.

Hoe de brug slaan tussen kapitaal en arbeid?

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 9, 1986 11, p. 491-494.)

BE 48

VAN DEN BULCKE, F.

Vermogensaanwasdeling en investeringsloon : vermogensvorming voor werknemers ten laste van de ondernemingen ?

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - KWARTAALSCHRIFT*, Antwerpen, 3, 1986, p. 94-103.)

BE 504

VERHOEYE, J.

De fiscus en het huispersoneel.

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - KWARTAALSCHRIFT*, Antwerpen, 3, 1986, p. 104-109.)

BE 504

385.220.

333.712.3

VAN DE VOORDE, E.

Kostenanalyse van het wegvervoer.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 112, 1986 10/12, p. 33-65.)

BE 44E

WANDEL...

Wandel und Probleme in der internationalen Exportfinanzierung. (Zweites Internationales Symposium zur Bankengeschichte am 6. April 1984 in der Alten Oper in Frankfurt am Main.)

(Bankhistorisches Archiv, Beiheft, 10.)

Frankfurt/Main, Fritz Knapp Verlag, 1986, 88 p.

332.87 - 333.138.2

336.314. - 336.301. - 336.32
336.313. - 333.631.

VAN RYSSEN, M.

La FNCC, « holding ouvrier » qui dépend de ses sociétés financières.

(In : *CONTRADICTIONS*, Bruxelles, 49-50, 1986, p. 55-61.)

BE 56

WILLEKENS, F.

Dertig miljard besparingen op de interestlasten ?

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 12, 1986 12, p. 1045-1050.)

BE 71

332.87 - 333.134. - 333.14

331.31 - 331.30

VAN RYSSEN, M.

La COB, une « banque ouvrière » aspirée par le marché capitaliste ?

(In : *CONTRADICTIONS*, Bruxelles, 49-50, 1986, p. 63-76.)

BE 56

WINIECKI, J.

Macroeconomic policies and economic slowdown : in search of linkages in 1972-1982 period.

(In : *MONTE DEI PASCHI DI SIENA - ECONOMIC NOTES*, Siena, 1, 1986, p. 118-133.)

IT 13C

